

WFP EVALUATION

Évaluation du programme "Breaking Barriers for Girls' Education" au Niger 2019–2022



Rapport d'évaluation décentralisée

DE/OSZ/2022/009

Division des Programmes Scolaires du PAM

Décembre 2023

Personnel clé pour l'évaluation

DIVISION DES PROGRAMMES SCOLAIRES

Responsables de l'évaluation: Niamh O'Grady et Anna Hamilton

PRÉPARÉ PAR

Michaela Gulemetova, chef d'équipe

Rosa Castro-Zarzur, directrice de projet

Adria Molotsky, responsable de l'évaluation quantitative

Hannah Ring, responsable qualitatif

Chaïbou Dadi, consultante nationale principale

Cody Bock, analyste en recherche qualitative

John Downes, analyste en recherche quantitative

Liza Kahn, analyste en recherche qualitative

Remerciements

Les auteurs souhaitent remercier Global Affaires Canada (GAC) pour son soutien financier et le Bureau d'évaluation du Programme alimentaire mondial (PAM) pour son partenariat tout au long du processus d'évaluation. Les auteurs souhaitent également remercier le Comité de pilotage de l'évaluation, le ministère nigérien des Enseignements secondaire et primaire et le Haut-Commissariat à l'Initiative 3N, ainsi que les bureaux de pays de l'UNICEF, de l'FNUAP et du PAM au Niger pour avoir facilité le déploiement de la collecte de données. Nous remercions en particulier Hannatou Mamadou Badjie, Beriname Badjare, Aichatou Laoual, Anna Law et Amina Sourage du PAM au Niger, Issa Razaou de l'FNUAP au Niger et Patricia Lombo et Harouna Moussa de l'UNICEF au Niger pour leur assistance et leurs contributions techniques. Les auteurs remercient Benjamin N'Dri, Rakia Garba, Kennedy Ochieng, Veronica Ochieng, Teresiah Karumba et Fanuel Otieno de Dalberg Research pour leurs conseils techniques sur les instruments, la programmation des questionnaires, les contrôles de qualité des données collectées et la gestion de l'équipe de travail sur le terrain. Nous tenons également à remercier sincèrement M. Chaibou Dadi pour son professionnalisme, sa flexibilité et son expertise tout au long de la collecte des données, de l'analyse et de la rédaction des rapports. Les auteurs ont beaucoup apprécié leur collaboration avec le personnel du siège et des régions du PAM, de l'UNICEF et de l'FNUAP, en particulier Shiraz Chakera, Satvika Chalasani, Michele Doura et Alina Kleinn.

Clause de non-responsabilité

Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles de l'équipe d'évaluation et ne reflètent pas nécessairement celles du Programme Alimentaire Mondial. La responsabilité des opinions exprimées dans ce rapport incombe exclusivement aux auteurs. La publication de ce document ne signifie pas que le PAM approuve les opinions exprimées.

Les appellations employées et la présentation des données sur les cartes n'impliquent de la part du PAM aucune prise de position quant au statut juridique ou constitutionnel des pays, territoires ou zones maritimes, ni quant au tracé des frontières.

Table des matières

Personnel clé pour l'évaluation	2
Liste des figures	Error! Bookmark not defined.
Liste des tableaux	6
Résumé exécutif	8
1. Introduction	15
1.1. CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉVALUATION	16
1.2. LE CONTEXTE	17
1.3. OBJET DE L'ÉVALUATION.....	20
1.4. METHODOLOGIE D'EVALUATION, LIMITES ET CONSIDERATIONS ETHIQUES	23
2. Résultats de l'évaluation	28
2.1. PERTINENCE	28
2.2. COHERENCE ET INTERCONNEXION	37
2.3. EFFICIENCE	39
2.4. EFFICACITE	41
2.5. DURABILITE	57
2.6. IMPACT PERÇU	58
3. Conclusions et recommandations	63
3.1. CONCLUSIONS	63
3.2. LEÇONS TIREES.....	65
3.3. RECOMMANDATIONS.....	67
Annexe 1. Résumé des termes de référence	71
Annexe 2. Calendrier	94
Annexe 3. Matrice d'évaluation.....	96
Annexe 4. Outils de collecte de données	101
Annexe 5. Agenda du travail sur le terrain.....	181
Annexe 6. Conclusions des résultats	182
Annexe 7. Liste des personnes interrogées.....	184
Annexe 8. Bibliographie.....	185
Annexe 9. Tableaux supplémentaires.....	189
Annexe 10. Cadre logique du BBGE.....	194
Annexe 11. Sigles et acronymes	197
Annexe 12. Tableau des activités.....	199
Annexe 13. Analyse détaillée des parties prenantes.....	200

Annexe 14. Théorie du changement reconstruite par BBGE	204
Annexe 15. Approche quantitative et qualitative de l'évaluation	205
Annexe 16. Activités, objectifs et résultats du BBGE Niger sur la base des données de suivi et d'enquête.....
....209	

Liste des figures

Figure 1. Carte des zones touchées par la sécheresse	14
Figure 2. Objectifs du programme BBGE	19
Figure 3. Classement de la facilitation des activités au Niger.....	24
Figure 4. Insécurité alimentaire des ménages par région	28
Figure 5. Stratégies d'adaptation des ménages par Région	29
Figure 6. Salle de classe typique dans la zone du projet BBGE.....	31
Figure 7. Prévalence des réfugiés et des personnes déplacées dans les zones cibles.....	33
Figure 8. Logement type dans la zone du projet BBGE.....	34
Figure 9. Source d'eau du ménage, dans l'ensemble et par région	35
Figure 10. État des toilettes, par région	35
Figure 11. Aspirations des parents pour le niveau d'éducation le plus élevé des jeunes	42
Figure 12. Aspirations des jeunes pour leur propre niveau d'éducation le plus élevé, par sexe	43
Figure 13. Aspirations des jeunes pour leur propre niveau d'éducation le plus élevé, par région	43
Figure 14. Taux de scolarisation, par âge et par sexe	46
Figure 15. Situation de la scolarisation des jeunes en 2022-2023, par sexe	47
Figure 16. Taux d'achèvement des études par région.....	Error! Bookmark not defined.
Figure 17. Comportement de lavage des mains tel que rapporté par les jeunes, par région	60
Figure 18. THEMES DE FORMATION SUIVIS PAR REGION	59
Figure 19. Participation à la formation BBGE selon les jeunes.....	61

Liste des tableaux

Tableau 1. CRITERES D'EVALUATION ET QUESTIONS D'EVALUATION	9
Tableau 2. ACTIVITES PROPOSEES PAR BBGE, ORGANISEES PAR COMPOSANTE	20
Tableau 3. CRITERES ET QUESTIONS D'EVALUATION, DETAILLEE	23
Tableau 4. Limites de la recherche et stratégies d'atténuation	25
Tableau 5. Obstacles à l'éducation des filles dans la conception du BBGE	27
Tableau 6. Taux de scolarisation au fil du temps dans les écoles de l'échantillon BBGE	45
Tableau 7. Certificat d'Études Primaire	46
Tableau 8. RECEPTION DE MICRONUTRIMENTS ET DE VERMIFUGES	49
Tableau 9. CONNAISSANCES DES JEUNES SUR LE VIH, PAR REGION	53
Tableau 10. Certificat d'Études Primaires.....	Error! Bookmark not defined.
Tableau A1. Activités de l'objectif 1	Error! Bookmark not defined.

Tableau A2. Activités de l'objectif 2	Error! Bookmark not defined.
Tableau A3. Activités de l'objectif 3	Error! Bookmark not defined.
Tableau A4. Activités de l'objectif 4	Error! Bookmark not defined.
Tableau A5. Questions et critères d'évaluation.....	Error! Bookmark not defined.
Tableau A6. Méthodes de collecte des données	Error! Bookmark not defined.
Tableau A7. Risques liés à l'évaluation	Error! Bookmark not defined.
Tableau A8. Sources de données.....	Error! Bookmark not defined.
Tableau A9. Résumé du calendrier - Principales étapes de l'évaluation	Error! Bookmark not defined.
Tableau A10. Principales étapes de l'évaluation	Error! Bookmark not defined.
Tableau A11. Matrice d'évaluation.....	Error! Bookmark not defined.
Tableau A12. Agenda du travail sur le terrain	Error! Bookmark not defined.
Tableau A13. Cartographie des recommandations	Error! Bookmark not defined.
Tableau A14. Participants à l'exercice de cartographie des parties prenantes	Error! Bookmark not defined.
Tableau A15. Personnes interrogées dans le cadre de la collecte de données qualitatives ..	Error! Bookmark not defined.
Tableau A16. Infrastructures scolaires et services WASH, par région	Error! Bookmark not defined.
Tableau A17. Suite d'activités mises en œuvre par le programme BBGE dans les écoles primaires et secondaires	Error! Bookmark not defined.
Tableau A18. Suite d'activités mises en œuvre par le programme BBGE, par région	Error! Bookmark not defined.

Résumé exécutif

1. L'American Institutes for Research (AIR) a réalisé l'évaluation finale du programme Breaking Barriers for Girls' Education (BBGE) au Chad et Niger mis en œuvre d'octobre 2019 à juin 2022 par le Programme Alimentaire Mondial (PAM), en collaboration avec le Fonds International d'Urgence pour l'Enfance (UNICEF) et le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP). Les trois agences des Nations Unies ont commandé conjointement cette évaluation à des fins de responsabilisation et d'apprentissage de ce qui fonctionne pour l'accès des filles à l'éducation dans un contexte de crise, ainsi que d'apprentissage du partenariat. Les objectifs de l'évaluation sont d'évaluer la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'impact perçu et la durabilité du programme BBGE et de proposer des mesures concrètes pour l'amélioration du programme. Ce rapport présente les résultats et les conclusions de l'évaluation au Niger.

CONTEXTE

2. Le Niger a été ciblé pour le programme BBGE en raison d'obstacles importants à l'éducation des filles, de niveaux élevés de pauvreté et d'insécurité alimentaire, et de contextes de crise qui mettent les filles en danger. Le pays est confronté à de nombreux défis pour répondre aux besoins de développement transversaux tels que l'égalité des sexes, la santé et la sécurité alimentaire : selon le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Niger se classe au dernier rang (189 sur 191) des pays inclus dans l'indice de développement humain (IDH)¹. Le Niger est également de plus en plus confronté aux effets du changement climatique, comme en témoignent la baisse des rendements, la disparition des pâturages et l'augmentation de l'insécurité alimentaire. La sécurité alimentaire est en outre menacée par la crise mondiale actuelle des prix des denrées alimentaires et par l'insécurité régionale au Mali et au Nigéria voisins. En outre, l'éducation au Niger est confrontée à de nombreux défis, notamment le manque de fréquentation et de qualité de l'enseignement, l'inégalité entre les sexes et la nécessité de suivre le rythme de croissance rapide de la population.
3. L'éducation au Niger est confrontée à de nombreux défis, notamment la manque de fréquentation et de qualité de l'enseignement, l'inégalité entre les sexes et la nécessité de suivre le rythme de la croissance démographique rapide. En moyenne, les enfants nigériens ne passent que 6,5 ans à l'école². Parmi ceux qui vont à l'école, plus de 60 pour cent des élèves n'ont pas les connaissances et les capacités requises pour lire et comprendre un texte, et environ 30 pour cent des élèves n'atteignent pas le seuil "suffisant" en mathématiques³. Le taux net de scolarisation dans le primaire a baissé ces dernières années, aggravé par les perturbations dues au COVID-19 et à l'éclatement de conflits⁴. En outre, ces tendances ont vu l'inégalité entre les sexes en matière de scolarisation augmenter depuis 2017, ce qui indique un éloignement des cibles des ODD liées à l'égalité des sexes et à l'éducation. Au Niger, les filles ne reçoivent aujourd'hui que la moitié du nombre d'années d'éducation que les garçons reçoivent, et le taux d'achèvement de l'école primaire pour les filles a diminué de 65 pour cent en 2016 à 49 pour cent en 2020⁵. Parallèlement, la baisse du taux d'éducation des filles s'accompagne d'une augmentation des mariages précoces : actuellement, 75 pour cent des filles se marient avant l'âge de 18 ans, et 28 pour cent avant l'âge de 15 ans. Le Niger a un taux de fécondité de sept enfants par femme, ce qui lui confère le taux de croissance démographique le plus élevé au monde⁶.

OBJET DE L'ÉVALUATION

4. Dans ce contexte difficile, le PAM, l'UNICEF et l'FNUAP se sont associés aux ministères, aux associations de parents d'élèves et à d'autres organisations non gouvernementales (ONG) et organisations communautaires locales pour mettre en œuvre un ensemble d'activités financées par Affaires Mondiales Canada (plus de 11,3 millions de dollars canadiens) dans les régions de Tillabéri, Tahoua et Diffa au Niger. L'objectif global du programme BBGE était d'améliorer l'accès à l'éducation des filles, en particulier celles qui vivent dans des zones fragiles et touchées par des conflits, en réduisant et en supprimant les obstacles persistants à leur inscription et à leur assiduité à l'école. Les principaux obstacles à l'éducation ciblés par les activités de BBGE comprenaient la faim et la pauvreté, la violence sexiste, les lacunes dans les services de santé et d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) dans les écoles, le manque de services de soutien nutritionnel, les attitudes désapprobatrices à l'égard de l'éducation des filles, le manque de sensibilisation aux droits en matière de santé sexuelle et reproductive et la capacité insuffisante des gouvernements nationaux et locaux à répondre aux besoins spécifiques des filles en matière d'éducation.

¹ PNUD, 2020

² PAM, 2021a

³ PASEC, 2020

⁴ Banque Mondiale, 2021b

⁵ Banque Mondiale, 2021a

⁶ Razafimandimby & Swaroop, 2020

5. Pour atteindre l'objectif global du programme, à savoir améliorer l'accès des filles à l'éducation en s'attaquant aux obstacles communs, l'équipe de BBGE a mis en œuvre une série d'activités ciblant les enfants des écoles primaires et secondaires, les parents, les enseignants, les membres de la communauté et le personnel gouvernemental concerné. Les activités du programme comprenaient la fourniture de repas scolaires, la distribution d'allocations en espèces pour les filles, la formation des étudiants sur des sujets tels que la santé sexuelle et reproductive (SSR), la violence basée sur le genre (VBG), l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), les compétences de vie et la nutrition, la construction de latrines séparées par sexe dans les écoles et la distribution de kits de gestion menstruelle et d'hygiène, y compris des serviettes hygiéniques, la distribution de suppléments en micronutriments, des activités communautaires de sensibilisation et de prévention de la VBG, et des activités visant à renforcer les capacités au niveau national.
6. L'UNICEF, le FNUAP et le PAM ont élaboré une théorie du changement (TdC) pour le programme BBGE, décrivant les liens hypothétiques entre les activités du programme et la réduction des obstacles à la scolarisation. Le format commun de la mise en œuvre, chaque agence étant responsable des activités correspondant à son mandat organisationnel, a permis d'aligner le programme sur les flux de travail de toutes les parties prenantes. Une fois que les besoins de base immédiats d'un ménage sont satisfaits (logement, nourriture, eau, vêtements), la TdC suggère que les familles peuvent commencer à soutenir le développement du capital humain de leurs enfants en investissant dans la santé, la nutrition et l'éducation. Le cahier des charges indique que la combinaison des activités du programme BBGE devrait permettre d'améliorer l'accès aux aliments nutritifs, de renforcer les incitations à la scolarisation et à l'assiduité des adolescentes, d'accroître les connaissances sur les droits des filles à l'éducation, la prévention de la violence liée au sexe, la santé et les droits sexuels et reproductifs, et de renforcer la capacité des pouvoirs publics à traiter ces questions. L'amélioration de l'accès à l'éducation et de la connaissance des questions d'égalité entre les sexes devrait réduire les obstacles à la scolarisation, notamment les normes sociales, la mauvaise santé, la pauvreté, les coûts d'opportunité de la scolarisation, les problèmes de sécurité personnelle, la faiblesse des capacités institutionnelles et le manque de sensibilisation à l'importance de l'éducation pour les filles. Une fois ces obstacles réduits et éliminés, les filles devraient avoir un meilleur accès à l'éducation et un bien-être accru, en particulier dans les contextes de crise. La TdC contient un "empilement" de résultats et d'objectifs, c'est-à-dire les mêmes résultats à différents niveaux de la logique du programme. Une présentation détaillée de la TdC figure à l'annexe 15.
7. Les utilisateurs prévus de ce rapport d'évaluation sont la Division SBP du PAM et ses partenaires décisionnels, le siège, les bureaux régionaux et nationaux du PAM, de l'UNICEF et de l'FNUAP (y compris les bureaux sur le terrain), les ministères de l'éducation et de la santé du Niger, le GAC, ainsi que les ONG locales et les organisations communautaires agissant en tant que partenaires de mise en œuvre.

MÉTHODOLOGIE ET PORTÉE DE L'ÉVALUATION

8. Les deux principaux objectifs de l'évaluation de BBGE sont la responsabilité et l'apprentissage, l'accent étant mis sur l'apprentissage, le but ultime étant de promouvoir l'égalité des sexes et la prospérité des femmes. La méthodologie d'évaluation utilisée dans le présent rapport est conforme au rapport initial qui a opérationnalisé le processus d'évaluation en cours et intégré les commentaires du groupe de référence pour l'évaluation (ERG) afin de garantir l'adhésion des principales parties prenantes et la réactivité de l'évaluateur aux besoins et aux priorités des partenaires chargés de la mise en œuvre.
9. AIR a utilisé une approche mixte, intégrant des méthodes quantitatives et qualitatives pour (a) évaluer la performance du programme BBGE par rapport aux résultats attendus, en utilisant le cadre logique, (b) examiner les partenariats entre les organisations responsables de la mise en œuvre du programme BBGE au Niger, (c) découvrir les forces et les faiblesses d'une mise en œuvre réussie résultant de l'approche de partenariat conjoint pour comprendre les avantages et les inconvénients créés par l'approche conjointe, et (d) identifier les leçons et les bonnes pratiques avec une attention particulière aux leçons pour la programmation pour les filles dans les contextes de crise et d'urgence.
10. Les questions d'évaluation (QE) qui nous ont aidés à atteindre ces objectifs reflètent les six principaux critères de l'OCDE-CAD : (a) pertinence du programme, (b) cohérence du programme avec les stratégies et interventions existantes dans le pays, (c) efficacité de la mise en œuvre du programme, (d) l'efficacité du programme, (e) la durabilité du programme, et (f) l'impact perçu du programme. Répondre à ces questions nous a permis d'évaluer la conception et la mise en œuvre du programme ainsi que d'identifier les facteurs qui permettent la durabilité du programme BBGE. Dans tous les QE, nous prenons en compte l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Par exemple, nous examinons la sensibilité au genre des activités du programme, les obstacles potentiels à l'accès pour les femmes et les filles, et les facteurs contextuels spécifiques au genre qui peuvent avoir influencé les expériences des femmes et des filles avec le programme. Pour l'évaluation au Niger, nous avons conçu une approche à méthodes mixtes pour répondre à toutes les QE, créant des synergies dans le processus (Tableau 1). Cette approche permet de mieux comprendre le fonctionnement du programme et ses résultats, et d'approfondir les tendances observées.

Tableau 1: Critères d'évaluation et questions d'évaluation

Critères d'évaluation	Questions d'évaluation
1. Pertinence	Les activités du programme BBGE étaient-elles pertinentes pour les besoins sanitaires et éducatifs des préadolescentes et adolescentes, en particulier les filles des groupes marginalisés, dans le contexte humanitaire des zones cibles ?
2. Cohérence	Dans quelle mesure les objectifs et les activités du programme se sont-ils alignés sur les politiques et les priorités du gouvernement national et sur les programmes pertinents opérant dans les provinces cibles ?
3. Efficience	Dans quelle mesure les activités du programme ont-elles produit des résultats de manière opportune et efficace dans le cadre du partenariat entre l'UNICEF, le FNUAP et le PAM ?
4. Efficacité	Dans quelle mesure les activités du programme ont-elles produit les extrants et résultats escomptés ?
5. Durabilité	Dans quelle mesure le programme a-t-il amélioré la capacité du gouvernement et de la communauté et l'appropriation des activités ?
6. Impact	Dans quelle mesure le programme a-t-il atteint les résultats souhaités pour l'éducation des filles ?

11. La recherche quantitative comprenait un recensement auprès de 50 écoles et des enquêtes auprès d'un total de 555 ménages et 557 jeunes dans les régions de Tillabéri, Tahoua et Diffa. La recherche qualitative comprenait 24 discussions de groupe (FGD) avec des adolescents et des parents, tous deux séparés en fonction du sexe sur 6 sites, 24 entretiens avec des informateurs clés (KII) avec des parties prenantes de la communauté et du gouvernement, et 6 FGD organisationnels au niveau du siège et du pays. L'équipe de recherche s'est assurée que les outils de collecte de données quantitatives et qualitatives fourniraient des données suffisantes pour analyser l'impact du programme sur l'éducation et l'autonomisation des filles (voir l'annexe 4 pour les outils de collecte de données complets). Nous avons triangulé les résultats des composantes quantitatives et qualitatives, ainsi que les informations provenant des documents existants du programme, des données de suivi et du cadre logique le plus récent fournis par le PAM, afin de répondre de manière exhaustive à toutes les questions de la recherche et de fournir des recommandations pour l'amélioration du programme. La collecte des données a eu lieu entre novembre et décembre 2022.
12. Bien que l'équipe d'AIR ait pris des mesures pour atténuer les risques liés à la validité de l'étude, nous n'avons pas pu éviter plusieurs limites. Celles-ci comprennent 1) le manque de données ou des données limitées telles que les données quantitatives de base, les données de rappel manquantes, les documents de suivi détaillés, 2) le biais de désirabilité sociale et les questions sensibles dans les données d'enquête, et 3) les défis logistiques liés à la collecte de données, y compris le travail à distance, les inondations dans la région de Diffa, les menaces à la sécurité à Tillabéri, et la collecte de données dans plusieurs langues. Nous avons tenu compte de ces limites et discuté de plusieurs implications et stratégies d'atténuation dans le rapport.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

Pertinence

13. Les activités du BBGE ont été conçues pour s'attaquer aux obstacles à l'éducation liés à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire, aux lacunes des services de santé, d'eau, d'assainissement et de nutrition, aux attitudes à l'égard de l'éducation des filles, des droits sexuels et reproductifs et de la violence liée au sexe dans les écoles et les communautés, ainsi qu'à la capacité institutionnelle à soutenir l'éducation des filles. Les données quantitatives et qualitatives confirment qu'il s'agit là d'obstacles majeurs et suggèrent que les activités complémentaires du programme ont fourni un soutien pertinent et complet pour y remédier. Le programme a ciblé certaines des communautés les plus vulnérables du Niger, soulignant la façon dont le programme a atteint l'ensemble des bénéficiaires prévus. Au sein des communautés BBGE, cependant, la conception du programme était moins pertinente pour une minorité d'adolescents, en particulier les filles, qui étaient confrontés à des vulnérabilités qui se chevauchaient, à savoir l'éloignement de l'école, le risque de violence lié au conflit, le déplacement et/ou l'absence de tutelle.

Cohérence et interconnexion

14. Les objectifs et les activités du programme BBGE ont permis d'aligner avec succès les politiques et les priorités pertinentes du gouvernement du Niger pour les secteurs de l'éducation, de la sécurité alimentaire et de la nutrition, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, et de la santé, ainsi que ses objectifs de développement durable à l'échelle du pays (par exemple, la stratégie nationale d'alimentation scolaire (SNAS) 2015 et la stratégie nationale d'accélération de l'éducation et de la formation des filles et des femmes (SNAEFF) 2020-2030). L'approche conjointe du programme était généralement compatible avec les stratégies et les objectifs du gouvernement du Niger ainsi

qu'avec les stratégies et les objectifs du PAM, de l'UNICEF et de l'FNUAP visant à accroître l'accès des jeunes à l'éducation et à réduire les disparités entre les sexes dans leurs principaux secteurs d'intervention (par exemple, la stratégie d'alimentation scolaire 2020-2030 du PAM, le programme de coopération 2019-2021 de l'UNICEF, et la stratégie de l'FNUAP pour les adolescents 2019-2030). Les domaines d'intervention spécifiques concernant la sécurité alimentaire, la nutrition, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, et la santé semblent avoir été les plus compatibles avec les stratégies et les objectifs de la partie prenante responsable de leur gestion et de leur supervision, et des parties prenantes concernées du gouvernement.

Efficiences

15. Le PAM, l'UNICEF et le FNUAP au niveau du siège ont généralement perçu l'approche conjointe de la mise en œuvre du programme comme une réussite et une efficacité, tout en abordant une question multifactorielle d'une manière dont une organisation seule n'aurait pas été capable. La détermination des flux de financement entre les différentes parties prenantes et l'identification des obstacles à la distribution des fonds ont constitué un défi dans le cadre de l'approche conjointe de la mise en œuvre. Des facteurs externes tels que le COVID-19 et le contexte sécuritaire ont eu un impact important sur le démarrage de BBGE et de ses activités, retardant la fourniture de suppléments d'acide folique et de fer dans les écoles et de kits d'hygiène dans les centres de santé. Les infrastructures limitées dans les écoles ont également eu un impact négatif sur la mise en œuvre rapide et économique de certaines activités.

Efficacité et impact perçus

16. Le programme BBGE prévoyait un ensemble ambitieux d'activités au Niger visant les filles, les écoles et les communautés. Le recensement des écoles a indiqué que les écoles BBGE n'ont reçu, en moyenne, que trois des six activités scolaires (repas scolaires, incitations financières, formations, suppléments nutritionnels/déparasitage, construction de latrines et de stations de lavage des mains, et kits de gestion de la santé maternelle et infantile). Parmi les activités du programme, les repas scolaires ont été les plus largement distribués (94 % des écoles primaires), suivis par la distribution de subventions en espèces (66 % des écoles secondaires) et la construction de latrines (60 % des écoles), tandis que les autres composantes du programme ont été mises en œuvre avec moins de fidélité. BBGE ayant pour objectif d'éliminer les multiples obstacles à l'éducation des filles, la mise en œuvre d'un petit sous-ensemble d'interventions planifiées a posé des problèmes majeurs.
17. Dans l'ensemble, les résultats scolaires des jeunes dans les communautés BBGE indiquent que le programme a probablement contribué aux résultats positifs. Les taux d'inscription étaient élevés (81 % des jeunes) dans les écoles du programme. Les registres scolaires suggèrent une nette augmentation des inscriptions des jeunes aux niveaux primaire et secondaire au cours des trois dernières années scolaires. En outre, les filles étaient plus nombreuses à passer les examens du Certificat d'Études Primaire (CEP) à la fin de l'école primaire qu'au cours des dernières années, ce qui leur a permis de passer à l'école secondaire à des taux plus élevés. La proportion de filles passant le CEP a presque doublé ces dernières années, passant de 20 % en 2019 à 36 % en 2022. Ces résultats s'alignent sur les aspirations éducatives élevées des soignants et des jeunes. En outre, les subventions en espèces et les repas scolaires ont été perçus comme les plus utiles pour surmonter les obstacles à la réussite scolaire des jeunes et ont été les deux activités BBGE les plus largement reçues. Les enseignants estiment que les filles sont plus nombreuses à s'inscrire à l'école grâce au programme BBGE.
18. En revanche, la plupart des autres activités de BBGE n'ont pas été mises en œuvre comme prévu. Bien que les soignants et les jeunes connaissent bien le programme BBGE (85 % et 76 % respectivement), moins de la moitié des soignants ont reçu des formations communautaires et la participation des jeunes à d'autres activités complémentaires telles que les formations, la distribution de kits, la distribution de micronutriments et l'éducation en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs (SDSR) a été variable. En conséquence, les connaissances des jeunes sur les comportements liés à la santé, à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène (WASH), à la santé sexuelle et reproductive (SSR) et au VIH étaient mitigées, sans indication claire des tendances positives observées.
19. Plusieurs facteurs internes et externes ont affecté l'efficacité du programme, notamment le manque d'engagement des acteurs locaux et le calendrier limité, ainsi que la pandémie de COVID-19, les conflits, le manque d'infrastructures existantes et les catastrophes naturelles.

Durabilité

20. Bien que certaines activités et politiques de BBGE aient été institutionnalisées aux niveaux national et communautaire, il existe un fort sentiment de dépendance à l'égard du soutien extérieur et un sentiment limité d'appropriation du programme par les bénéficiaires et les acteurs gouvernementaux à tous les niveaux. La période initiale de mise en œuvre de moins de deux ans a été considérée par beaucoup comme une "preuve de concept" ou une phase "pilote" et les étapes suivantes ont souvent été considérées comme dépendant des résultats de l'évaluation. Pour ces raisons, la durabilité n'était peut-être pas une priorité absolue au cours de la période initiale du

programme. En outre, les parents et les autres acteurs de la communauté ont exprimé un sentiment d'impuissance et d'incapacité à poursuivre les activités (en particulier celles qui nécessitent des ressources financières) en l'absence de soutien extérieur.

CONCLUSIONS

21. Le PAM, l'UNICEF et le FNUAP ont collaboré étroitement et se sont montrés très enthousiastes à l'égard de l'approche conjointe et de la possibilité d'étendre le programme et de le reproduire ailleurs. Cependant, des problèmes de coordination sur le terrain sont apparus, ainsi que des préoccupations concernant les flux de financement.
22. Dans l'ensemble, les indicateurs d'éducation liés à la scolarisation, aux taux de participation au PEC et aux aspirations étaient élevés, en particulier pour les filles des zones cibles, ce qui suggère que les activités de BBGE ont été bien conçues pour promouvoir la scolarisation des filles et leur maintien à l'école. Les subventions en espèces et les repas scolaires ont été perçus comme les plus utiles pour surmonter les obstacles à la réussite scolaire des jeunes et ont été les deux activités de BBGE les mieux accueillies.
23. Le programme BBGE et ses responsables de la mise en œuvre ont accordé la priorité à l'égalité des sexes et à l'équité globale. De nombreux membres de la communauté et dispensateurs de soins étaient préoccupés par le fait que les subventions en espèces n'allaient qu'aux filles et estimaient que les garçons étaient inutilement exclus des activités du programme alors qu'ils étaient également vulnérables et avaient besoin d'une aide financière pour poursuivre leur scolarité.
24. La sensibilisation à l'importance de l'éducation des filles a montré qu'il était possible de poursuivre le programme en l'absence d'aide extérieure, mais les membres de la communauté avaient un fort sentiment de dépendance.

LEÇONS TIRÉES

25. Alors que ce rapport se concentre sur l'évaluation des activités de BBGE au Niger, le programme a été mis en œuvre simultanément au Tchad. En s'appuyant sur les résultats obtenus dans les deux pays, nous présentons maintenant les leçons apprises qui serviront à informer l'expansion future du programme ou d'autres interventions d'approche conjointe :
26. **La concentration des ressources sur un nombre réduit d'écoles et l'établissement de priorités pour les activités clés permettent d'accroître leur réalisation simultanée et d'améliorer la fidélité de la mise en œuvre.** La mise en œuvre au Tchad a été meilleure qu'au Niger, les participants ayant reçu en moyenne 5 activités scolaires (sur 6) contre 3 activités au Niger. Au Tchad, le programme a ciblé 78 écoles, tandis qu'au Niger, BBGE a ciblé 262 écoles. En outre, selon les cadres logiques du programme, les objectifs d'activités à la fin du projet étaient plus susceptibles d'être atteints au Tchad qu'au Niger. Dans l'ensemble, ces résultats suggèrent que le programme devrait donner la priorité à l'efficacité des ressources en se concentrant sur la profondeur de chaque activité plutôt que sur son étendue.
27. Dans les deux pays, les repas scolaires et les subventions en espèces ont été jugés les plus efficaces pour réduire les obstacles à l'éducation des filles (et des garçons). **Au Niger et au Tchad, les repas scolaires et les subventions en espèces ont été largement considérés comme un soutien crucial pour faciliter l'accès des enfants à l'école. Ces activités devraient être prioritaires si le programme devait être poursuivi.**
28. **Dans les deux pays, le programme BBGE a surestimé sa capacité à aider suffisamment les filles non scolarisées à retourner à l'école.** Nos évaluations ont montré que les filles non scolarisées des deux pays avaient du mal à réintégrer le système éducatif. Ce phénomène était plus prononcé au Tchad, où les filles ont abandonné l'école pendant la pandémie de COVID-19 et ne sont pas retournées à l'école, bien que le programme ait fait des efforts limités pour soutenir leur retour à l'école. Au Niger, en revanche, le programme BBGE comprenait des activités de rattrapage spécifiquement conçues pour cibler les filles non scolarisées, mais l'absence de procédures de réinscription des élèves ayant quitté le système a limité la capacité du programme à le faire. Il est donc important que le programme BBGE prenne en compte les soutiens scolaires supplémentaires nécessaires lorsque les élèves se réinscrivent à l'école après une période prolongée. Ceci est particulièrement important pour les populations réfugiées et déplacées, car les perturbations de l'éducation sont plus fréquentes en raison de leur nature transitoire nécessaire.
29. **Le calendrier des activités est essentiel à la réussite du programme.** La mise en œuvre de diverses activités visant à réduire les obstacles à l'éducation des filles est une condition nécessaire mais insuffisante pour assurer l'efficacité du programme BBGE. Les subventions en espèces ont été retardées au Niger et au Tchad et n'ont été distribuées aux bénéficiaires qu'après le début de l'année scolaire, c'est-à-dire après le paiement des frais de scolarité et des dépenses connexes. Pour que ces activités soient les plus efficaces possibles, le programme BBGE devrait s'efforcer de distribuer les paiements avant les dates limites. De même, la fourniture de repas scolaires devrait s'aligner sur le calendrier scolaire, de sorte que les élèves reçoivent des repas dès le premier jour d'école. Étant donné que la

fourniture de nourriture à l'école est une activité importante pour encourager l'assiduité des élèves, le fait de s'assurer que ces repas sont disponibles pendant toute la durée de l'année scolaire aura des effets plus importants sur l'assiduité. Au Niger, des retards ont également été enregistrés dans la mise en place d'espaces sécurisés et d'activités liées à la santé, notamment la création d'infirmeries scolaires, de clubs de santé et de services de santé sexuelle et reproductive - des activités destinées à maintenir les filles en bonne santé et à les inciter à rester à l'école.

30. **Avec l'approche conjointe, il est important d'inclure les équipes nationales et régionales dans les conversations sur la gestion et la synchronisation des programmes et de ne pas se contenter d'une simple coordination entre les agences des Nations Unies au niveau du siège.** Les entretiens et les groupes de discussion au Niger et au Tchad ainsi qu'au niveau du siège ont mis en évidence un manque de communication et de coordination claires entre le siège, les bureaux nationaux et les bureaux régionaux, ainsi qu'entre les bureaux nationaux et les partenaires de mise en œuvre. Ces problèmes de communication ont finalement entraîné des retards dans les projets et limité l'efficacité de la mise en œuvre. L'un des problèmes les plus fréquemment cités concerne le flux de ressources, notamment financières, entre le siège et les partenaires chargés de la mise en œuvre, ainsi que les retards inhérents aux multiples niveaux que les fonds doivent franchir pour atteindre les bénéficiaires. En outre, le manque de clarté des lignes de communication et des rôles de chaque bureau, en particulier au niveau régional, a donné lieu à des tâches ambiguës et à une appropriation des activités, ce qui a entraîné des retards supplémentaires et un manque d'efficacité du programme. Pour les futurs programmes BBGE ou autres programmes similaires proposés dans le cadre d'une approche conjointe, il pourrait être prudent de recruter des coordinateurs de programme pour gérer l'ensemble des activités et des ressources, comme cela a été fait dans le cadre du programme conjoint pour l'éducation des filles au Malawi (JPGE), ou d'utiliser un mécanisme de coordination centralisé pour les agences des Nations unies et les partenaires chargés de la mise en œuvre. En outre, l'établissement de lignes de communication et la définition claire des rôles à chaque niveau faciliteront la mise en œuvre efficace du programme.

RECOMMANDATIONS

31. À la suite des résultats de l'évaluation, nous formulons six recommandations fondées sur des données probantes concernant l'efficacité, l'impact, l'équité, la durabilité, la cohérence et l'interdépendance du programme. Nous présentons d'abord les recommandations stratégiques, puis les recommandations plus opérationnelles.

Recommandations stratégiques

32. *Recommandation 1* : Étendre la fourniture de repas scolaires aux écoles secondaires (et pas seulement aux écoles primaires).
33. *Recommandation 2* : Clarifier le ciblage des interventions parmi les agences des Nations unies et les sous-traitants locaux (par exemple, les garçons devraient-ils bénéficier d'interventions, puisque l'évaluation a montré qu'ils en bénéficiaient ?) et améliorer la communication autour du ciblage. S'il n'est pas possible d'inclure les garçons dans les activités pertinentes, sensibiliser soigneusement les communautés aux raisons pour lesquelles les garçons ne sont inclus que dans certaines activités.
34. *Recommandation 3* : Pour s'assurer que les filles en situation de crise bénéficient de l'ensemble des interventions, il faut envisager de cibler un plus petit nombre d'écoles afin de s'assurer que toutes les activités et tous les intrants sont mis en œuvre comme prévu pour avoir un impact.
35. *Recommandation 4* : Les agences des Nations unies devraient établir un plan de viabilité clair pour toutes les activités du programme, avec des missions identifiées pour les dirigeants communautaires et le personnel des bureaux nationaux. Pour les activités qui nécessitent des ressources financières supplémentaires, le plan de viabilité doit identifier les éléments qui peuvent être poursuivis à faible coût ou gratuitement.
36. *Recommandation 5* : Clarifier les rôles des trois agences des Nations unies au siège et au niveau local. Veiller à ce que les rôles et les responsabilités soient clairement communiqués afin de mieux tirer parti du soutien des bureaux régionaux des trois agences des Nations unies.

Recommandations opérationnelles

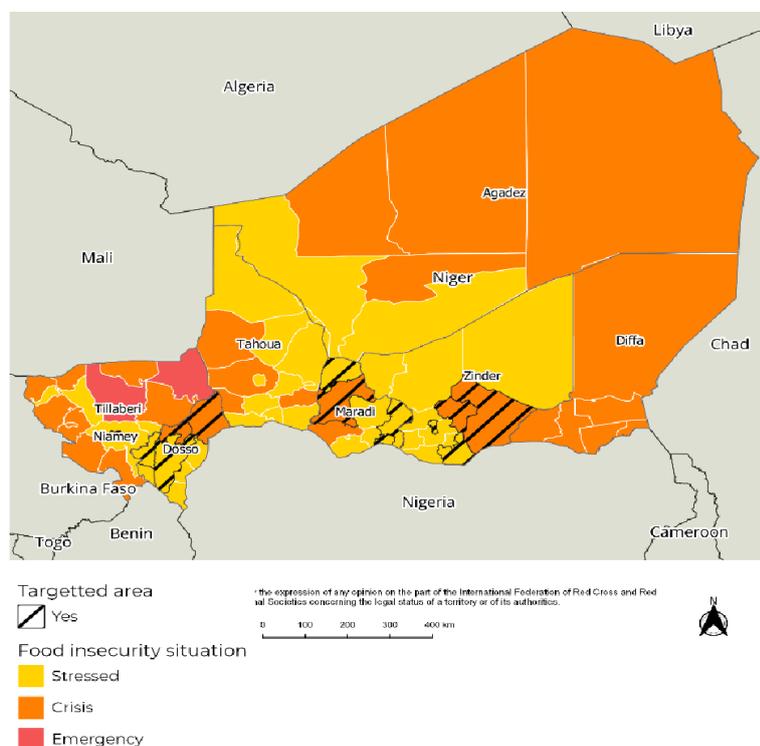
37. *Recommandation 6* : Étudier les moyens de rationaliser les flux de financement afin de réduire les retards et d'éviter toute confusion quant à l'état d'avancement du décaissement des fonds. Déterminer les goulets d'étranglement dans les flux et fixer des attentes réalistes quant aux délais de décaissement afin de réduire les retards.

38. *Recommandation 7* : Améliorer la communication autour des opportunités de formation afin d'assurer une meilleure participation. Dans les domaines où les connaissances sont particulièrement faibles, envisager des formations de suivi sur des sujets spécifiques.
39. *Recommandation 8* : Améliorer la rapidité d'octroi des bourses d'études. Veiller à ce que les bourses d'études et les subventions en espèces destinées aux filles soient octroyées au début de l'année scolaire afin d'encourager une utilisation appropriée et opportune des fonds pour les besoins éducatifs des filles.
40. *Recommandation 9* : Mettre en place un mécanisme centralisé de coordination entre les trois agences des Nations unies et leurs sous-traitants locaux afin d'améliorer l'approche de mise en œuvre conjointe. L'unité de coordination devrait comprendre des représentants de chaque organisation des Nations unies basée dans le pays et l'unité devrait superviser la mise en œuvre de toutes les activités et effectuer des missions de contrôle régulières pour assurer la cohérence de l'approche conjointe.

1. Introduction

1. Le Niger est l'un des pays les plus pauvres du monde, avec une espérance de vie parmi les plus faibles et les résultats les plus médiocres en matière d'éducation. En 2022, il était classé 189e sur 191 pays dans l'indice de développement humain⁷. La vulnérabilité chronique et généralisée n'est pas partagée de manière égale : Le Niger se classe également parmi les pays les plus bas sur l'indice de développement du genre⁸, ce qui signifie que les femmes au Niger ont des résultats éducatifs, sanitaires et financiers plus mauvais que les hommes dans presque tous les autres pays du monde⁹. Le Niger est également classé 153e sur 170 pays dans l'indice d'inégalité de genre 2021 (la perte de développement humain due à l'inégalité entre les réalisations des femmes et des hommes).
2. La vulnérabilité est endémique dans tout le pays, avec des différences marginales entre les régions. Un rapport FEWS NET de 2019 a révélé que, lorsqu'il est ventilé par région et par zone de subsistance, l'ensemble du pays, à l'exception de deux régions, est classé comme souffrant d'insécurité alimentaire chronique modérée (IAC) et qu'un tiers de tous les ménages du Niger sont confrontés à une IAC modérée et grave, subissent des déficits alimentaires saisonniers pendant deux à quatre mois de l'année et ont une faible diversité alimentaire¹⁰. En outre, le rapport estime que la prévalence de la FCI modérée et sévère était la plus élevée dans les régions d'Agadez, de Diffa, de Maradi, de Tillabéri et de Zinder. En particulier, de graves sécheresses ont frappé le Niger en 2022, laissant quatre millions de ménages confrontés à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire l'année dernière¹¹ (Figure 1).

Figure 1. Carte des zones touchées par la sécheresse



Source. IFRC, 2022

⁷ PNUD, 2022

⁸ L'indicateur sexospécifique du développement humain mesure les écarts entre les hommes et les femmes dans trois dimensions fondamentales du développement humain : la santé (mesurée par l'espérance de vie à la naissance pour les femmes et les hommes), le savoir (mesuré par le nombre d'années de scolarisation prévues pour les enfants et le nombre moyen d'années de scolarisation pour les adultes âgés de 25 ans et plus) et le niveau de vie (mesuré par l'estimation du revenu national brut par habitant pour les femmes et les hommes). Il s'agit d'un rapport entre l'indice de développement humain féminin et l'indice de développement humain masculin.

⁹ PNUD, 2022

¹⁰ USAID, 2019

¹¹ FICR, 2022

3. L'extrême pauvreté (1,90 USD/par jour) est courante dans tout le Niger, mais particulièrement dans les zones rurales en dehors de la capitale. Dans un contexte d'extrême pauvreté, d'insécurité alimentaire et d'inégalité entre les sexes, les obstacles auxquels se heurtent les filles cherchant à s'instruire au Niger sont encore exacerbés par les conflits près de la frontière avec le Mali dans les régions de Tillabéri et de Tahoua, ainsi que près du bassin du lac Tchad à Diffa. L'insécurité régionale a provoqué des déplacements internes massifs, ainsi que la migration de réfugiés dans ces régions¹².
4. Pour tenter de relever certains des défis qui pèsent sur l'éducation des jeunes au Niger, en particulier celle des filles, le Programme alimentaire mondial (PAM), en collaboration avec le Fonds international des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), a mis en œuvre le programme Breaking Barriers for Girls' Education (BBGE) d'octobre 2019 à juin 2022. Un projet similaire, portant le même nom et comportant des activités supplémentaires, a été mis en œuvre simultanément par ces parties prenantes dans le Tchad voisin. L'équipe BBGE a tiré parti d'une approche conjointe de la mise en œuvre du programme dans l'intention de parvenir à une convergence des activités du programme pour les principaux bénéficiaires, cherchant à réduire ou à éliminer complètement, à terme, les obstacles à l'éducation. Les principaux obstacles à l'éducation ciblés par les activités de BBGE comprenaient la faim et la pauvreté, la violence sexiste, les lacunes dans les services de santé et d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) dans les écoles, le manque de services de soutien nutritionnel, les attitudes désapprobatrices à l'égard de l'éducation des filles, le manque de sensibilisation aux droits en matière de santé sexuelle et reproductive et la capacité insuffisante des gouvernements nationaux et locaux à répondre aux besoins spécifiques des filles en matière d'éducation. Le programme a ensuite mis en œuvre un ensemble d'activités ciblant les élèves des écoles primaires et secondaires, les parents, les enseignants, les membres de la communauté et le personnel gouvernemental concerné dans les régions de Tillabéri, Tahoua et Diffa au Niger.
5. L'American Institutes for Research (AIR) a été chargé par la division des programmes scolaires (SBP) du PAM de réaliser l'évaluation finale du programme BBGE au Niger. Un rapport indépendant présentera les conclusions de l'équipe d'évaluation concernant la mise en œuvre du projet au Tchad. Ce rapport décrit l'objectif et la conception de l'évaluation, ainsi que les résultats et les conclusions. Enfin, ce rapport propose des recommandations basées sur les résultats de l'évaluation.

1.1. CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉVALUATION

6. L'évaluation du programme BBGE au Niger a été confiée conjointement à l'American Institutes for Research (AIR) par le PAM, l'UNICEF, et le FNUAP avec la division SBP du PAM étant l'agence de coordination, et couvre toute la période de mise en œuvre du programme, d'octobre 2019 à juin 2022. AIR a utilisé une approche de méthodes mixtes pour étudier la performance du programme BBGE dans l'amélioration des résultats des enfants d'âge scolaire et des adolescentes et pour évaluer les forces et les faiblesses de l'approche de mise en œuvre conjointe du PAM, de l'UNICEF et de l'FNUAP.
7. Cette évaluation s'inscrit dans le cadre de l'attention accrue portée par le PAM à l'équité entre les sexes et à la transformation des programmes d'alimentation scolaire, ainsi que de la nécessité d'en apprendre davantage sur l'élaboration de lignes directrices pour les programmes d'alimentation scolaire dans les situations humanitaires. Le programme BBGE illustre la nouvelle approche du PAM en matière d'alimentation scolaire en utilisant un ensemble intégré et multisectoriel d'interventions pour les enfants d'âge scolaire, dans le cadre de sa stratégie d'alimentation scolaire 2020-2030¹³. Son évaluation offre une occasion unique de tirer des enseignements de la mise en œuvre conjointe du programme par le PAM, l'UNICEF et le FNUAP.
8. Les deux principaux objectifs de l'évaluation de BBGE sont la responsabilité et l'apprentissage, l'accent étant mis sur l'apprentissage et le but ultime étant de promouvoir l'égalité des sexes et la prospérité des femmes.
 - **Responsabilité** : L'évaluation porte sur les performances et les résultats du programme BBGE au Niger. Les résultats permettent de rendre compte à Affaires mondiales Canada (AMC), aux autorités nationales du Niger, aux parties prenantes nationales, régionales et mondiales, ainsi qu'aux bénéficiaires du programme.
 - **Apprentissage** : L'évaluation aide à comprendre les raisons pour lesquelles certains résultats se sont produits ou ne se sont pas produits afin d'en tirer des leçons et des bonnes pratiques. Elle fournit également des conclusions et des recommandations fondées sur des données probantes afin d'éclairer la prise de décisions opérationnelles et stratégiques par les différentes parties prenantes. Le rapport examine les effets prévus et imprévus de l'intervention sur l'égalité des sexes et d'autres dimensions de l'égalité, ainsi que la capacité du programme à répondre aux besoins des populations marginalisées, y compris les personnes handicapées, les réfugiés et les

¹² PAM, 2022a

¹³ PAM, 2020

personnes déplacées à l'intérieur du pays. En outre, cette évaluation cherche à contribuer à la base de données sur les meilleures pratiques dans les programmes d'alimentation scolaire et à l'école, et le potentiel de ces programmes à faciliter l'éducation des filles et l'équité entre les sexes, conformément à l'évaluation stratégique de l'alimentation scolaire du PAM.

9. Les objectifs de l'évaluation sont les suivants :

- évaluer la performance du programme BBGE, en particulier en ce qui concerne la programmation pour les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays dans des contextes de crise ;
- découvrir les forces et les faiblesses de l'approche de mise en œuvre conjointe pour réduire les obstacles à l'éducation des filles, en particulier dans les contextes de crise et d'urgence ;
- comprendre les avantages et les inconvénients créés par l'approche du partenariat conjoint ; et
- identifier les leçons et les bonnes pratiques tirées du projet pilote et d'autres activités du programme, en accordant une attention particulière aux leçons à tirer des programmes destinés aux filles dans les contextes de crise et d'urgence.

10. L'objectif de l'évaluation finale est d'évaluer les résultats et les produits par rapport aux résultats et aux objectifs initiaux de BBGE après la mise en œuvre complète du programme. L'évaluation finale recueille les connaissances de diverses parties prenantes clés afin d'identifier les forces et les faiblesses du programme, de déterminer les facteurs qui ont influé sur les résultats et d'identifier les enseignements tirés et les meilleures pratiques. L'évaluation documente également les difficultés rencontrées par le programme et indique si elles ont été surmontées et de quelle manière. Nous mettons en évidence les domaines susceptibles d'être améliorés et proposons des recommandations à intégrer dans la programmation future. L'AIR vise à fournir des informations utiles et exploitables à la fin de l'évaluation pour permettre au PAM de prendre des décisions stratégiques plus éclairées pour la programmation future.

11. Les utilisateurs prévus de ce rapport d'évaluation sont la Division SBP du PAM et ses partenaires décisionnels, le siège, les bureaux régionaux et nationaux du PAM, de l'UNICEF et du FNUAP (y compris les bureaux sur le terrain), les ministères de l'éducation et de la santé du Niger, le GAC, les organisations non gouvernementales (ONG) locales et les organisations à base communautaire (OBC) agissant en tant que partenaires de mise en œuvre.

12. L'équipe d'évaluation est composée de membres du personnel d'AIR, qui ont dirigé la conception, l'analyse et la rédaction du rapport d'évaluation, et de membres du personnel de Dalberg Research, qui ont dirigé la collecte des données. L'équipe d'AIR comprend Michaela Gulemetova (chef d'équipe), Adria Molotsky (responsable quantitative), Hannah Ring (responsable qualitative), Rosa Castro-Zarzur (directrice de projet), John Downes (analyste quantitatif), Cody Bock et Liza Kahn (analystes qualitatifs), et Chaïbou Dadi (expert local principal). L'équipe de Dalberg comprend Jasper Gosselt et Benjamin N'Dri. L'évaluation a été gérée par le personnel de la division SBP du PAM, notamment Anna Hamilton et Niamh O'Grady, avec la contribution des points focaux du PAM, de l'UNICEF et du FNUAP. L'équipe d'évaluation (c'est-à-dire le personnel d'AIR, de Dalberg et le consultant local) n'est affiliée à aucune des agences de mise en œuvre du programme BBGE et n'a aucun intérêt dans le projet évalué.

1.2. LE CONTEXTE

13. Le Niger a été ciblé pour l'intervention de BBGE en raison d'obstacles importants à l'éducation des filles, de niveaux élevés de pauvreté et d'insécurité alimentaire, et de contextes de crise qui mettent les filles en danger. Le pays est confronté à de nombreux défis pour répondre aux besoins de développement transversaux tels que l'égalité des sexes, la santé et la sécurité alimentaire : selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le Niger se classe au dernier rang (189 sur 191) des pays inclus dans l'indice de développement humain (IDH)¹⁴. En outre, les valeurs de l'IDH du Niger montrent d'importantes disparités entre les sexes, reflétant des résultats inégaux en matière d'espérance de vie et d'éducation, et le placent dans le "groupe 5" des pays présentant la plus grande inégalité entre les sexes dans les réalisations de l'IDH.

14. Le Niger est également de plus en plus confronté aux effets du changement climatique, comme en témoignent la baisse des rendements, une saison des pluies plus irrégulière, des sécheresses et des inondations récurrentes, une baisse de la qualité des sols, et l'augmentation de l'insécurité alimentaire - en particulier pendant la "période de soudure" entre mai et août de chaque année¹⁵. La sécurité alimentaire est en outre menacée par les effets des crises

¹⁴ PNUD, 2020

¹⁵ PAM, 2021a

récentes et par la crise mondiale actuelle des prix des denrées alimentaires, ce qui constitue un obstacle supplémentaire aux progrès du pays vers la réalisation de l'ODD 2 (Faim Zéro). Faisant partie de la région du Sahel, le Niger est affecté par l'insécurité régionale au Mali et au Nigeria voisins. Le PNUD le classe dans la catégorie des "pays à débordement", c'est-à-dire des pays touchés par un conflit proche, et le Wilson Centre rapporte que l'insécurité au Sahel a exacerbé les inégalités entre les sexes et l'insécurité alimentaire et a affaibli les institutions gouvernementales¹⁶. Cela est particulièrement vrai dans les régions ciblées par l'intervention du BBGE - Tahoua, Tillabéri et Diffa au Niger - où il y a une concentration de populations déplacées et touchées par le conflit¹⁷.

15. La population du Niger est confrontée à de multiples vulnérabilités chroniques. Plus de 10 millions de personnes (sur un total d'environ 24 millions) vivaient dans l'extrême pauvreté en 2020¹⁸. Les problèmes humanitaires dans le pays se sont aggravés avec la pandémie de COVID-19, notamment les inondations destructrices de 2020 et l'intensification des conflits dans les régions frontalières du sud et de l'ouest¹⁹. Entre 2020 et 2021, l'analyse du PAM a montré que l'insécurité alimentaire a plus que doublé, laissant environ 2,6 millions de personnes sans accès fiable à une nourriture suffisante et nutritive. Les chocs environnementaux (inondations et sécheresses) continuent de menacer les régions de Tillabéri, Tahoua et Diffa, entraînant des déficits alimentaires récurrents et une insécurité alimentaire persistante²⁰. Le COVID-19 a également aggravé la pauvreté au Niger, entraînant une augmentation de la pauvreté (au seuil international de pauvreté) de 1,4 point de pourcentage, avec un total de 41,8 pour cent du pays vivant dans l'extrême pauvreté²¹.
16. L'éducation au Niger est confrontée à de nombreux défis, notamment le manque de fréquentation et de qualité de l'enseignement, l'inégalité entre les sexes et la nécessité de suivre le rythme de la croissance rapide de la population. En moyenne, les enfants nigériens ne passent que 6,5 ans à l'école²². Parmi ceux qui vont à l'école, plus de 60 pour cent des élèves n'ont pas les connaissances et les capacités requises pour lire et comprendre un texte, et environ 30 pour cent des élèves n'atteignent pas le seuil "suffisant" en mathématiques²³. Le taux net de scolarisation dans le primaire a baissé ces dernières années, aggravé par les perturbations dues au COVID-19 et aux conflits²⁴. En outre, ces tendances ont vu l'inégalité entre les sexes en matière de scolarisation augmenter depuis 2017, ce qui indique un éloignement des cibles des ODD liées à l'égalité des sexes et à l'éducation. Au Niger, les filles ne reçoivent aujourd'hui que la moitié du nombre d'années d'éducation que les garçons reçoivent, et le taux d'achèvement de l'école primaire pour les filles a diminué de 65 pour cent en 2016 à 49 pour cent en 2020²⁵. Parallèlement, la baisse du taux d'éducation des filles s'accompagne d'une augmentation des mariages précoces : actuellement, 75 pour cent des filles se marient avant l'âge de 18 ans, et 28 pour cent avant l'âge de 15 ans. Le Niger a un taux de fécondité de sept enfants par femme, ce qui lui confère le taux de croissance démographique le plus élevé au monde²⁶.
17. La violence et l'inégalité fondées sur le genre sont des problèmes fondamentaux et profondément ancrés au Niger. Il est difficile d'obtenir des chiffres officiels, mais ONU Femmes estime que le taux de mariage des enfants est de 61 pour cent²⁷ et que les mutilations génitales féminines sont toujours présentes. Le COVID-19 pourrait avoir aggravé ces résultats en raison du stress économique supplémentaire associé aux bouclages. De nombreuses ONG, dont CARE International et le Comité international de la Croix-Rouge, travaillent en coopération avec les acteurs gouvernementaux locaux et nationaux pour remédier à cette situation²⁸.
18. En raison de ses nombreux défis en matière de développement et de sa position stratégique en tant que plaque tournante de la migration entre l'Afrique subsaharienne et l'Europe, le Niger reçoit une grande quantité d'aide publique au développement (APD) par rapport à son économie. En 2020, l'APD nette représentait 49,5 % du montant total des importations de biens, de services et de revenus primaires au Niger, soit l'un des taux les plus élevés au monde²⁹. Au total, cela représentait près de 2 milliards de dollars US³⁰. Les principaux bailleurs de fonds de cette aide étaient la France, les institutions de l'Union européenne, l'Allemagne, les États-Unis et les organisations multilatérales.

¹⁶ Risi et al., 2022

¹⁷ PAM, 2022a

¹⁸ Banque Mondiale, 2021b

¹⁹ PAM, 2021a

²⁰ USAID, 2020

²¹ Banque Mondiale, 2022b

²² PAM, 2021a

²³ PASEC, 2020

²⁴ Banque mondiale, 2021b

²⁵ Banque mondiale, 2022a

²⁶ Razafimandimby & Swaroop, 2020

²⁷ Banque Mondiale, 2017

²⁸ Yihun, 2022

²⁹ Banque Mondiale, 2022c

³⁰ Banque Mondiale, 2022d

telles que le PNUD³¹. L'aide a été largement utilisée pour répondre aux nombreux défis urgents auxquels le Niger est confronté, notamment les problèmes de sécurité liés à la violence djihadiste, l'aide humanitaire aux personnes déplacées et aux réfugiés, les initiatives en matière de soins de santé, les programmes d'éducation, les projets WASH et les projets de développement agricole. Les agences des Nations unies impliquées dans ce projet (PAM, UNICEF et FNUAP) sont très actives dans le pays, fournissant de nombreux services et programmes visant à répondre aux principaux défis de développement, y compris, mais sans s'y limiter : l'assistance nutritionnelle, les repas scolaires, l'amélioration de l'éducation, le renforcement des capacités et la gestion logistique, les programmes d'égalité des sexes, les vaccinations, la sensibilisation à la réduction des mariages d'enfants, la préparation et la réponse aux situations d'urgence, le soutien aux petits exploitants agricoles, les services de soins de santé et la défense des droits de l'homme.

19. Le gouvernement du Niger et ses partenaires des Nations unies ont pris des mesures concrètes pour relever les défis du pays liés à la pauvreté, à la sécurité alimentaire, à l'éducation et à l'inégalité entre les sexes. Par exemple, la Stratégie de développement durable et de croissance inclusive (SDDCI) 2035 vise à renforcer la démocratie et à développer l'économie³². D'autres stratégies politiques comprennent un programme sectoriel d'éducation et de formation (PSEF) 2014-2024 et une stratégie nationale d'accélération de l'éducation et de la formation des filles et des femmes (SNAEFF) 2020-2030, qui visent à orienter le travail dans le secteur de l'éducation, à accroître l'accès des femmes et des filles à l'éducation et à la formation, et à s'attaquer aux principaux obstacles tels que les violences basées sur le genre et le mariage des enfants, en mettant l'accent sur les groupes très vulnérables, notamment les enfants des zones d'insécurité et des zones touchées par les conflits³³. En outre, le Plan sectoriel de l'éducation et de la formation 2014-2024, d'une durée de dix ans, et la Stratégie nationale pour l'éducation et la formation des filles visent à améliorer l'éducation des filles. Le Niger a également signé un certain nombre de cadres internationaux dans les domaines du genre, des déplacements forcés et de l'éducation :

- Convention de 1951 relative au statut des réfugiés (1961)
- Protocole de 1967 relatif au statut des réfugiés (1970)
- Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (2009)
- Convention des droits de l'enfant (1990)
- Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (1999)
- Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1999)

20. L'équipe du pays des Nations Unies (UNCT) au Niger a travaillé en étroite collaboration avec le gouvernement nigérien pour mettre en œuvre et soutenir ces initiatives et d'autres. En 2021, une évaluation de la collaboration entre l'UNCT et le gouvernement sur l'égalité des genres³⁴ a révélé que les acteurs de l'ONU dans le pays avaient collaboré avec le gouvernement nigérien sur deux initiatives conjointes et avaient contribué de manière substantielle au renforcement des efforts du gouvernement pour mettre en œuvre les ODD liés à l'égalité des sexes. En outre, l'UNICEF, le PAM, le HCR et le FNUAP ont mis en œuvre une série de programmes pour répondre aux besoins humanitaires et de développement des populations au Niger et plus particulièrement dans les régions de Tillabéri, Tahoua et Diffa. L'UNICEF et l'UNFPA sont particulièrement actifs sur le thème du mariage des enfants, tandis que le PAM s'est concentré sur la mise en œuvre de son programme d'alimentation scolaire dans le cadre de la réalisation de l'ODD 2 (Faim Zéro). D'autres organisations de la société civile et organisations internationales, notamment la Banque africaine de développement, CARE, la Fédération internationale de la Croix-Rouge (FICR), l'Agence des Nations unies pour les réfugiés, le Comité international de secours et des donateurs bilatéraux sont également actifs dans les domaines de l'équité entre les sexes, de l'aide humanitaire et de la sécurité alimentaire. Le programme BBGE, financé par Affaires mondiales Canada et mis en œuvre par le PAM, l'UNICEF et le FNUAP, s'appuie sur ces initiatives existantes.

³¹ OECD, 2020

³² FNUAP, 2019

³³ UNICEF, 2020

³⁴ L'étude a été réalisée pour évaluer les progrès réalisés par rapport aux indicateurs de l'UN-SWAP au Niger. Cette conclusion se réfère spécifiquement à l'indicateur 3.1 de l'UN-SWAP. Voir : UNCT Niger, 2021

1.3. OBJET DE L'ÉVALUATION

21. En septembre 2019, trois organisations des Nations unies - le PAM, l'UNICEF et l'FNUAP - ont reçu 30 millions de dollars canadiens d'Affaires mondiales Canada pour mettre en œuvre un ensemble d'activités sur deux ans dans les provinces du Lac et du Logone oriental au Tchad et dans les régions de Tillabéri, Tahoua et Diffa au Niger. Le programme BBGE visait à accroître l'accès des filles à l'éducation dans les contextes d'urgence du Tchad et du Niger en brisant les obstacles à la scolarisation des filles, et il a alloué 11,3 millions de dollars canadiens pour les activités au Niger. La mise en œuvre devait commencer en octobre 2019, mais a été retardée jusqu'à la mi-2020 en raison du COVID-19, de problèmes administratifs et de fermetures d'écoles. Le calendrier du programme a donc été prolongé jusqu'en décembre 2022.

Résumé du programme BBGE au Niger	
Donateur	Affaires mondiales Canada
Budget	11,259,140 CAD
Date de démarrage	Octobre 2019
Date de clôture	Décembre 2019
Bénéficiaires touchés par les principales activités	
Repas scolaires	109,922 garçons et filles
Subvention en espèces	12,123 adolescentes
Kit d'accueil de l'école	17,590 adolescentes
Kit d'hygiène menstruelle	10,034 adolescentes

22. L'objectif global du programme BBGE au Niger était d'améliorer l'accès à l'éducation des filles, en particulier celles qui vivent dans des zones fragiles et touchées par des conflits, en réduisant et en supprimant les obstacles persistants à leur inscription et à leur assiduité à l'école. Les principaux obstacles à l'éducation visés par les activités du BBGE sont la faim et la pauvreté, la violence sexiste, les lacunes dans les services de santé et d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) en milieu scolaire, le manque de services de soutien nutritionnel, les attitudes désapprouvées à l'égard de l'éducation des filles, la méconnaissance des droits en matière de santé sexuelle et génésique et la capacité insuffisante du gouvernement et des autorités locales à répondre aux besoins spécifiques des filles en matière d'éducation. Le programme a ensuite mis en œuvre un ensemble d'activités ciblant les enfants des écoles primaires et secondaires, les parents, les enseignants, les membres de la communauté et le personnel gouvernemental concerné dans les régions de Tillabéri, Tahoua et Diffa au Niger.

23. L'illustration 2 présente la répartition des objectifs spécifiques du programme au Niger. Plus précisément, le programme BBGE visait à améliorer l'accès aux aliments nutritifs, à créer des incitations à la fréquentation scolaire, à accroître les connaissances sur les droits des filles à l'éducation, à réduire la violence fondée sur le sexe, à améliorer la santé sexuelle et reproductive et d'autres questions liées à l'égalité des sexes, et à renforcer la capacité du gouvernement à traiter ces questions à la fois à court et à long terme. Chacune de ces activités a permis de réduire et d'éliminer un ou plusieurs obstacles à l'éducation pour toutes les filles, y compris les adolescentes, ainsi que d'améliorer leur bien-être général et leur résilience dans des contextes de crise.

Figure 2. Objectifs du programme BBGE

Objectif 1 : Amélioration de l'accès à l'enseignement primaire et secondaire
<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de l'accès à l'éducation pour les garçons et les filles, en particulier les adolescentes • Amélioration des résultats scolaires • Amélioration de l'accès à une alimentation nutritive pour tous les enfants
Objectif 2 : services de nutrition, d'eau, d'assainissement et de santé en milieu scolaire
<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de l'accès à un environnement d'apprentissage plus sain • Augmentation de l'apport en fer et en acide folique • Réduction de la prévalence de l'anémie chez les adolescentes
Objectif 3 : Sensibilisation des filles et des garçons d'âge scolaire aux droits sexuels et reproductifs et à la prévention de la violence liée au sexe
<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration des connaissances, des attitudes et des pratiques des filles et des garçons en matière de santé, de SDR et de violence liée au sexe.
Objectif 4 : Sensibilisation des parents, des enseignants et de l'ensemble de la communauté aux SDR et à la prévention de la violence liée au sexe
<ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation accrue à l'importance de l'éducation des filles

<ul style="list-style-type: none"> Amélioration du KAP sur la nutrition des filles et les SDSR dans les communautés
Objectif 5 : Renforcement des capacités et de la coordination du gouvernement aux niveaux national et local
<ul style="list-style-type: none"> Renforcement de la capacité des institutions gouvernementales aux niveaux central et local à réduire et à supprimer les obstacles à l'éducation des filles et à répondre à leurs besoins dans les politiques, les plans et les budgets nationaux.

24. Pour atteindre l'objectif global d'accroître l'accès des filles à l'éducation en s'attaquant aux obstacles communs, l'UNICEF, l'FNUAP et le PAM se sont associés aux gouvernements, aux associations de parents d'élèves et à d'autres agences des Nations unies au Niger pour mettre en œuvre une combinaison d'activités composant le programme BBGE au cours de la période 2019-2022. Les Affaires mondiales du Canada ont fourni un financement de plus de 11,3 millions de dollars canadiens. Les communautés cibles pour la mise en œuvre du programme BBGE dans les régions de Tillabéri, Tahoua et Diffa comprennent les populations les plus vulnérables, y compris de grandes populations de réfugiés, de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) et de rapatriés, de sorte que la survie est souvent une priorité pour les familles et leurs enfants.

25. Au cours de la phase initiale du processus d'évaluation, l'équipe d'évaluation a organisé des ateliers virtuels avec l'équipe nationale afin de mieux comprendre les activités de BBGE au Niger et la fidélité de leur mise en œuvre. Le tableau 1 présente une ventilation des activités proposées, en fonction des cinq composantes stratégiques du programme BBGE. L'annexe 12 fournit une description plus détaillée des activités menées au Niger, des principaux bénéficiaires (étudiants, ménages, écoles et communautés), de l'agence chef de file (PAM, FNUAP, UNICEF) et du partenaire de mise en œuvre, ainsi que de la période de mise en œuvre. Dans l'ensemble, les principales activités au Niger comprenaient la fourniture de repas scolaires, la supplémentation en acide folique, des transferts monétaires basés sur l'assiduité pour les filles, la construction de latrines dans les écoles, des formations sur la santé, la nutrition, la santé et les droits sexuels et reproductifs (SRHR), et la violence basée sur le genre (GBV), des campagnes de sensibilisation communautaire sur l'importance de l'éducation des filles, la création d'espaces sûrs dans les communautés pour les femmes et les adolescentes, et la création d'infirmiers dans les écoles. Certaines de ces activités ont été directement mises en œuvre par l'une des agences chefs de file, tandis que d'autres l'ont été en collaboration avec des ONG locales et des organisations communautaires. L'annexe 14 présente une liste détaillée des ONG et des organisations communautaires impliquées dans la mise en œuvre du programme.

Tableau 2. Activités proposées par BBGE, organisées par composante

Ensemble d'activités	Activités proposées
Composante 1 : Sécurité alimentaire et réduction de la pauvreté pour l'éducation	
Activité 1 : Repas scolaires nutritifs Activité 2 : Subventions en espèces pour les adolescentes Activité 3 : Soutien personnalisé aux adolescentes qui retournent à l'école	<ul style="list-style-type: none"> Subventions en espèces Bourses d'études Programme de mentorat pour les bénéficiaires Repas scolaires Formation à l'AGR pour les femmes Formation des cuisiniers et des magasiniers.
Composante 2 : Nutrition, WASH et services de santé en milieu scolaire.	
Activité 4 : Supplémentation en fer et en acide folique et WASH dans les écoles	<ul style="list-style-type: none"> Supplémentation en micronutriments Services d'assainissement et d'hygiène dans les écoles Éducation globale à la nutrition, à l'hygiène et à la santé en milieu scolaire.
Composante 3 : sensibilisation en milieu scolaire et SBCC.	
Activité 5 : Éducation complète en milieu scolaire, y compris en matière de SSR et de VBG.	<ul style="list-style-type: none"> Éducation sexuelle complète (CSE) Clubs de santé et infirmeries scolaires Kits de santé sexuelle et reproductive dans les établissements de santé.
Composante 4 : Sensibilisation et CCS à l'échelle de la communauté.	
Activité 6 : Aller au-delà de l'école : sensibilisation à base communautaire et prévention de la VBG.	<ul style="list-style-type: none"> Clubs du futur mari Espaces de dialogue SBCC par le biais des radios communautaires

Ensemble d'activités	Activités proposées
Composante 5 : renforcement des capacités	
Activité 7 : Renforcement des capacités	<ul style="list-style-type: none"> ● Formulation et renforcement de cadres juridiques et politiques inclusifs et sensibles au genre. ● Formation sur la planification, la mise en œuvre et le suivi et l'évaluation des programmes. ● Mise en place d'un mécanisme national de coordination multisectorielle pour la santé et la nutrition scolaires.

Note : GBV : Gender-Based Violence ; IGA : Income-generating activities ; M&E : Suivi et évaluation ; SRH : Santé sexuelle et reproductive ; SBCC : Communication pour le changement social et comportemental

26. La mise en œuvre du programme devait commencer en octobre 2019 et se poursuivre jusqu'en octobre 2021, mais elle a été retardée jusqu'à la mi-2020, d'abord en raison de problèmes administratifs, puis à cause du COVID-19 (voir QE 4.3). Après le début des activités, des fermetures d'écoles ont encore retardé la mise en œuvre, alors qu'une migration importante vers les régions ciblées a entraîné des cas de violence, causant des fermetures d'écoles supplémentaires et entravant les activités de suivi. En outre, en raison du COVID-19, certaines interventions n'ont pas été mises en œuvre comme prévu à l'origine, tandis que d'autres n'ont jamais eu lieu³⁵. En raison des retards de mise en œuvre, le calendrier du programme a été prolongé jusqu'en juin 2022.
27. L'UNICEF, l'FNUAP et le PAM ont élaboré une théorie du changement (TdC) pour le programme BBGE, décrivant les liens hypothétiques entre les activités du programme et la réduction des obstacles à la scolarisation (annexe 14). Une fois que les besoins de base immédiats d'un ménage sont satisfaits (logement, nourriture, eau, vêtements), la TdC suggère que les familles peuvent commencer à soutenir le développement du capital humain de leurs enfants en investissant dans la santé, la nutrition et l'éducation. En raison de l'importance traditionnelle accordée à l'éducation des garçons par rapport à celle des filles au Niger, ainsi que de la probabilité de problèmes de sécurité accrus dans les zones touchées par les conflits, les responsables de la mise en œuvre ont émis l'hypothèse que les ménages donneraient la priorité au maintien des filles, en particulier des adolescentes, à la maison pour les tâches de garde, au mariage des adolescentes pour fonder une famille dans laquelle les responsabilités de protection seraient assumées par le mari et sa famille, et à l'envoi des filles pour aider à entretenir les parcelles agricoles du ménage pour la consommation du ménage et la vente des récoltes (c'est-à-dire les activités génératrices de revenus du ménage). Par conséquent, les ménages négligent souvent l'éducation des filles parce qu'elle n'est pas considérée comme un investissement prioritaire pour le ménage. Le programme BBGE a mis en œuvre des activités au Niger pour réduire et éliminer les obstacles à l'éducation des filles, en particulier des adolescentes, dans des contextes de crise (désignés par l'équipe de recherche comme des zones caractérisées par des taux élevés de pauvreté, d'insécurité alimentaire et de chocs entraînant des déplacements internes/externes).
28. Le TdC indique que la combinaison des activités du programme BBGE devrait permettre d'améliorer l'accès aux aliments nutritifs, de renforcer les incitations à la scolarisation et à l'assiduité des adolescentes, d'accroître les connaissances sur les droits des filles à l'éducation, la prévention de la violence liée au sexe, la santé et les droits sexuels et reproductifs, et de renforcer la capacité des pouvoirs publics à améliorer l'accès à l'éducation, le bien-être et le sentiment de stabilité des adolescentes dans les contextes de crise. L'amélioration de l'accès à l'éducation et de la connaissance des questions d'égalité entre les sexes devrait réduire les obstacles à la scolarisation, notamment les normes sociales, la mauvaise santé, la pauvreté, les coûts d'opportunité de la scolarisation, les problèmes de sécurité personnelle, la faiblesse des capacités institutionnelles et le manque de sensibilisation à l'importance de l'éducation pour les filles.
29. L'obtention d'un impact par le biais des voies décrites repose sur plusieurs hypothèses essentielles. Tout d'abord, les écoles doivent être ouvertes et accessibles aux élèves pour que le programme BBGE puisse améliorer la scolarisation et l'assiduité des filles et des adolescentes. L'ouverture et l'accessibilité ne signifient pas seulement que les écoles sont physiquement ouvertes et fonctionnent, contrairement à ce qui s'est passé lors de la pandémie de COVID-19, mais aussi qu'elles existent dans les communautés pour que les enfants puissent les fréquenter. De plus, l'ouverture physique des écoles est une condition nécessaire mais non suffisante pour améliorer les résultats scolaires des filles au Niger. La présence des enseignants est également importante. Il est essentiel que, lorsque les élèves vont à l'école, ils soient accueillis par des enseignants prêts à les faire participer à l'apprentissage.

³⁵ Les activités suivantes, qui faisaient partie du paquet BBGE initial, n'ont pas été mises en œuvre en partie en raison des défis liés à COVID-19 et aux conflits : formation sur les activités génératrices de revenus (AGR) pour les femmes ; formation de cuisiniers et de magasiniers ; programme de tutorat pour les adolescentes, messages sur le changement social et comportemental via la radio ; formulation et renforcement de cadres juridiques et politiques inclusifs et sensibles au genre ; formation à la planification, à la mise en œuvre et au suivi et à l'évaluation des programmes ; mise en place d'un mécanisme national de coordination multisectorielle pour la santé et la nutrition à l'école ; et sensibilisation aux politiques éducatives sensibles au genre.

30. Une hypothèse connexe concerne la capacité des communautés d'accueil et de réfugiés à accéder aux services d'éducation formelle dans les communautés. Selon le contexte, les communautés d'accueil peuvent éviter les communautés de réfugiés, ne leur permettant pas de participer ou d'utiliser les services communautaires ou soutenus par le gouvernement. Étant donné que le programme BBGE est mis en œuvre dans des communautés comptant d'importantes populations de réfugiés, l'inclusion formelle de ces groupes dans le système éducatif nigérien est essentielle pour améliorer les résultats des filles de ce groupe³⁶.
31. Le succès du programme BBGE en termes d'amélioration de la santé et de la nutrition repose sur la disponibilité et la faisabilité de l'approvisionnement et de la distribution de suppléments nutritionnels, de kits de gestion des menstruations et de l'hygiène (MHM) et d'aliments pour des repas scolaires nutritifs. Les contraintes de la chaîne d'approvisionnement peuvent entraver l'achat de ces articles dans toute l'Afrique subsaharienne. En outre, les programmes d'éducation destinés aux écoliers, aux parents, aux enseignants et aux membres de la communauté doivent être spécifiques au contexte, adaptés à l'âge et fondés sur des données probantes afin de produire des résultats fiables et valables en ce qui concerne l'amélioration du CAP des bénéficiaires cibles. Enfin, le succès du programme dépend de l'engagement et de la motivation du personnel gouvernemental nigérien à mettre en œuvre les activités du programme BBGE dans les écoles et les communautés, à élaborer des plans et à allouer des budgets aux futurs programmes et activités, et à participer aux activités de développement des capacités. Tout au long du processus d'évaluation, AIR a analysé la viabilité des voies décrites dans les TdC, ainsi que les hypothèses décrites ci-dessus. Nos conclusions examinent dans quelle mesure ces voies et ces hypothèses sont soutenues ou réfutées par les données disponibles sur le terrain.

Évaluation de l'évaluabilité

32. Au cours de la phase de lancement de cette étude, nous avons procédé à une évaluation de l'évaluabilité afin d'identifier toutes les sources d'information pertinentes, d'évaluer leur fiabilité, leur validité et leurs limites, et d'affiner notre approche d'évaluation par des méthodes mixtes. Cette évaluation comprenait notamment une étude documentaire, un exercice de cartographie des parties prenantes (voir annexe 14) et un atelier de cartographie des activités. L'AIR a examiné plus de 150 documents, dont certains sont utilisés comme preuves secondaires dans le présent rapport. Malgré les nombreux rapports, notes et documents de suivi et d'évaluation, l'équipe d'évaluation n'a pu identifier que quelques sources de données quantitatives secondaires. Il n'y avait pas de fichiers de données de référence au niveau individuel (c'est-à-dire avant le début du programme) pour les groupes de traitement et de comparaison, ce qui aurait été utile pour évaluer si les changements dans les résultats pouvaient être attribués sans équivoque au programme BBGE. De plus, l'information financière détaillée sur les coûts et les dépenses du programme par année et par activité n'était disponible³⁷.
33. L'équipe d'évaluation a eu accès aux ensembles de données suivants, que nous utilisons comme sources supplémentaires pour répondre aux questions d'évaluation tout au long de ce rapport :
- les cadres logiques des programmes 2021 et 2022, construits par les trois agences, qui contiennent des informations agrégées par sexe sur les transferts ciblés et réels, le cas échéant.
 - 2021 Enquête du PAM auprès des ménages sur les perceptions des bénéficiaires de BBGE concernant les subventions en espèces et les repas scolaires.
 - 2022 Enquête téléphonique auprès des directeurs d'école sur les perceptions de l'impact des subventions en espèces sur les taux de fréquentation, d'abandon et d'obtention d'un diplôme.
34. Parallèlement à l'étude documentaire, AIR a organisé des réunions avec les parties prenantes aux niveaux central, régional et local. Ces réunions ont permis d'identifier les principales parties prenantes de BBGE, de valider les activités du programme et d'affiner les cartes des parties prenantes et les calendriers des activités.

1.4. METHODOLOGIE D'EVALUATION, LIMITES ET CONSIDERATIONS ETHIQUES

35. Dans le cadre de cette évaluation du programme BBGE au Niger, l'équipe de l'AIR a (a) évalué la performance du programme BBGE par rapport aux résultats attendus, en utilisant le cadre logique, (b) examiné les partenariats entre les organisations responsables de la mise en œuvre du programme BBGE au Niger, (c) découvert les forces et les faiblesses d'une mise en œuvre réussie résultant de l'approche de partenariat conjoint pour comprendre les

³⁶ Burde et al., 2022

³⁷ Rapport de démarrage, 2022

avantages et les inconvénients créés par l'approche conjointe, et (d) identifié les leçons et les bonnes pratiques avec une attention particulière aux leçons pour la programmation pour les filles dans les contextes de crise et d'urgence.

36. Les questions d'évaluation (QE) qui nous ont aidés à atteindre ces objectifs reflètent les six principaux critères du CAD de l'OCDE : (a) pertinence du programme, (b) cohérence du programme avec les stratégies et interventions existantes dans le pays, (c) efficacité de la mise en œuvre du programme, (d) efficacité du programme BBGE, (e) durabilité du programme, et (f) impact perçu du programme. La réponse à ces questions nous a permis d'évaluer la conception et la mise en œuvre du programme, ainsi que d'identifier les facteurs qui favorisent la durabilité du programme BBGE. Dans tous les QE, nous prenons en compte l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Par exemple, nous examinons la sensibilité au genre des activités du programme, les obstacles potentiels à l'accès des femmes et des filles, et les facteurs contextuels spécifiques au genre qui ont pu influencer les expériences des femmes et des filles avec le programme. Pour l'évaluation au Niger, nous avons conçu une approche mixte pour répondre à toutes les QE, en créant des synergies dans le processus (tableau 2). Nous résumons notre approche méthodologique pour répondre à chaque QE dans la matrice d'évaluation (une matrice d'évaluation détaillée est présentée à l'annexe 4).

Tableau 3. Critères et questions d'évaluation, détaillée

Critères et questions d'évaluation	
1.	<p>Pertinence : Les activités du programme BBGE étaient-elles pertinentes par rapport aux besoins de santé et d'éducation des filles et des adolescentes, en particulier des filles issues de groupes marginalisés, dans le contexte humanitaire des zones cibles ?</p> <p>1.1. Dans quelle mesure le programme a-t-il identifié les besoins des filles et des adolescentes, ainsi que les obstacles à l'éducation des filles au Niger ?</p> <p>1.2. Selon les filles, les garçons et les parents (en particulier ceux issus de groupes marginalisés), dans quelle mesure la nature globale de l'intervention était-elle adaptée à leurs besoins en général et à des facteurs contextuels tels que COVID-19 et les préoccupations en matière de sécurité ?</p> <p>1.3. Dans quelle mesure le programme a-t-il pu atteindre les bénéficiaires les plus vulnérables, en particulier les filles vivant dans des zones touchées par le conflit et les filles non scolarisées ?</p>
2.	<p>Cohérence : Dans quelle mesure les objectifs et les activités du programme ont-ils été alignés sur les politiques et les priorités du gouvernement national et sur les programmes pertinents mis en œuvre dans les provinces cibles ?</p> <p>2.1. Dans quelle mesure l'approche conjointe du programme était-elle compatible avec les stratégies et les objectifs des gouvernements du Niger, du PAM, de l'UNICEF et de l'FNUAP ?</p>
3.	<p>Efficience : Dans quelle mesure les activités du programme ont-elles permis d'obtenir des résultats en temps voulu et de manière efficace dans le cadre du partenariat entre l'UNICEF, l'FNUAP et le PAM ?</p> <p>3.1. Comment la mise en œuvre du programme d'approche conjointe a-t-elle amélioré ou entravé l'efficacité ?</p> <p>3.2. Comment améliorer la mise en œuvre des programmes pour obtenir des résultats plus rapidement et plus efficacement, dans des contextes changeants tels que la pandémie de COVID-19 et l'instabilité ? Comment améliorer la mise en œuvre du programme pour obtenir des résultats pour les filles par rapport aux garçons ?</p>
4.	<p>Efficacité : Dans quelle mesure les activités ont-elles permis d'obtenir les produits et les résultats escomptés ?</p> <p>4.1. Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à la réalisation des résultats escomptés, en particulier les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Attitudes de la communauté à l'égard de l'éducation des filles • Dynamiques au sein des ménages, telles que l'allocation des ressources de base, les moyens de subsistance et la cohésion au sein des ménages. • Participation des filles à l'école • Comportements des filles, des garçons et des familles en matière de santé et de nutrition • Sensibilisation aux SDR et amélioration des connaissances et des attitudes en matière de SDR parmi les élèves, les parents, les éducateurs et les professionnels ? • Quels sont les facteurs internes et externes qui ont influé sur la réalisation des résultats escomptés du programme ?
5.	<p>Durabilité : Dans quelle mesure le programme a-t-il amélioré la capacité et l'appropriation des activités par le gouvernement et la communauté ?</p>

- 5.1. Dans quelle mesure les communautés participant-elles à la mise en œuvre du programme et sont-elles en mesure de poursuivre les activités du programme après la période de mise en œuvre ? Cette situation est-elle différente pour les hommes et les femmes ?
- 5.2. Quels sont les facteurs internes et externes qui menacent la durabilité des activités et des résultats du programme ?
- 5.3. Quels sont les facteurs internes et externes qui renforcent la durabilité des activités et des résultats du programme, en particulier si l'on tient compte de l'approche conjointe ?
6. **Impact** : Dans quelle mesure le programme a-t-il permis d'obtenir des résultats en matière d'éducation des filles ?
 - 6.1. Dans quelle mesure les hypothèses et la logique de la théorie du changement ont-elles été soutenues par le programme ?
 - 6.2. Quels résultats inattendus, tant positifs que négatifs, le programme a-t-il générés, globalement et pour les filles par rapport aux garçons ?
 - 6.3. Quels sont les facteurs internes et externes qui ont affecté la capacité du programme à atteindre l'impact escompté sur l'éducation des filles et des adolescentes ?

37. Nous utilisons une approche d'évaluation mixte pour répondre aux QE³⁸. Dans le cas de cette étude, une évaluation complète de l'impact n'était pas possible étant donné (a) l'absence d'un contrefactuel identifié au départ, (b) le manque de données de référence au niveau individuel, (c) l'existence d'autres programmes de nutrition en milieu scolaire dans les zones cibles de BBGE qui ont entravé notre capacité à identifier des unités de comparaison appropriées, et (d) les retards et les défis de la mise en œuvre. Par conséquent, nous avons réalisé une évaluation quantitative pour suivre l'évolution de certains résultats pendant la durée du programme BBGE et fournir des preuves descriptives suggestives sur la question de savoir si l'intervention a atteint les résultats à long terme souhaités pour l'éducation des filles (QE 4). En outre, l'évaluation quantitative complète les résultats qualitatifs relatifs à la pertinence (QE 1.3) et à l'impact perçu (QE 6).

38. Nous avons utilisé les IIK et les FGD comme méthodes qualitatives de base, en intégrant des activités participatives adaptées à l'âge et aux répondants, telles que la cartographie des acteurs, l'arbre à problèmes et les activités de classement (Figure 3). Lors de la conception de l'échantillon de l'étude, nous avons soigneusement pris en compte la manière dont les expériences du programme pouvaient être genrées ou différer en fonction de l'âge, de l'éducation ou d'autres dimensions de la diversité. Nous avons conçu notre échantillon qualitatif de manière à faire ressortir ces différences tout en préservant la sécurité et le confort des personnes interrogées tout au long du processus de collecte des données. Nous triangulons les résultats de l'évaluation quantitative (voir la section Approche quantitative de l'évaluation à l'annexe 15 pour une méthodologie détaillée), les sources de données secondaires identifiées lors de l'analyse documentaire et les données qualitatives primaires (voir la section sur l'approche d'évaluation qualitative à l'annexe 15 pour une méthodologie détaillée).

Figure 3. Classement de la facilitation des activités au Niger



Source. Dalberg Research

Inclusive, Gender-Responsive Approach

39. Cette évaluation a utilisé une approche inclusive et sensible au genre pour renforcer la validité des résultats. Lors de la formulation des questions de recherche, de la conception de la collecte des données, de la collecte des données, de l'analyse et de la rédaction des résultats, l'AIR s'est efforcée d'utiliser les meilleures techniques de prise en compte de la dimension de genre afin de garantir un résultat de recherche de haute qualité. L'annexe 15 fournit de plus amples détails sur notre approche intégrant la dimension de genre.

³⁸ Aucune modification n'a été apportée à l'approche d'évaluation après le rapport initial de cette évaluation. (PAM, 2022c)

Limitations

40. Bien que l'équipe d'AIR ait pris toutes les mesures possibles pour atténuer les risques pesant sur la validité de l'étude, il reste plusieurs facteurs que nous n'avons pas pu éviter. Les principaux facteurs qui limitent les résultats de ce rapport sont les suivants (tableau 4).

Tableau 1. Limites de la recherche et stratégies d'atténuation

Limitations	Implications and Mitigation Strategies
Absence de données quantitatives de base	En raison de l'absence d'informations de base pour les bénéficiaires de BBGE et les unités de comparaison, l'équipe d'évaluation n'a pas pu estimer quantitativement l'impact causal du programme. Nous avons donc procédé à une évaluation quantitative afin de recueillir les informations manquantes dans les sources secondaires et d'étayer l'approche qualitative de l'évaluation. Par conséquent, notre approche mixte répondra aux questions concernant les impacts perçus qualitativement, mais nous ne pouvons tirer aucune conclusion causale de nos analyses quantitatives.
Données de rappel manquantes	Au cours de la collecte des données, l'équipe de l'AIR a constaté que pour certains indicateurs importants du projet, tels que l'inscription des élèves, les données étaient manquantes. Par exemple, la plupart des écoles n'ont pas de données sur les inscriptions depuis le début du projet, en 2019, sur place, et aucun dossier d'inscription n'a été numérisé. Cela a limité notre capacité à suivre de manière fiable l'évolution des effectifs globaux d'élèves et de filles dans les écoles du projet.
Remplacements quantitatifs d'échantillons	Environ la moitié des communautés scolaires sélectionnées de manière aléatoire dans le cadre de l'approche d'échantillonnage (voir la section sur l'échantillonnage quantitatif) ont été remplacées, soit parce qu'elles étaient inaccessibles en raison d'inondations saisonnières, soit parce qu'elles n'étaient pas sûres pour l'équipe de terrain. Ces remplacements peuvent compromettre la représentativité de l'échantillon dans la mesure où des communautés très peu sûres et inaccessibles ont été laissées de côté. Pour atténuer ce problème, le rapport annuel d'évaluation a veillé à ce que les données quantitatives soient collectées dans les écoles primaires et secondaires des trois régions couvertes par le programme.
Prejugé de désirabilité sociale et questions sensibles	De nombreuses questions sensibles ont été posées au moyen de nos outils d'enquête, sur des sujets tels que la fécondité et la violence fondée sur le genre. Bien que les enquêteurs aient été formés aux meilleures pratiques pour obtenir des réponses fiables et protéger la sécurité des personnes interrogées, nous avons constaté dans certains cas des taux élevés de refus pour des questions sensibles. Pour certains sujets, notamment la violence sexuelle et les antécédents sexuels, les personnes interrogées ont pu se sentir enclines à fournir des réponses socialement acceptables dans une société conservatrice et patriarcale. Les équipes d'AIR et de Dalberg étaient conscientes de cette possibilité et se sont efforcées d'atténuer les biais, mais il convient d'en tenir compte lors de l'interprétation des résultats.
Limites du travail à distance	Pour des raisons de coût et de sécurité, l'équipe d'AIR n'a pas pu se rendre sur place pour participer à la collecte des données et à la formation des agents recenseurs. Bien que l'équipe d'AIR ait travaillé en étroite collaboration avec son partenaire local, Dalberg Research, elle n'a pas pu observer et vérifier le processus de collecte des données. En outre, les personnes chargées de la collecte des données ont mené certains groupes de discussion et entretiens indirects à distance par le biais d'appels téléphoniques et de plates-formes d'appel vidéo, à savoir les entretiens avec les agences de mise en œuvre au siège et au niveau régional, ainsi qu'avec plusieurs représentants du gouvernement. Bien que la collecte de données par médiation virtuelle soit suffisante pour produire des résultats fiables et valides, elle a limité notre capacité à apprendre par contact direct. although sufficient to generate reliable and valid findings, limited our ability to learn through direct contact.
Inondations dans la région de Diffa	Les équipes de collecte de données ont passé plus de temps sur le terrain, avec des retards dans les temps de déplacement vers les communautés échantillonnées en raison des conséquences des

Limitations	Implications and Mitigation Strategies
	inondations dans la région de Diffa en octobre et novembre 2022. Les équipes ont suivi les fusions d'écoles résultant des déplacements internes.
L'insécurité a menacé la sécurité des équipes à Tillabéri	Les équipes ont passé plus de temps sur le terrain, n'enquêtant que pendant la journée en raison des problèmes de sécurité dans la région de Tillabéri. Certaines communautés de remplacement ont été échantillonnées conformément à nos protocoles d'échantillonnage en raison de cette difficulté imprévue.
Collecte de données dans plusieurs langues locales	AIR a recruté des recenseurs et des traducteurs capables de travailler dans les langues concernées par l'étude. Les équipes de traduction ont travaillé au fur et à mesure pour produire des transcriptions en français et en anglais, mais ce surcroît de travail a entraîné des retards dans l'achèvement de l'évaluation.
Documents de suivi	Les données de suivi utilisées pour l'examen documentaire de cette évaluation n'ont pas toujours fait la distinction entre le soutien du programme BBGE et le soutien des communautés/du gouvernement national. Par conséquent, certaines des conclusions tirées de ces données doivent être utilisées avec prudence en ce qui concerne l'impact et la durabilité.

Considérations éthiques

41. Cette évaluation se conforme aux lignes directrices éthiques du Groupe d'évaluation des Nations unies (UNEG) pour 2020. L'AIR a veillé à la sauvegarde et à l'éthique à tous les stades du cycle d'évaluation. Elle a notamment veillé au consentement éclairé, à la protection de la vie privée, à la confidentialité et à l'anonymat des participants, à la sensibilité culturelle, au respect de l'autonomie des participants, au recrutement équitable des participants (y compris les femmes et les groupes socialement exclus) et à ce que l'évaluation ne porte pas préjudice aux participants ou à leurs communautés.
42. L'AIR prend très au sérieux l'importance de l'éthique dans la recherche sur les sujets humains, ainsi que l'importance de la protection des enfants, des femmes, des personnes déplacées et d'autres populations vulnérables. Tous les membres du personnel de l'AIR et les consultants impliqués dans la collecte de données auprès de participants à des recherches sur l'homme ont strictement respecté les exigences du Conseil d'examen institutionnel (CEI) de l'AIR tout au long de cette évaluation. L'IRB de l'AIR suit les normes établies par les lignes directrices de l'American Evaluation Association et le Joint Committee on Standards for Educational Evaluation (Comité conjoint sur les normes d'évaluation de l'éducation). Ces normes peuvent être résumées en trois principes généraux : (1) les évaluateurs conduiront les évaluations de manière légale et éthique, en tenant compte du bien-être des personnes impliquées dans l'évaluation, ainsi que du grand public ; (2) les évaluateurs conduiront les évaluations de manière compétente et efficace, afin d'obtenir des résultats fiables et précis ; et (3) les évaluateurs concevront les évaluations et communiqueront les résultats d'une manière utile et appropriée pour le public visé. Ces principes ont été scrupuleusement respectés au cours du processus d'évaluation. En outre, AIR, en consultation avec le PAM, a obtenu l'approbation des comités d'examen éthique compétents au Niger.
43. Avant de procéder aux évaluations, l'AIR a formé tous les collecteurs de données à l'éthique de la recherche et aux normes applicables aux évaluations. Tous les participants potentiels à l'étude ont été invités à donner leur consentement actif et éclairé pour leur participation à une recherche sur des sujets humains. L'AIR s'est conformée à l'engagement de l'UNEG en matière d'éthique, en coopération avec les procédures d'éthique définies par le PAM. L'AIR a suivi le code de conduite de l'UNEG, qui exige une approche de la recherche tenant compte à la fois des conflits et de l'égalité des sexes, le respect du principe de non-préjudice, ainsi que la transparence, la confidentialité, l'exactitude, la responsabilité et la fiabilité, entre autres principes clés³⁹. En ce qui concerne plus particulièrement la protection des personnes et des communautés vulnérables, AIR a respecté la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies, la Convention des Nations unies sur les réfugiés, la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, ainsi que d'autres conventions relatives aux droits de l'homme et codes juridiques nationaux qui respectent les coutumes et traditions culturelles locales, les croyances et les pratiques religieuses, les interactions personnelles, les rôles des hommes et des femmes, le handicap, l'âge et l'appartenance ethnique, et y a adhéré⁴⁰.

³⁹ UNEG, 2020

⁴⁰ Ibid

2. Résultats de l'évaluation

2.1. PERTINENCE

- Le programme a correctement identifié un certain nombre de besoins concernant les adolescentes dans les communautés cibles, notamment la pauvreté et l'insécurité alimentaire, les attitudes difficiles de la communauté et des parents en matière de genre et de santé sexuelle et reproductive, ainsi que le manque d'infrastructures et de ressources éducatives. D'autres obstacles n'ont pas été explicitement abordés par le projet, notamment les conflits et l'absence de tutelle des filles.
- La nature globale de BBGE était pertinente pour la nature interdépendante des obstacles à l'éducation des filles - en particulier en ce qui concerne la pauvreté, le soutien parental et les résultats en matière de santé sexuelle et reproductive.
- Les régions de Diffa, Tillabéri et Tahoua sont parmi les plus vulnérables du Niger, et les données des ménages bénéficiaires indiquent qu'ils sont confrontés à des vulnérabilités liées à la pauvreté, à l'insécurité alimentaire, aux déplacements et aux conflits.

QE 1 : Les activités du programme BBGE étaient-elles pertinentes par rapport aux besoins de santé et d'éducation des filles et des adolescentes, en particulier des filles issues de groupes marginalisés, dans le contexte humanitaire de la zone cible ?

44. Les activités de BBGE ont été conçues pour s'attaquer aux obstacles à l'éducation liés à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire, aux lacunes des services de santé, d'eau, d'assainissement et de nutrition, aux attitudes à l'égard de l'éducation des filles, des droits sexuels et reproductifs et de la violence liée au sexe dans les écoles et les communautés, ainsi qu'aux capacités institutionnelles de soutien à l'éducation des filles. Les données quantitatives et qualitatives confirment qu'il s'agit là d'obstacles majeurs et suggèrent que l'exhaustivité des "groupes" d'activités complémentaires de BBGE a permis d'apporter un soutien pertinent et complet pour y remédier. Les données suggèrent également que les communautés BBGE étaient parmi les plus vulnérables du Niger, ce qui souligne la manière dont le programme a atteint l'ensemble des bénéficiaires visés. Au sein des communautés BBGE, cependant, la conception du programme était moins pertinente pour une minorité d'adolescents, en particulier les filles, qui étaient confrontés à des vulnérabilités qui se chevauchaient, à savoir l'éloignement de l'école, le risque de violence lié au conflit, le déplacement et/ou l'absence de tutelle. Pour ces jeunes, le programme peut envisager d'offrir un soutien sur mesure pour répondre à leurs besoins multidimensionnels.

QE 1.1 : Dans quelle mesure le programme a-t-il identifié les besoins des adolescentes et les obstacles à l'éducation des filles au Niger ?

45. Le projet a effectivement identifié quatre obstacles principaux à l'éducation des filles au Tchad, mais il n'a pas pris en compte deux obstacles supplémentaires découverts lors de la collecte des données. La proposition de projet du BBGE Niger a identifié plusieurs obstacles "imbriqués" responsables de la disparité entre les sexes en matière d'éducation chez les adolescents au Niger, et a présenté l'approche du projet pour s'attaquer à ces obstacles (tableau 5). Le tableau 5 présente les barrières identifiées par le projet et l'approche du projet pour y remédier.

Tableau 2. Obstacles à l'éducation des filles dans la conception du BBGE

No.	Barrières	Approche BBGE
1	Obstacles à l'éducation liés à la sécurité alimentaire et à la pauvreté	"Soutenir la scolarisation, l'assiduité, la rétention et l'achèvement des études des adolescentes en s'attaquant aux obstacles à l'éducation liés à la sécurité alimentaire et à la pauvreté, en incitant les ménages à envoyer leurs enfants à l'école et en garantissant un apport alimentaire adéquat pour que les adolescents puissent apprendre et s'épanouir.

2	Lacunes dans les services de nutrition, d'eau, d'assainissement et de santé en milieu scolaire	"Réduire [l'anémie] chez les écolières et améliorer l'accès à des services scolaires adéquats en matière de nutrition, de santé et d'assainissement, afin que les problèmes de santé et de nutrition ne soient pas un obstacle à l'éducation et que les écolières et les écoliers puissent profiter pleinement des possibilités d'apprentissage."
3	Manque de sensibilisation et de dispositions concernant les droits sexuels et reproductifs et la prévention de la violence liée au sexe dans les écoles	"Contribuer à une approche globale, où les garçons et les filles scolarisés et non scolarisés, les parents, les enseignants, les personnes influentes au sein de la communauté et la communauté au sens large sont touchés par différents canaux afin de faire progresser l'éducation, la nutrition et le bien-être des filles".
	Manque de sensibilisation à l'importance des droits des filles en matière d'éducation et de santé et manque de prévention de la violence liée au sexe dans les communautés	
4	Insuffisance des capacités nationales et locales et de la coordination pour lever les obstacles à l'éducation des filles et répondre aux priorités nationales	"Renforcer les capacités des institutions gouvernementales à s'attaquer efficacement aux obstacles à l'éducation des filles ainsi qu'à leurs besoins en matière de santé, de nutrition et de protection par le biais de politiques, de stratégies et de programmes multisectoriels, y compris dans les situations d'urgence".

Source. PAM, 2019, p. 6

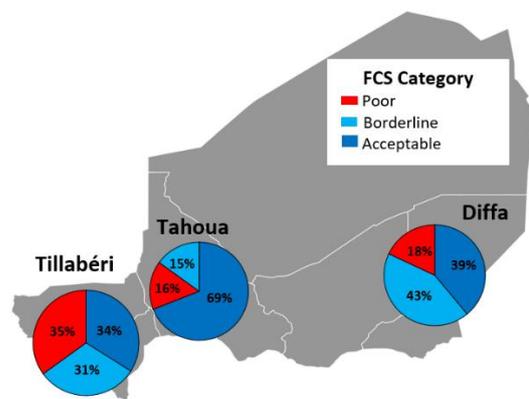
46. Les membres de la communauté et les adolescents corroborent généralement les obstacles soulevés dans la proposition de BBGE, tout en soulevant deux obstacles supplémentaires non identifiés dans la proposition : les conflits et l'insécurité, et le manque de tuteurs. Nous discutons ci-dessous de la pertinence de chaque obstacle, en indiquant les résultats qualitatifs et quantitatifs qui soutiennent et élucident les obstacles à l'éducation des filles dans les communautés BBGE.

Obstacle 1 : L'insécurité alimentaire et la pauvreté sont des obstacles à l'éducation

47. Les résultats quantitatifs et qualitatifs confirment que les obstacles liés à la pauvreté et à la sécurité alimentaire sont importants et interdépendants dans les communautés BBGE. Par exemple, les données de l'enquête sur les ménages confirment que les ménages des zones cibles vivent dans une extrême pauvreté. Les dépenses mensuelles moyennes des ménages de notre échantillon s'élevaient à environ 118 822 CFA, tandis que les dépenses mensuelles moyennes par habitant étaient de 22 705 CFA (soit environ 36 dollars par personne et par mois), ce qui correspond à environ 1,20 dollar par jour et par personne, bien en deçà du seuil de pauvreté mondial actuel⁴¹. Les dépenses moyennes des ménages pour l'alimentation représentaient environ 69% des dépenses totales.

48. En outre, l'insécurité alimentaire était très répandue, moins de la moitié des ménages ayant un score de consommation alimentaire (SCA) acceptable⁴². Parmi les ménages interrogés, 30 % ont un score de consommation alimentaire limite et 22 % un score de consommation alimentaire

Figure 4. Insécurité alimentaire des ménages par région



Source. Enquête auprès des ménages (N = 555)

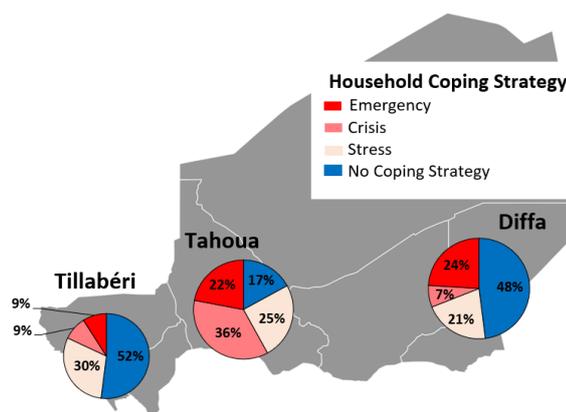
⁴¹ En septembre 2022, la Banque mondiale a fixé le seuil de pauvreté mondial à 2,15 dollars par jour.

<https://www.worldbank.org/en/news/factsheet/2022/05/02/fact-sheet-an-adjustment-to-global-poverty-lines#1>

⁴² Le SCA rassemble les données des ménages sur la diversité et la fréquence des groupes d'aliments consommés au cours des sept jours précédents, qui sont ensuite pondérées en fonction de la valeur nutritionnelle relative des groupes d'aliments consommés. Sur la base de ce score, la consommation alimentaire d'un ménage est classée dans l'une des trois catégories suivantes : pauvre, limite ou acceptable. Le SCA est un indicateur indirect de la disponibilité calorique des ménages. <https://index.nutrition.tufts.edu/data4diets/indicator/food-consumption-score-fcs>

médiocre, avec de grandes différences régionales (figure 4). C'est à Tillabéri que les ménages sont le plus confrontés à l'insécurité alimentaire, avec 35 % de ménages ayant un score de consommation alimentaire médiocre, soit près du double du taux observé dans les deux autres régions du projet.

Figure 5. Stratégies d'adaptation des ménages par région



Source. Enquête auprès des ménages (N = 555)

49. Les ménages ont fréquemment utilisé des stratégies sévères pour faire face au manque de nourriture, la plupart d'entre eux adoptant des stratégies de gestion du stress (25 %), de crise (17 %) ou d'urgence (19 %) (Figure 5)⁴³. C'est dans la région de Tahoua que ces stratégies sont les plus répandues (17 % des ménages de Tahoua contre 48 % à Diffa et 52 % à Tillabéri n'ont adopté aucune stratégie d'adaptation, $p = 0,000$). C'est à Diffa et à Tahoua que les stratégies d'urgence ont été le plus souvent utilisées. Malgré des scores de sécurité alimentaire inférieurs à ceux des ménages des autres régions, les ménages de Tillabéri étaient globalement moins susceptibles d'avoir adopté un type quelconque de stratégie d'adaptation.

50. Dans les groupes de discussion, les parents et les élèves ont décrit la pauvreté et l'insécurité alimentaire comme des facteurs qui minent le soutien parental et la capacité des filles à réussir à l'école. En ce qui concerne le soutien parental, les personnes interrogées ont expliqué que la pauvreté pouvait amener les parents à considérer l'éducation comme une charge pour le ménage, les encourageant à envisager un mariage précoce pour leurs filles. Le mariage précoce, ont-ils expliqué, soulage le fardeau financier de l'éducation et offre un avenir stable à la fille. Comme le résume un directeur d'école de Tillabéri, "la marier est un soulagement pour la famille". Dans les groupes de discussion, la plupart des adolescentes ont classé le "mariage précoce" dans la catégorie affectant "la plupart" ou "toutes" les filles, indiquant que les dépenses d'éducation pouvaient devenir un fardeau pour les parents et les amener à encourager le mariage précoce. Ainsi, cet obstacle agit au niveau des parents pour menacer le maintien des filles à l'école, principalement au niveau secondaire, lorsqu'elles deviennent de plus en plus éligibles au mariage.

51. Les élèves filles ont également expliqué que l'insécurité alimentaire et la pauvreté pouvaient parfois limiter leur capacité à réussir lorsqu'elles sont inscrites à l'école. Par exemple, une adolescente de Tillabéri a indiqué que la faim et les travaux ménagers pouvaient fatiguer les filles à l'école : "Dès que vous arrivez en classe, vous êtes déjà si fatiguée que vous commencez à dormir. Même la table de multiplication, tu ne pourras pas l'apprendre". Ils étaient plus nuancés lorsqu'ils parlaient des impacts visibles de la pauvreté : Au cours de l'activité de classement, les adolescentes ont souvent déclaré que le "manque de matériel scolaire" était un obstacle pour "peu" ou "pas" de filles, ou que la pauvreté ne semblait pas avoir d'impact substantiel sur la préparation des filles à l'école. Cela suggère que les familles donnent la priorité aux dépenses d'éducation malgré les conditions de pauvreté.

Obstacle 2 : Lacunes dans les services de nutrition, d'eau, d'assainissement et de santé en milieu scolaire

52. Les personnes interrogées ont également confirmé l'existence d'obstacles liés aux lacunes des services de nutrition, d'eau, d'assainissement et de santé dans les écoles, bien que dans une moindre mesure que la pauvreté et la sécurité alimentaire. Les données du recensement scolaire ont fourni des preuves quantifiables de ces obstacles. En ce qui concerne les services et installations WASH, bien que la plupart des écoles disposent de latrines (82%), celles-ci ne sont pas toujours séparées par sexe, ce qui est important pour protéger les filles du harcèlement et de la violence. Alors qu'à Tahoua, la plupart des écoles disposant de latrines avaient des installations séparées pour les garçons et les filles (80%), seulement 23% des écoles disposant de latrines à Tillabéri avaient des installations séparées par sexe. En

⁴³ Le PAM a développé l'indice des stratégies d'adaptation à la sécurité alimentaire, basé sur les moyens de subsistance, afin de comprendre comment les ménages réagissent face à un manque de nourriture. Cet outil propose trois versions à choisir en fonction du contexte de l'étude ; pour cette étude, nous avons utilisé la version rurale, qui applique la catégorisation suivante des stratégies d'adaptation :

Stratégies de stress : vendre les biens du ménage, vendre plus d'animaux que d'habitude, dépenser les économies et envoyer les membres du ménage manger ailleurs.

Stratégies de crise : récolter les cultures immatures, consommer les stocks de semences qui devaient être conservés pour la saison suivante et réduire les dépenses en engrais, pesticides, fourrage, aliments pour animaux, etc.

Stratégies d'urgence : hypothéquer ou vendre la maison ou la terre, mendier et/ou faire les poubelles, vendre les derniers animaux femelles <https://resources.vam.wfp.org/data-analysis/quantitative/food-security/livelihood-coping-strategies-food-security>

ce qui concerne l'accès à l'eau, à peine 60% des écoles BBGE disposaient de suffisamment d'eau propre pour leurs élèves. Cela suggère que les enfants des 40 % d'écoles restantes pourraient être exposés à la déshydratation et à des maladies d'origine hydrique telles que le choléra.

53. Au cours des groupes de discussion, le personnel du PAM, de l'UNICEF et de l'FNUAP au niveau national a également souligné l'insuffisance des infrastructures scolaires, notamment des salles de classe, des latrines, des sources d'eau et des installations pour le lavage des mains dans l'ensemble du Niger. Ils ont également suggéré le lien entre l'insécurité alimentaire et les résultats en matière de santé et ont décrit comment, au Niger, l'assiduité des élèves et leur maintien à l'école pouvaient être affectés par des problèmes de santé tels que l'anémie. Malgré cela, les membres de la communauté interrogés accordent moins d'importance à la santé. Les adolescents ont souvent classé la "maladie" comme un obstacle qui affectait "quelques" ou "peu" de filles, tandis que les parents et les enseignants n'ont mentionné ces questions que dans la mesure où elles étaient liées au soutien à la santé menstruelle. En effet, en ce qui concerne la gestion des menstruations, les parties prenantes au niveau communautaire ont largement indiqué que le manque de ressources (par exemple, pour acheter des produits sanitaires), d'infrastructures (par exemple, des latrines séparées par sexe) et de sensibilisation (par exemple, parmi les enseignants) pouvait conduire les filles menstruées à s'absenter de l'école ou à manquer de grandes parties d'un cours magistral.

Obstacle 3 : Manque de sensibilisation et d'offre en matière de SDSR, d'éducation des filles et de prévention de la violence liée au sexe dans les écoles et les communautés

54. Dans les groupes de discussion et les entretiens, les personnes interrogées au niveau communautaire ont confirmé que les attitudes difficiles des enseignants et des parents constituaient un obstacle à l'éducation des filles. Par exemple, les adolescentes ont systématiquement classé la violence liée au sexe et le mariage précoce parmi les obstacles les plus fréquents et les plus importants auxquels elles étaient confrontées, et elles ont mis en cause les parents, les enseignants et les élèves de sexe masculin lorsqu'elles ont décrit le découragement et les brimades qu'elles subissaient parfois. D'autre part, les enseignants et les directeurs d'école ont suggéré que les parents manquaient d'intérêt pour l'éducation et "préféraient marier leur fille [plutôt] que de supporter leur charge scolaire" (enseignant, Diffa). Selon les informateurs clés de l'étude, les croyances traditionnelles incitant les femmes à s'occuper du foyer tandis que le mari assure le revenu sont très répandues dans les communautés BBGE. Certains membres du personnel scolaire ont suggéré que cette tendance découlait du manque d'expérience des parents en matière d'éducation, ce que les résultats quantitatifs ont corroboré. En fait, la plupart des chefs de famille dans les zones cibles n'avaient pas d'éducation (voir QE 1.3).

Obstacle 4 : Capacités nationales et locales et coordination insuffisantes pour lever les obstacles à l'éducation des filles et répondre aux priorités nationales

55. Les personnes interrogées au niveau communautaire n'ont pas établi de lien direct entre la capacité d'appui institutionnel et les obstacles à l'accès des filles à l'éducation, mais elles ont souligné que les problèmes de capacité du gouvernement associés au manque de ressources et à la médiocrité des infrastructures du système éducatif constituaient un obstacle majeur à l'éducation. Nous considérons ces rapports comme une approximation des problèmes de capacité du système éducatif dans le contexte de BBGE. Les étudiants et les parents interrogés, par exemple, ont souvent souligné le manque d'enseignants et de salles de classe, ainsi que la faible qualité de l'enseignement. Pour illustrer ces anecdotes, les documents du projet montrent que l'UNFPA avait prévu de créer des infirmeries scolaires pendant le projet BBGE, mais que l'activité a été entravée par le fait qu'une seule école BBGE disposait d'une salle disponible pouvant être convertie en infirmerie.

"Nous avons le problème des enseignants. Il y a des matières qui n'ont pas commencé jusqu'à présent, comme le cours d'anglais." - Adolescente, —Adolescent girl, Diffa, FGD

56. Les résultats de l'enquête sur les écoles ont confirmé les déclarations du personnel du projet et des bénéficiaires selon lesquelles les écoles ne disposaient pas de ressources suffisantes et les conditions d'infrastructure étaient médiocres (figure 7). Dans un tiers seulement des écoles BBGE, les salles de classe étaient en bon état structurel⁴⁴, 40 % seulement avaient un toit et la grande majorité d'entre elles n'avaient pas de moustiquaires ou de fenêtres. Ce n'est qu'à Tahoua que la plupart des salles de classe (88%) étaient protégées des bruits extérieurs ; à Diffa et Tillabéri, ce chiffre était légèrement inférieur à 20%. Nous avons également constaté que 44% à 65% des salles de classe disposaient d'un espace et/ou d'un mobilier adéquat pour permettre aux élèves d'ouvrir confortablement un livre ou de travailler avec du matériel (blocs, puzzles, etc.) sans se cogner les uns les autres, ce qui signifie que, dans une

⁴⁴ Les sols des salles de classe sont exempts de fissures et de trous ; il n'y a pas de problèmes d'humidité, d'échardes, de revêtements de sol glissants, de pierres pointues ; il n'y a pas de fenêtres cassées ; il n'y a pas de trous dans le toit ; les murs sont structurellement sains (pas de trous ni d'effritements) ; les murs n'ont pas de peinture écaillée ; les supports pour le toit et/ou les murs sont solides, etc.

proportion significative d'écoles, les élèves ne disposaient pas d'un espace adéquat pour s'adonner à des activités d'apprentissage.

Figure 6. Salle de classe typique dans la zone du projet BBGE



Source. Dalberg Research

57. Dans l'ensemble, les terrains de la plupart des écoles ciblées par le BBGE n'étaient pas sûrs pour les enfants. Un peu plus de 40 % des cours d'école étaient bien clôturés et ne présentaient pas de dangers ou de matières dangereuses. En outre, à Tillabéri et Tahoua, la plupart des cours d'école étaient exemptes de débris et d'ordures, de vermine et d'excréments ; à Diffa, seulement 44% des cours d'école étaient propres. En outre, à Diffa et à Tahoua, plus de la moitié des bâtiments et des cours d'école comportaient de vastes zones d'eau stagnante, susceptibles d'attirer la vermine et de devenir un foyer de maladies pour les enfants et les enseignants.

58. Quatre-vingt-seize pour cent des jeunes se rendaient à l'école à pied, et seulement 2 % utilisaient des motos-taxis et 1 % des bicyclettes. La plupart des jeunes se rendaient à l'école en 15 minutes ou moins (79%), indépendamment du sexe ou de la région. Bien que de nombreux élèves fassent un court trajet pour se rendre à l'école, le sous-ensemble d'élèves qui doivent parcourir une plus longue distance pour se rendre à l'école sont également confrontés à un risque accru d'insécurité et de violence. Comme l'a déclaré un élève, "lorsque la distance est longue et que le chemin est long, on a peur d'être tué" (adolescente, Tillabéri). En fait, les parties prenantes de BBGE, y compris les représentants du gouvernement, les ONG chargées de la mise en œuvre, les membres de la communauté et les étudiants, ont tous demandé au projet d'envisager de réduire les obstacles liés à la distance en investissant dans des internats :
59. "Le fait d'avoir des internats [dans] certaines zones très éloignées et peu sûres (...) peut résoudre de nombreux problèmes en même temps : l'éloignement, l'insécurité, la nourriture. On peut construire des infirmeries, des clubs de santé. Nous n'y avons pas pensé en raison des investissements importants que cela nécessite, mais vraiment, nous devons soutenir le gouvernement dans cette logique." (Personnel d'une agence de l'ONU)

Obstacles supplémentaires

60. Outre les obstacles décrits dans la proposition de BBGE, les personnes interrogées ont identifié deux autres obstacles à l'éducation des filles qui n'ont pas été suffisamment pris en compte dans les activités de BBGE. Tout d'abord, les filles ont classé les conflits et l'insécurité parmi les obstacles les plus pressants auxquels elles sont confrontées. La preuve en est que 900 écoles nigériennes ont fermé en raison d'attaques armées dans des régions telles que Tillabéri, Tahoua et Diffa. Le personnel du projet s'est adapté à la situation de conflit en mettant en place des repas scolaires et des subventions en espèces dans les écoles déplacées, mais les parents et les élèves ont souligné que l'insécurité restait une menace importante pour l'inscription et la fréquentation dans les écoles de BBGE. Comme en témoigne un élève, "la sécurité est primordiale car tant qu'il n'y a pas de sécurité, il n'y a pas d'école" (adolescent, FGD, Tillabéri).
61. L'insécurité et les déplacements sont liés à un deuxième obstacle supplémentaire mis en évidence par les communautés BBGE et le personnel de terrain du PAM : l'absence de tutelle. Si les résultats de l'enquête indiquent que la plupart des jeunes vivent avec leur mère ou leur père dans le ménage, le sous-ensemble des jeunes qui ne vivent pas avec un parent est confronté à des difficultés aggravées pour accéder à l'éducation. En effet, l'enquête sur les ménages a montré que la plupart des jeunes vivaient avec une mère (87%) ou un père (84%) à la maison. Il y avait généralement peu de variation entre les régions, sauf à Tahoua, où le taux de ménages ayant un père vivant avec eux (78%) était sensiblement plus bas que dans les deux autres régions (85% à Tillabéri et 89% à Diffa, $p = 0,02$). Cependant, les jeunes des communautés ayant des écoles secondaires étaient plus susceptibles que les jeunes des communautés ayant des écoles primaires de vivre sans leurs parents car, comme l'ont indiqué les données qualitatives, les jeunes devaient s'éloigner de leur famille pour poursuivre des études secondaires. Dans les groupes de discussion, les élèves, les parents et le personnel de terrain du PAM ont appelé cela le "problème du tuteur" : si les

parents d'un élève vivaient loin de l'école, l'élève dépendait d'un tuteur plus proche de l'école avec lequel il pouvait vivre. Par exemple, dans les cas où l'école a déménagé en raison de l'insécurité - comme ce fut le cas de l'école CEG Innelou - les élèves dépendaient d'un tuteur dans le nouvel emplacement de l'école : "Avant les filles étaient un peu plus nombreuses, même plus de 100 ... maintenant elles n'atteignent pas 100. Le pire, c'est qu'il y a des élèves très brillants et motivés qui ne sont pas venus ici à cause du déplacement, à cause de l'insécurité. Cela a provoqué l'abandon de certaines filles à cause du changement de site, et elles ne peuvent pas venir parce qu'elles n'ont pas de tuteur". (Enseignant, CEG Innelou).

62. Outre les problèmes de tutelle liés aux déplacements, les ménages ruraux cherchent parfois des tuteurs plus proches de l'école pour réduire la probabilité d'être attaqués sur le chemin de l'école. Les filles, en particulier, ont eu du mal à trouver un tuteur, car la surveillance d'une adolescente est considérée comme plus lourde que celle d'un garçon. Enfin, même lorsque les filles trouvaient un tuteur pour les accueillir, les personnes interrogées ont noté que les tuteurs étaient moins susceptibles de s'investir dans la réussite scolaire de l'élève, de sorte que cette solution n'était pas optimale pour les communautés, même si elle permettait l'assiduité des élèves. Un membre du personnel d'une ONG chargée de la mise en œuvre a déclaré : "Lorsqu'un enfant quitte sa famille où il avait tous les privilèges, cela crée des frustrations. Elle se sent abandonnée, et si la famille d'accueil n'est pas bonne, cela augmente les chances que la fille parte." Les personnes interrogées ont mentionné la prévalence de cet obstacle dans toutes les régions étudiées, y compris à Diffa, qui compte une population plus importante de ménages de réfugiés et de personnes déplacées.

QE 1.2. Selon les filles, les garçons et les parents (en particulier ceux des groupes marginalisés), dans quelle mesure la nature globale du programme d'intervention répondait-elle à leurs besoins en général et aux facteurs contextuels tels que le COVID-19 et les préoccupations en matière de sécurité ?

63. Les bénéficiaires de BBGE ont largement validé le fait que l'exhaustivité de BBGE a contribué à lever des obstacles complexes tels que les obstacles liés à la pauvreté, l'insuffisance de l'encouragement parental et les résultats sous-optimaux en matière de SDSR. COVID-19 n'est pas apparu comme un facteur contextuel important, selon les filles, les garçons ou les parents. Toutefois, les personnes interrogées ont signalé de manière anecdotique que le programme manquait de pertinence pour la communauté en ce qui concerne les méthodes de distribution des bourses et l'absence d'inclusion des garçons en tant que bénéficiaires des activités de bourses.
64. Les personnes interrogées ont confirmé l'exhaustivité des activités de BBGE, en particulier dans trois "groupes" d'activités qui se renforcent mutuellement. Tout d'abord, les repas scolaires, les subventions en espèces et les kits menstruels ont apporté un soutien complet pour lutter contre l'obstacle de la pauvreté des ménages. Le personnel du programme et les parties prenantes au niveau communautaire ont souligné la nature interdépendante de ces trois activités qui allègent le fardeau financier des familles lorsqu'il s'agit de soutenir l'éducation d'une fille. Deuxièmement, les parties prenantes ont cité la nature complémentaire des incitations basées sur l'assiduité (par exemple, subventions en espèces, repas scolaires) et de la sensibilisation des parents. Les enseignants ont déclaré que les incitations incitaient les parents à envoyer leurs enfants à l'école, mais que la sensibilisation était essentielle pour changer les attitudes au-delà de la durée du projet. Troisièmement, pour soutenir les droits sexuels et génésiques des adolescentes, l'association d'espaces sûrs et de kits menstruels s'est avérée être un "paquet" important dans le cadre d'un programme plus large. De nombreux parents et filles ont souligné l'importance de ce kit menstruel et ont noté qu'un soutien et une formation supplémentaires étaient essentiels pour s'assurer que les filles bénéficiaient d'un soutien suffisant pendant la puberté. Pour certaines communautés, les espaces sécurisés ont permis de renforcer la contribution des kits d'hygiène.

65. Bien que l'ensemble des activités ait répondu aux besoins de la communauté à plusieurs égards, les bénéficiaires ont suggéré des domaines dans lesquels les activités n'étaient pas toujours bien adaptées à leur contexte. En particulier, les personnes interrogées ont suggéré de modifier la méthode de distribution des bourses et d'inclure les garçons parmi les bénéficiaires de l'activité. En ce qui concerne la distribution, les parents ont insisté sur le fait que la bourse devait être distribuée la semaine précédant la rentrée scolaire. Le calendrier de décaissement n'était pas aligné sur le début de l'année scolaire, ce qui a conduit les parents à vendre du bétail pour payer les frais de scolarité de leurs enfants. En outre, les personnes interrogées à Tahoua et à Diffa ont noté que la bourse arrivait parfois pendant les vacances scolaires, lorsque de nombreuses filles étaient absentes de la communauté et ne pouvaient pas collecter l'argent. Enfin, le versement en espèces a inquiété certains parents : "Le mieux est de les trouver chacune chez elle pour lui donner car il y a trop de risques pour une femme de parcourir environ 25 km pour collecter de l'argent... sans parler d'une petite fille" (parents, Diffa). Les parents et les enseignants ont suggéré que le décaissement des bourses, bien qu'il s'agisse d'un soutien essentiel pour les filles, pourrait être mieux conçu pour fournir des fonds en temps voulu et en toute sécurité. Ainsi, malgré son caractère global, le projet ne s'est pas révélé très pertinent pour répondre aux préoccupations des bénéficiaires en matière de sécurité.

66. En outre, les parties prenantes de BBGE ont unanimement indiqué à l'équipe d'évaluation que les garçons devraient être inclus dans le programme de bourses d'études. Les personnes interrogées ont souligné le fait que de nombreux garçons dans les zones BBGE sont vulnérables et risquent d'abandonner leurs études. En outre, l'acceptabilité du programme dans les communautés est menacée par l'absence d'inclusion des garçons dans cette activité phare. Comme le suggère ce directeur d'école, l'inclusion des garçons dans le programme de bourses pourrait améliorer la motivation et l'assiduité de l'ensemble des élèves, contribuant ainsi à une approche globale de l'école en matière de promotion de l'éducation.

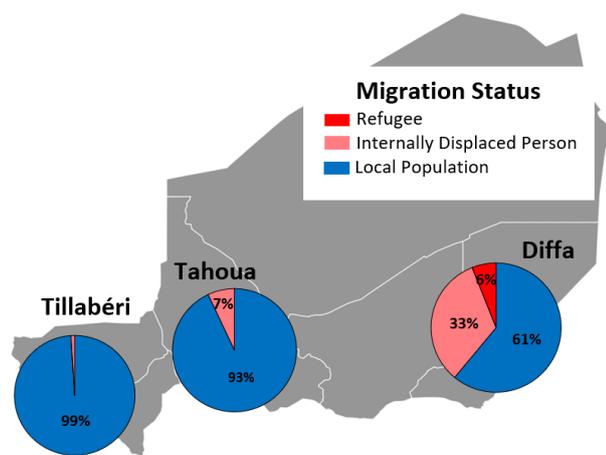
Les [parents] disent, murmurent pourquoi c'est toujours pour les filles que tel ou tel projet est venu. Celui-ci est venu pour les filles. C'est toujours pour les filles. Et les jeunes garçons? C'est ce qu'ils demandent... par exemple, si le projet prévoit de sélectionner 20 filles dans une école, sur les 20, nous devrions prendre 15 filles et 5 garçons. Cela encouragera les élèves, garçons et filles, à aller vraiment à l'école.
-Directeur d'école, Tahoua

QE 1.3 : Dans quelle mesure le programme a-t-il pu atteindre les bénéficiaires les plus vulnérables, en particulier les filles vivant dans des zones touchées par le conflit et les filles non scolarisées ?

67. Bien qu'il soit difficile de trouver des données socio-économiques précises par région au Niger, une comparaison des résultats de notre enquête avec les statistiques nationales et régionales disponibles indique que le ciblage dans ces régions a permis de localiser

certaines des populations les plus vulnérables du pays. L'extrême pauvreté, l'insécurité alimentaire, la vulnérabilité à un climat rude et changeant, des normes sociales rigides qui entraînent des disparités entre les hommes et les femmes, et un accès minimal à l'électricité et à des conditions sanitaires acceptables sont des caractéristiques de la vie dans les zones rurales du Niger sur l'ensemble du territoire. Les principales disparités entre ces dimensions peuvent être observées en grande partie à travers un prisme urbain-rural. Cependant, il est clair que la vulnérabilité est exacerbée dans les trois régions du projet en raison de la présence importante de personnes déplacées et de réfugiés et de leur proximité avec les conflits internes et externes. Les données secondaires confirment que ces régions abritent le plus grand nombre de personnes déplacées et de réfugiés forcés dans le pays, en particulier ces dernières années en raison de l'intensification des conflits. À Diffa, notre échantillon indique que les personnes déplacées et les réfugiés ont été ciblés avec succès dans la région. Cependant, le faible nombre de personnes déplacées et de réfugiés dans l'échantillon de la région de Tillabéri, ainsi que l'absence de réfugiés dans l'échantillon de la région de Tahoua, indiquent que davantage d'efforts auraient pu être entrepris pour cibler ces populations les plus vulnérables.

Figure 7. Prévalence des réfugiés et des personnes déplacées dans les zones cibles



Source. Enquête auprès des ménages (N = 555)

68. Pour répondre à la QE 1.3, nous présentons des preuves issues de notre examen des données quantitatives du recensement scolaire et de l'enquête sur les ménages décrivant les populations ciblées par le programme BBGE. Dans la mesure du possible, nous fournissons des données qualitatives pour contextualiser les résultats. Nous comparons nos résultats avec des sources de données secondaires relatives à la vulnérabilité au Niger afin de vérifier que les populations les plus vulnérables du pays ont été ciblées.

69. Le programme BBGE ciblait les populations pauvres et en situation d'insécurité alimentaire et couvrait les zones touchées par le conflit avec une proportion importante de personnes déplacées et de réfugiés. Dans l'ensemble, 14 % des ménages des zones d'intervention du programme BBGE étaient des déplacés internes et 2 % des réfugiés. C'est à Diffa que l'on trouve la plus grande proportion de personnes déplacées et de réfugiés parmi les communautés de BBGE, avec respectivement 33 % et 6 % de ménages déplacés et réfugiés (figure 7). En revanche, des sources externes indiquent que seuls 2 % environ de la population nigérienne sont des migrants internationaux. La plus forte concentration de réfugiés et de personnes déplacées au Niger se trouve dans les trois régions cibles, en raison de la proximité de conflits internes croissants, ainsi que de conflits dans les pays voisins, à savoir le Burkina Faso, le Mali et le Nigéria^{45, 46}. En août 2021, ces trois régions accueillaient plus de 500 000 déplacés internes et réfugiés, selon le HCR. En combinant les chiffres sur les personnes déplacées et les réfugiés par région avec les chiffres de la population totale par région, nous avons estimé les proportions régionales de personnes déplacées et de réfugiés et les avons comparées avec les proportions correspondantes de notre enquête sur les ménages dans les communautés BBGE. Les proportions de personnes déplacées et de réfugiés dans nos données sont similaires aux proportions régionales globales, ce qui confirme que le ciblage géographique du projet a permis de concentrer les activités dans les régions et les communautés nigériennes les plus touchées par les migrations internes et externes.

70. Pour mieux évaluer le niveau de vulnérabilité des communautés cibles de BBGE, nous nous sommes appuyés sur des données d'enquête pour décrire les ménages. Nombreux sont ceux qui vivaient dans de petites habitations en terre surpeuplées, sans électricité (figure 8). En moyenne, les ménages comptaient six membres, dont deux jeunes âgés de 10 à 19 ans. Les ménages de Tahoua étaient en moyenne plus grands et comptaient un peu plus de jeunes que ceux des deux autres régions ($p = 0,000$). Une minorité de ménages avait accès à l'électricité (19%), ce qui est à peu près égal à la moyenne nationale⁴⁷, soulignant la vulnérabilité généralisée des ménages dans tout le pays, mais surtout dans les zones rurales qui ne sont pas connectées au réseau électrique.

Figure 8. Logement type dans la zone du projet BBGE



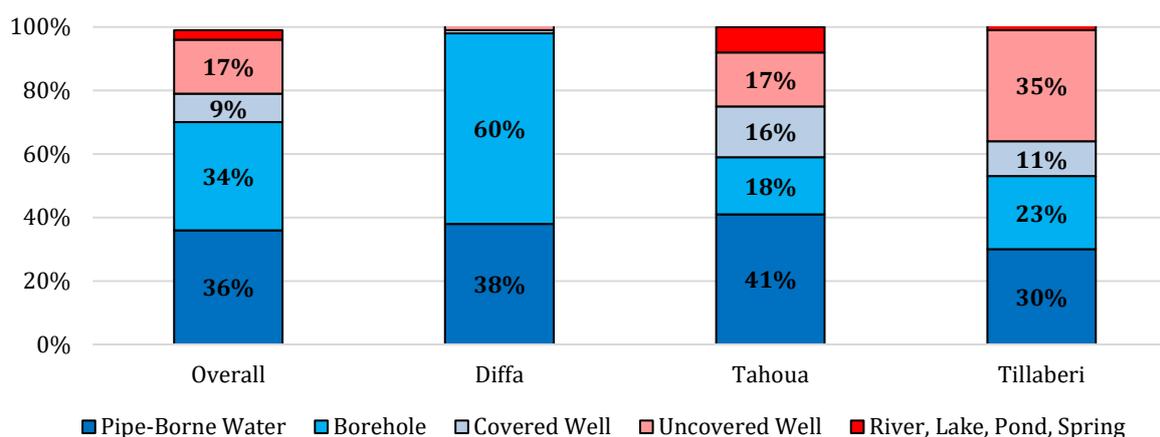
Source. Dalberg Research

⁴⁵ Integral Human Development, 2021

⁴⁶ UNHCR, 2021

⁴⁷ Banque Mondiale, 2021b

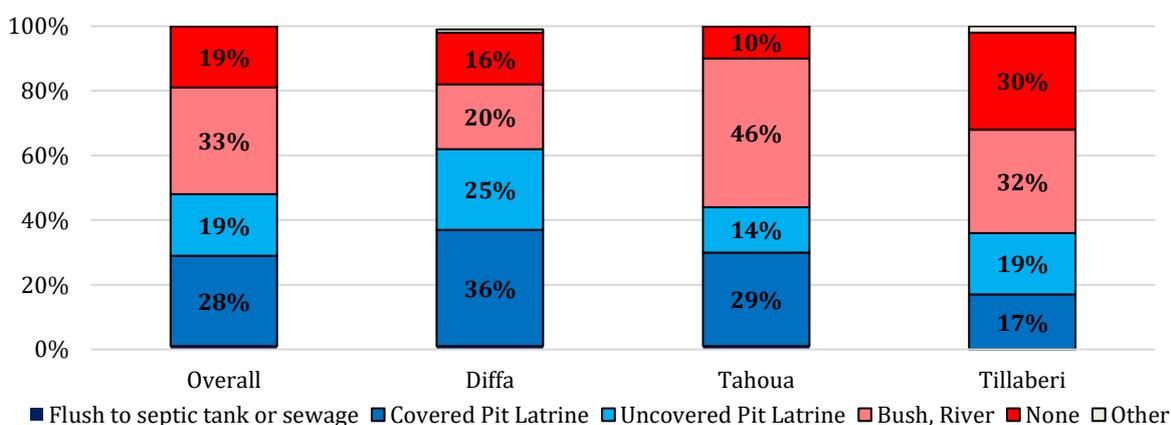
Figure 9. Source d'eau du ménage, dans l'ensemble et par région



Source : Enquête sur les ménages (N = 555)

71. La plupart des ménages s'approvisionnaient en eau potable à partir de sources améliorées, mais de nombreuses personnes utilisaient encore des sources non améliorées. Dans l'ensemble, les sources d'eau potable les plus courantes étaient les canalisations (36%) et les forages (34%) (figure 9). C'est à Diffa que ces sources d'eau améliorées sont les plus répandues, la quasi-totalité des ménages s'approvisionnant en eau potable à partir de sources améliorées (60 % de forages et 38 % d'eau courante). Moins nombreux, mais tout de même plus de la moitié des ménages de Tillabéri s'approvisionnent en eau potable à partir de ces deux sources principales ; cependant, il était également courant à Tillabéri de s'approvisionner en eau potable à partir de puits non couverts (35 %), une source non améliorée. Cette situation n'est pas très différente de la situation générale du pays ; environ 47 % des ménages disposent au moins d'un service de base, 22 % d'un service limité, 27 % utilisent des sources d'eau non améliorées et 4 % des eaux de surface à des fins de consommation⁴⁸, ce qui souligne à nouveau la vulnérabilité généralisée dans ce domaine dans l'ensemble du pays.

Figure 10. État des toilettes, par région



Source : Enquête sur les ménages (N = 555)

72. Une minorité de ménages avait accès à des toilettes acceptables. Un taux élevé de personnes interrogées (32% des ménages) utilisait la brousse pour l'élimination des déchets humains, avec des taux plus élevés à Tahoua (44%) que dans les autres régions (figure 10). Près d'un cinquième des personnes interrogées n'avaient pas de toilettes dans leur ménage. Les latrines à fosse couverte étaient le type de toilettes le plus courant pour les ménages, avec un taux global de 28%, et un taux plus élevé à Diffa que dans les autres régions (36%).

73. Les mariages d'enfants étaient largement absents des ménages échantillonnés. Moins de 10% des jeunes étaient mariés dans les trois régions. Les filles étaient plus susceptibles que les garçons d'être mariées dans une union monogame (6% contre 4%, $p = 0,058$) ou polygame (1% contre 0%, $p = 0,017$), tandis que les garçons étaient plus

⁴⁸ WHO/UNICEF, 2020

susceptibles d'être dans des partenariats informels ou de cohabiter (5% contre 2%, $p = 0,001$). Les jeunes vivant dans des communautés d'écoles primaires étaient plus susceptibles d'être mariés que ceux vivant dans des communautés d'écoles secondaires (6% contre 3%, $p = 0,017$).

74. Le programme BBGE a ciblé les bénéficiaires vulnérables à travers les activités de repas scolaires et de bourses d'études. Comme l'a expliqué un parent de Tahoua, l'investissement de BBGE dans les écoles fait de celles-ci une source de soutien pour les ménages vulnérables : "Grâce à ces repas scolaires, beaucoup de filles issues de familles vulnérables vont à l'école... car à la maison, il est très difficile de manger régulièrement. Grâce aux repas scolaires, aux subventions en espèces, aux bourses d'études, aux kits menstruels et à d'autres investissements, le programme soutient les élèves, ainsi que l'ensemble de la communauté et les personnes les plus vulnérables qui la composent. En outre, la bourse d'études ciblait les étudiants issus de milieux vulnérables par le biais de ses critères de sélection des bénéficiaires. Les critères étaient uniformes dans les trois régions, les directeurs d'école indiquant que les bénéficiaires étaient choisis en fonction de leur vulnérabilité, de la distance qui les sépare de l'école (>3 km), de l'absence d'un soignant et de l'insécurité. En donnant la priorité à ces filles, la bourse s'aligne bien sur les définitions communautaires de la vulnérabilité et favorise l'inclusion des filles les plus vulnérables.

2.2. COHERENCE ET INTERCONNEXION

QE 2 : Dans quelle mesure les objectifs et les activités du programme s'alignent-ils sur les politiques et les priorités du gouvernement national et sur les programmes pertinents mis en œuvre dans les provinces cibles ?

- BBGE a réussi à aligner les politiques et les priorités des gouvernements nationaux dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène.
- L'approche conjointe était compatible avec les stratégies et objectifs pertinents du PAM, de l'UNICEF et du FNUAP.

75. Les résultats suggèrent que les objectifs et les activités du programme BBGE visant à lever les principaux obstacles à l'éducation des filles ont été alignés avec succès sur les politiques et les priorités pertinentes du gouvernement du Niger pour les secteurs de l'éducation, de la sécurité alimentaire et de la nutrition, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, et de la santé, ainsi que sur ses objectifs de développement durable à l'échelle du pays. BBGE a également été aligné sur deux programmes nationaux axés sur l'amélioration de la nutrition, de la santé sexuelle et reproductive, et des résultats en matière de scolarisation et de rétention. Les conclusions de cette section ont été principalement tirées de sources secondaires, notamment d'un exercice de cartographie des acteurs et de documents de politique gouvernementale, car les données qualitatives disponibles étaient limitées. Les personnes interrogées au sein du ministère de l'éducation et de l'unité chargée de la nutrition au sein du haut-commissariat de l'initiative 3N ont toutefois estimé que le programme s'alignait étroitement sur les politiques et priorités nationales.
76. À la lumière des défis du pays liés à la pauvreté, à la sécurité alimentaire, à l'éducation et à l'insécurité, le Niger a adopté une Stratégie de développement durable et de croissance inclusive (SDDCI) 2035 pour renforcer la démocratie et développer l'économie⁴⁹. En lien avec ces objectifs généraux de développement, un Programme sectoriel de l'éducation et de la formation (PSEF) 2014-2024 et une Stratégie nationale d'accélération de l'éducation et de la formation des filles et des femmes (SNAEFF) 2020-2030 ont été élaborés pour guider le travail dans le secteur de l'éducation, accroître l'accès des femmes et des filles à l'éducation et à la formation, et s'attaquer aux principaux obstacles tels que les VBG et le mariage des enfants, en mettant l'accent sur les groupes très vulnérables, notamment les enfants des zones d'insécurité et des zones touchées par les conflits⁵⁰.
77. Les priorités définies dans les politiques nationales correspondaient à l'impératif général du programme d'améliorer l'accès à l'éducation pour les filles, y compris les bénéficiaires des populations déplacées et réfugiées, et aux activités BBGE ultérieures sous les composantes 1 : sécurité alimentaire et réduction de la pauvreté pour l'éducation, 3 : sensibilisation en milieu scolaire et CCCB, et 4 : sensibilisation en milieu communautaire et CCCB. Lorsqu'on lui a demandé si le programme s'alignait sur les objectifs nationaux en matière d'éducation, un informateur clé du ministère de l'éducation a confirmé que les priorités du ministère influençaient les objectifs et les activités du programme axés sur l'éducation. Un point focal BBGE de l'UNFPA a corroboré, déclarant que la scolarisation et

⁴⁹ FNUAP, 2019

⁵⁰ UNICEF, 2020

l'éducation des filles en particulier est "au cœur du mandat politique actuel" au Niger, et que les activités du programme BBGE étaient liées à ces priorités et programmes gouvernementaux. Les activités du programme impliquant un soutien personnalisé aux adolescentes retournant à l'école, par exemple, étaient alignées sur l'initiative préexistante ILLIMIN pour les adolescentes nigériennes, un effort du ministère de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant soutenu par l'UNFPA pour autonomiser les filles par le développement de compétences de vie et de connaissances sur leur santé sexuelle et génésique. ILLIMIN a aidé BBGE à identifier des espaces sûrs, qui ont été utilisés pour cibler les filles non scolarisées.

78. L'amélioration de l'accès à l'enseignement primaire et secondaire et les objectifs en matière d'aliments nutritifs dans le cadre du volet 1 ont permis d'aligner davantage la stratégie nationale d'alimentation scolaire (SNAS), adoptée par le gouvernement en 2015 pour améliorer les indicateurs de rétention⁵¹. Une précédente intervention d'alimentation scolaire d'urgence mise en œuvre par le PAM à Diffa de 2015 à 2019 a aligné les besoins des jeunes vulnérables et a utilisé les stratégies d'alimentation scolaire de la SNAS qui étaient adaptées à la population ciblée mais n'étaient pas conçues pour les contextes d'alimentation scolaire d'urgence⁵². Les objectifs et les activités de BBGE mis en œuvre dans le cadre de la composante 1 ont aligné de manière similaire les interventions prioritaires du SNAS, telles que les cantines scolaires et les repas scolaires. Les activités du programme ont touché la plupart des bénéficiaires des populations déplacées et réfugiées à Diffa (voir QE 1.3), en s'appuyant probablement sur cette initiative antérieure du PAM. Les priorités nutritionnelles du gouvernement et de l'Initiative 3N, un programme multisectoriel axé sur la réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire depuis 2011, ont également été alignées à travers les objectifs et les activités liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition du programme. Comme l'a déclaré une personne interrogée de l'unité de nutrition de l'initiative 3N et point focal pour le programme BBGE, "le programme BBGE est le résultat du plan d'action de la politique nationale de sécurité alimentaire et de nutrition. Il est vraiment aligné sur toutes les orientations politiques du pays" (personne interrogée du FDG, initiative 3N).
79. La politique nationale WASH du Niger, PROSEHA 2016-2030, donne la priorité à l'accès équitable à l'eau potable, à l'assainissement et aux services d'hygiène, avec un accent particulier sur les femmes, les filles et les populations vulnérables ; ces priorités ont été prises en compte à travers la fourniture par le programme de services d'assainissement et d'hygiène dans le cadre de la composante 2 et d'une éducation complète à l'hygiène dans le cadre de la composante 3⁵³. Les priorités nationales définies dans le Plan de développement sanitaire (PDS) de 2017 à 2021 comprenaient un meilleur accès aux soins de santé pour les femmes et les enfants, aligné sur la fourniture par BBGE de clubs de santé scolaires et d'infirmiers et d'une éducation complète à la santé sexuelle et reproductive (SSR), bien que le démarrage des clubs de santé scolaires ait été largement retardé en raison du COVID-19 et que les infirmiers n'aient pratiquement pas été mis en œuvre⁵⁴.

QE 2.1 : Dans quelle mesure l'approche conjointe du programme était-elle compatible avec les stratégies et les objectifs du gouvernement du Niger, du PAM, de l'UNICEF et de l'FNUAP ?

80. Les données indiquent que l'approche conjointe du programme était généralement compatible avec les stratégies et objectifs susmentionnés du gouvernement du Niger, tels qu'ils sont décrits dans les documents de politique sectorielle. L'approche conjointe de BBGE est également apparue compatible avec les stratégies et objectifs du PAM, de l'UNICEF et du FNUAP visant à accroître l'accès des jeunes à l'éducation et à réduire les disparités entre les sexes dans leurs principaux secteurs d'intervention. Les domaines d'intervention spécifiques concernant la sécurité alimentaire, la nutrition, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, et la santé semblent toutefois avoir été les plus compatibles avec les stratégies et les objectifs de la partie prenante responsable de leur gestion et de leur supervision, et des parties prenantes concernées au sein du gouvernement. La composante et les activités de sécurité alimentaire pour l'éducation du programme, par exemple, étaient les plus liées à la Stratégie d'alimentation scolaire 2020-2030 du PAM et au Plan stratégique pays 2020-2024 du Niger, axés sur l'augmentation des investissements dans l'alimentation scolaire et l'utilisation d'approches nutritionnelles communautaires pour renforcer la production alimentaire locale et promouvoir l'éducation des filles⁵⁵. Il est important de noter que ces stratégies comprennent des objectifs de partenariat visant à améliorer la santé et la nutrition dans les écoles, ainsi que la santé et l'assainissement, ce qui est clairement compatible avec la nature conjointe de l'initiative^{56, 57}.

⁵¹ Visser & Jean-Pierre, 2020

⁵² Ibid

⁵³ Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement, 2016

⁵⁴ République du Niger, 2016

⁵⁵ PAM, 2020 ; PAM, 2022

⁵⁶ PAM, 2020 ; PAM, 2022

⁵⁷ Bien que les objectifs et les activités de renforcement des capacités de l'initiative conjointe au titre de la composante 5 aient été compatibles avec les objectifs et les stratégies intersectoriels du gouvernement, du PAM, de l'UNICEF et de l'UNFPA, les conclusions relatives à la durabilité au titre de la QE 5 suggèrent que les capacités du gouvernement n'ont pas nécessairement été améliorées. De même, l'objectif de durabilité et d'appropriation des solutions "Faim zéro" mis en avant dans le Plan stratégique du PAM pour le Niger (2020-2024) n'a pas semblé compatible avec les perspectives des membres de la communauté sur la durabilité des repas scolaires (voir plus d'informations sous QE 5.1).

81. Les composantes et activités du programme en matière de nutrition et d'eau, d'assainissement et d'hygiène en milieu scolaire, en revanche, étaient les plus compatibles avec les stratégies et objectifs énoncés dans le programme de coopération 2019-2021 de l'UNICEF, visant à garantir l'accès des enfants à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, ainsi qu'à des régimes alimentaires nutritifs⁵⁸. Les activités de santé prévues par BBGE étaient en corrélation avec la stratégie de l'FNUAP pour les adolescents 2019-2030 et le programme de pays du Niger 2019-2021, centrés sur l'augmentation des capacités des adolescents et des jeunes à prendre des décisions éclairées concernant leur santé sexuelle et reproductive et à accéder aux services connexes⁵⁹.

2.3. EFFICIENCE

QE 3 : Dans quelle mesure les activités du programme ont-elles permis d'obtenir des résultats en temps voulu et de manière économique dans le cadre du partenariat entre l'UNICEF, l'FNUAP et le PAM ?

-
- Les retards dans les projets et les lacunes dans la planification ont eu un impact négatif sur la fourniture en temps voulu d'allocations en espèces, d'espaces sécurisés et de clubs de santé dans le cadre du partenariat.
 - Le personnel de terrain a noté que les problèmes de coordination, de suivi et de flux de financement entravaient l'efficacité globale du programme.
 - Plus de temps au démarrage du projet pour établir des fonds et identifier les obstacles à la distribution des fonds, développer des processus de coordination et identifier les contraintes locales peut améliorer les résultats dans des contextes changeants tels que la pandémie de COVID-19 et l'instabilité.
-

82. Des facteurs externes tels que le COVID-19 et le contexte sécuritaire ont eu un impact important sur le démarrage de BBGE et de ses activités, retardant la livraison d'acide folique et de suppléments de fer dans les écoles et de kits d'hygiène dans les centres de santé. Les retards administratifs ont également eu un impact sur la mise en place et la distribution, en temps voulu et de manière économique, de subventions en espèces, d'espaces sécurisés et de clubs de santé. En revanche, la mise en place de cantines scolaires et la fourniture de repas scolaires ont été effectuées dans les délais et de manière économique.

83. Les résultats suggèrent que les transferts d'argent liquide au titre du volet 1 ont été retardés en raison de problèmes administratifs et de lacunes dans la planification. Les retards dans la distribution des transferts monétaires ont été largement constatés par les répondants qualitatifs, notamment les agences du PAM, de l'UNICEF et du FNUAP, les ONG chargées de la mise en œuvre, les membres de la communauté et le personnel des écoles, ainsi que les bénéficiaires des trois régions. Une personne de l'UNICEF chargée de la supervision des infrastructures WASH a attribué ces retards à la difficulté d'établir des fonds : "À notre niveau, le programme a connu des retards, en particulier au niveau du démarrage pour l'établissement des fonds : les réunions préliminaires, la signature d'accords, etc. ont pris du temps. La subvention a vraiment été retardée la première année. Ce n'est qu'au troisième trimestre que nous avons commencé à effectuer des paiements. Même si nous l'avons corrigé par la suite, il s'agissait toujours d'un retard" (FGD, ONG partenaires à Diffa). Les personnes interrogées au siège du PAM et de l'UNFPA ont déclaré que la détermination des flux de financement conjoints et le transfert des fonds aux bureaux de l'UNICEF et de l'UNFPA jusqu'au niveau national constituaient un processus confus et compliqué, qui a entraîné des retards au moment de la création, du lancement du projet et de la mise en œuvre. Le personnel du siège des trois agences a souligné la nécessité d'une plus grande implication des bureaux régionaux (par exemple, le bureau du PAM pour l'Afrique de l'Ouest, basé à Dakar) afin de faciliter la distribution efficace des fonds et les activités de suivi. Les obstacles à l'engagement des bureaux régionaux varient d'une agence à l'autre, mais découlent de facteurs tels que la courte période de lancement, le manque de personnel au niveau régional et une communication insuffisante. Selon un membre du personnel de terrain du PAM, il y a également eu un décalage entre la planification et la mise en œuvre de la distribution des transferts d'argent : "Les procédures au niveau civil [communautaire] ont poussé les filles à retourner dans leurs villages avant la distribution" (FGD, personnel de terrain des Nations unies). Les partenaires de mise en œuvre responsables de la distribution des transferts monétaires sont restés les mêmes tout au long du cycle du programme.

84. L'identification et le démarrage d'espaces sûrs pour aider les adolescentes à retourner à l'école dans le cadre du volet 1 et de clubs de santé et d'infirmeries scolaires dans le cadre du volet 3 ont également été retardés. Les données de la deuxième réunion trimestrielle pendant la mise en œuvre du projet montrent que le cycle suivant de l'initiative

⁵⁸ UNICEF, 2019

⁵⁹ FNUAP, août 2019 ; FNUAP, janvier 2019

ILLIMIN, dirigée par le ministère de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant et l'UNFPA et chargée d'identifier les espaces sûrs de BBGE, n'a pas commencé en 2020, comme prévu à l'origine. Le sixième cycle d'ILLIMIN a commencé en juin 2021, lorsque les mentors soutenant les espaces sûrs de BBGE ont été recrutés et formés pour la première fois conformément au cadre logique final du projet. Par la suite, aucune adolescente n'avait été aidée à retourner à l'école par le biais d'espaces sûrs en juin 2021, malgré l'objectif final du projet qui était d'aider 1 200 filles. Les données du cadre logique final (annexe 11) montrent également que la création de clubs de santé et la fourniture de services de SSR étaient toujours en cours dans quinze écoles, mais qu'aucun club de santé n'avait été officiellement créé et que seuls 47 % des établissements de santé avaient reçu des kits de SSR. Un inventaire réalisé dans ces quinze écoles a révélé que seule l'une d'entre elles pouvait accueillir une véritable infirmerie en raison de contraintes d'infrastructure qui n'avaient pas été prises en compte à l'origine (FGD, personnel du bureau de pays des Nations unies). Les cliniques mobiles ont été invitées à se rendre dans les écoles en conséquence (FDG, personnel du bureau de pays des Nations unies). Une personne interrogée au siège du PAM a confirmé qu'en 2022, de nombreuses activités du projet liées à la santé étaient encore en cours de conclusion (FGD, personnel du siège des Nations unies).

85. Les retards de calendrier sont l'un des obstacles les plus courants à la réussite d'un projet, souvent dus à des écarts entre des attentes trop ambitieuses et les réalités de l'exécution du projet⁶⁰. Bien que les retards dans le démarrage et la mise en œuvre des activités BBGE susmentionnées ne sortent pas du cadre des retards typiques des projets influencés par des processus administratifs complexes et des lacunes de planification, ils ont des implications pour la planification future en vue d'améliorer les résultats (voir plus en détail la QE 3.2 ci-dessous).

QE 3.1 : Comment l'approche conjointe de la mise en œuvre du programme a-t-elle amélioré ou entravé l'efficacité ?

86. Les données qualitatives suggèrent que les perceptions de l'impact de l'approche conjointe sur l'efficacité du programme varient parmi les parties prenantes et les partenaires de mise en œuvre. Le PAM et les agences des Nations unies au niveau du siège ont généralement perçu l'approche conjointe de la mise en œuvre du programme comme une réussite et une efficacité, tout en s'attaquant à un problème multifactoriel (c'est-à-dire les obstacles à l'éducation des filles) d'une manière qu'une organisation seule ne pourrait pas faire. Ils ont toutefois noté des difficultés à déterminer les flux de financement entre les différentes parties prenantes, ce qui a pris du temps, et une personne interrogée du PAM a fait part de la frustration de certains partenaires concernant le financement et la coordination conjoints. Selon une autre personne interrogée du FNUAP, le déblocage des fonds n'était pas synchronisé, et les autres agences étaient alignées sur le ciblage du PAM, mais le PAM a commencé ses activités avant l'UNICEF et le FNUAP ; les résultats auraient pu être meilleurs si les activités avaient commencé en même temps, avec une approche de ciblage simultanée dans toutes les agences.
87. Le personnel de terrain des agences spécifiques et les ONG partenaires de mise en œuvre ont tous deux perçu leur coordination et leur collaboration mutuelles comme efficaces et fructueuses, mais le personnel de terrain et les personnes interrogées du ministère de l'éducation et de l'initiative I3N ont estimé que l'interaction et la coordination limitées entre les agences des Nations unies et le gouvernement ont entravé l'efficacité de certaines interventions du programme. Comme l'a fait remarquer un membre du personnel d'un bureau local, "lors de la dernière mission de suivi, nous nous sommes rendu compte que l'UNICEF avait mené des activités dans une école qui n'avait pas de cantine. La coordination n'a donc pas été bien assurée à ce niveau". Une personne interrogée du ministère de l'Éducation a trouvé que la mise en œuvre des différentes activités du projet était disparate ; les agences n'ont pas mené de missions conjointes, ce qui, de son point de vue, a entraîné un manque de cohésion.

QE 3.2 : Comment améliorer la mise en œuvre du programme pour obtenir des résultats plus rapidement et plus économiquement, dans des contextes changeants tels que la pandémie de COVID-19 et l'instabilité ?

88. Les résultats qualitatifs suggèrent que les obstacles à la distribution des fonds dans le cadre de l'approche conjointe, la coordination et la communication limitées entre le personnel de terrain du PAM et des agences des Nations unies et le ministère de l'éducation, ainsi que les infrastructures limitées dans les écoles qui n'avaient pas été identifiées au préalable, ont eu un impact négatif sur la mise en œuvre rapide et économique de certaines activités. Certaines mesures peuvent être prises pour améliorer les résultats et faire place à des défis contextuels imprévus, tels que la pandémie de COVID-19 et l'instabilité.
89. En raison de la nature complexe de cette initiative multisectorielle, il faudrait consacrer plus de temps au ciblage coordonné des sites, à l'élaboration de processus de communication et à l'établissement de fonds (y compris l'identification des obstacles à la distribution) parmi les parties prenantes avant le début de la mise en œuvre, de sorte que les activités mises en œuvre par les différentes agences soient encore synthétisées et puissent être mieux adaptées à l'évolution des circonstances extérieures. En outre, le PAM, l'UNFPA et l'UNICEF devraient commencer les activités du programme en même temps et utiliser une approche de ciblage commune pour maximiser la probabilité

⁶⁰ Park, J. E., 2021

de converger vers le même ensemble de bénéficiaires. Dans la mesure du possible, les agences des Nations unies et leurs partenaires de mise en œuvre devraient également identifier plus tôt les limites de l'infrastructure au sein des écoles afin de déterminer la faisabilité des activités prévues, telles que la création d'infirmeries scolaires.

L'identification des limites avant le début du projet donnera aux parties prenantes plus de temps pour trouver des solutions viables afin d'atteindre leurs objectifs.

2.4. EFFICACITE

QE 4 : Dans quelle mesure les activités ont-elles permis d'obtenir les produits et les résultats escomptés ?

-
- Les activités BBGE ont été mises en œuvre, bien qu'il y ait eu des différences dans la mesure où elles ont été menées comme prévu initialement.
 - Sur les 6 activités scolaires (repas scolaires, incitations financières, formations, suppléments nutritionnels/vermifuges, construction de latrines et distribution de serviettes hygiéniques), l'école moyenne a bénéficié de 3 d'entre elles
 - L'attitude des parents à l'égard de l'éducation des filles s'est améliorée
 - Les transferts d'argent liquide ont allégé la charge que représente pour les ménages l'envoi des filles à l'école. Les repas scolaires ont encouragé les familles à envoyer leurs enfants d'âge primaire à l'école.
 - Les enseignants pensent que les filles sont plus nombreuses à s'inscrire à l'école grâce au programme BBGE; les taux d'inscription et de fréquentation restent relativement élevés dans les zones de projet.
 - La fourniture de produits d'hygiène menstruelle et d'assainissement a été bien accueillie, bien que de nombreuses adolescentes déclarent encore ne pas utiliser ces produits.
 - Il est encore possible d'améliorer les connaissances des jeunes en matière de santé sexuelle et reproductive et de VIH, les résultats étant mitigés en ce qui concerne la sensibilisation des élèves à la transmission correcte, aux voies d'accès et aux comportements à risque.
-

90. Nous suivons la théorie du changement du programme pour évaluer dans quelle mesure les activités de BBGE ont permis d'obtenir les produits et les résultats escomptés. Nous commençons par déterminer si les intrants nécessaires étaient disponibles, si les activités planifiées ont eu lieu et si les activités ont été fournies de manière convergente aux bénéficiaires cibles. En suivant le chemin de causalité, nous évaluons ensuite si la mise en œuvre des activités de BBGE a pu aboutir aux produits et aux résultats escomptés.

91. Le programme BBGE au Niger comprenait 13 activités principales ciblant directement les élèves et les communautés : repas pour les écoles primaires ; mise en place de cantines scolaires ; formations pour les cuisiniers et les magasiniers des écoles sur la gestion et le stockage des aliments ; supplémentation nutritionnelle et vermifugation ; construction de latrines séparées par sexe et de stations de lavage des mains ; kits de gestion des menstruations et de l'hygiène, y compris la fourniture de serviettes hygiéniques ; subventions en espèces ; des formations multithématiques pour les étudiants ; des espaces sûrs ; un soutien supplémentaire (cours) pour le retour à l'école ; une formation sur les activités génératrices de revenus pour les adolescentes ; des campagnes de communication sur les changements sociaux et comportementaux au niveau communautaire sur la santé sexuelle et reproductive, l'éducation des filles, la nutrition, la santé, entre autres sujets ; la création de clubs de santé dans les écoles.

Sur ces 13 activités, deux n'ont pas été mises en œuvre (formations pour les cuisiniers et les magasiniers, formations sur les activités génératrices de revenus pour les adolescentes), et les autres ont été mises en œuvre à des degrés divers. Nous avons triangulé les données quantitatives provenant de trois sources différentes - cadres logiques du programme, enquête auprès des écoles et enquête auprès des jeunes - afin d'évaluer dans quelle mesure chaque activité a permis d'obtenir les résultats escomptés (annexe 16). En outre, nous avons évalué si les activités planifiées ont été mises en œuvre de manière convergente, comme le programme l'avait initialement envisagé. Nous avons regroupé les activités scolaires en six catégories (repas scolaires, incitations financières, formations, suppléments nutritionnels/vermifuges, construction de latrines et distribution de serviettes hygiéniques) et constaté qu'en moyenne, trois catégories d'activités (sur six) ont été mises en œuvre dans l'école moyenne ciblée par le programme BBGE, sans différence entre les écoles primaires et secondaires (tableau A17, annexe 9). Nous constatons des différences statistiques entre les régions, les écoles de Tahoua bénéficiant d'un nombre légèrement supérieur d'activités, en moyenne - environ 4 - par rapport aux élèves de Diffa et de Tillabéri (tableau A18, annexe 9). Nous présentons maintenant des résultats détaillés sur les résultats de chaque activité (voir le tableau de l'annexe 16 pour la triangulation des données) :

- Les repas scolaires ont été fournis à la majorité des écoles primaires (94%) dans les deux régions du programme, comme l'indiquent les données de l'enquête sur les écoles. Environ 90 % des écoles primaires BBGE de Diffa et Tahoua, et toutes les écoles de Tillabéri (100 %) ont reçu de la nourriture pour leurs élèves au cours de la dernière année scolaire. Les repas ont été distribués en moyenne 5,1 jours par semaine (tableau A18). Conformément aux données du recensement scolaire, les cadres logiques du programme montrent que le nombre d'élèves du primaire bénéficiant des repas a largement dépassé l'objectif annuel de 73 410 en 2022, et a été modérément inférieur à celui-ci en 2021.
- Des subventions en espèces ont été distribuées aux adolescentes dans la plupart des écoles secondaires (66%) selon les données du recensement scolaire. Selon les informations du cadre logique, 14 732 et 12 123 adolescents ont bénéficié d'incitations financières en 2021 et 2022, respectivement.
- Les données du cadre logique montrent que du fer et de l'acide folique ont été administrés à près de 20 000 personnes en 2021. Des suppléments de vitamine A et des comprimés vermifuges ont été distribués dans le cadre d'autres initiatives, y compris des programmes gouvernementaux. Environ 50 % des jeunes déclarent avoir reçu une quelconque forme de supplémentation en 2022, les comprimés vermifuges (48 %) et la vitamine A (28 %) étant les plus courants.
- Les formations sur les VBG et la SSR pour les élèves ont été mises en œuvre dans 36 % et 20 % des écoles BBGE, respectivement, selon les données du recensement scolaire. Bien qu'elles aient été initialement prévues, les informations du cadre logique montrent qu'il n'y a pas eu de formations sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène, la nutrition et la santé, bien que des formations sur ces sujets aient été dispensées dans le cadre d'autres interventions, comme le suggèrent les enquêtes sur les jeunes et les recensements scolaires. En moyenne, les élèves ont reçu environ deux formations différentes l'année dernière (tableaux A17 et A18, annexe 9).
- Selon les cadres logiques, depuis 2019, 235 latrines et 687 stations de lavage des mains ont été construites ou réparées par BBGE. Des latrines ont été construites dans environ 60% des écoles, sans différence statistique entre les établissements primaires et secondaires ou entre les régions. En moyenne, environ cinq latrines par école ont été construites depuis le début du programme BBGE. Selon les données du recensement scolaire, en 2022, 82% des écoles disposent de latrines séparées par sexe et 42% de stations de lavage des mains.
- Des serviettes hygiéniques ont été distribuées à 65% des écoles à Tahoua, 50% à Diffa et 30% à Tillabéri, sans différence statistique entre les écoles primaires et secondaires. 10 034 kits MHM ont été distribués.
- BBGE a réussi à mettre en place le nombre ciblé d'espaces sécurisés et de mentors, bien que l'on sache peu de choses sur la façon dont les mentors ont été formés et ont finalement aidé les filles à retourner à l'école.

QE 4.1 : Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à l'atteinte des résultats escomptés, en particulier les suivants : (a) les attitudes de la communauté à l'égard de l'éducation des filles ; (b) les dynamiques au sein du ménage telles que la répartition des ressources du ménage, les moyens de subsistance et la cohésion au sein du ménage ; (c) la participation des filles à l'école ; (d) les comportements en matière de santé et de nutrition des filles, des garçons et des familles ; et (e) la sensibilisation aux SDR et l'amélioration des connaissances et des attitudes en matière de SDR parmi les étudiants, les parents, les éducateurs et les professionnels ? Quels sont les facteurs internes et externes qui ont influé sur la réalisation des résultats escomptés du programme ?

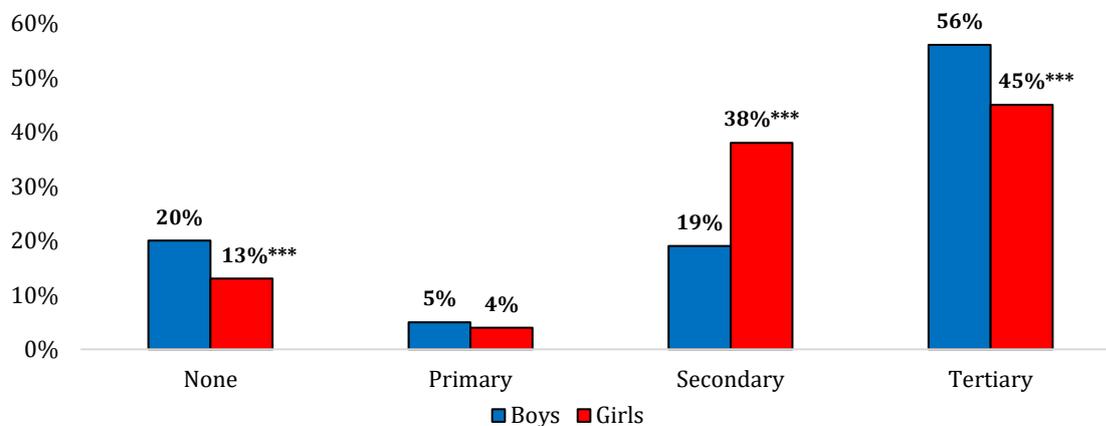
92. Après avoir constaté que la mise en œuvre du programme n'était pas conforme à ce qui était initialement prévu, nous examinons maintenant les niveaux des indicateurs clés pour les jeunes, les ménages et les écoles au moment de notre enquête, afin d'évaluer les progrès du programme BBGE par rapport à ses résultats. Nous commençons par décrire les tendances actuelles en matière d'attitudes à l'égard de l'éducation des filles, du point de vue des parents et des personnes qui s'occupent des enfants, ainsi que des jeunes eux-mêmes. Nous examinons ensuite la dynamique au sein des ménages, principalement à partir des discussions concernant les subventions en espèces et la manière dont la réception de ces fonds a potentiellement affecté la cohésion du ménage et la participation des filles à l'école. Nous examinons ensuite les comportements des garçons et des filles en matière de santé et de nutrition, puis les connaissances en matière de SDR.

- Les données qualitatives suggèrent que l'attitude des parents à l'égard de l'éducation des filles s'est améliorée au cours du programme BBGE.
- Les données quantitatives indiquent que les aspirations des parents et des jeunes en matière de niveau d'éducation sont élevées par rapport au nombre officiel d'années de scolarisation attendues au niveau national.
- Les parents préfèrent toujours que les garçons suivent plus d'années d'études que les filles.

93. Le programme BBGE visait à sensibiliser la communauté à l'importance de l'éducation, en particulier pour les filles, par le biais de formations multithématiques, y compris des formations sur les aptitudes à la vie quotidienne et le leadership, et des campagnes SBCC. En analysant l'efficacité de ces approches, nous présentons des informations sur les aspirations éducatives déclarées par les parents et les jeunes interrogés, et sur la mesure dans laquelle ces aspirations ont pu être affectées par les activités du programme.

94. Dans l'ensemble, nous constatons que les aspirations actuelles concernant la scolarisation des jeunes, tant des jeunes eux-mêmes que de leurs parents, sont bien supérieures au nombre moyen d'années de scolarisation du pays (6,5 ans). La plupart des parents des BBGE souhaitent que leurs enfants atteignent l'enseignement secondaire ou supérieur, avec des variations selon les régions et le sexe de l'enfant (figure 11). Lorsqu'on leur a demandé de citer le niveau d'études le plus élevé qu'ils souhaiteraient qu'un jeune du ménage atteigne, la moitié des adultes ont répondu que leurs enfants devraient faire au moins des études supérieures et environ un tiers des parents ont dit que leurs enfants devraient faire au moins des études secondaires (30 %). En revanche, seuls 16% des adultes pensaient que les jeunes ne devaient pas terminer leurs études. Les adultes espèrent souvent que les garçons et les filles terminent une partie de l'enseignement supérieur, mais les résultats sont nuancés : 56% des parents de garçons souhaitaient qu'ils terminent des études supérieures, contre 45% des parents de filles ($p = 0,000$).

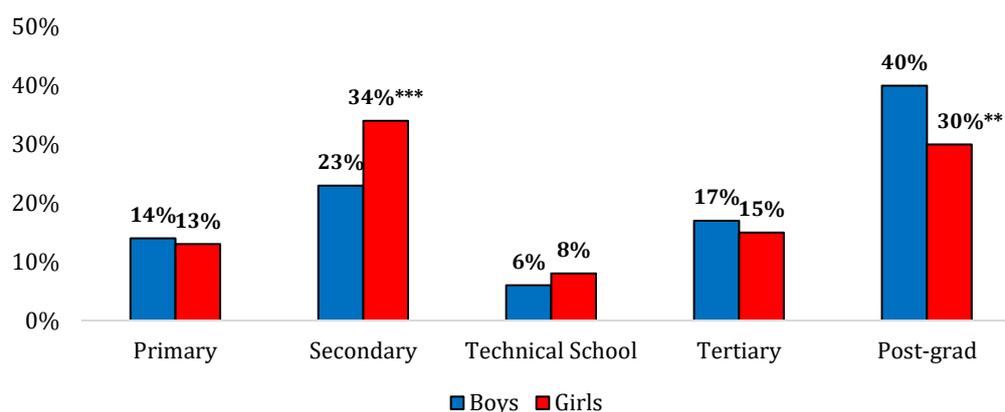
Figure 11. Aspirations des parents pour le niveau d'éducation le plus élevé des jeunes



Source. Enquête auprès des ménages (N = 1,270), * $p < 0.10$; ** $p < 0.05$; *** $p < 0.01$.

95. Les aspirations des jeunes étaient similaires à celles de leurs parents. La moitié des jeunes interrogés aspiraient à un enseignement supérieur ou plus (50 %). Lorsqu'on leur demande d'imaginer un scénario dans lequel ils pourraient étudier aussi longtemps qu'ils le souhaitent, les jeunes aspirent surtout à terminer l'école secondaire (29%) et à faire des études supérieures (34%). Quarante pour cent des garçons souhaitaient faire des études supérieures, tandis que la plupart des filles (87%) souhaitaient faire des études secondaires ou supérieures (figure 12).

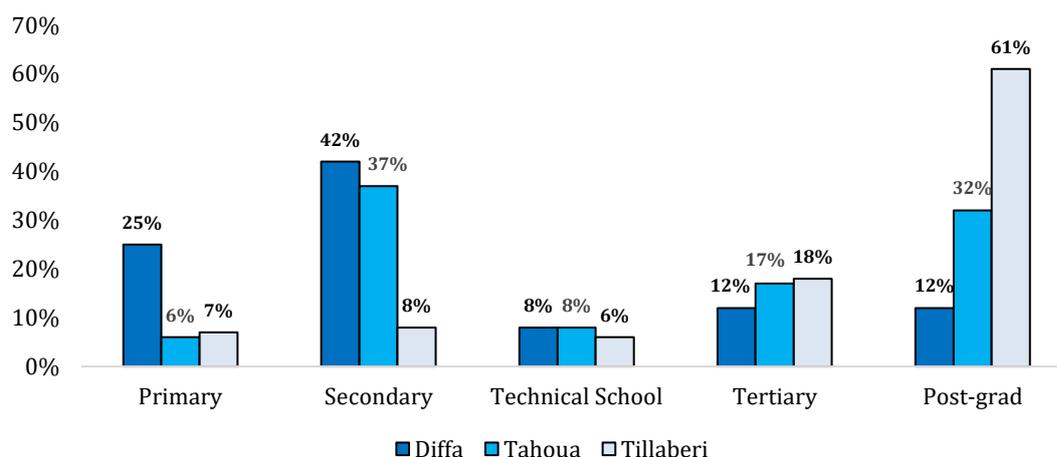
Figure 12. Aspirations des jeunes pour leur propre niveau d'éducation le plus élevé, par sexe



Source. Enquête auprès des jeunes (N = 557), *p < 0.10; ** p < 0.05; *** p < 0.01.

96. Les aspirations des jeunes en matière d'éducation varient également selon les régions, les aspirations étant généralement les plus faibles à Diffa et les plus élevées à Tillabéri (figure 13). Alors que 67% des jeunes de Diffa n'aspirent qu'à terminer leurs études secondaires, 61% des jeunes de Tillabéri espèrent terminer leurs études supérieures.

Figure 13. Aspirations des jeunes pour leur propre niveau d'éducation le plus élevé, par région



Source. Enquête auprès des jeunes (N = 557)

97. De même, les jeunes aspirent toujours à se marier et à avoir des enfants, mais à un âge plus avancé. L'âge moyen auquel les jeunes interrogés préfèrent se marier est de 24 ans. Bien qu'il y ait une différence statistiquement significative dans l'âge préféré par sexe, les deux aspirent à se marier dans la vingtaine (les garçons à 26 ans contre les filles à 22 ans, p = 0,000). Ce résultat peut être juxtaposé à l'âge moyen du mariage pour les jeunes de notre échantillon, qui est de 15 ans (bien que très peu de jeunes répondants aient déclaré être mariés). Douze pour cent des jeunes ont déclaré ne jamais vouloir se marier. En outre, les jeunes voulaient six enfants en moyenne (les garçons en voulaient sept, tandis que les filles en voulaient cinq ; p = 0,000). Nous ne trouvons aucune preuve de différences significatives selon la région ou le niveau scolaire. Ces préférences pour un mariage tardif correspondent au désir des jeunes d'atteindre des niveaux d'éducation plus élevés.

98. Les données de l'enquête scolaire sur la mise en œuvre des formations multithématiques montrent que ces activités n'ont pas été dispensées de manière convergente et intense (tableaux A17 et A18, annexe 10) comme prévu initialement. Sur les 9 formations multithématiques initialement prévues, l'élève moyen du secondaire n'en a reçu que 3. En revanche, les informations tirées du cadre logique montrent que deux campagnes de CCCB ont été menées dans les communautés BBGE, touchant plus de 28 000 personnes. En outre, les données qualitatives suggèrent une large sensibilisation à l'intervention BBGE dans les communautés et à son objectif ultime de briser les barrières à l'éducation des filles, ce qui aurait également pu servir à améliorer les attitudes sur l'importance de cette question.

99. Bien que nous ne puissions pas observer les changements au fil du temps puisque nous ne disposons pas de données sur les aspirations avant le début du programme, dans l'ensemble, les résultats indiquent que les aspirations des parents et des jeunes sont élevées par rapport à ce qui est possible, en moyenne, dans le contexte (c.-à-d. le nombre moyen d'années de scolarité dans le pays). Cela peut suggérer que le programme BBGE a pu avoir un impact sur les aspirations éducatives, même si toutes les activités du programme n'ont pas été mises en œuvre comme prévu à l'origine. Cependant, il est important de garder à l'esprit que modifier les croyances, les normes et les attitudes de la communauté sur le long terme peut nécessiter des efforts soutenus et du temps. Les interventions légères, telles que les dialogues communautaires sporadiques et la diffusion d'informations sans discussion ultérieure entre les bénéficiaires, peuvent ne pas suffire pour venir à bout de pratiques profondément enracinées⁶¹. Sans dialogue public, il est peu probable que des changements normatifs durables se produisent⁶².
100. En outre, bien que ces tendances en matière d'aspirations éducatives semblent prometteuses, un plus grand nombre de jeunes et de personnes qui s'occupent d'eux souhaitant des niveaux d'éducation plus élevés pour eux, il y a un débat dans la littérature actuelle concernant l'augmentation des aspirations sans élargissement des opportunités pour répondre à ces ambitions plus élevées⁶³. Dans ce cas, les individus qui ont des aspirations plus élevées mais qui n'ont pas la capacité réelle d'atteindre ces objectifs peuvent finir par être moins bien lotis à long terme en raison des niveaux accrus de frustration liés à l'impossibilité d'atteindre leurs objectifs. Bien que nous ne puissions pas affirmer avec certitude que c'est le cas pour ces jeunes au Niger, il s'agit d'une considération importante pour tout programme visant à élever les aspirations en matière d'éducation (et autres).

Dynamique au sein des ménages

- **Il semble que l'activité de transfert d'argent ait allégé la charge financière des filles qui vont à l'école, et qu'elle ait également fourni des fonds supplémentaires aux ménages.**

101. Les données relatives à l'évolution de la dynamique au sein des ménages proviennent des discussions sur les bourses d'études de BBGE. Comme nous l'avons souligné précédemment, les parents, les enseignants et les filles ont tous déclaré lors des entretiens et des groupes de discussion que la bourse était un "soulagement" ou qu'elle allégeait le fardeau financier de l'éducation. Avec l'argent de la bourse, les filles ont déclaré avoir acheté des vêtements, des chaussures, des médicaments, des produits de beauté, de la nourriture pour la famille (par exemple, du riz), un téléphone ou du bétail (par exemple, une chèvre). Dans un plus petit nombre de cas, les filles ont indiqué qu'elles donnaient simplement l'argent à leurs parents. La plupart des parents ont expliqué qu'ils considéraient l'argent comme appartenant à la fille. Un responsable de la mise en œuvre d'une ONG a expliqué : "Pour les filles du secondaire qui quittent leur famille, il est difficile pour les parents de s'occuper d'elles. Mais avec la bourse, [les filles] achètent des chèvres et des poulets pour pouvoir s'occuper d'elles-mêmes. Je pense que c'est un double avantage pour les parents : avoir un soutien et garder la fille à l'école. De telles anecdotes suggèrent que les communautés perçoivent les subventions en espèces comme un soutien au revenu de la famille/du ménage et à l'indépendance économique des adolescents.

Participation des filles à l'école

- **Les enseignants et les directeurs d'école signalent une augmentation de la scolarisation des filles grâce aux incitations financières distribuées par le programme.**
- **Le taux de scolarisation des filles dans l'enseignement primaire reste inférieur à celui des garçons.**
- **Quatre-vingt-un pour cent des jeunes interrogés dans le cadre de l'enquête ont déclaré être actuellement scolarisés.**
- **En termes d'assiduité, plus de 85 % des élèves inscrits étaient présents à l'école le jour de l'enquête, sans différence statistique entre les filles et les garçons.**

102. L'un des principaux objectifs du programme BBGE était d'améliorer les résultats scolaires des filles dans les zones d'intervention. BBGE visait à augmenter la scolarisation, l'assiduité et l'achèvement des études des filles par le biais de repas scolaires, d'incitations en espèces (c'est-à-dire des bourses et des transferts d'argent basés sur l'assiduité), d'un soutien scolaire adapté aux filles retournant à l'école, et de formations sur les activités génératrices de revenus pour

61 Cislighi, Denny, Cisse, et al., 2019

62 Cislighi and Heise, 2018

63 Serneels & Dercon, 2014; Ray & Genicot, 2019; Carlana et al., 2022

les ménages sélectionnés. Nous analysons l'efficacité du programme en examinant les données relatives à la scolarisation, à l'achèvement des études et à l'assiduité provenant de sources quantitatives et qualitatives multiples, et en triangulant les résultats obtenus avec des informations sur la fidélité de la mise en œuvre des activités clés.

103. Tout d'abord, nous avons examiné les données sur les inscriptions provenant des enquêtes scolaires afin de vérifier s'il existait des preuves de changements significatifs au fil du temps (tableau 9). L'effectif moyen des écoles primaires est statistiquement plus élevé pour l'année scolaire en cours (c'est-à-dire 2022-2023), par rapport à 2020-2021 et 2019-2020. De même, la moyenne actuelle des inscriptions dans les écoles secondaires est plus élevée que celle des années scolaires précédentes, bien que la différence ne soit pas statistiquement significative. Ces résultats suggèrent que les taux de scolarisation sont maintenant plus élevés que lors des années académiques précédentes. L'amélioration des inscriptions peut être due au programme BBGE et/ou à un effet de rebond après la Covid-19.

104. Les données des enquêtes scolaires suggèrent que malgré l'augmentation de la scolarisation globale et de la scolarisation des filles, les filles sont toujours moins nombreuses que les garçons à l'école primaire. Au cours de l'année scolaire 2022-2023, pour 100 élèves inscrits à l'école primaire, environ 43 étaient des filles, tandis que 57 étaient des garçons. Ce résultat est cohérent avec les tendances nationales indiquant que les filles reçoivent moins d'éducation que les garçons, comme décrit précédemment dans la section sur le contexte de ce rapport, et suggère qu'il y a encore de la place pour BBGE pour améliorer les écarts entre les sexes en matière d'inscription au niveau primaire.

Tableau 6. Taux de scolarisation au fil du temps dans les écoles de l'échantillon BBGE

Variable	2019–20	2020–21	2021–22	2022–23	Diff 5–4	Diff 5–3	Diff 5–2	N
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Primaire								
Total enrolment	88.5	134.8	188.8	218.9	30.156	84.137	130.438	32
Total female enrolment	41.0	67.5	84.9	97.5	12.594	30.000	56.500	32
Proportion d'inscriptions féminines	0.464	0.491	0.449	0.431	-0.018	-0.060*	-0.033	32
Secondaire								
Effectif total	502.8	382.7	500.6	521.3	20.722	138.667	18.533	18
Nombre total de filles inscrites	256.8	188.0	254.8	265.7	10.889	77.667	8.867	18
Proportion d'inscriptions féminines	0.495	0.509	0.513	0.532	0.019	0.023	0.036	18
Ensemble								
Effectif total	276.8	252.2	301.04	327.8	26.760	75.589	50.982	50
Nombre total de filles inscrites	139.1	124.6	146.0	158.0	11.980	33.461	18.949	50
Proportion d'inscriptions féminines	0.478	0.5	0.472	0.468	-0.005	-0.032	-0.011	50

*Remarque. Les colonnes 2, 3, 4 et 5 présentent la moyenne des résultats énumérés dans la colonne 1 pour les années académiques 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023 respectivement, 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023, respectivement. Les colonnes 6, 7 et 8 indiquent la différence entre la colonne 5 et les colonnes 2, 3 et 4, respectivement. Les données sur les inscriptions sont complètes pour les années scolaires 2022-2023 et 2022-2021. Les données d'inscription pour l'année scolaire 2021-2020 sont manquantes pour 22 écoles primaires (69%) et 9 écoles secondaires (50%). Les données d'inscription pour les années scolaires 2020-2019 sont manquantes pour 26 écoles primaires (81%) et 13 écoles secondaires (72%). *p < 0,10 ; ** p < 0,05 ; *** p < 0,01.*

105. Conformément à l'augmentation de la scolarisation dans le primaire, les données des enquêtes scolaires montrent également que davantage d'élèves passent l'examen du Certificat d'Études Primaire (CEP) à la fin du cycle primaire (Tableau 10). De plus, la proportion de filles passant le CEP a presque doublé ces dernières années, passant de 20 % en 2019 à 36 % en 2022. Cette constatation va également dans le sens d'une augmentation des aspirations éducatives des jeunes puisqu'elle suggère que les familles des écoles BBGE font des efforts pour augmenter le nombre d'années d'études de leurs enfants, en particulier pour les filles.

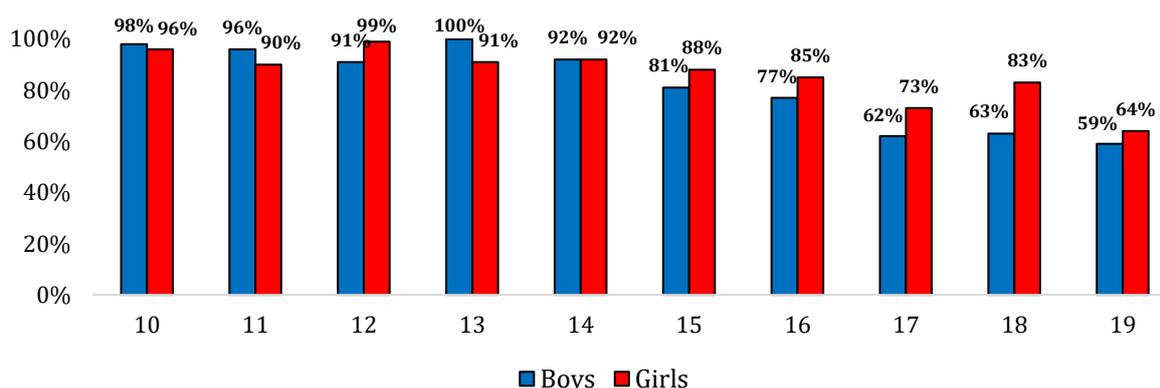
Tableau 7. Certificat d'Études Primaires

Variable	2019	2020	2021	2022	Diff 5-4	Diff 5-3	Diff 5-2	N
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Took CEP exam	12.5	13.4	19.6	20.7	1.095	7.286 **	8.238 **	21
Female took CEP exam	6.7	7.0	10.0	10.5	0.476	3.524 **	3.810 **	21
Proportion female	0.202	0.253	0.38	0.364	-0.016	0.111 *	0.162 **	21

Remarque. Les colonnes 2, 3, 4 et 5 présentent la moyenne des résultats énumérés dans la colonne 1 pour les années 2019, 2020, 2021 et 2022, respectivement. Les colonnes 6, 7 et 8 montrent la différence entre la colonne 5 et les colonnes 4, 3 et 2 respectivement. Les données du PEC sont disponibles pour 21 des 32 écoles primaires de l'échantillon de l'étude. Les données sont complètes pour toutes les années. * $p < 0,10$; ** $p < 0,05$; *** $p < 0,0$

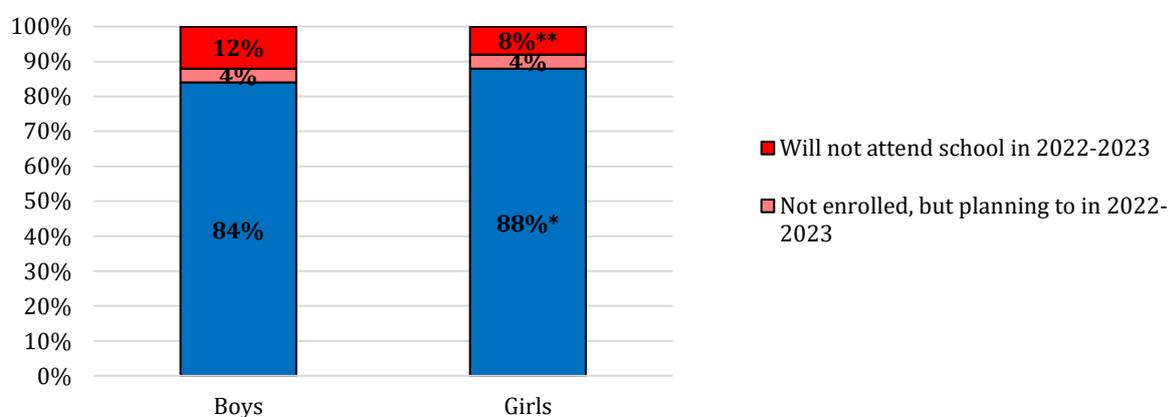
106. Les résultats de l'enquête sur les ménages indiquent que la plupart des jeunes étaient inscrits à l'école au moment de l'enquête, en particulier les filles. Au moment de l'enquête, 86 % des jeunes vivant dans les zones cibles de BBGE étaient inscrits à l'école au cours de l'année scolaire 2022-2023 (figure 15). Les filles étaient légèrement plus nombreuses que les garçons (88 % contre 84 %, $p = 0,08$). En outre, selon les données de l'enquête auprès des jeunes, les filles en âge de fréquenter l'école secondaire étaient également plus susceptibles d'être scolarisées que les garçons. Nous avons trouvé des preuves que les filles âgées de 15 ans et plus étaient inscrites à l'école au cours de l'année scolaire 2021-2022 à des taux plus élevés que les garçons (figure 14).

Figure 14. Taux de scolarisation, par âge et par sexe



Source. Enquête auprès des jeunes (N = 557)

Figure 15. Situation de la scolarisation des jeunes en 2022-2023, par sexe

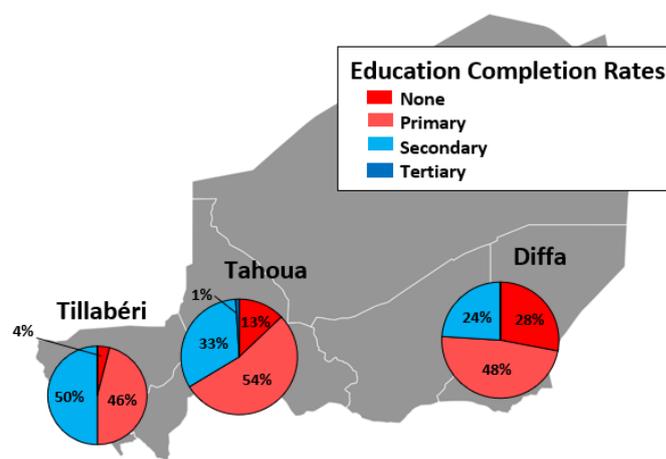


Source. Enquête auprès des ménages (N = 1,066), * $p < 0.10$; ** $p < 0.05$; *** $p < 0.0$.

107. En termes de taux d'achèvement, les données de l'enquête auprès des jeunes montrent que, dans l'ensemble, la moitié des jeunes avaient terminé au moins une partie de l'école primaire, et un tiers avait terminé au moins une

partie de l'école secondaire, sans différence entre les filles et les garçons. Bien que les taux d'achèvement de l'école primaire soient similaires dans les trois régions, une proportion significativement plus élevée de jeunes avait achevé au moins une partie de l'école secondaire à Tillabéri que dans les deux autres régions (50 % contre 33 % à Tahoua et 24 % à Diffa, $p = 0,000$) (figure 16). De même, les données collectées par les responsables de la mise en œuvre sur les taux d'assiduité, d'abandon et de réussite dans les écoles BBGE témoignent du renforcement de la participation et du maintien de l'éducation dans les écoles BBGE (voir l'annexe 11).

Figure 16. Taux d'achèvement des études par région



Source. Enquête auprès des jeunes (N = 557)

108. Selon les adultes (enquête ménage), les filles réussissent mieux à l'école que les garçons en ce qui concerne la lecture et l'écriture en français. L'évolution de la capacité à lire et à écrire en français suit de près celle de la scolarisation. Les filles ont obtenu des résultats nettement supérieurs en français (84% contre 76%, $p = 0,000$), tandis que les garçons ont obtenu des résultats supérieurs en arabe (12% contre 9%, $p = 0,059$). Dans toutes les régions, la plupart des jeunes de Tillabéri pouvaient lire et écrire en français (93%), soit plus de 20 points de pourcentage de plus que les jeunes de Diffa. En revanche, les jeunes de Diffa étaient plus susceptibles de lire et d'écrire en arabe à Diffa (17%) que dans les autres régions, où les taux étaient inférieurs à 10%.
109. Le retrait temporaire de l'école était généralement rare et le plus souvent dû à la maladie pour les jeunes de l'échantillon de ménages. Seuls 5% de l'ensemble des jeunes éligibles s'étaient temporairement retirés de l'école au cours de l'année précédente, les garçons étant légèrement plus nombreux (7%) que les filles (4%, $p = 0,06$) à l'avoir fait. Cette situation était essentiellement due à une maladie ou à un handicap (58%). Le taux d'abandon temporaire était légèrement plus élevé à Tahoua (9%) que dans les deux autres régions (3% à Diffa et 2% à Tillabéri, $p = 0,000$).
110. En ce qui concerne la fréquentation, les données de l'enquête sur les écoles indiquent qu'un peu plus de 88 % des élèves inscrits étaient présents à l'école le jour de l'enquête, sans différence statistique entre les filles et les garçons. Dans l'ensemble des régions et des niveaux scolaires (primaire et secondaire), les filles et les garçons inscrits avaient la même probabilité d'être présents le jour de l'enquête. Ce résultat suggère qu'il n'y a pas d'écart de fréquentation entre les sexes dans les écoles BBGE, ce qui est une constatation positive en soi étant donné les écarts entre les sexes dans les inscriptions à l'école primaire présents dans les données du recensement scolaire.
111. En complément des preuves quantitatives, les enseignants et les directeurs d'école qui ont participé aux discussions de groupe font état d'une augmentation de la scolarisation des filles grâce au programme BBGE. Bien que toutes les composantes du programme BBGE aient eu pour objectif ultime d'augmenter la scolarisation et l'assiduité des filles dans l'enseignement primaire et secondaire, la plupart des enseignants et des directeurs d'école ont attribué le changement principalement à l'activité de bourses d'études: "BBGE a vraiment apporté un soutien significatif car nous constatons le paiement des frais de scolarité, en particulier parmi les bénéficiaires... Avant ce programme, les jeunes filles n'étaient pas assidues en classe. À la fin de l'année, nous avons constaté une nette amélioration du taux de réussite de la jeune fille par rapport aux années où il n'y avait pas ce programme". Les résultats de l'enquête téléphonique menée par le PAM auprès des directeurs des écoles BBGE sont conformes à ces affirmations qualitatives. Le taux de fréquentation scolaire des bénéficiaires de bourses est supérieur à 90 %, alors que celui des non-bénéficiaires est de 72 %. En outre, le taux d'abandon scolaire des bénéficiaires de bourses était de 7 %, alors que celui des non-bénéficiaires était de 18 %.

112. En outre, les données de l'enquête sur les ménages 2021 du PAM confirment les perceptions des enseignants. 77% des parents de filles scolarisées dans le secondaire ont indiqué que la bourse était la principale motivation pour envoyer leurs filles à l'école, et 70% ont déclaré que c'était la principale raison de les maintenir à l'école. L'obligation d'assiduité pour les bénéficiaires de bourses basées sur l'assiduité a motivé les élèves et leurs parents à s'assurer que les filles ne manquaient pas les cours.
113. Les subventions en espèces figuraient en effet parmi les activités BBGE les mieux mises en œuvre. Selon les données du recensement scolaire, plus de 66% (soit environ 2/3) des écoles secondaires distribuent des incitations financières à leurs élèves (voir annexe 16). Les résultats de l'enquête auprès des jeunes indiquent qu'en moyenne, 44 % des filles du secondaire et 41 % des filles du primaire ont bénéficié d'une bourse d'études ou d'une subvention en espèces au cours de l'année scolaire 2021-2022. De manière cohérente, les données du cadre logique du programme montrent que le nombre d'adolescentes bénéficiant de cette activité a dépassé l'objectif annuel en 2021 et a été légèrement inférieur en 2022.
114. Outre les subventions en espèces, les résultats de l'enquête du PAM auprès des ménages de 2021 soulignent l'importance des repas scolaires pour encourager la scolarisation et la fréquentation des enfants à l'école primaire. 82 % des parents d'enfants du primaire ont déclaré que les repas scolaires les encourageaient à envoyer leurs enfants à l'école, et 70 % ont convenu que les repas atténuent la faim immédiate des enfants. La composante alimentation scolaire a été particulièrement bien mise en œuvre puisque des repas scolaires ont été fournis à presque toutes les écoles primaires (94%), sans différences entre les trois régions. En moyenne, les repas étaient distribués cinq jours par semaine à Diffa et Tillabéri et environ six jours par semaine à Tahoua, où les écoles sont ouvertes du lundi au samedi. Les écoles secondaires n'ont bénéficié de repas dans aucune des régions du programme. Les données de l'enquête auprès des jeunes et les cadres logiques du programme concordent avec les conclusions du recensement scolaire. Les cadres logiques du programme montrent que le nombre d'élèves du primaire bénéficiant des repas a dépassé l'objectif annuel de 73 410 en 2022. De plus, des cantines scolaires ont été mises en place avec succès dans 100 % des écoles primaires, comme l'indique l'enquête scolaire. Les informations des cadres logiques 2021 et 2022 montrent systématiquement que le programme a dépassé avec succès l'objectif de cette activité.

Comportements en matière de santé et de nutrition

- Environ deux tiers des jeunes scolarisés savent utiliser les latrines et ont bénéficié de l'investissement du projet dans la construction de latrines dans les écoles.
- La connaissance du lavage des mains chez les jeunes reste relativement faible et les comportements sont mitigés.

115. BBGE a ciblé les résultats en matière de santé et de nutrition par le biais des repas scolaires, de la supplémentation en micronutriments, de la remise en état des latrines scolaires, de l'installation de dispositifs de lavage des mains, de la distribution de kits d'hygiène menstruelle et de formations. Afin d'examiner de plus près l'efficacité de ces activités, cette section évalue les comportements des jeunes en matière de santé et de nutrition dans le cadre du programme BBGE. Nous évaluons d'abord la réception par les jeunes d'activités spécifiques du programme liées à la santé scolaire, puis nous examinons la connaissance des comportements clés en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène, ainsi que l'état de santé et d'invalidité autodéclaré des jeunes. Dans la mesure du possible, nous établissons une corrélation entre l'exposition aux formations et les connaissances, les pratiques et les résultats en matière de santé et de nutrition. Bien que les corrélations ne nous permettent pas d'établir un lien de causalité, elles peuvent servir de preuves suggestives lorsqu'elles sont triangulées avec les résultats qualitatifs.
116. Les jeunes de notre échantillon se sont déclarés en bonne santé⁶⁴. Soixante-dix pour cent des jeunes interrogés ont déclaré être en bonne ou très bonne santé. Bien que nous n'ayons pas trouvé de différences significatives dans l'état de santé auto-déclaré par sexe ou par niveau scolaire, nous avons trouvé quelques différences par région. Les jeunes de Diffa ont déclaré être en moins bonne santé que les jeunes de Tahoua ou de Tillabéri (63% à Diffa, 71% à Tillabéri, et 76% à Tahoua, $p = 0,008$). Peu de jeunes ont déclaré avoir été malades au cours des deux semaines précédant l'administration de l'enquête (15%), et pour ceux qui étaient malades, seulement 10% ont noté qu'ils avaient manqué la classe à cause de leur maladie.

⁶⁴ BBGE n'était pas explicitement axé sur les jeunes handicapés et, conformément à cette approche, peu de jeunes ont déclaré souffrir d'un handicap. Les jeunes ont répondu à la courte série de questions du Washington Group pour identifier les handicaps liés à l'audition, à la marche, à la concentration et à la communication. Sur la base de ces questions, 5 % des jeunes de notre échantillon ont déclaré un handicap (8 % des garçons contre 4 % des filles, $p = 0,032$). Le handicap déclaré diffère de manière significative selon la région, 12% des jeunes de Tahoua déclarant un handicap (plus particulièrement la concentration et la communication) contre 3% à Diffa et 1% à Tillabéri ($p = 0,000$).

117. Malgré les niveaux élevés de santé perçue par les jeunes, la corrélation entre le fait de se déclarer en bonne ou très bonne santé et le fait de recevoir des suppléments en micronutriments (y compris des comprimés vermifuges) est presque nulle, ce qui suggère que cette activité n'a pas eu d'influence significative sur la morbidité des élèves. En outre, nous avons également constaté un manque de fidélité dans la mise en œuvre de la supplémentation en micronutriments à l'école, ce qui peut contribuer à expliquer ce manque de corrélation (tableau 8). Par exemple, les données des cadres logiques (annexe 16) montrent que, bien que cela ait été initialement prévu, BBGE n'a pas distribué de comprimés de fer, de vitamine A et de vermifuge ; seul l'acide folique a finalement été distribué dans le cadre du programme. Néanmoins, d'autres initiatives, y compris des interventions publiques, semblent avoir distribué ces suppléments nutritionnels dans les zones de BBGE, comme le montrent les données des enquêtes sur les jeunes et les écoles (annexe 16).

118. Parmi les jeunes interrogés, seuls 49% ont déclaré recevoir un type de supplément à l'école (soit par le biais de BBGE ou d'une autre initiative), les filles déclarant recevoir un peu plus de suppléments que les garçons (57% contre 38%, $p = 0,000$). Les jeunes des écoles primaires étaient également plus susceptibles de recevoir des compléments que les jeunes des écoles secondaires (66 % contre 37 %, $p = 0,000$). La supplémentation n'était pas non plus répartie uniformément entre les régions, 59% des jeunes de Tillabéri et 51% des jeunes de Tahoua recevant des suppléments, contre seulement 39% à Diffa ($p = 0,004$)⁶⁵.

119. En outre, 48 % des jeunes ont déclaré avoir reçu un traitement vermifuge à l'école au cours de l'année scolaire 2021-2022. Le tableau 8 montre la répartition des micronutriments et des vermifuges par type pour le sexe des jeunes, le niveau scolaire et la région, comme l'ont indiqué les jeunes ayant répondu à l'enquête.

Tableau 8. Réception de micronutriments et de vermifuges

Ensemble et sous-groupes (N = 557)	Traitement vermifuge	Suppléments de fer	Suppléments d'acide folique	Supplément de vitamine C	Suppléments de vitamine A
Ensemble	48%	13%	7%	15%	22%
Garçons	37%	4%	7%	9%	12%
Filles	55%	19%	7%	19%	28%
Communautés d'écoles primaires	66%	15%	9%	18%	25%
Communautés d'écoles secondaires	35%	12%	6%	13%	19%
Diffa	37%	15%	4%	19%	18%
Tahoua	51%	2%	4%	5%	15%
Tillabéri	57%	23%	15%	21%	33%

Source. Enquête auprès des jeunes

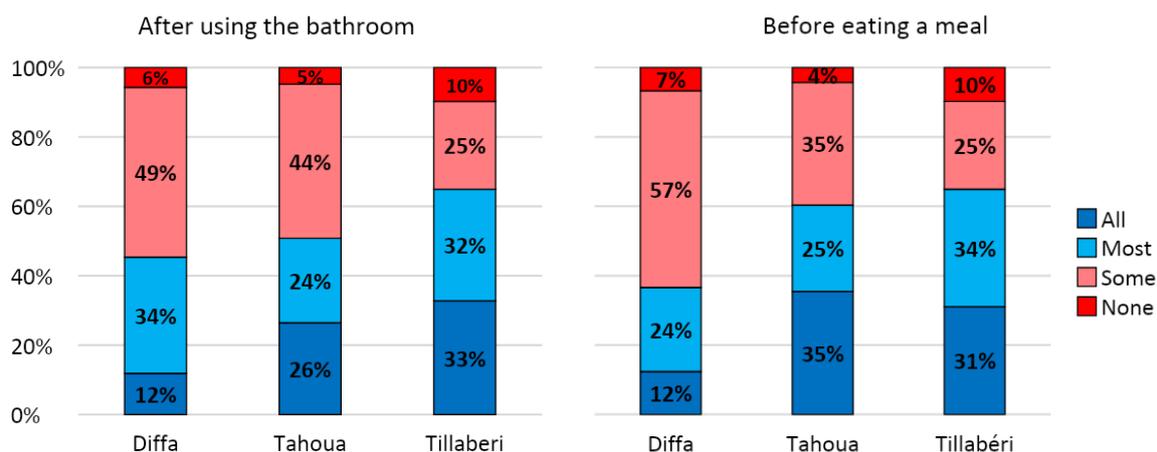
120. Bien que le programme BBGE ait prévu d'installer un poste d'infirmière dans les écoles afin de mettre les élèves en contact avec les services de santé appropriés, le manque de salles dans toutes les écoles, sauf une, a entravé cette activité. Les responsables de la mise en œuvre ont plutôt travaillé avec les centres de santé pour encourager un plus grand engagement au niveau de l'école, et les rapports des élèves suggèrent que les visites médicales à l'école augmentent, bien que lentement : la plupart des examens médicaux reçus à l'école ont eu lieu au cours de l'année écoulée (21%), mais 15% ont eu lieu il y a plus d'un an. Malgré cela, 46% des jeunes ont déclaré n'avoir jamais bénéficié d'un examen médical à l'école. Il n'y avait pas de différence significative dans la probabilité de recevoir un

⁶⁵ Selon les données du recensement scolaire de Tillabéri, les écoles de la région n'ont pas distribué directement des micronutriments et des comprimés vermifuges. Il est probable que les élèves aient reçu ces suppléments directement du gouvernement ou d'une entité.

examen médical en fonction du sexe du jeune ou de la région. Cependant, les élèves de l'école primaire étaient plus susceptibles de subir un examen médical que les élèves de l'école secondaire (58% contre 37%, $p = 0,000$).

121. En ce qui concerne les connaissances et les pratiques en matière de santé, nous constatons que de nombreux jeunes savaient comment utiliser les latrines et avaient bénéficié de l'investissement du projet dans les infrastructures WASH dans les écoles (c'est-à-dire les latrines et les stations de lavage des mains). Depuis 2019, 235 latrines et 687 stations de lavage des mains ont été construites. Selon les données du recensement scolaire, en 2022, 82% des écoles disposent de latrines séparées par sexe et 42% de stations de lavage des mains.
122. Plus des deux tiers des jeunes savaient comment utiliser correctement les toilettes (67%), alors qu'ils étaient un peu moins nombreux à déclarer utiliser les toilettes à l'école (65%). La plupart des jeunes utilisaient les latrines de l'école lorsqu'ils avaient besoin d'aller aux toilettes. Pour ceux qui n'utilisaient pas les toilettes à l'école, 63% mentionnaient l'utilisation de la brousse. L'utilisation des toilettes à l'école ne différait pas selon le sexe ou le niveau scolaire, mais elle variait selon la région. Les élèves de Tahoua étaient moins susceptibles d'utiliser les toilettes à l'école que leurs pairs de Diffa ou de Tillabéri (53% contre 72%, $p = 0,008$). De plus, les élèves de Tillabéri étaient plus susceptibles d'utiliser la brousse à la place des latrines que les élèves de Tahoua (85% contre 53%, $p = 0,001$). Les élèves de Diffa étaient plus susceptibles de rentrer chez eux pour utiliser les toilettes (51% contre 33%, $p = 0,000$).
123. La connaissance de l'utilisation correcte des latrines diffère également selon les régions, les jeunes de Tahoua étant les moins informés et ceux de Tillabéri les plus informés (57 % à Tahoua, 66 % à Diffa, contre 78 % à Tillabéri, $p = 0,0007$). Bien que le projet ait construit des blocs de latrines dans 122 écoles, les documents du projet indiquent que seules 15 écoles disposaient de clubs de santé, destinés à soutenir les changements de comportement liés à la santé. Ainsi, les latrines ont constitué une première étape importante dans le soutien à l'hygiène en milieu scolaire, mais des investissements sont également nécessaires pour sensibiliser les élèves, en particulier à Tahoua et à Diffa.
124. Les connaissances des jeunes en matière de lavage des mains étaient relativement faibles et les comportements mitigés. Seuls 36% des jeunes étaient capables de décrire comment se laver correctement les mains. Ces connaissances différaient selon les régions, 28% des jeunes à Tahoua, 38% à Diffa et 42% à Tillabéri étant capables de décrire correctement le processus de lavage des mains ($p = 0,000$). De même, les stations de lavage des mains à l'école n'étaient utilisées que par 44% des jeunes ; les filles étaient plus susceptibles que les garçons d'utiliser les stations de lavage des mains à l'école (49% contre 37%, $p = 0,005$).
125. Les jeunes ont également été interrogés sur leurs perceptions concernant le comportement de leurs amis et camarades de classe en matière de lavage des mains. Environ 50 % des jeunes croyaient que la plupart ou tous leurs amis et camarades de classe se lavaient les mains après être allés aux toilettes et avant de prendre un repas (53 % pour les deux). Le figure 17 montre la proportion d'élèves déclarant que leurs camarades se lavent les mains, selon le scénario et la région.
126. Dans l'ensemble, les données suggèrent que l'investissement du projet BBGE dans les latrines et les dispositifs de lavage des mains a manqué d'efficacité en raison du besoin complémentaire de sensibilisation pour encourager l'utilisation correcte des latrines et le comportement de lavage des mains. En effet, très peu de jeunes ont déclaré avoir reçu une formation sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène - seulement 41 étudiants - ce qui suggère que les connaissances et les pratiques n'ont pas été influencées directement par le programme BBGE. En outre, les données du cadre logique confirment que BBGE n'a dispensé aucune formation WASH dans les écoles, bien que le recensement scolaire indique qu'un peu plus de 25 % des écoles BBGE ont organisé une formation WASH, probablement dans le cadre d'un autre projet (voir l'annexe 16).

Figure 17. Comportement de lavage des mains tel que rapporté par les jeunes, par région



Source. Enquête auprès des jeunes (N = 557)

Santé et droits sexuels et reproductifs

- Parmi les jeunes femmes interrogées, un tiers d'entre elles avaient eu leurs premières règles (34%). Peu de jeunes de notre échantillon ont déclaré avoir un partenaire et peu ont déclaré avoir commencé à avoir des relations sexuelles.
- Les adolescents interrogés ont souligné que la distribution de kits d'hygiène menstruelle (y compris des serviettes hygiéniques réutilisables) était une activité utile. Néanmoins, seulement 15% des filles menstruées utilisent des produits hygiéniques.
- Les adolescents interrogés ont qualifié le kit d'activité utile. Cependant, ils ont également suggéré qu'ils avaient besoin d'une formation supplémentaire sur la manière d'utiliser le kit, une adaptation qui pourrait améliorer l'efficacité à long terme du kit.
- Il est possible d'améliorer les connaissances des jeunes en matière de santé sexuelle et reproductive.

127. Un autre élément clé du programme BBGE était d'améliorer les connaissances et d'encourager des comportements sûrs et sains en matière de santé sexuelle et reproductive. Le projet a ciblé la santé et les droits sexuels et reproductifs par le biais d'une approche à multiples facettes comprenant la sensibilisation des communautés, formations en milieu scolaire, l'équipement des centres de santé en ressources de santé sexuelle et reproductive (SSR) et la fourniture d'un soutien à la santé menstruelle des adolescentes. Certaines de ces activités devaient également se dérouler dans le cadre de clubs de santé et d'infirmières scolaires. Pour analyser l'efficacité de ces approches, nous présentons des informations sur le début de la vie sexuelle et les comportements sexuels déclarés par les jeunes interrogés, les expériences des femmes en matière de menstruations et de santé sexuelle et reproductive, les connaissances et les comportements des deux sexes en matière de planification familiale, et les connaissances générales sur les principales infections sexuellement transmissibles, en particulier le VIH. Enfin, nous examinons l'expérience de la violence liée au sexe déclarée par les personnes interrogées.

128. Il est important de noter que le taux de réponse aux questions de ces modules a été faible pour les jeunes, plus de la moitié d'entre eux ayant refusé de répondre malgré les efforts des enquêteurs pour créer un environnement sûr et confiant dans lequel les jeunes pouvaient se sentir à l'aise pour fournir ces informations. Bien que les faibles taux de réponse ne soient pas rares pour des sujets aussi sensibles, le manque de données limite notre capacité à tirer des conclusions claires sur les connaissances et les comportements des jeunes en matière de SDSR, et il convient d'être prudent lors de l'interprétation des résultats de cette section.

129. Tout d'abord, peu de jeunes de notre échantillon ont déclaré avoir un partenaire et peu d'entre eux ont déclaré avoir commencé à avoir des relations sexuelles. Quinze pour cent des jeunes interrogés ont déclaré avoir un partenaire actuel, et seulement 4 % ont déclaré avoir commencé à avoir des relations sexuelles. Dans les deux cas, les femmes étaient plus susceptibles de répondre par l'affirmative (20 % des femmes avaient un partenaire contre 8 % des hommes, $p = 0,000$; 5 % des femmes ont commencé à avoir des relations sexuelles contre 2 % des hommes, $p =$

0,036). Nous ne trouvons pas de différences dans la proportion de jeunes déclarant avoir débuté leur vie sexuelle selon le niveau scolaire, mais nous trouvons une différence significative selon la région, avec seulement un jeune à Diffa et un à Tillabéri déclarant avoir débuté leur vie sexuelle, contre 20 jeunes à Tahoua ($p = 0,000$). En moyenne, les jeunes ont débuté à l'âge de 15 ans, bien que nous ne trouvions pas de différence dans l'âge de début selon d'autres caractéristiques. Parmi les jeunes qui ont déclaré avoir débuté sexuellement, 37% ont eu des relations qui se chevauchaient au cours de l'année écoulée, seuls 5% ont déclaré avoir utilisé des préservatifs lors de leur dernière expérience sexuelle et 32% ont eu une relation sexuelle transactionnelle.

130. Parmi les jeunes femmes interrogées, un tiers avait commencé à avoir ses règles (34%). En moyenne, les filles ont déclaré avoir commencé à avoir leurs règles à l'âge de 14 ans. Seules 21% de celles qui ont commencé à avoir leurs règles avaient déjà manqué l'école à cause de leur cycle, et 15% ont déclaré qu'elles utilisaient actuellement des produits hygiéniques tels que des serviettes hygiéniques ou des tampons. Les filles qui ont indiqué qu'elles n'utilisaient pas de produits hygiéniques ont répondu que la principale raison était la non-disponibilité des produits (85%). Les filles qui utilisaient des produits hygiéniques les achetaient le plus souvent elles-mêmes (70%), mais près d'un tiers d'entre elles ont déclaré les recevoir à l'école (32%). Les filles résidant dans les zones de recrutement des écoles secondaires étaient plus susceptibles de déclarer qu'elles utilisaient actuellement des produits sanitaires que celles vivant dans les zones de recrutement des écoles primaires (28% contre 8%, $p = 0,000$), peut-être en raison de la plus grande disponibilité et des niveaux de pauvreté plus faibles dans les zones de recrutement des écoles secondaires. Ces données soulignent l'importance du kit d'hygiène distribué par BBGE, qui a fourni à plus de 10 000 filles du savon et des serviettes hygiéniques réutilisables produites localement. Les serviettes étant réutilisables, le kit offrait une solution durable et peu coûteuse à un grand nombre d'adolescentes dans les zones BBGE. Les adolescentes interrogées ont confirmé que le kit était une activité utile. Cependant, ils ont également suggéré qu'ils avaient besoin d'une formation supplémentaire sur la manière d'utiliser le kit, une adaptation qui pourrait améliorer l'efficacité à long terme du kit.
131. Peu de filles de notre échantillon avaient déjà été enceintes, bien qu'un tiers de celles qui l'avaient déjà été le soient devenues pendant le programme BBGE. Seules 6% des filles qui avaient commencé à avoir des règles ont déclaré avoir déjà été enceintes (7 filles dans notre échantillon). Ces filles avaient en moyenne 17 ans lorsqu'elles sont tombées enceintes, et deux d'entre elles sont tombées enceintes pendant le programme BBGE.
132. Même si le nombre de grossesses déclarées était faible, les jeunes ne pouvaient pas facilement identifier les méthodes de planification familiale. Parmi les jeunes interrogés, 87% ont déclaré qu'ils ne connaissaient aucune méthode de planification familiale. Huit pour cent des jeunes connaissaient la pilule et 7 % le préservatif masculin. Plus de garçons que de filles connaissaient le préservatif masculin (12 % contre 3 %, $p = 0,000$), mais il n'y avait pas de différence selon le sexe ou la région. Les jeunes de l'école secondaire connaissaient mieux toutes les méthodes de planification familiale que les jeunes de l'école primaire ($p = 0,000$). Par la suite, seuls 7% des jeunes ont déclaré qu'eux-mêmes ou leurs partenaires utilisaient actuellement une méthode de planification familiale, quelle qu'elle soit. Enfin, 42% des jeunes savaient que des rapports sexuels non protégés pouvaient entraîner une grossesse chez une femme, et cette connaissance différait selon le niveau scolaire et la zone de recrutement (28% à l'école primaire contre 52% à l'école secondaire, $p = 0,000$; 32% à l'école primaire contre 59% à l'école secondaire, $p = 0,000$). Les données confirment la nécessité de renforcer les liens entre le centre de santé et les écoles, ce qui, selon les personnes interrogées, n'a pas été suffisamment réalisé au cours des deux premières années du projet.
133. Interrogés sur leur sensibilisation et leurs connaissances en matière de VIH, seuls 41 % des jeunes interrogés ont déclaré avoir entendu parler du VIH. Les jeunes de l'enseignement secondaire, résidant dans les zones de recrutement de l'enseignement secondaire et les jeunes de Tillabéri étaient plus susceptibles de connaître le VIH (54% dans l'enseignement secondaire contre 22% dans l'enseignement primaire, $p = 0,000$; 61% dans les zones de recrutement de l'enseignement secondaire contre 29% dans les zones de recrutement de l'enseignement primaire, $p = 0,000$; 56% à Tillabéri contre 36% à Diffa et 31% à Tahoua, $p = 0,013$). Les jeunes qui ont déclaré être au courant de l'existence du VIH ont ensuite répondu à une série de questions sur le VIH. Tout d'abord, on leur a demandé d'énumérer les façons dont une personne pouvait être infectée par le VIH ; seuls 22% de ces jeunes ont répondu correctement. Les jeunes ont été invités à répondre à d'autres questions sur le VIH, basées sur leurs connaissances. Ces réponses diffèrent selon les régions (tableau 9). Dans l'ensemble, 61% des jeunes savent que les préservatifs peuvent réduire la propagation du VIH, mais 90% pensent que coucher avec une vierge peut guérir un homme du VIH et 70% pensent qu'il existe un remède contre le VIH. La connaissance de ce dernier point diffère significativement selon le sexe, 84% des jeunes hommes pensant qu'il existe un remède, alors que 61% des jeunes femmes pensent que c'est le cas ($p = 0,000$).

Tableau 9. Connaissances des jeunes sur le VIH, par région

Pourcentage correct des jeunes éligibles	Ensemble	Diffa	Tahoua	Tillabéri
--	----------	-------	--------	-----------

Connaissance des voies correctes d'infection par le VIH	22%	20%	15%	32%
Croyance en des voies incorrectes d'infection par le VIH	16%	15%	13%	19%
Believed that ...				
... une personne d'apparence saine peut être séropositive	44%	29%	41%	57%
... les préservatifs peuvent réduire la propagation du VIH	61%	74%	50%	60%
... coucher avec une vierge peut guérir le VIH	10%	16%	17%	1%
... il existe un remède contre le VIH	30%	59%	15%	17%

Source. Enquête auprès des jeunes (N = 557)

134. Enfin, on a demandé aux jeunes s'ils avaient déjà subi un test de dépistage du VIH et s'ils connaissaient un endroit où ils pouvaient se faire dépister. Seuls 5 % des jeunes interrogés ont été testés, et nous ne constatons pas de différences significatives en fonction du sexe, du niveau scolaire ou de la région. Les jeunes étaient plus conscients, en particulier les filles, de l'endroit où l'on peut se faire dépister (42% au total ; 52% des filles contre 27% des garçons, $p = 0,000$).

135. Un nombre limité de jeunes ont accepté de répondre au module sur la violence liée au sexe de l'enquête, mais nous avons trouvé des preuves que des jeunes étaient victimes de violence liée au sexe de la part de leur partenaire parmi ceux qui ont répondu. Huit pour cent des jeunes, dans l'ensemble, ont déclaré avoir subi une forme quelconque de violence de la part de leur partenaire actuel ou le plus récent. Huit pour cent des jeunes ont déclaré avoir subi une violence psychologique de la part de leur partenaire intime (VPI), tandis que 1 % a déclaré avoir subi une violence physique de la part de leur partenaire. La VPI psychologique était plus susceptible d'être subie par les jeunes des zones de recrutement des écoles secondaires que des zones de recrutement des écoles primaires (12 % contre 5 %, $p = 0,000$) et plus susceptible d'être signalée par les jeunes de Tahoua et de Diffa que par les jeunes de Tillabéri (12 % à Tahoua, 7 % à Diffa et 3 % à Tillabéri, $p = 0,007$). Dans l'ensemble, cependant, il est important de noter que ces résultats sont basés sur un faible nombre de jeunes ayant répondu aux questions de ce module.

136. Selon les données du recensement scolaire, des formations multithématiques sur les VBG et la SSR pour les élèves ont été mises en œuvre dans les écoles primaires (63%) et secondaires (78%). Cependant, seules quelques sessions de formation ont été organisées. En moyenne, les élèves des écoles primaires n'ont reçu qu'une seule session de formation, alors que les élèves des écoles secondaires en ont reçu trois. En outre, les moyennes régionales montrent que presque toutes les écoles de Tahoua (94%) ont dispensé des sessions de formation aux élèves, ce qui est significativement plus élevé que les pourcentages correspondants pour les écoles de Diffa et Tillabéri - 50% et 59%, respectivement (Tableaux A17 et A18). Les données du Logframe montrent que seules les formations sur les VBG et la SSR ont été dispensées aux élèves.

Modérateurs internes et externes

137. Bien que la QE1 traite de la force de la conception du programme, un facteur clé de son efficacité, cette section examine les modérateurs internes et externes de l'efficacité du programme. Les facteurs internes affectant l'efficacité du programme comprennent le manque d'engagement des acteurs locaux et la portée limitée du projet (c'est-à-dire le calendrier). Les parties prenantes au sein du gouvernement du Nigeria, des ONG chargées de la mise en œuvre et des communautés bénéficiaires ont critiqué le manque de communication et d'engagement du projet au niveau local. Les parents de Diffa ont fait part de leur désarroi en déclarant : "Nous ne pouvons pas vous donner de détails parce que nous ne sommes pas impliqués dans le programme ... normalement, tout ce qui est fait pour nos enfants, nous devrions en être informés", et un directeur d'école de la région a déclaré : "Récemment, une ONG a essayé de recruter des étudiants dans leurs villages alors que nous n'en étions pas informés. Il faut donc impliquer

l'administration et travailler avec elle". Le personnel des agences des Nations unies chargées de la mise en œuvre a suggéré que le programme manquait d'engagement local et de contextualisation en raison de sa courte période de lancement, et il a conseillé d'organiser davantage de réunions au niveau de la communauté si le projet se poursuivait dans une autre phase.

138. En outre, le calendrier du projet a limité son efficacité. Bien que prévue pour deux années universitaires complètes, la mise en œuvre de BBGE a été retardée et ralentie par divers facteurs (voir QE 4.3). Pourtant, même deux années de soutien ont semblé insuffisantes aux bénéficiaires, qui ont demandé que le projet intervienne systématiquement sur une période plus longue. Comme l'a suggéré un enseignant de Diffa, l'investissement dans l'éducation devrait être considéré comme une entreprise à long terme : "Il est préférable de l'étaler sur 5 ans. Même le résultat réel de ce qui est fait aujourd'hui ne sera visible qu'après des années". Les communautés bénéficiaires se sont également inquiétées d'une éventuelle interruption du soutien alors que les responsables de la mise en œuvre se préparent à relancer la phase suivante.

139. D'autre part, les modérateurs externes de l'efficacité de BBGE comprenaient COVID-19, les conflits, le manque d'infrastructures existantes et les catastrophes naturelles. Les conflits ont constitué une menace pour la sécurité des Nations unies et des ONG chargées de la mise en œuvre, rendant difficile l'exécution des activités, le versement des bourses et le suivi du programme. Dans le même temps, les conflits ont également entraîné la fermeture de nombreuses écoles et dissuadé les élèves de poursuivre leurs études, limitant ainsi la capacité de BBGE à soutenir les adolescentes. Les sécheresses et les inondations ont entraîné la fermeture d'écoles et/ou empêché les élèves d'aller à l'école. Dans les communautés touchées, les sécheresses de 2022 ont également contraint certains parents à déplacer leur famille, ce qui a entravé le travail de BBGE.

QE 4.2 : Comment l'approche conjointe du programme a-t-elle eu un impact sur l'efficacité, globalement et pour les filles par rapport aux garçons ?

140. L'approche conjointe a facilité l'efficacité de BBGE en permettant sa conception multisectorielle unique. Toutefois, l'exécution de cette conception a été entravée par l'approche conjointe, car la coordination et la communication entre les ONG chargées de la mise en œuvre ont été entravées par l'absence de structures de coordination sur le terrain.

141. Au niveau de la conception, l'approche conjointe du PAM, de l'UNICEF et du FNUAP a permis d'améliorer l'efficacité du projet en rendant possible l'ensemble complet d'activités propre à l'approche BBGE. L'approche multisectorielle du programme s'est appuyée sur l'expertise spécialisée de chaque agence. Le PAM a apporté son expertise institutionnelle en matière d'alimentation scolaire et de transferts monétaires ; les collègues de l'UNICEF ont apporté leur expérience en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) et d'interventions sanitaires dans les écoles ; et le FNUAP a dirigé les efforts en matière de santé sexuelle et reproductive et de prévention de la violence liée au sexe. Comme l'a fait remarquer un membre du personnel du siège, "ce qui fait vraiment la force de ce projet [c'est] l'interaction entre les trois agences, la valeur que chacune apporte à la table afin de pouvoir aborder ce problème multifactoriel". En outre, les parties prenantes du gouvernement du Niger ont apprécié la collaboration des agences et la capacité à travailler dans le cadre d'un projet unique pour s'attaquer aux obstacles interdépendants à l'éducation des filles.

142. Cependant, l'approche conjointe a constitué un obstacle à l'efficacité de BBGE en compliquant la coordination et en donnant l'impression d'une mise en œuvre cloisonnée. Pour des raisons de sécurité et de capacité, chaque agence a passé des contrats avec des ONG pour la mise en œuvre de BBGE ; au total, neuf ONG ont participé à la prestation de services BBGE au Niger. La multitude d'acteurs impliqués dans la mise en œuvre a rendu difficile la convergence sur les communautés clés. Comme l'a expliqué un membre du personnel du PAM, "pendant les missions conjointes ... j'ai compris que l'UNFPA avait des espaces sûrs, mais il n'est pas évident qu'il s'agisse des mêmes filles dans les écoles où le PAM intervient. C'est comme leurs interventions habituelles, mais ce n'est pas vraiment le cas au niveau des écoles où le PAM et l'UNICEF interviennent". Des anecdotes de ce type sont courantes parmi les ONG et les partenaires gouvernementaux, qui ont constaté peu de "cohérence" ou de "similitude" dans la mise en œuvre des programmes, chaque ONG travaillant verticalement avec son partenaire des Nations unies plutôt qu'horizontalement avec d'autres ONG sur le terrain. L'incapacité à cibler des écoles communes est également mise en évidence par la constatation (rapportée ci-dessus) qu'en moyenne 3 catégories d'activités (sur 6) ont été mises en œuvre dans l'école moyenne ciblée par le programme BBGE.

Il s'agit vraiment d'une approche très multisectorielle, et il faut donc un acteur neutre qui prenne en compte tous ces aspects. Je pense que nous devrions ancrer ce projet au niveau du Premier ministre ou du Président.
-Personnel du bureau de pays du PAM

143. Bien que le projet ait tenté d'atténuer la complexité de la mise en œuvre conjointe en engageant le HCl3N du gouvernement du Niger pour assurer la coordination stratégique de BBGE, les parties prenantes du HCl3N interrogées ont indiqué qu'elles n'étaient pas impliquées dans la coordination de la mise en œuvre sur le terrain. Pour cette raison, diverses parties prenantes suggèrent que le projet adopte un mécanisme plus centralisé - peut-être en élargissant le rôle du HCl3N - pour coordonner la mise en œuvre entre les trois agences et leurs sous-traitants.

QE 4.3 : Quel a été l'impact des retards et des perturbations académiques sur la mise en œuvre du programme ?

144. Les retards et les perturbations du programme ont affecté la mise en œuvre de BBGE, en particulier dans sa phase de démarrage (voir QE 3), et ont eu des effets d'entraînement tout au long du calendrier du projet. Le programme BBGE a connu des retards et des perturbations en raison de facteurs externes tels que le COVID-19 et l'insécurité, ainsi qu'en raison de facteurs internes liés à la passation des marchés et au transfert de fonds. Ces facteurs ont retardé la mise en œuvre d'activités telles que les espaces sécurisés, les repas scolaires, la supplémentation en micronutriments et le renforcement des capacités du gouvernement.

145. Les restrictions liées au COVID-19 ont entraîné la fermeture des écoles nigériennes en mars 2020, ce qui a retardé la mise en œuvre du programme BBGE jusqu'à l'année scolaire 2020-2021. Cependant, les effets de la pandémie ont continué à affecter le programme tout au long de sa première année, car les responsables de la mise en œuvre ont dû faire face à des accords de télétravail et à une mobilité limitée à l'intérieur du Niger. Les rapports de projet indiquent également que les conflits et la sécurité ont retardé la mise en œuvre des activités, ce qui a conduit les agences des Nations unies à confier aux ONG la conduite et le suivi des activités.

146. Sur le plan interne, les transferts de fonds et les processus de passation de marchés ont entraîné des retards supplémentaires pour BBGE. Au début du projet, les parties prenantes au niveau du siège ont décrit les difficultés liées au versement des fonds à l'agence concernée : "Parfois, les bureaux de pays demandaient au siège du PAM où se trouvaient les fonds, et nous [leur répondions] que les fonds avaient été transférés à vos sièges respectifs. C'est donc, par exemple, l'une des choses que nous avons dû gérer lors de la phase de démarrage... et aussi plus tard, lorsque la deuxième tranche a été transférée".

147. Outre la gestion des fonds, le processus d'établissement d'un partenariat formel entre les ONG et les agences des Nations unies - un processus qui implique l'Accord de coopération programmatique (ACP) des Nations unies - a pris plus de temps que prévu et a finalement retardé la mise en œuvre de certaines activités. En outre, la sauvegarde des chaînes d'approvisionnement mondiales a entraîné un retard dans l'approvisionnement en fer et en acide folique, une activité du programme BBGE qui n'a été mise en œuvre qu'à la fin de l'année 2022. Dans les communautés bénéficiaires, certaines personnes interrogées ont noté ces retards et ont déclaré qu'ils avaient particulièrement affecté la fourniture de bourses d'études et la construction de latrines. Beaucoup d'autres n'ont pas pu expliquer les retards, en disant par exemple : "Ils ne nous ont pas donné de dates, donc nous ne pouvons pas savoir s'il y a un retard ou non. S'ils nous avaient donné une date, c'est maintenant que nous pourrions voir s'il y a un retard ou non" (chef traditionnel, Tahoua).

QE 4.4 : Quels enseignements tirés de la mise en œuvre du programme peuvent être appliqués à de futurs programmes dans des contextes humanitaires ou de crise afin d'en améliorer l'efficacité ?

148. Les défis auxquels BBGE a dû faire face en opérant dans les zones humanitaires et de crise du Niger suggèrent la nécessité de prendre en compte la mobilité des étudiants et les risques de sécurité des exécutants afin d'atteindre les populations cibles et de permettre la prestation de services. Le modèle BBGE a partiellement relevé ces défis, mais les responsables de la mise en œuvre ont suggéré de manière anecdotique la nécessité d'aller plus loin dans l'accompagnement des filles déplacées et de leurs familles. Ils ont notamment recommandé la mise en place d'une structure de coordination centralisée pour les ONG chargées de la mise en œuvre et d'une procédure de suivi des mouvements des bénéficiaires. Nous développons ces deux suggestions ci-dessous :

149. Au niveau de la mise en œuvre, l'insécurité et le conflit en cours ont entravé l'accès aux communautés bénéficiaires. Il était donc difficile pour le personnel des Nations unies de contrôler le ciblage, la coordination et la prestation de services. Bien qu'une solution possible réside dans l'autonomisation des ONG locales (l'approche du projet), les agences peuvent mieux soutenir ces acteurs locaux en fournissant une structure centrale pour la coordination et le suivi et l'évaluation. En outre, une ONG a suggéré de créer des synergies en ciblant des communautés "regroupées" - ou géographiquement proches - dans des zones peu sûres, afin de minimiser les déplacements dans les zones à haut risque.

150. Un autre défi lié à ce contexte est la plus grande probabilité de mobilité des parents et des élèves. Au cours du projet BBGE, cela a entravé l'efficacité du projet (voir QE 4.1) et a conduit à des défis imprévus liés à la tutelle (voir QE 1.1).

Une option envisagée lors de BBGE et qui devrait être développée dans les futures itérations du projet est de suivre plus rigoureusement les déplacements des bénéficiaires. Le projet peut envisager d'atteindre les filles bénéficiaires avec des activités (par exemple, des subventions en espèces) et des formations (par exemple, un soutien à l'apprentissage à distance) même si elles s'éloignent de la communauté ciblée. Cela permettrait d'assurer la continuité de la programmation et d'éviter d'inciter les élèves et les familles à rester dans une zone d'insécurité uniquement pour bénéficier du programme.

2.5. DURABILITE

- Il existe un fort sentiment de dépendance à l'égard du soutien extérieur et rien ne prouve que les activités de BBGE nécessitant un financement se poursuivront sans aide financière supplémentaire.
 - La période initiale de mise en œuvre de moins de deux ans a été considérée par beaucoup comme une phase pilote au cours de laquelle la durabilité n'était pas au centre des préoccupations.
 - La sensibilisation à l'importance de l'éducation des filles devrait se poursuivre, mais les activités à plus forte intensité de ressources (comme les subventions en espèces) ne pourront pas être mises en œuvre.
-
- ***QE 5 : Dans quelle mesure le programme a-t-il amélioré les capacités et l'appropriation des activités par le gouvernement et la communauté ?***

151. Bien qu'il existe des preuves que certaines activités et politiques de BBGE ont été institutionnalisées au niveau national et communautaire, il y avait un fort sentiment de dépendance à l'égard du soutien extérieur et un sentiment limité d'appropriation du programme à tous les niveaux. Il convient de reconnaître que la période initiale de mise en œuvre de moins de deux ans a été considérée par beaucoup comme une "preuve de concept" ou une phase "pilote" et que les étapes suivantes ont souvent été considérées comme subordonnées aux résultats de l'évaluation. Pour ces raisons, la durabilité n'était peut-être pas une priorité absolue au cours de la période initiale du programme.

QE 5.1 : Dans quelle mesure les communautés participent-elles à la mise en œuvre du programme et sont-elles en mesure de poursuivre les activités du programme après la période de mise en œuvre ? La situation est-elle différente pour les hommes et pour les femmes ?

152. Bien que certains membres de la communauté aient exprimé l'opinion qu'ils pourraient poursuivre les sensibilisations sur l'importance de l'éducation des filles après la période de mise en œuvre initiale, la plupart des parents et des enseignants ont convenu qu'il ne serait pas possible de maintenir les subventions en espèces, les repas scolaires ou toute autre activité de BBGE qui coûte de l'argent. Le sentiment de dépendance à l'égard de l'aide extérieure était très marqué, de même que le sentiment d'impuissance et de désespoir face à la fin de l'aide de BBGE. C'est pourquoi une mère de Tamaya a déclaré : "Si le projet s'arrête, nous ne pouvons rien continuer car nous n'avons pas les moyens de prendre en charge quoi que ce soit", tandis qu'un père de Tillabéri a déclaré : "Si le projet se retire, nous ne pouvons rien continuer car nous n'avons pas les moyens de prendre en charge quoi que ce soit, mais nous pouvons continuer à sensibiliser les gens." Beaucoup d'autres personnes interrogées ont fait des commentaires similaires, exprimant leur conviction qu'elles étaient trop pauvres pour continuer quoi que ce soit sans soutien extérieur. Ils se sont également inquiétés de la capacité des filles à poursuivre leur éducation en l'absence de l'aide de BBGE.

153. Les personnes interrogées par les partenaires de mise en œuvre étaient plus optimistes que les membres de la communauté quant à la poursuite des activités. Par exemple, une personne interrogée à Niamey a déclaré : " En ce qui concerne la bourse [qui n'est pas durable], nous devons leur donner cela, mais les comités locaux qui ont été mis en place pour surveiller l'assiduité des filles peuvent être maintenus. Ils existaient auparavant et nous les avons renforcés pour qu'ils puissent continuer à jouer ce rôle". Un membre du personnel sur le terrain a également parlé de la durabilité de certaines structures communautaires : "Ces animateurs sont des enseignants dans les écoles. C'est déjà un atout pour ces écoles. Ici, à Tahoua, les communautés ont commencé à apporter une contribution en nature pour les repas scolaires, mais cela ne concerne que très peu d'écoles. Malgré ces exemples, d'autres partenaires de mise en œuvre, en particulier au niveau du siège, ont parlé franchement de la nécessité de continuer à soutenir les partenaires locaux. Par exemple, un membre du personnel du siège a déclaré : "Ils nous ont également demandé ce qu'ils allaient faire ensuite, parce qu'ils n'ont manifestement pas les fonds nécessaires pour maintenir ces approches. Et vous savez que nous mettons en œuvre plusieurs de ces interventions par l'intermédiaire de partenaires de mise en œuvre, de sorte que ces partenaires de mise en œuvre ont également besoin d'être soutenus financièrement." Il semble donc y avoir une reconnaissance commune du fait que des ressources externes seraient nécessaires pour soutenir de nombreux aspects de la programmation de BBGE.

QE 5.2 : Quels sont les facteurs internes et externes qui menacent la durabilité des activités et des résultats du programme ?

154. Les principaux facteurs qui entravent la durabilité des activités et des résultats de BBGE sont la dépendance perçue à l'égard du soutien extérieur et le manque d'appropriation de la part des partenaires ministériels du gouvernement. Comme nous l'avons expliqué dans la section précédente, les interventions à forte intensité de ressources, telles que les subventions en espèces, ne pourront pas se poursuivre sans financement externe et certaines communautés de BBGE se sont senties impuissantes quant à leur capacité à poursuivre les activités. En outre, certaines personnes interrogées au sein du gouvernement ont fait part d'un manque d'appropriation par le biais de commentaires tels que "Normalement, c'est au projet d'assurer sa continuité. Je pense que tout dépend des résultats qui découlent de la mise en œuvre du projet". Bien que certaines personnes interrogées au sein du gouvernement se soient montrées plus optimistes quant à l'avenir de BBGE et se le soient approprié, et que certains membres de la communauté aient déclaré être en mesure de poursuivre des interventions moins coûteuses telles que la sensibilisation à l'importance de l'éducation des filles, la perception généralisée de la dépendance à l'égard du soutien extérieur et le manque d'appropriation explicite de la part du gouvernement présentent des risques réels pour la pérennité.
155. Les mêmes facteurs externes qui semblent avoir entravé l'efficacité du programme BBGE au Niger - en particulier le manque d'infrastructures existantes et les ressources incroyablement limitées du gouvernement - peuvent également avoir compromis la durabilité des activités du programme. Les personnes interrogées ont parlé sans détour du manque de ressources du gouvernement pour poursuivre les activités du programme.
156. On a peut-être manqué l'occasion de tirer les leçons des problèmes de durabilité révélés par l'évaluation du JPGE du Malawi, qui ne disposait pas non plus d'une stratégie de sortie et comprenait des activités (telles que les repas scolaires) qui dépendaient de fonds externes.

QE 5.3 : Quels sont les facteurs internes et externes qui renforcent la durabilité des activités et des résultats du programme, en particulier si l'on considère l'approche conjointe ?

157. Malgré les défis mentionnés ci-dessus, deux facteurs principaux sont susceptibles d'améliorer la durabilité des activités et des résultats de BBGE. Premièrement, des relations solides et un esprit de collaboration se sont formés entre les partenaires au Niger. Une personne interrogée au niveau du siège a fait part de ses commentaires : "Au Niger, je crois que les agences unissent leurs forces pour soumettre des propositions ensemble afin de voir si elles peuvent maintenir l'approche pendant que nous attendons des nouvelles d'Affaires mondiales Canada sur une éventuelle deuxième phase. Je pense que les agences ont compris sur le terrain qu'elles doivent unir leurs forces, et qu'elles doivent unir leurs efforts pour soumettre des propositions si elles veulent que ce type d'approche soit maintenu. Elles doivent également unir leurs efforts en matière de collecte de fonds et ne pas s'éloigner les unes des autres. Je pense donc que cela a donné un coup de fouet, mais c'est vraiment tout ce qu'il faut faire dans une perspective plus large.
158. Cette collaboration - en particulier dans le contexte de la collecte de fonds - a été perçue comme augmentant la probabilité que les activités de BBGE soient maintenues dans le temps. Deuxièmement, certaines personnes interrogées ont indiqué que certains aspects de BBGE étaient institutionnalisés dans la planification gouvernementale. Par exemple, une personne interrogée à Niamey a déclaré : " Je pense que nous essayons vraiment d'intégrer les activités du programme dans les documents de planification du pays pour assurer une certaine durabilité ", tandis qu'une autre a déclaré que le ministère de l'éducation avait " institutionnalisé " les clubs de santé scolaire et adopté une politique officielle permettant aux filles de retourner à l'école à la suite d'une grossesse. Collectivement, le renforcement de la collaboration et l'institutionnalisation de certaines activités et politiques de BBGE peuvent améliorer la durabilité du programme malgré les contraintes liées aux ressources.

2.6. IMPACT PERÇU

QE 6 : Dans quelle mesure le programme a-t-il permis d'obtenir des résultats à long terme pour l'éducation des filles ?

159. Dans cette section, nous présentons les résultats sur les impacts perçus, basés sur les données qualitatives. Nous complétons les données qualitatives par des statistiques descriptives issues des enquêtes quantitatives. Cependant, en raison des limites de l'approche quantitative, nous ne pouvons pas estimer l'impact causal du programme BBGE. Les résultats descriptifs visent plutôt à étayer les résultats suggestifs issus de l'analyse qualitative en ce qui concerne les changements dans les résultats clés dus aux activités de BBGE.

QE 6.1 : Dans quelle mesure les hypothèses et la logique de la théorie du changement ont-elles été étayées par le programme ?

160. Les données qualitatives suggèrent que les activités de BBGE ont permis d'éliminer les obstacles financiers et non financiers à l'éducation et d'accroître le soutien familial aux filles pour qu'elles s'inscrivent et aillent à l'école. L'argent des bourses a été perçu comme une motivation clé pour les filles à aller à l'école. Comme l'a déclaré une élève de l'école Simiri à Tillabéri : "Maintenant que le projet est là, les gens étudient beaucoup plus qu'avant parce qu'il y a de l'aide qui arrive tout le temps. Lorsque vous avez une amie qui ne va pas à l'école, l'argent qu'elle voit distribué la motive à aller à l'école. C'est ainsi que de nombreuses filles se sont inscrites à l'école grâce à ce projet".
161. Cette perception a été reprise par beaucoup d'autres, et certaines personnes interrogées ont indiqué que même des filles qui avaient arrêté l'école pour se marier étaient retournées à l'école grâce à BBGE. De même, les rapports de suivi indiquent que le projet a conduit 6 036 adolescentes dans les zones BBGE à refuser une demande de mariage (voir annexe 11). Les personnes interrogées lors des groupes de discussion ont indiqué que le programme avait également réduit les absences liées aux menstruations et que la fourniture de repas scolaires encourageait les enfants non seulement à aller à l'école, mais aussi à s'y présenter à l'heure.
162. Les résultats de l'enquête sur les ménages réalisée par le PAM en 2021 concordent avec les rapports des groupes de discussion. 82% des parents d'enfants du primaire ont déclaré que les repas scolaires les encourageaient à envoyer leurs enfants à l'école, et 70% ont reconnu que les repas atténuent la faim immédiate des enfants. En outre, 77 % des parents de filles du secondaire ont indiqué que la bourse était la principale motivation pour envoyer leurs filles à l'école, et 70 % ont déclaré que c'était la principale raison de les maintenir à l'école.
163. Peu de filles sont tombées enceintes pendant le programme BBGE. Seules 6 % des filles interrogées dans le cadre de l'enquête auprès des jeunes ont déclaré avoir déjà été enceintes, et un tiers d'entre elles ont déclaré être tombées enceintes depuis le début du programme BBGE. Les filles qui sont tombées enceintes avaient en moyenne 17 ans au début de la grossesse. Il n'y avait pas de différences significatives dans les taux de grossesse par région.

QE 6.2 : Quels résultats imprévus, positifs et négatifs, le programme a-t-il générés ?

164. Le programme BBGE a été perçu comme améliorant la collaboration entre les différents ministères. Les personnes interrogées ont attribué l'amélioration de la collaboration en partie à la formation du comité de pilotage et en partie au fait que le programme travaille dans plusieurs secteurs pour atteindre un objectif commun. Au niveau des ménages, les personnes interrogées ont indiqué que le programme BBGE (en particulier les repas scolaires et les bourses d'études) apportait aux familles un soulagement financier dont elles avaient grand besoin. Au niveau individuel, les personnes interrogées (enseignants et soignants) estiment que le programme BBGE a permis de retarder les mariages et a incité les filles à apprécier l'école et à y prendre plus de plaisir qu'auparavant. Comme l'a déclaré une mère de Tamaya, "[le programme] a fait en sorte que les filles aiment tellement l'école. Par exemple, si demain est un jour d'école et que la fille n'a pas pu obtenir de savon pour faire la lessive, elle pleurera parce qu'elle ne veut pas manquer l'école".
165. La conséquence négative involontaire la plus évidente est le sentiment d'exclusion des garçons qui ne sont pas éligibles aux activités du BBGE. Comme l'a dit un directeur d'école de Dargol, "les parents qui ont des garçons auraient aimé avoir la magie de transformer le sexe de leur garçon en fille [rires] parce que chaque fois qu'il y a de l'aide, c'est en faveur des filles". Certaines personnes interrogées estiment que les parents ont commencé à valoriser l'éducation des filles par rapport à celle des garçons grâce à des interventions telles que les subventions en espèces. A cet effet, un enseignant de l'école Simiri à Tillabéri a déclaré : "Quand [les parents] voient que la fille a une bourse et beaucoup d'avantages alors que le garçon n'en a pas, ils ont tendance à vouloir plus d'éducation pour la fille."
166. Par conséquent, le fait que les familles donnent la priorité à l'éducation de leurs filles plutôt qu'à celle de leurs fils est potentiellement une conséquence involontaire du programme BBGE. Deuxièmement, les améliorations perçues dans la rétention des étudiants grâce aux subventions en espèces peuvent avoir conduit involontairement les filles à vivre séparées de leurs familles. Comme l'a indiqué une personne interrogée, "il est rare de voir une fille qui reçoit une bourse abandonner l'école même si ses parents quittent la région", ce qui suggère que le BBGE peut avoir involontairement conduit à des cas de séparation familiale.

QE 6.3 : Quels sont les facteurs internes et externes qui ont affecté la capacité du programme à atteindre l'impact escompté sur l'éducation des filles et des adolescentes ?

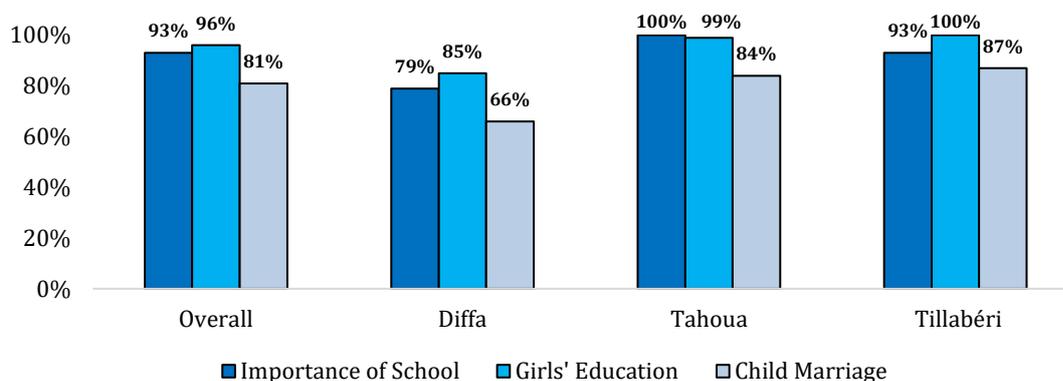
167. Bien que le programme BBGE ait eu de grandes ambitions quant à l'amélioration de l'accès des filles à l'éducation, notre évaluation a identifié des facteurs clés qui ont probablement influencé la capacité du programme à réaliser pleinement son objectif. L'un des facteurs externes identifiés était l'absence de procédures du gouvernement nigérien

pour la réinscription des élèves ayant quitté le système scolaire. L'FNUAP a indiqué qu'il avait tenté de réinscrire les jeunes non scolarisés, en particulier les filles ; cependant, les informateurs clés ont estimé que l'absence de systèmes gouvernementaux pour les aider dans ce processus avait entravé leur capacité à le faire.

168. D'autre part, le plus grand facteur interne affectant la capacité du programme à atteindre ses objectifs a été le manque de fidélité de la mise en œuvre. Outre les activités qui n'ont pas été mises en œuvre dans l'ensemble, notre évaluation a identifié de nombreuses autres activités qui n'ont pas été exécutées comme prévu et qui n'ont pas atteint tous les bénéficiaires cibles ou dont la participation a été faible. Le reste de cette section présente des preuves de ce manque de fidélité.

169. Les ménages des zones cibles avaient entendu parler du programme BBGE, mais leur participation était faible (figure 18). La plupart des ménages (85 %) ont déclaré avoir entendu parler du programme BBGE, et il n'y avait pas de différences entre les régions. Cependant, seuls 41 % ont déclaré avoir reçu une formation ou participé à des événements dans leur communauté, avec de grandes différences régionales (58 % à Tahoua contre 38 % à Tillabéri et 25 % à Diffa, $p = 0,000$). Le BBGE était destiné à fournir aux parents des informations sur l'importance de l'école et les conséquences du mariage des enfants. Il est important de noter que les femmes interrogées étaient plus susceptibles d'avoir participé dans les activités du programme que les hommes (43% contre 31%, $p = 0,006$). Trois adultes interrogés sur quatre ont été en mesure de nommer le programme BBGE en tant que fournisseur de formations ou d'événements communautaires qui ont eu lieu dans leur communauté. Dans l'ensemble, la plupart des personnes interrogées ont cité l'éducation des filles (96%), l'importance de l'école (93%) et le mariage des enfants (81%) comme étant les sujets abordés conformément aux activités prévues, avec quelques différences régionales.

Figure 18. Thèmes de formation suivis par région



Source : Enquête auprès des ménages (N = 225)

170. La plupart des jeunes connaissaient également le programme BBGE, mais la participation aux activités du programme BBGE était mitigée et variait fortement en fonction du sexe et de la région. Soixante-seize pour cent des jeunes interrogés connaissaient le programme BBGE. Les jeunes femmes étaient significativement plus nombreuses que les jeunes hommes à déclarer connaître le programme (82% contre 66%, $p = 0,000$). De même, les jeunes de Tillabéri étaient plus susceptibles de connaître le programme que les jeunes de Diffa ou de Tahoua (89% contre 62% et 78%, respectivement ; $p = 0,017$). Les jeunes inscrits à l'école primaire étaient plus susceptibles de connaître le programme BBGE que les jeunes inscrits à l'école secondaire (80% contre 73%, $p = 0,036$).

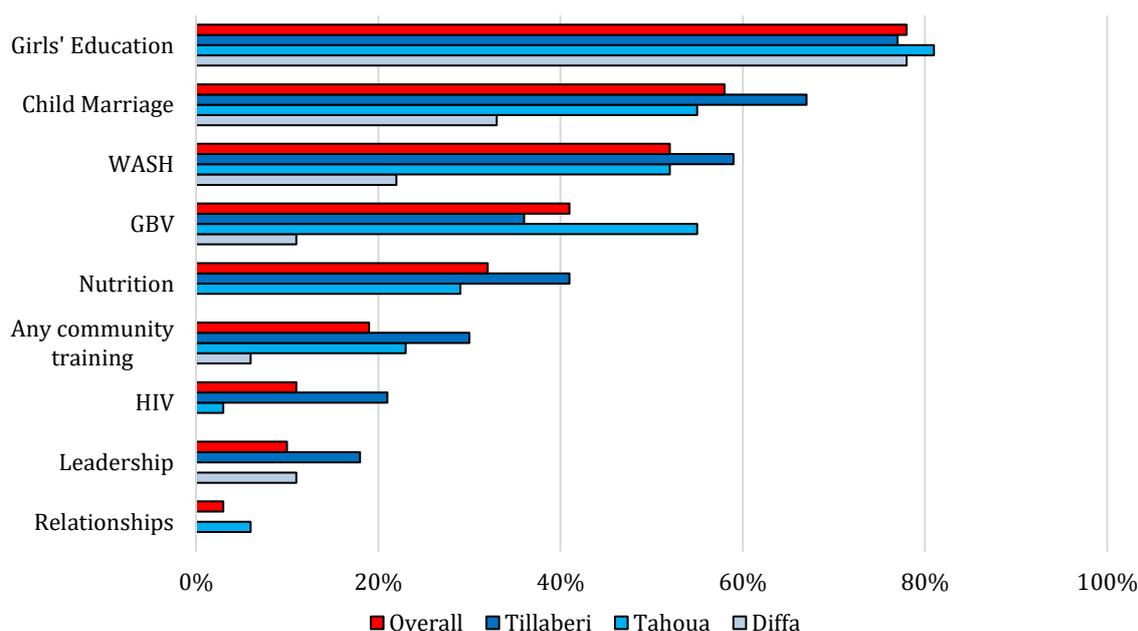
171. Les repas scolaires et l'aide financière pour l'école sont les activités de BBGE auxquelles les jeunes ont le plus souvent participé. Bien que de nombreux jeunes de notre échantillon connaissent le programme BBGE, ils sont moins nombreux à participer aux différentes activités du programme. Les repas scolaires et l'aide financière à la scolarité sont les deux activités auxquelles le plus grand nombre de jeunes ont participé. Au Niger, les élèves des écoles primaires ont reçu de la bouillie pour le petit-déjeuner et un plat de millet ou de riz pour le déjeuner ou le dîner. Quarante-neuf pour cent des jeunes interrogés ont déclaré recevoir des repas à l'école, la majorité d'entre eux recevant le déjeuner (95 %). Cinquante et un pour cent ont également déclaré recevoir un petit-déjeuner à l'école, tandis que seulement 20 % ont déclaré recevoir un dîner. Alors que les repas scolaires étaient destinés uniquement aux élèves de l'école primaire dans le cadre de BBGE, certains élèves de l'école secondaire ont déclaré recevoir également des repas (82 % pour l'école primaire contre 26 % pour l'école secondaire ; $p = 0,000$). BBGE prévoyait de fournir une aide financière sous forme de subventions en espèces aux filles des dernières années du primaire et de l'école secondaire. Ces subventions en espèces étaient censées être conditionnées à l'assiduité, un taux d'assiduité de 80 % permettant aux filles de recevoir 12 000-54 000 CFA par an en fonction du niveau scolaire. Bien que l'aide financière à la scolarisation ait été l'une des activités les plus mises en œuvre, seuls 43% des jeunes interrogés ont

déclaré l'avoir reçue. Cependant, 85% de ces jeunes ont déclaré que l'aide provenait de BBGE, en particulier. Conformément aux activités du programme, plus de femmes que d'hommes ont déclaré avoir reçu une aide (57 % contre 22 %, $p = 0,000$), bien que certains hommes aient déclaré avoir reçu cette aide. Bien que la réception d'un soutien financier ait varié selon les régions, les jeunes de Diffa étaient beaucoup moins susceptibles de déclarer avoir reçu une aide financière pour leur scolarité que leurs pairs de Tahoua ou de Tillabéri (20 % à Diffa, 52 % à Tahoua et 59 % à Tillabéri, $p = 0,000$). En moyenne, les élèves ont déclaré recevoir environ 30 000 CFA par année scolaire (à peu près l'équivalent de 50 USD), les élèves du secondaire recevant en moyenne plus que les élèves du primaire (35 250 CFA contre 23 300 CFA, $p = 0,000$), bien que les deux aient déclaré recevoir plus que le montant prévu de la bourse.

172. Les kits d'hygiène et les kits MHM étaient destinés à être distribués aux écoles du programme, mais seulement à 10 000 filles dans les zones de recrutement de BBGE. Seules 29% des filles de l'échantillon de jeunes ont indiqué avoir reçu des kits d'hygiène à l'école, tandis que seulement 8% ont mentionné avoir reçu des kits de MHM. Quelques filles ont déclaré avoir reçu des serviettes hygiéniques mais pas de kit (14%). Les filles de l'école primaire étaient plus susceptibles que les filles de l'école secondaire de recevoir l'un ou l'autre kit (25% des filles de l'école primaire et 12% des filles de l'école secondaire avaient reçu des kits d'hygiène, $p = 0,000$; 7% des filles de l'école primaire et 3% des filles de l'école secondaire avaient reçu des kits de MHM, $p = 0,013$), même si les filles de l'école secondaire pourraient avoir davantage besoin des kits de MHM. La distribution des kits d'hygiène semble être inégale entre les régions, 27% des filles de Tillabéri et 21% des filles de Tahoua déclarant avoir reçu des kits, mais seulement 6% des filles de Diffa déclarant la même chose ($p = 0,006$).

173. Les formations destinées aux jeunes devaient s'adresser à tous les jeunes âgés de 10 à 19 ans dans les écoles BBGE. Cependant, très peu de jeunes ont déclaré avoir assisté à des formations communautaires, et la participation aux formations variait en fonction du sexe des jeunes et de la région. Seuls 19 % des jeunes (79 étudiants) ont déclaré avoir participé à des formations communautaires. Les filles étaient plus susceptibles que les garçons de participer à ces formations (26% contre 8%, $p = 0,000$), à l'exception des formations sur le VIH, auxquelles les garçons étaient légèrement plus susceptibles de participer (21% contre 9%, $p = 0,074$). Une plus grande proportion de jeunes de l'école secondaire que de jeunes de l'école primaire ont assisté aux formations communautaires (23% contre 15%, $p = 0,038$), et les jeunes vivant dans les zones de recrutement de l'école secondaire étaient plus susceptibles d'assister aux formations que ceux vivant dans les zones de recrutement de l'école primaire (28% contre 14%, $p = 0,001$). Sur le nombre limité de jeunes qui ont assisté aux formations, la plupart ont suivi des formations sur l'importance de l'éducation des filles (78% ; 86% de filles contre 43% de garçons, $p = 0,000$), le mariage des enfants (58% ; 65% de filles contre 29% de garçons, $p = 0,013$), et WASH (52%, 55% de filles contre 36% de garçons, $p = 0,186$). Moins de la moitié des jeunes participant aux formations ont assisté à des sessions sur la nutrition (32%), la violence basée sur le genre (41%), le VIH (11%), les compétences en leadership (10%) ou les relations (3%). Nous constatons en outre que la proportion de jeunes participant aux diverses sessions de formation communautaire varie considérablement d'une région à l'autre (figure 19).

Figure 19. Participation à la formation BBGE selon les jeunes



Source. Enquête auprès des jeunes (N = 557)

174. Il est peu probable que les jeunes interrogés de notre échantillon aient reçu des informations sur la santé sexuelle ou reproductive même si l'une des principales activités de BBGE consistait à dispenser une éducation sexuelle complète comprenant des thèmes liés à la santé sexuelle et reproductive. Quinze pour cent des jeunes interrogés ont déclaré avoir reçu des informations sur la santé sexuelle et reproductive, et ces informations ont le plus souvent été fournies par des enseignants (84%). Les jeunes étaient plus susceptibles de recevoir des informations sur la santé sexuelle et reproductive s'ils étaient inscrits à l'école secondaire (19% contre 10% pour l'école primaire, $p = 0,008$). Les élèves de Tillabéri et de Tahoua avaient plus de chances de recevoir ces informations que les élèves de Diffa (24% à Tillabéri, 18% à Tahoua et 4% à Diffa, $p = 0,000$).
175. Des espaces sécurisés n'ont pas été mis en place dans toutes les écoles ; le projet a financé l'alimentation scolaire dans 678 écoles et n'a mis en place que 179 espaces sécurisés. En outre, les données suggèrent que toutes les régions n'ont pas bénéficié de la même manière des investissements en matière de SDR ; le taux de formation à la puberté était particulièrement faible à Diffa (19 %) par rapport aux deux autres régions (55 % à Tahoua et 45 % à Tillabéri, $p = 0,000$).
176. Future husband clubs and health clubs were not widely known by youth. The BBGE programme intended to implement future husband clubs and health clubs for youth in target communities. However, almost 80% of youth said they had never heard of future husband clubs, and only 3% said their schools had health clubs. Further, only 2% of youth respondents said they had participated in a future husband club, and participation was similarly low for both boys and girls. Male youth who were aware of the clubs believed their intention was to provide youth an opportunity to make friends and to provide information on how to be a good husband, whereas female youth thought these clubs were to provide information on child marriage. Lastly, as part of the school health package, the BBGE programme meant to install nurses in schools, but only 15% of youth in our survey said their schools had one. Youth in Tillabéri were more likely to report having a school nurse (27%) than their counterparts in Tahoua (14%, $p = 0.023$) or Diffa (7%, $p = 0.000$).

3. Conclusions et recommandations

3.1. CONCLUSIONS

Approche conjointe

177. Les résultats quantitatifs montrent que toutes les activités prévues dans le cadre du programme n'ont pas été mises en œuvre et que certaines ont été retardées ou partiellement exécutées (c'est-à-dire que les objectifs n'ont pas été atteints). Bien qu'il semble y avoir eu une collaboration entre les agences des Nations unies et un enthousiasme considérable pour l'approche conjointe, les problèmes de coordination et les inefficacités liées aux flux de financement semblent être les principales faiblesses de l'approche conjointe et un inconvénient notable de ce modèle de partenariat. Il y a eu des problèmes de coordination sur le terrain et des préoccupations concernant les flux de financement, qui ont parfois été retardés à cause de la bureaucratie. En outre, des problèmes de coordination verticale se sont également posés au sein des agences. Par exemple, le bureau régional était nettement moins impliqué dans la conception et la supervision du programme et, dans un cas, un retard dans la réception des décaissements du siège a entraîné un retard de plus de six mois dans la distribution des subventions en espèces par BBGE. Des problèmes similaires de coordination et de flux de financement ont été découverts lors de l'évaluation du programme JPGE au Malawi, ce qui suggère que l'on a peut-être manqué une occasion de tirer des enseignements des évaluations précédentes de programmes similaires. Ce même problème a été identifié dans l'évaluation du BBGE au Tchad, où plusieurs parties prenantes ont suggéré que **le projet devrait adopter un mécanisme plus centralisé pour coordonner la mise en œuvre entre le PAM, l'UNICEF, le FNUAP et leurs sous-traitants. Ce conseil semble approprié pour la mise en œuvre de BBGE au Niger (si le programme devait être poursuivi) et également pour tout effort d'intensification futur.**

Exécution des programmes et convergence

178. Le programme BBGE prévoyait un ensemble ambitieux d'activités pour le Niger, mais seul un petit sous-ensemble de ces activités a été mis en œuvre de manière cohérente. Le principal défaut de performance du programme a été son incapacité à mettre en œuvre de manière cohérente les activités planifiées, ce qui a été aggravé par une période de mise en œuvre abrégée de moins de deux ans. Au début de notre collecte de données (novembre 2022), seules six des 13 activités prévues avaient été mises en œuvre. Nos données d'enquête ont montré que les filles n'ont bénéficié en moyenne que de trois des six interventions en milieu scolaire qui ont finalement été mises en œuvre. Bien que les repas scolaires aient été largement distribués (dans 94 % des écoles primaires), d'autres composantes du programme ont été mises en œuvre de manière moins cohérente. Par exemple, seuls 19 % des jeunes ont déclaré avoir participé à une formation au cours de l'année précédente ; seuls 29 % des filles ont reçu des kits d'hygiène et 8 % des kits de gestion des risques domestiques. Un peu plus de la moitié (60 %) des écoles ont construit des latrines et un peu moins de la moitié (49 %) des garçons et des filles ciblés ont reçu des suppléments nutritionnels. En outre, la mise en œuvre des interventions n'a pas été cohérente d'une région à l'autre. **BBGE ayant pour objectif d'éliminer de multiples obstacles à l'éducation des filles, la mise en œuvre d'un petit sous-ensemble d'interventions planifiées a posé des problèmes majeurs. Des évaluations antérieures (telles que celle du programme JPGE au Malawi) ont montré l'importance d'une approche intégrée, ce qui confirme l'importance de l'échec de BBGE à s'attaquer à de multiples obstacles par le biais de différentes composantes du programme au Niger. Il est important que les programmes, en particulier ceux qui opèrent dans des contextes fragiles et de crise, se concentrent sur la fidélité de la mise en œuvre, même dans les cas où les périodes de mise en œuvre sont réduites.**

Efficacité et impact perçu

179. En raison de l'absence de valeurs de référence pour les principaux résultats, ainsi que d'un groupe de comparaison, notre évaluation du programme BBGE est limitée dans sa capacité à estimer l'efficacité ou l'impact. Au lieu de cela, nous présentons des statistiques sommaires des principaux résultats au moment de notre enquête, ainsi que des résultats qualitatifs complémentaires sur les perceptions des améliorations apportées par le programme. Bien que notre approche soit solide sur le plan méthodologique, elle n'est pas exempte de limites. **Pour les évaluations futures, il est conseillé de s'assurer qu'une enquête de référence appropriée sur les ménages/individus est menée pour permettre une analyse causale par le biais de méthodes expérimentales ou quasi-expérimentales.**

180. Dans l'ensemble, nous avons constaté que les taux de scolarisation étaient relativement élevés, avec 81 % des jeunes inscrits à l'école au moment de l'enquête et une nette augmentation de la scolarisation des jeunes aux niveaux primaire et secondaire au cours des trois dernières années scolaires, selon les registres de l'école. En moyenne, les filles étaient plus susceptibles que les garçons d'être scolarisées et semblaient rester à l'école plus longtemps que les garçons dans les zones couvertes par le programme. En outre, les filles étaient plus nombreuses à passer les examens du CEP à la fin de

l'école primaire qu'au cours des dernières années, ce qui leur permettait de passer à l'école secondaire à des taux plus élevés. Ces résultats correspondent aux aspirations éducatives élevées des soignants et des jeunes, et suggèrent que les activités de BBGE ont été bien conçues pour promouvoir la scolarisation des filles et leur maintien à l'école. **En outre, les subventions en espèces et les repas scolaires ont été perçus comme étant les plus utiles pour surmonter les obstacles à la réussite scolaire des jeunes et ont été les deux activités de BBGE les plus largement reçues. La programmation future devrait donner la priorité à ces deux activités.**

181. En revanche, considérant la performance globale du programme BBGE, la fidélité de la mise en œuvre de la plupart des autres activités de BBGE laisse à désirer. Bien que la connaissance du programme BBGE soit élevée parmi les soignants et les jeunes (85% et 76% respectivement), moins de la moitié des soignants ont reçu des formations communautaires et la participation des jeunes à d'autres activités complémentaires telles que les formations, la distribution de kits, la distribution de micronutriments et l'éducation en matière de santé sexuelle et reproductive a été variable. En conséquence, les connaissances des jeunes sur les comportements liés à la santé, à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, à la santé sexuelle et reproductive et au VIH étaient mitigées, sans qu'aucune tendance claire ou observable ne se dessine. Le faible taux de réponse des jeunes aux questions de l'enquête sur les SDSR et la violence liée au sexe a encore compliqué notre capacité à évaluer l'efficacité du programme. Parmi les réponses obtenues, peu de jeunes ont fait état de leurs premiers rapports sexuels ou de leurs menstruations, ce qui a limité notre capacité à distiller des informations relatives aux niveaux de connaissance et de participation à des comportements sexuels sûrs.
182. Les modérateurs externes de l'efficacité de BBGE comprenaient COVID-19, les conflits, le manque d'infrastructures existantes et les catastrophes naturelles. Les conflits ont constitué une menace pour la sécurité des agents des Nations unies et des ONG chargés de la mise en œuvre, rendant difficile la réalisation des activités, le versement des bourses et le suivi du programme. Parallèlement, les conflits ont également entraîné la fermeture de nombreuses écoles et dissuadé les élèves de poursuivre leurs études, ce qui a limité la capacité de BBGE à soutenir les adolescentes. Les sécheresses et les inondations ont entraîné la fermeture des écoles et/ou empêché les élèves d'aller à l'école, ce qui a pu limiter leur exposition aux activités du programme. Dans les communautés touchées, les sécheresses de 2022 ont également contraint certains parents à déménager leur famille, ce qui a entravé le travail de BBGE.

Considérations sur le genre et l'équité

183. Le programme BBGE et ses responsables de la mise en œuvre ont accordé la priorité à l'égalité des sexes et à l'équité globale. Malgré cela, nous avons constaté qu'il était nécessaire d'accorder plus d'attention à certains domaines afin de garantir l'équité dans toutes les dimensions. En premier lieu, nous avons appris que de nombreux membres de la communauté et soignants étaient préoccupés par le fait que les subventions en espèces n'allaient qu'aux filles. Ces parties prenantes estimaient que les garçons étaient inutilement exclus des activités du programme alors qu'ils étaient également vulnérables et avaient besoin d'une aide financière pour poursuivre leur scolarité. Dans certains cas, les parties prenantes ont mentionné que les familles étaient incitées de manière perverse à donner la priorité aux filles plutôt qu'aux garçons en matière d'éducation, en raison du soutien reçu uniquement pour les premières. En outre, certaines personnes interrogées ont souligné la charge disproportionnée qui pourrait peser sur les filles bénéficiant de subventions en espèces, car les familles retirent rarement les filles de l'école si elles sont bénéficiaires, même si les parents quittent la région. En d'autres termes, l'obtention de subventions en espèces a parfois posé des problèmes involontaires aux filles en raison de la séparation des familles, les laissant potentiellement plus vulnérables qu'auparavant. **Bien que le ciblage inapproprié ait été plus fréquent au Tchad qu'au Niger, il peut avoir eu un effet positif sur l'accueil et la perception du programme dans les communautés, car les parents se sont moins plaints que les garçons aient été laissés de côté au Tchad qu'au Niger. Il est stratégiquement souhaitable d'obtenir l'adhésion de la communauté et de prévenir les réactions négatives à l'égard du programme afin d'en assurer la pérennité. En outre, les garçons vivant dans un contexte de crise peuvent également bénéficier d'activités similaires.**
184. En outre, le ciblage de certaines autres activités de BBGE s'est également avéré quelque peu inéquitable. En particulier, les repas scolaires et la distribution de kits MHM étaient principalement destinés aux élèves de l'école primaire, alors que la fourniture de repas scolaires jusqu'à l'école secondaire aurait pu améliorer la motivation et l'assiduité des élèves de ces dernières années. En outre, bien que peu de jeunes filles de notre échantillon aient déclaré des menstruations, il était plus probable que les filles en âge de fréquenter l'école secondaire aient des menstruations et, par conséquent, bénéficient davantage des distributions de kits MHM. **Par conséquent, le ciblage et la distribution de ces deux activités BBGE pourraient être améliorés afin de bénéficier plus équitablement à ceux qui ont le plus besoin de ces services.**

Durabilité

185. Peut-être en partie en raison de la brièveté de la période initiale de mise en œuvre, l'accent n'a guère été mis sur la durabilité au cours de la première phase de BBGE. Les responsables de la mise en œuvre ont qualifié la période initiale du projet de pilote et ont indiqué que la poursuite de BBGE dépendait largement des résultats de l'évaluation externe.

Bien que certaines activités, telles que la sensibilisation à l'importance de l'éducation des filles, aient montré une certaine possibilité de poursuite en l'absence de soutien extérieur, les membres de la communauté interrogés au cours de l'évaluation ont fait part d'un fort sentiment de dépendance. Les parents et les autres acteurs de la communauté ont exprimé un sentiment d'impuissance et d'incapacité à poursuivre les activités (en particulier celles qui nécessitent des ressources financières) en l'absence de soutien extérieur. **Pour la programmation future ainsi que pour toute continuation potentielle du programme BBGE, il est conseillé d'élaborer un plan de durabilité dès le départ. Dès à présent, les activités phares du programme BBGE, telles que les subventions en espèces et les repas scolaires, ne se poursuivront pas sans le soutien des trois agences ou d'autres sources de financement.**

3.2. LEÇONS TIRÉES

186. Alors que ce rapport se concentre sur l'évaluation des activités de BBGE au Niger, le programme a été mis en œuvre simultanément au Tchad. En s'appuyant sur les résultats obtenus dans les deux pays, nous présentons maintenant les leçons apprises qui serviront à informer l'expansion future du programme ou d'autres interventions d'approche conjointe :
187. **La concentration des ressources sur un nombre réduit d'écoles et l'établissement de priorités pour les activités clés augmentent la simultanéité de leur réalisation et améliorent la fidélité de la mise en œuvre.** La mise en œuvre au Tchad a été meilleure qu'au Niger, les participants ayant reçu en moyenne 5 activités scolaires (sur 6) contre 3 activités au Niger. Au Tchad, le programme a ciblé 78 écoles, tandis qu'au Niger, BBGE a ciblé 262 écoles. En outre, selon les cadres logiques du programme, les objectifs d'activités à la fin du projet étaient plus susceptibles d'être atteints au Tchad qu'au Niger. Dans l'ensemble, ces résultats suggèrent que le programme devrait donner la priorité à l'efficacité des ressources en se concentrant sur la profondeur de chaque activité plutôt que sur son étendue.
188. Dans les deux pays, les repas scolaires et les subventions en espèces ont été jugés les plus efficaces pour réduire les obstacles à l'éducation des filles (et des garçons). **Au Niger et au Tchad, les repas scolaires et les subventions en espèces ont été largement considérés comme un soutien crucial pour faciliter l'accès des enfants à l'école. Ces activités devraient être prioritaires si le programme devait être poursuivi.**
189. **Dans les deux pays, le programme BBGE a surestimé sa capacité à aider suffisamment les filles non scolarisées à retourner à l'école.** Nos évaluations ont montré que les filles non scolarisées des deux pays avaient du mal à réintégrer le système éducatif. Ce phénomène était plus prononcé au Tchad, où les filles ont abandonné l'école pendant la pandémie de COVID-19 et ne sont pas retournées à l'école, bien que le programme ait fait des efforts limités pour soutenir leur retour à l'école. Au Niger, en revanche, le programme BBGE comprenait des activités de rattrapage spécifiquement conçues pour cibler les filles non scolarisées, mais l'absence de procédures de réinscription des élèves ayant quitté le système a limité la capacité du programme à le faire. Il est donc important que le programme BBGE prenne en compte les soutiens scolaires supplémentaires nécessaires lorsque les élèves se réinscrivent à l'école après une période prolongée. Ceci est particulièrement important pour les populations réfugiées et déplacées, car les perturbations de l'éducation sont plus fréquentes en raison de leur nature transitoire nécessaire.
190. **Le calendrier des activités est essentiel à la réussite du programme.** La mise en œuvre de diverses activités visant à réduire les obstacles à l'éducation des filles est une condition nécessaire mais insuffisante pour assurer l'efficacité du programme BBGE. Les subventions en espèces ont été retardées au Niger et au Tchad et n'ont été distribuées aux bénéficiaires qu'après le début de l'année scolaire, c'est-à-dire après le paiement des frais de scolarité et des dépenses connexes. Pour que ces activités soient les plus efficaces possibles, le programme BBGE devrait s'efforcer de distribuer les paiements avant les dates limites. De même, la fourniture de repas scolaires devrait s'aligner sur le calendrier scolaire, de sorte que les élèves reçoivent des repas dès le premier jour d'école. Étant donné que la fourniture de nourriture à l'école est une activité importante pour encourager l'assiduité des élèves, le fait de s'assurer que ces repas sont disponibles pendant toute la durée de l'année scolaire aura des effets plus importants sur l'assiduité. Au Niger, des retards ont également été enregistrés dans la mise en place d'espaces sécurisés et d'activités liées à la santé, notamment la création d'infirmeries scolaires, de clubs de santé et de services de santé sexuelle et reproductive - des activités destinées à maintenir les filles en bonne santé et à les inciter à rester à l'école.
191. **Avec l'approche conjointe, il est important d'inclure les équipes nationales et régionales dans les conversations sur la gestion et la synchronisation des programmes et de ne pas se contenter d'une simple coordination entre les agences des Nations Unies au niveau du siège.** Les entretiens et les groupes de discussion au Niger et au Tchad ainsi qu'au niveau du siège ont mis en évidence un manque de communication et de coordination claires entre le siège, les bureaux nationaux et les bureaux régionaux, ainsi qu'entre les bureaux nationaux et les partenaires de mise en œuvre. Ces problèmes de communication ont finalement entraîné des retards dans les projets et limité l'efficacité de la mise en œuvre. L'un des problèmes les plus fréquemment cités concerne le flux de ressources, notamment financières, entre le siège et les partenaires chargés de la mise en œuvre, ainsi que les retards inhérents aux multiples niveaux que les fonds doivent franchir pour atteindre les bénéficiaires. En outre, le manque de clarté des lignes de communication et des rôles

de chaque bureau, en particulier au niveau régional, a donné lieu à des tâches ambiguës et à une appropriation des activités, ce qui a entraîné des retards supplémentaires et un manque d'efficacité du programme. Pour les futurs programmes BBGE ou autres programmes similaires proposés dans le cadre d'une approche conjointe, il pourrait être prudent de recruter des coordinateurs de programme pour gérer l'ensemble des activités et des ressources, comme cela a été fait dans le cadre du programme conjoint pour l'éducation des filles au Malawi (JPGE), ou d'utiliser un mécanisme de coordination centralisé pour les agences des Nations unies et les partenaires chargés de la mise en œuvre. En outre, l'établissement de lignes de communication et la définition claire des rôles à chaque niveau faciliteront la mise en œuvre efficace du programme.

3.3. RECOMMANDATIONS

#	Recommandation	Regroupement des recommandations, par thème	Type de recommandation : Stratégique/Opérationnel	Responsabilité (un seul bureau/entité principal)	Autres entités contributrices (le cas échéant)	Priorité : élevée/moyenne	Par quand
1	Recommandation 1 : Étendre la fourniture de repas scolaires aux écoles secondaires (et pas seulement aux écoles primaires).	Efficacité, impact, équité	Stratégique	Bureau national du PAM au Niger	Siège du PAM	Haut	Lors de la budgétisation de la prochaine phase du programme BBGE, le PAM devrait inclure les repas scolaires pour tous les élèves du Niger, et pas seulement pour les écoles primaires.
2	Recommandation 2 : Clarifier le ciblage des interventions parmi les agences des Nations unies et les sous-traitants locaux (par exemple, les garçons devraient-ils bénéficier d'interventions, puisque l'évaluation a montré qu'ils en bénéficiaient ? S'il n'est pas possible d'inclure les garçons dans les activités pertinentes, sensibiliser soigneusement les communautés aux raisons pour lesquelles les garçons ne sont inclus que dans certaines activités.	Équité, efficacité	Stratégique	Siège du PAM	Siège du FNUAP et de l'UNICEF	Haut	Lors de la budgétisation et de la conception de la prochaine phase du BBGE, le PAM devrait envisager d'inclure les garçons dans certaines activités ou de mener des actions de sensibilisation ciblées pour expliquer pourquoi les garçons ne sont pas inclus.
3	Recommandation 3 : Envisager de cibler un plus petit nombre d'écoles pour s'assurer que toutes les activités et tous les intrants sont mis en œuvre afin que les filles bénéficient de plusieurs interventions du programme BBGE.	Efficacité, impact, cohérence et interconnexion	Stratégique	Bureau national du PAM au Niger	Bureaux nationaux du FNUAP et de l'UNICEF au Niger	Haut	Lors de l'allocation des ressources pour la prochaine phase de BBGE, le PAM et ses partenaires devraient envisager de cibler un plus petit nombre d'écoles afin de s'assurer que toutes les interventions atteignent les bénéficiaires ciblés.

4	Recommandation 4 : Les agences des Nations unies devraient établir un plan de viabilité clair pour toutes les activités du programme, avec des missions identifiées pour les dirigeants communautaires et le personnel des bureaux nationaux. Pour les activités qui nécessitent des ressources financières supplémentaires, le plan de viabilité doit identifier les éléments qui peuvent être poursuivis à faible coût ou gratuitement.	Durabilité	Stratégique	Bureau national du PAM au Niger	Bureaux nationaux du FNUAP et de l'UNICEF au Niger et le siège de l'UNICEF	Haut	Lors de la conception des activités de la prochaine phase de BBGE, le PAM et ses partenaires devraient inclure un plan de durabilité clair avec des missions pour les parties prenantes à tous les niveaux, du niveau gouvernemental/ministériel au niveau communautaire.
5	Recommandation 5 : Clarifier les rôles des trois agences des Nations unies au siège et au niveau local. Veiller à ce que les rôles et les responsabilités soient clairement communiqués afin de mieux tirer parti du soutien des bureaux régionaux des trois agences des Nations unies.	Efficacité, durabilité	Stratégique	Siège du PAM	Siège du FNUAP et de l'UNICEF	Moyen	Si une deuxième phase du BBGE devait avoir lieu, le PAM et ses partenaires devraient s'engager auprès des bureaux régionaux et obtenir leur adhésion avant la prochaine période de mise en œuvre.
6	Recommandation 6 : Étudier les moyens de rationaliser les flux de financement afin de réduire les retards et d'éviter toute confusion quant à l'état d'avancement du décaissement des fonds. Déterminer les goulets d'étranglement dans les flux et fixer des attentes réalistes quant aux délais de	Efficacité	Opérationnel	Siège du PAM	Siège du FNUAP et de l'UNICEF	Haut	Avant la prochaine phase du BBGE, les agences des Nations unies devraient examiner les retards et les goulets d'étranglement liés à la distribution des fonds au cours de la première période de mise en œuvre et s'efforcer d'y remédier.

	décaissement afin de réduire les retards.						
7	Recommandation 7 : Améliorer la communication autour des opportunités de formation afin d'assurer une meilleure participation. Dans les domaines où les connaissances sont particulièrement faibles, envisager des formations de suivi sur des sujets spécifiques.	Efficacité, impact	Opérationnel	Bureau national du PAM au Niger	Bureaux du FNUAP et de l'UNICEF au Niger	Haut	When designing activities and trainings for the next phase of BBGE, WFP and its partners should be clearer about who is being targeted for each training to facilitate higher attendance. Follow-up trainings on key topics should also be conducted.
8	Recommandation 8 : Améliorer la rapidité d'octroi des bourses d'études. Veiller à ce que les bourses d'études et les subventions en espèces destinées aux filles soient octroyées au début de l'année scolaire afin d'encourager une utilisation appropriée et opportune des fonds pour les besoins éducatifs des filles.	Efficacité, impact	Opérationnel	Bureau national de l'UNICEF au Niger	Bureaux de du FNUAP et du PAM au Niger	Haut	Avant la prochaine phase du programme BBGE, l'UNICEF et ses partenaires devraient s'assurer que les bourses sont prêtes à être distribuées avant ou juste au début de l'année scolaire, afin que l'argent puisse être utilisé pour payer les frais scolaires et connexes comme prévu.
9	Recommandation 9 : Mettre en place un mécanisme centralisé de coordination entre les trois agences des Nations unies et leurs sous-traitants locaux afin d'améliorer l'approche de mise en œuvre conjointe. L'unité de coordination devrait comprendre des représentants de chaque organisation des Nations unies basée dans le pays et l'unité devrait superviser la	Efficiences, efficacité, impact	Opérationnel	Siège du PAM	Siège de l'FNUAP et de l'UNICEF	Haut	Avant la prochaine phase du BBGE, les agences des Nations unies devraient mettre en place un mécanisme centralisé afin d'améliorer la coordination inter-agences, de minimiser les retards dans le flux des fonds et des activités et de garantir une mise en œuvre complète et un suivi conjoint de l'ensemble des activités.

mise en œuvre de toutes les activités et effectuer des missions de contrôle régulières pour assurer la cohérence de l'approche conjointe.						
---	--	--	--	--	--	--

Annexes

Annexe 1. Résumé des termes de référence

ÉVALUATION DU PROGRAMME BREAKING BARRIERS FOR GIRLS' EDUCATION AU TCHAD ET AU NIGER DE 2019 À 2022

TERMES DE RÉFÉRENCE POUR L'ÉVALUATION DÉCENTRALISÉE

DIVISION DES PROGRAMMES SCOLAIRES DU PAM



CONTEXTE

192. **Ces termes de référence (TDR) concernent l'administration d'une évaluation des activités conjointes du programme "Lever les barrières pour l'éducation des filles" (BBGE) au Tchad et au Niger**, financé par Affaires mondiales Canada (AGC). Le programme BBGE est mis en œuvre conjointement par le Programme alimentaire mondial (PAM), le Fonds international des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP), le PAM jouant le rôle d'agence de coordination aux niveaux régional et mondial. Un rapport d'évaluation sera rédigé pour chaque pays d'opération, en plus d'un rapport sur les enseignements tirés, axé sur les pratiques de partenariat et l'impact de l'approche conjointe de l'FNUAP, de l'UNICEF et du PAM pour la mise en œuvre de BBGE au Tchad et au Niger. La Division des programmes scolaires (SBP) du PAM a préparé ces termes de référence sur la base d'un examen initial des documents et d'une consultation avec le comité de pilotage conjoint et les parties prenantes régionales, en suivant un modèle standard. L'objectif de ces termes de référence est de fournir des informations clés aux parties prenantes¹ sur les évaluations, de guider l'équipe d'évaluation (EE) et de préciser les attentes au cours des différentes phases de l'évaluation.

INTRODUCTION

193. Les présents termes de référence concernent les évaluations finales conjointes des activités du programme BBGE au Tchad et au Niger. Ces évaluations sont commanditées par la Division SBP du PAM et couvriront toute la période de mise en œuvre du programme, d'octobre 2019 à juin 2022.

194. La mise en œuvre d'activités visant à lever les obstacles à l'éducation des enfants d'âge scolaire et des adolescentes au Tchad et au Niger sera évaluée. Les obstacles visés sont la faim et la pauvreté, la violence sexiste, le coût d'opportunité économique de la fréquentation scolaire, les lacunes dans les services de santé et d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) en milieu scolaire, le manque de nutrition à l'école, les attitudes à l'égard de l'éducation des filles, le manque de sensibilisation aux droits en matière de santé sexuelle et génésique, et la capacité insuffisante du gouvernement et des autorités locales à répondre aux besoins spécifiques des filles en matière d'éducation.

195. Des activités ciblant les enfants des écoles primaires et secondaires et leurs parents, les enseignants, les cuisiniers scolaires, les communautés et le personnel gouvernemental concerné ont été mises en œuvre dans les provinces du Lac et du Logone oriental au Tchad et dans les régions de Tillabéri, Tahoua et Diffa au Niger. Le programme devrait toucher 130 000 bénéficiaires par an, dont 35 530 filles âgées de 5 à 9 ans et 27 569 filles âgées de 10 à 19 ans. Chaque rapport d'évaluation portera sur la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'impact et la durabilité des activités du programme dans le pays concerné.

CONTEXTE

196. Le Tchad et le Niger ont été ciblés pour l'intervention BBGE en raison d'obstacles importants à l'éducation des filles, de niveaux élevés de pauvreté et d'insécurité alimentaire, et de contextes de crise qui mettent les filles en danger. En plus de ces besoins, l'expérience passée de collaboration entre les trois agences de mise en œuvre et les engagements de collaboration future au Tchad et au Niger ont renforcé la faisabilité perçue de la mise en œuvre du programme dans ces pays. Des informations détaillées sur les contextes nationaux sont présentées ci-dessous.

¹ La liste complète des parties prenantes à l'évaluation figure à la section 2.3 et à l'annexe 5. Les parties prenantes qui ont examiné les termes de référence sont énumérées aux annexes 3 et 4.

² PAM. 2019. Breaking Barriers to Girls' Education Proposition conjointe - Tchad² PAM. 2021. [Dossier du PAM sur le Tchad](#).

Tchad

197. Avant et pendant la mise en œuvre du programme BBGE, le Tchad a été confronté à de nombreux défis qui ont un impact sur les moyens de subsistance et l'éducation des filles. Les attaques de Boko Haram au Nigeria voisin ont conduit environ 193 000 réfugiés à s'installer dans la province du Lac. Parallèlement, de violents affrontements en République centrafricaine ont contraint environ 30 000 personnes à se réinstaller dans la province du Logone oriental depuis 2017 seulement.² Les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur du pays ont accru la pression sur des régions déjà à bout de souffle en termes de nourriture et de ressources. Les régions du Sahel, déjà sujettes à la sécheresse, ont été doublement touchées par le changement climatique et l'afflux de réfugiés, exacerbant l'insécurité alimentaire pendant la période de soudure. Au cours de la période de soudure 2021, plus de 1,78 million de personnes ont été estimées en situation d'insécurité alimentaire.² En outre, le Tchad est classé 107th sur 107 pays dans l'Indice mondial de la faim 2020, une mesure composite de l'approvisionnement alimentaire, de la sous-nutrition infantile et de la mortalité infantile.³
198. Outre les problèmes de sécurité alimentaire, le Tchad est confronté à des menaces pour le capital humain et l'égalité des sexes. En 2019, le Tchad a reçu un indice de capital humain de 0,3, ce qui signifie que si les conditions actuelles prévalent, un enfant né au Tchad cette année-là ne devrait atteindre que 30 % de sa productivité potentielle à l'âge de 18 ans.⁴ Avant la pandémie, le taux net de scolarisation avait chuté de son pic de 2015 à 73,85 %, bien en deçà de l'objectif de l'Agenda 2030.⁵ Le rapport entre le nombre moyen d'années d'études des femmes et celui des hommes a également stagné à 34,21 % en 2019.⁶ À mesure que les filles accèdent à des niveaux d'éducation plus élevés, elles ont moins de chances de terminer leur scolarité que leurs pairs masculins, en raison de divers facteurs, notamment les VBG, les rôles et attitudes traditionnels liés au genre concernant l'éducation des filles, les contraintes économiques, les mariages précoces/forcés et le manque d'installations sanitaires appropriées à l'école pour l'hygiène menstruelle, entre autres raisons. Le manque d'éducation, la mauvaise santé maternelle, la faible participation des femmes au marché du travail et d'autres facteurs sociétaux ont placé le Tchad au 160^e rang sur 162 pays dans l'indice d'inégalité entre les sexes (th).⁷ Les obstacles à l'éducation ont été exacerbés par des événements récents, notamment une période de sept mois de fermeture des écoles en raison du COVID-19, des grèves d'enseignants et des difficultés liées au décès du président tchadien et à la transition gouvernementale qui s'en est suivie. Ces événements ont également eu un impact sur la mise en œuvre du programme, décrite dans la section "Objet de l'évaluation".
199. Les activités de BBGE se sont appuyées sur plusieurs initiatives existantes du gouvernement tchadien et de diverses organisations des Nations unies. Le Tchad a adopté un cadre de développement stratégique à l'horizon 2030, "Le Tchad que nous voulons", qui doit être mis en œuvre par le biais de trois plans nationaux de développement (PND) quinquennaux. Le premier PND (2017-2021) met l'accent sur la prévention des violences basées sur le genre, la création d'une stratégie nationale sur le genre, l'autonomisation économique, le renforcement des moyens de subsistance et des capacités, et la protection sociale. Le PND est soutenu par le Plan-cadre des Nations unies pour l'aide au développement et le Plan de réponse humanitaire. En outre, le gouvernement a mis en place une politique nationale d'alimentation scolaire en 2017 qui s'inspire de l'Agenda des Nations Unies pour la nutrition au Tchad. En mai 2019, le ministère de l'Éducation a établi une stratégie nationale pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans les écoles. Avant la mise en œuvre du programme, l'UNICEF a soutenu le ministère tchadien de l'Éducation dans l'élaboration de matériel pédagogique visant à améliorer les connaissances sur la puberté, la menstruation et la gestion de l'hygiène menstruelle (MHM) parmi les élèves et les enseignants. L'FNUAP travaille en étroite collaboration avec le ministère de la Santé publique (MoPH) pour réduire la mortalité maternelle grâce au renforcement des capacités.⁸ En 2019, le ministère de la santé publique a élaboré une stratégie nationale pour le développement des adolescents et des jeunes avec le soutien de l'FNUAP.

³ Indice mondial de la faim. 2021. Tchad

⁴ Banque mondiale. 2021. Tchad

⁵ . Rapport sur le développement durable. 2021. [Indicateurs du Tchad](#).

⁶ Ibid

⁷ PNUD. 2020. [Indice d'inégalité de genre](#).

⁸ FNUAP. 2021. [FNUAP Tchad](#).

⁹ PNUD. 2020. [Classement de l'indice de développement humain \(IDH\)](#)¹¹

Rapport sur le développement durable. 2021. [Indicateurs du Niger](#).

¹⁰ Ibid.

¹¹ Banque mondiale. 2021. Le Niger

¹² PAM. 2021. Note d'information sur [le Niger](#)

¹³ PNUD. 2020. [Indice d'inégalité de genre](#).

¹⁴ Banque mondiale. 2021. [Niger Economic Update : Health and Security Crises Threaten Lives and Livelihoods](#)¹⁷ PAM.

2019. Briser les barrières à l'éducation des filles Proposition conjointe - Niger

Niger

200. Avant la mise en œuvre du programme BBGE, le Niger a été confronté à divers défis qui ont eu un impact sur l'éducation des filles et le bien-être général de la population. Le Niger se classait dernier sur 189 pays pour l'indice de développement humain, une mesure composite de l'espérance de vie et de la scolarisation.⁹ Environ 59 % de la population en âge d'être scolarisée était inscrite à l'école primaire, les femmes ne terminant en moyenne que la moitié du nombre d'années d'études de leurs homologues masculins.¹¹ Parmi les causes du faible niveau d'instruction des filles, on peut citer la mauvaise qualité perçue de l'enseignement, les menaces pesant sur la sécurité des filles, le manque d'eau et d'infrastructures sanitaires dans les écoles et les structures familiales traditionnelles dans lesquelles les femmes et les filles assument la majeure partie des responsabilités domestiques. En outre, le Niger a l'un des taux de fécondité les plus élevés au monde et la plus forte proportion de mariages d'enfants.¹⁰ Les mariages et les grossesses précoces constituent un autre obstacle à l'éducation des filles. Dans un pays où 40,8 % de la population vit dans la pauvreté, où 1,5 million de personnes souffrent d'insécurité alimentaire et où 1,5 million d'autres souffrent d'insécurité alimentaire chronique, les coûts supplémentaires de l'éducation sont trop élevés pour que de nombreuses familles puissent les supporter. ¹¹¹² La disparité dans l'éducation des filles, combinée à une mauvaise santé maternelle, à une faible participation des femmes à la main-d'œuvre et à d'autres facteurs, a conduit le Niger à se classer 154^e sur 162 pays dans l'indice d'inégalité de genre.¹³
201. La pandémie de COVID-19 et les fortes inondations ont exacerbé les mauvaises conditions dans le pays et ont eu un impact sur la mise en œuvre du programme. Pendant la pandémie, les écoles ont été brièvement fermées au printemps 2020. Les fermetures d'écoles et les restrictions à la mobilité ont entraîné une baisse du revenu par habitant de 0,3 % en 2020.¹⁴ Les inondations d'août et septembre 2020 ont causé 90 millions de dollars de pertes dans le secteur agricole et placé 60 000 ménages en situation de crise humanitaire. Les conséquences des inondations ont également retardé le début de l'année scolaire dans les régions cibles, ce qui a eu un impact sur la mise en œuvre du programme. Avant le programme BBGE, plus de 55 000 réfugiés maliens s'étaient installés dans les régions de Tillabéri et de Tahoua et plus de 250 000 personnes déplacées par la crise du bassin du lac Tchad en 2014 vivaient encore dans la région de Diffa.¹⁷ Au cours de la mise en œuvre du programme, la migration vers ces régions s'est poursuivie et des violences se sont produites, entraînant des fermetures d'écoles et affectant le suivi du programme en raison de problèmes de sécurité.
202. Avant la mise en œuvre du programme, le gouvernement du Niger s'est engagé à promouvoir l'éducation des filles dans son plan décennal d'éducation, le Plan sectoriel de l'éducation et de la formation 2014-2024 (PSEF), et par la création de la Stratégie nationale pour l'éducation et la formation des filles. Le Niger est un pays prioritaire pour le programme de l'UNICEF et du FNUAP visant à accélérer l'action pour mettre fin au mariage des enfants, qui promeut l'éducation et les droits des filles. En 2012, le PAM a mis en œuvre un projet pilote d'alimentation scolaire au Niger qui a guidé les approches futures du gouvernement nigérien pour améliorer l'accès des filles à l'éducation.

MOTIFS DE L'ÉVALUATION RAISON

203. Les évaluations conjointes au niveau national et le rapport conjoint sur les enseignements tirés de la mise en œuvre sont commandés pour les raisons suivantes : 1. Générer des enseignements pour informer les politiques gouvernementales au Tchad et au Niger afin d'améliorer l'accès des filles à l'éducation. 2. Identifier les leçons tirées du projet pilote afin d'étendre les approches réussies au Tchad, au Niger et dans d'autres pays présentant des contextes similaires, et 3. Assurer la responsabilité vis-à-vis des bénéficiaires du programme et des donateurs. L'objectif du rapport sur les enseignements tirés est d'identifier les synergies ou les défis créés par l'approche conjointe, d'identifier les bonnes pratiques au sein du partenariat et d'identifier les domaines à améliorer.
204. Les évaluations devraient permettre au PAM, à l'UNICEF, au FNUAP, aux gouvernements du Tchad et du Niger, ainsi qu'à d'autres parties prenantes, de bénéficier des avantages suivants :
- Contribuer à l'élaboration de politiques par les gouvernements du Tchad et du Niger pour améliorer l'accès à l'éducation des filles.
 - Informer les bureaux de pays du PAM, de l'UNICEF et de l'FNUAP au Tchad et au Niger de la prise de décision en matière de programmes et générer des enseignements pour les bureaux de pays et les bureaux régionaux, qu'ils pourront appliquer dans d'autres pays.
 - Contribuer à la base de données mondiale sur les programmes d'alimentation scolaire transformateurs en matière de genre avec des composantes coordonnées de nutrition et d'éducation (School Feeding PLUS) dans des contextes de crise.
 - Rendre des comptes aux bénéficiaires et au CAG en évaluant les réalisations et les résultats effectifs du programme.

OBJECTIFS

205. **Les évaluations du programme BBGE** serviront le double objectif, qui se renforce mutuellement, de l'obligation de rendre compte et de l'apprentissage, l'accent étant mis sur l'apprentissage :
206. **Responsabilité** - Les évaluations porteront sur la performance et les résultats du programme BBGE au Tchad et au Niger, respectivement.
207. **Apprentissage** - Les évaluations détermineront les raisons pour lesquelles certains résultats se sont produits ou ne se sont pas produits afin d'en tirer des leçons et des bonnes pratiques. Elles fourniront également des résultats fondés sur des données probantes afin d'éclairer la prise de décision opérationnelle et stratégique. Les résultats seront activement diffusés et les enseignements seront intégrés dans les systèmes de partage des enseignements pertinents.
208. Plus précisément, les évaluations visent à mieux comprendre les forces et les faiblesses de l'approche visant à réduire les obstacles à l'éducation des filles, en se concentrant particulièrement sur les implications pour les contextes de crise, les avantages ou les inconvénients créés par l'approche de partenariat conjoint, et les leçons et les bonnes pratiques des activités pilotes. Les résultats de l'évaluation seront utilisés pour informer le développement des politiques nationales au Tchad et au Niger et pour informer les approches futures du PAM, de l'UNICEF, de l'FNUAP et des partenaires aux niveaux national, régional et mondial.

ANALYSE DES PARTIES PRENANTES

209. Les utilisateurs prévus de l'évaluation comprennent un large éventail de parties prenantes internes et externes. Un certain nombre d'entre elles seront invitées à jouer un rôle dans le processus d'évaluation, compte tenu de l'intérêt qu'elles devraient porter aux résultats et de leur pouvoir relatif d'influencer le programme évalué. L'annexe 5 fournit une liste préliminaire des utilisateurs prévus de l'évaluation et décrit leurs contributions à l'évaluation et l'intérêt qu'ils devraient porter à ses résultats. Les principales parties prenantes des évaluations sont les suivantes :
- Les divisions du siège du FNUAP, de l'UNICEF et du PAM, y compris les divisions programmatiques et les unités techniques telles que le Bureau de l'évaluation du PAM (OEV).
 - Bureaux régionaux du FNUAP, de l'UNICEF et du PAM
 - Bureaux nationaux du FNUAP, de l'UNICEF et du PAM
 - Ministères compétents des gouvernements du Tchad et du Niger aux niveaux central et décentralisé
 - ONG organisations partenaires
 - Les bénéficiaires sont les garçons et les filles de l'école primaire, les adolescentes, les enseignants, les cuisiniers, les administrateurs de l'école, les familles et les communautés des élèves.
 - Affaires mondiales Canada
210. L'ET devrait définir plus précisément les parties prenantes attendues, les contributions des parties prenantes à l'évaluation et les utilisations attendues de l'évaluation par les parties prenantes dans le cadre de la phase de démarrage. En outre, l'ET devrait s'engager de manière cohérente avec le groupe de référence de l'évaluation et le comité de pilotage pour s'assurer que les perspectives des parties prenantes sont incluses dans les documents. L'ET doit se coordonner avec le gestionnaire de l'évaluation pour décrire en détail la manière dont les informations issues de l'évaluation seront diffusées à toutes les parties prenantes, en s'appuyant sur le plan de gestion des connaissances et de communication (annexe 7).
211. La responsabilité à l'égard des populations touchées est liée à l'engagement des trois organisations partenaires d'inclure les bénéficiaires en tant que parties prenantes clés. L'UNICEF, le FNUAP et le PAM se sont engagés à garantir l'égalité des sexes, l'équité et l'inclusion dans le processus d'évaluation, avec la participation et la consultation de femmes, d'hommes, de garçons et de filles issus de groupes marginalisés. Les points de vue des bénéficiaires doivent être recueillis par le biais d'entretiens avec des informateurs clés et d'autres méthodes qualitatives jugées pertinentes par l'ET au cours de la phase de collecte des données. Dans la mesure du possible, l'ET doit chercher à connaître le point de vue des bénéficiaires pour interpréter les résultats de l'évaluation.

OBJET DE L'ÉVALUATION

212. Le programme BBGE est financé par Global Affairs Canada, dans le but d'améliorer l'accès des filles à l'éducation dans les contextes d'urgence du Tchad et du Niger en éliminant les obstacles à la scolarisation des filles. Trois organisations des Nations unies, le PAM, l'UNICEF et l'FNUAP, ont reçu 30 millions de dollars canadiens pour

mettre en œuvre des activités sur une période de deux ans dans les provinces du Lac et du Logone oriental au Tchad et dans les régions de Tillabéri, Tahoua et Diffa au Niger (voir carte à l'annexe 1). La mise en œuvre du programme devait commencer en octobre 2019 et se poursuivre jusqu'en octobre 2021, mais elle a été retardée jusqu'à la mi-2020 en raison du COVID-19 et de problèmes administratifs. Après le début des activités, les fermetures d'écoles ont encore retardé la mise en œuvre. Par conséquent, le calendrier du programme a été prolongé jusqu'en juin 2022. Les principaux obstacles à l'éducation des filles visés par le programme sont (1) la faim, la pauvreté et le coût d'opportunité de la fréquentation scolaire ; (2) les lacunes en matière de nutrition, d'eau, d'assainissement et de services de santé dans les écoles ; (3) le manque de sensibilisation aux droits en matière de santé sexuelle et reproductive (SHRH) et à la violence sexiste dans les écoles et les communautés ; et (4) l'insuffisance des capacités et de la coordination aux niveaux national et local pour surmonter les obstacles à l'éducation des filles et répondre aux priorités nationales. Les activités du programme s'appuient sur des initiatives existantes mises en œuvre par les gouvernements et les agences des Nations unies au Tchad et au Niger.

Résultats des évaluations précédentes

213. **En 2012, le PAM** a piloté une approche multisectorielle visant à améliorer l'accès à l'éducation des adolescentes âgées de 10 à 19 ans au Niger, qui comprenait de nombreux éléments du programme BBGE. L'évaluation a conclu que le taux de réussite scolaire des filles est passé de 32 % à 68 %, que la prévalence de l'anémie a diminué chez les filles et les garçons, que les pratiques d'hygiène se sont améliorées, que la sensibilisation à la nutrition s'est améliorée et que les élèves ont acquis une plus grande confiance en eux pour résoudre les problèmes et exprimer leurs idées.¹⁵
214. Au **Tchad, le gouvernement national** a donné la priorité à l'éducation et à la promotion des femmes par le biais de diverses initiatives, notamment la mise en place d'une stratégie nationale d'alimentation scolaire, la création d'un département d'alimentation scolaire au sein du ministère de l'éducation, le lancement d'une stratégie nationale pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans les écoles, et la priorité donnée à la prévention de la violence sexiste dans son cadre de développement stratégique à long terme. Les résultats des évaluations précédentes comprennent une évaluation de l'approche systémique pour de meilleurs résultats en matière d'éducation (SABER) menée en 2015 pour identifier les forces et les faiblesses de l'infrastructure locale et nationale pour l'alimentation scolaire. L'évaluation a révélé des besoins liés aux capacités institutionnelles et à la coordination, ce qui implique la nécessité d'activités de renforcement des capacités du gouvernement. Les lacunes spécifiques comprenaient l'absence d'un plan d'action pour rendre opérationnelle la politique nationale d'alimentation scolaire, le financement limité de l'éducation et de l'alimentation scolaire, et la faiblesse du contrôle en raison de la faible capacité de suivi.¹⁶

Description des objectifs et des activités

215. **Le programme BBGE met en œuvre diverses activités** destinées aux enfants des écoles primaires (garçons et filles), aux adolescentes, aux parents, aux enseignants, aux communautés et aux ministères. Ces activités visent à atteindre les cinq objectifs, qui sont ventilés par pays à l'annexe 6.
- Amélioration de l'accès à l'enseignement primaire et secondaire, amélioration des résultats scolaires et amélioration de l'accès à une alimentation adéquate et nutritive pour tous les enfants, y compris les adolescentes.
 - L'accès à un environnement d'apprentissage plus sain et adéquat pour les écoliers, en particulier les filles et les adolescents, leur permettant de bénéficier pleinement des possibilités d'éducation.
 - Amélioration des connaissances, des attitudes et des comportements des écoliers et des écolières, des enseignants et des cuisiniers en matière de nutrition, de santé, de santé sexuelle et reproductive et de violence sexiste.
 - Amélioration de la sensibilisation à l'importance de l'éducation des filles et des connaissances, attitudes et comportements concernant la nutrition, la santé et la santé génésique des filles et la violence liée au sexe dans les communautés.
 - Renforcement des capacités des institutions gouvernementales aux niveaux central et local à prendre en compte les obstacles à l'éducation et les besoins des filles dans les politiques, les plans et les budgets nationaux.

¹⁵ PAM. 2019. Alimentation scolaire plus : briser les barrières à l'éducation des filles au Niger : Niger Proposal Narrative.

¹⁶ PAM. 2019. Lever les obstacles à l'éducation des filles - Tchad.

216. **Afin d'atteindre les objectifs énumérés ci-dessus, huit activités principales sont menées** au Tchad et sept activités sont menées au Niger. Le PAM, l'UNICEF et l'FNUAP mettent en œuvre des activités en partenariat avec les gouvernements du Tchad et du Niger, les associations de parents d'élèves au Tchad et au Niger, les ONG et d'autres agences des Nations unies, notamment la FAO, le FIDA et le HCR. Le cadre logique de l'annexe 9 et la théorie et le changement de l'annexe 10 décrivent les liens entre les activités et les résultats, ainsi que les indicateurs et les hypothèses correspondants. La théorie du changement postule que la combinaison des activités conduira à un meilleur accès à la nutrition, à des incitations accrues et à une diminution des freins à la scolarisation des adolescentes, à l'accès à l'éducation sur les droits des filles à l'éducation, à la violence sexiste, à la santé sexuelle et reproductive et à d'autres questions liées à l'égalité des sexes, ainsi qu'au renforcement de la capacité du gouvernement à traiter ces questions à l'avenir. Cet accès et ces connaissances accrues réduiront les obstacles à la scolarisation, notamment la mauvaise santé, la pauvreté et le coût d'opportunité de la scolarisation, les problèmes de sécurité personnelle, la faiblesse des capacités institutionnelles et le manque de sensibilisation à l'importance de l'éducation pour les filles. À mesure que les obstacles seront réduits et éliminés, les filles bénéficieront d'un meilleur accès à l'éducation et d'un bien-être et d'une stabilité accrues dans les contextes de crise. Les indicateurs décrits dans le cadre logique sont mesurables et ont été conçus pour prendre en compte les impacts spécifiques sur les femmes et les filles. L'ET devrait analyser et affiner les hypothèses des TdC et les voies d'impact en utilisant les résultats de l'évaluation pour déterminer dans quelle mesure elles ont été soutenues ou réfutées.

217. **Les activités prévues, les réalisations, les résultats et les principaux partenaires identifiés** pour chaque objectif sont décrits dans la section suivante. Une ventilation des bénéficiaires par pays, activité, type de bénéficiaire et sexe figure à l'annexe 8. Ces tableaux ont été générés au cours de la phase de proposition du programme.

Objectif 1 : Amélioration de l'accès à l'enseignement primaire et secondaire

Tableau A1. Activités de l'objectif 1

Acteurs	Intervention	Bénéficiaires visés	Résultats escomptés
Responsable : PAM Partenaires : ONG, DANSS (Tchad) MoPSE ¹⁷ , FAO, FIDA, UNICEF, ONG (Niger)	<ul style="list-style-type: none"> Fournir des repas nutritifs aux enfants des écoles primaires. Former les cuisiniers et les associations de parents à la gestion du programme de repas scolaires, y compris le stockage des aliments, la distribution, la remise en état des cuisines et les jardins potagers scolaires. 	<ul style="list-style-type: none"> 33 000 garçons et filles reçoivent un repas pendant 150 jours par an (Tchad) 73410 garçons et filles reçoivent deux repas pendant 180 jours par an (Niger) 	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de la scolarisation, de l'assiduité, de la rétention, de l'attention, de l'assimilation des nutriments, de la diversité des régimes alimentaires, des habitudes et des comportements en matière de nutrition.
Responsable : PAM et FNUAP Partenaires : ONG, ministère de l'éducation, associations de parents (Tchad) MoPSE, UNICEF, ONG, AME ¹⁸ (Niger)	<ul style="list-style-type: none"> Incitations aux ménages pour l'assiduité des filles. Distribution de kits de bienvenue et programme de bourses (20 dollars par fille et par trimestre au Niger et 35 dollars par fille et par trimestre au Tchad). Soutien scolaire de rattrapage et aide à l'obtention de certificats de naissance. Développement des compétences entrepreneuriales pour les filles et les mères (uniquement au Tchad). 	<ul style="list-style-type: none"> 11037 adolescentes (Tchad) 8.000 supérieur... filles du primaire, 4500 filles du premier cycle du secondaire et 190 filles du second cycle du secondaire (Niger) 	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation de la scolarisation, de l'assiduité, de la rétention et de l'achèvement des études des adolescentes.
Responsable : FNUAP Partenaires : ONG	<ul style="list-style-type: none"> Soutien personnalisé aux adolescentes qui retournent à l'école et soutien de rattrapage après l'école 	<ul style="list-style-type: none"> 3000 filles 	<ul style="list-style-type: none"> Réinscription des filles, assiduité et maintien à l'école des filles risquant d'abandonner l'école, prévention des mariages d'enfants et des grossesses.

¹⁷ Ministère de l'enseignement primaire et secondaire

¹⁸ Association des mères d'élèves

¹⁹ Gestion de l'hygiène menstruelle

218. **Les résultats des activités menées dans le cadre du premier objectif** seront mesurés à l'aide des indicateurs suivants : taux de rétention, d'inscription et de fréquentation ventilés par sexe, proportion de filles fréquentant l'école primaire et secondaire (Niger uniquement), score minimum de diversité alimentaire pour les filles de 15 à 19 ans (Tchad uniquement), insécurité alimentaire des ménages dans les zones cibles (Tchad), augmentation du nombre d'enfants disposant d'un certificat de naissance (Tchad uniquement) et réduction du nombre de mariages d'enfants dans les régions cibles (Niger uniquement).

219. **Changements dans la mise en œuvre de l'activité** : Des changements ont été apportés à la mise en œuvre de l'activité, en particulier au cours de la première année de mise en œuvre, qui a coïncidé avec la pandémie de COVID. L'atelier de lancement du projet a été reporté, ce qui a retardé les activités de sensibilisation dans les écoles et les communautés. Au Tchad, les repas scolaires ont été distribués sous forme de rations à emporter en raison de la fermeture des écoles. Des certificats de naissance ont été délivrés, des cours de rattrapage ont été dispensés aux filles et des subventions en espèces ont été accordées à certaines familles pour encourager la fréquentation scolaire des filles. D'autres activités ont été retardées. Au Niger, les activités ont été retardées, mais n'ont pas changé.

Objectif 2 : Services de nutrition, d'eau, d'assainissement et de santé en milieu scolaire

Tableau A2. Activités de l'objectif 2

Acteurs	Description	Bénéficiaires visés	Résultats escomptés
Chefs de file : UNICEF et PAM Partenaires : Ministère de l'environnement ONG	<ul style="list-style-type: none"> Vitamine A, suppléments de fer, vermifuge et acide folique 	<ul style="list-style-type: none"> 36000 enfants de l'école primaire (Tchad) 17 000 filles (Niger) 	<ul style="list-style-type: none"> Réduction de la prévalence de l'anémie et des infections parasitaires
Chefs de file : UNICEF et FNUAP Partenaires : Ministère de l'environnement, ONG	<ul style="list-style-type: none"> Activités WASH dans 60 écoles primaires et secondaires Les enseignants, les jeunes filles leaders et les membres des GOGES/CGDES et de l'AME sont formés à la gestion de la santé maternelle et infantile¹⁹ Fabrication locale de serviettes hygiéniques réutilisables Éducation complète à l'école en matière de nutrition, de gestion de la maternité, d'hygiène et de santé. 	<ul style="list-style-type: none"> 16 500 étudiants (dont 5 500 adolescentes) 5 000 femmes et adolescentes 	<ul style="list-style-type: none"> Promotion d'environnements d'apprentissage plus sains, amélioration de la santé, réduction de l'absentéisme dû à une mauvaise gestion de la santé maternelle et infantile, amélioration de la cognition, augmentation de l'assiduité, amélioration de l'école. rétention

220. **Les résultats des activités menées** dans le cadre du deuxième objectif seront mesurés à l'aide des indicateurs suivants : proportion de filles qui utilisent des kits MHM lors de leurs dernières règles (Niger uniquement), enfants bénéficiant d'un service d'eau potable dans les écoles, enfants bénéficiant de latrines séparées en fonction du sexe dans les écoles, connaissances/attitudes/comportements liés à l'hygiène et à des habitudes saines (Tchad uniquement).

221. **Changements dans la mise en œuvre de l'activité** : En raison de divers problèmes et retards, des changements ont été apportés à la mise en œuvre de l'activité. La formation des femmes et des filles à la fabrication de serviettes hygiéniques réutilisables a été supprimée. Les suppléments nutritionnels ont été retardés au Niger mais seront distribués en novembre 2021. Des dispositifs de lavage des mains, des kits d'hygiène et des bio-digesteurs ont été distribués au Niger. Des latrines et des installations d'eau potable ont été mises en place au Tchad et au Niger. Au Tchad, des compléments nutritionnels, des activités de déparasitage et la fabrication de serviettes hygiéniques ont eu lieu. D'autres activités ont été retardées ou supprimées.

Objectif 3 : Sensibilisation des filles et des garçons d'âge scolaire aux SDSR et à la prévention de la violence liée au sexe

Tableau A3. Activités de l'objectif 3

Acteurs	Activité	Bénéficiaires visés	Résultats escomptés
<p>Responsable : FNUAP</p> <p>Partenaires : Ministère de l'environnement, UNICEF, PAM, ONG</p>	<p>Promotion de l'éducation sexuelle complète, des clubs de santé et des infirmeries scolaires. Distribution de kits de santé sexuelle et reproductive (SSR).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Formations sur les aptitudes à la vie quotidienne et la communication sur les changements sociaux et comportementaux (SBCC), la prévention de la violence fondée sur le sexe, la prévention des mariages précoces, le leadership, les interrelations, le VIH, et d'autres sujets. • Conseils de pair à pair pour les adolescentes et les femmes 	<ul style="list-style-type: none"> • 36 000 adolescents dont 11 037 • Adolescentes (Tchad) • 41 372 filles du primaire et du secondaire et 40 622 garçons du primaire et du secondaire (Niger). À ce stade, les activités sont destinées aux bénéficiaires féminins de l'activité "espaces sécurisés". 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'écoles secondaires ayant intégré la santé reproductive dans les programmes de formation, réduction de la prévalence des mariages d'enfants, amélioration de l'accès à des services de santé reproductive de qualité, amélioration des connaissances des adolescentes en matière de planification familiale, réduction du nombre de grossesses d'enfants, réduction de l'exposition des filles au VIH et aux IST.

222. **Les résultats des activités menées dans le cadre du troisième objectif** seront mesurés à l'aide des indicateurs suivants : augmentation des connaissances des adolescentes en matière de planification familiale, augmentation de l'utilisation de la planification familiale par les filles mariées (Niger uniquement), augmentation de l'accès à des services de santé génésique de qualité, nombre d'écoles secondaires ayant intégré la santé génésique dans les programmes de formation (Niger uniquement) et réduction de la prévalence du mariage des enfants dans les régions cibles (Tchad uniquement).

223. **Changements dans la mise en œuvre de l'activité** : En raison de divers problèmes et retards, des changements ont été apportés à la mise en œuvre de l'activité. Au Niger, des kits de santé reproductive ont été distribués dans les centres de santé intégrés, des écoles ont été ciblées pour la création d'infirmeries, des clubs de santé scolaire ont été créés et des "parajuristes" de l'FNUAP ont sensibilisé les filles et les garçons à la violence liée au sexe. Au Tchad, les enseignants, les cuisiniers et les femmes ont été sensibilisés à l'égalité des sexes, à l'alphabétisation et à la gestion des cantines scolaires, et les cuisiniers ont reçu une aide sous forme de transferts monétaires. D'autres activités ont été retardées ou supprimées.

Objectif 4 : Sensibilisation des parents, des enseignants et de l'ensemble de la communauté à la SSRD et à la prévention de la violence liée au sexe

Tableau A4. Activités de l'objectif 4

Acteurs	Activité	Bénéficiaires visés	Résultats escomptés
<p>Responsable : FNUAP</p> <p>Partenaires : gouvernement, ministères, UNICEF, PAM, ONG</p>	<ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser l'ensemble de la communauté à la violence liée au sexe, à la santé et aux droits sexuels et reproductifs et à l'importance de l'éducation des filles Créer des clubs de futurs maris (Niger) Création de 15 espaces sécurisés (Tchad) Création de 16 classes préscolaires pour les enfants de mères adolescentes 	<ul style="list-style-type: none"> 550 adolescents (Niger) 300 membres de la communauté (Tchad et Niger) 	<ul style="list-style-type: none"> Sensibilisation accrue à l'importance de l'éducation des filles, amélioration des comportements, des connaissances et des attitudes en matière de santé sexuelle et reproductive, réduction de l'exposition des filles au VIH et aux IST, réduction du nombre de mariages d'enfants et de grossesses d'enfants.

224. **Les résultats des activités menées** au titre du quatrième objectif seront mesurés à l'aide des indicateurs suivants : pourcentage de groupes cibles ayant adopté des attitudes favorables à l'éducation des filles (Niger uniquement) et pourcentage de décideurs dans les ménages qui n'ont pas l'intention de marier leur fille avant l'âge de 18 ans.

225. **Changements dans la mise en œuvre de l'activité** : En raison de divers défis et retards, des changements ont été apportés à la mise en œuvre de l'activité. Au Niger, les chefs de district ont signé des partenariats pour prévenir les VBG au sein des communautés. Au Tchad, les activités de formation des parents ont commencé. D'autres activités ont été retardées ou supprimées.

Objectif 5 : Renforcer les capacités et la coordination des gouvernements aux niveaux national et local

226. **Le PAM, l'UNICEF et l'FNUAP travaillent avec les ONG et les ministères concernés** pour renforcer la capacité à lever efficacement les obstacles à l'éducation des filles et à la santé, la nutrition et la protection des filles par le biais de politiques, de stratégies et de programmes. Au Tchad, le PAM et l'FNUAP se sont associés au ministère de l'éducation, au ministère de la santé et au ministère de la femme et des affaires sociales pour mettre en œuvre une étude nationale complète visant à mieux comprendre les obstacles à l'éducation des filles et à documenter les leçons tirées de l'expérience. Le PAM et l'FNUAP s'efforcent de plaider en faveur d'une politique d'éducation des filles, d'identifier des champions nationaux pour le plaidoyer et de sensibiliser les ministères à des politiques d'éducation tenant compte des sexes. Au Niger, le FNUAP, l'UNICEF et le PAM soutiennent la formulation et le renforcement d'un cadre juridique et politique inclusif et sensible au genre qui soutient l'éducation et la santé pour tous les élèves, en particulier les filles. Ces activités comprennent la formulation d'une stratégie nationale pour l'éducation et la formation des filles et une révision de la stratégie nationale d'alimentation scolaire. Les résultats escomptés de ces activités comprennent la création d'environnements institutionnels et politiques favorables afin d'éliminer efficacement les obstacles à l'éducation des filles et de promouvoir leurs droits et leur bien-être.

227. Les résultats des activités menées dans le cadre du cinquième objectif seront mesurés à l'aide des indicateurs suivants : pourcentage de communes dans les zones cibles qui disposent d'un plan d'investissement prenant en compte la promotion de l'éducation des filles (Niger uniquement) et nombre de politiques nationales, de programmes et de systèmes de coordination développés ou renforcés avec le soutien des agences des Nations unies (Tchad).

228. **Changements dans la mise en œuvre de l'activité** : En raison de divers défis et retards, des changements ont été apportés à la mise en œuvre de l'activité. L'étude visant à déterminer les obstacles à l'éducation des filles au Tchad a été retardée mais s'est achevée en octobre 2021. La collaboration avec les ministères concernés au Tchad a été affectée par le décès du président pendant la mise en œuvre du programme.

229. Égalité des sexes et autonomisation des femmes et autres dimensions de l'équité

230. **Les considérations visant à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (GEWE)** constituent un élément fondamental de la conception et de la mise en œuvre du programme. L'objectif déclaré du projet est de réduire les obstacles à l'éducation des filles afin de promouvoir la prospérité et l'autonomisation des femmes de manière plus générale. Les pays cibles ont été sélectionnés en raison des obstacles spécifiques au genre qui affectent l'accès à l'éducation des jeunes filles et des adolescentes. Les obstacles spécifiques aux filles dans les pays cibles du Tchad et du Niger ont été analysés lors de l'élaboration du programme afin de maximiser la capacité du programme à atteindre ses objectifs. Les obstacles à l'éducation spécifiques au genre ont fait l'objet d'un examen plus approfondi lors de l'étude de référence au Tchad et au Niger. D'autres dimensions de l'égalité et de l'inclusion ont été prises en compte dans le ciblage des activités du programme. Les régions présentant des pourcentages élevés de réfugiés, de migrants de retour et de personnes déplacées à l'intérieur du pays, ainsi que les régions confrontées à une insécurité alimentaire extrême, ont été ciblées afin de faire bénéficier du programme les zones où les besoins sont les plus importants. L'équipe d'évaluation devrait analyser plus en détail dans quelle mesure le programme a pu répondre aux besoins des populations marginalisées, y compris les personnes handicapées, les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur du pays.
231. **Le donateur a approuvé un budget** total de 30 millions de dollars canadiens pour deux ans. Sur ces 30 millions de dollars canadiens, 16 370 384,54 dollars canadiens ont été budgétisés pour la mise en œuvre du programme au Tchad, 11 259 140,41 dollars canadiens pour la mise en œuvre du programme au Niger et 2 073 445,34 dollars canadiens pour la coordination mondiale, l'évaluation et la recherche, soit environ 7 % du budget total.

CHAMP D'APPLICATION DE L'ÉVALUATION

232. L'évaluation couvrira les activités mises en œuvre à partir d'octobre 2019-2020- juin 2022. Conformément aux critères de l'OCDE - CAD21, l'évaluation examinera la pertinence et la cohérence du programme dans le contexte du COVID-19 et des crises humanitaires existantes, l'efficacité, l'efficacités, la durabilité et l'impact du programme. L'analyse de l'évaluation au Tchad et au Niger examinera ces domaines thématiques pour tous les bénéficiaires, en se concentrant spécifiquement sur les jeunes filles, les adolescentes et les femmes. En outre, un rapport sur les enseignements tirés sera produit pour analyser le partenariat entre le FNUAP, l'UNICEF et le PAM. Les données qualitatives et quantitatives doivent être ventilées par sexe et par groupe d'âge dans la mesure du possible. Toutes les provinces et régions cibles doivent être incluses dans le champ d'application de l'évaluation. Des échantillons doivent être collectés pour permettre la ventilation des résultats par province/région dans la mesure du possible. En raison des retards du programme et des ajustements apportés aux activités, l'évaluation se concentrera sur toutes les activités qui ont pu être mises en œuvre dans le contexte changeant et examinera l'impact des changements et des retards sur les critères d'évaluation.
233. **Les critères du CAD de l'OCDE** visent à recueillir des informations qui permettent aux décideurs d'apprendre et qui répondent aux normes de responsabilité. Lors de l'examen de la pertinence, l'évaluation déterminera dans quelle mesure les activités mises en œuvre ont répondu aux besoins des filles dans le contexte spécifique du COVID-19 et des problèmes humanitaires dans les pays cibles, selon les filles. Parallèlement à la pertinence, la cohérence déterminera dans quelle mesure les activités étaient compatibles avec les interventions gouvernementales, multinationales ou à but non lucratif existantes, et la cohérence de l'approche conjointe avec la stratégie de chaque organisation. L'efficacité détermine dans quelle mesure les résultats ont été obtenus de manière économique et en temps voulu. L'efficacité examine la mesure dans laquelle les objectifs ont été atteints, tandis que l'impact examine la mesure dans laquelle les activités et les objectifs ont généré des effets de plus haut niveau, qu'ils soient voulus ou non. Enfin, la durabilité examinera dans quelle mesure les avantages du programme sont susceptibles de perdurer après la fin de la mise en œuvre, en mettant particulièrement l'accent sur la capacité du programme à renforcer les capacités et l'appropriation du gouvernement.

APPROCHE DE L'ÉVALUATION, MÉTHODOLOGIE ET CONSIDÉRATIONS ÉTHIQUES

QUESTIONS ET CRITÈRES D'ÉVALUATION

234. L'évaluation portera sur les questions clés suivantes, qui seront développées et adaptées par l'ET dans une matrice d'évaluation détaillée au cours de la phase de démarrage. La matrice d'évaluation finale doit comprendre des questions qui ont été affinées sur la base des contributions des principales parties prenantes, des indicateurs correspondants, des sources de données, de la méthode de collecte des données, du calendrier de collecte des données, des méthodes d'analyse des données, et des rôles et responsabilités. Les questions doivent fournir des informations permettant de déterminer la responsabilité par rapport aux objectifs et de tirer des enseignements pertinents pour les programmes futurs. L'évaluation doit également analyser la manière dont les objectifs et les principes de genre, d'équité et d'inclusion élargie ont été inclus dans la conception de l'intervention. Les dimensions de genre, d'équité et d'inclusion au sens large doivent être intégrées dans tous les critères d'évaluation, le cas échéant.

²⁰ La mise en œuvre du programme n'a pas commencé avant 2020 en raison de retards.

²¹ Les critères d'évaluation du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques sont la pertinence, la cohérence, l'efficacité, la durabilité et l'impact.

Tableau A5. Questions et critères d'évaluation

Questions d'évaluation - Tchad et Niger		Critères
EQ1 - Les activités du programme BBGE étaient-elles pertinentes pour répondre aux besoins de santé et d'éducation des filles et des adolescentes, en particulier des filles issues de groupes marginalisés, dans le contexte humanitaire de la zone cible ?		Pertinence
1.1.	Dans quelle mesure le programme a-t-il identifié les besoins des filles et des adolescentes et les obstacles à l'éducation des filles au Tchad et au Niger ?	
1.2	Selon les filles, les garçons et les parents (en particulier ceux issus de groupes marginalisés), dans quelle mesure la nature globale de l'intervention était-elle adaptée à leurs besoins en général et aux facteurs contextuels tels que COVID- 19 et les préoccupations en matière de sécurité ?	
1.3	Dans quelle mesure le programme a-t-il pu atteindre les bénéficiaires les plus vulnérables, en particulier les filles vivant dans des zones touchées par le conflit et celles qui ne sont pas scolarisées ?	
EQ2 - Dans quelle mesure les objectifs et les activités du programme s'alignent-ils sur les politiques et les priorités du gouvernement national et sur les programmes pertinents mis en œuvre dans les provinces cibles ?		Connectivité/ cohérence
2.1	Dans quelle mesure l'approche conjointe du programme était-elle compatible avec les stratégies et les objectifs du PAM, de l'UNICEF et du FNUAP ?	
EQ3 - Dans quelle mesure les activités du programme ont-elles permis d'obtenir des résultats en temps voulu et de manière économique dans le cadre du partenariat entre l'UNICEF, le FNUAP et le PAM ?		Efficacité
3.1	Comment l'approche conjointe de la mise en œuvre du programme a-t-elle amélioré ou entravé l'efficacité ?	
3.2	Comment améliorer la mise en œuvre des programmes pour obtenir des résultats plus rapidement et plus économiquement, dans des contextes changeants tels que la pandémie de COVID-19 et l'instabilité ?	
QE 4 - Dans quelle mesure les activités ont-elles permis d'obtenir les réalisations et les résultats escomptés ?		Efficacité
4.1	<ul style="list-style-type: none"> • Quels sont les facteurs internes et externes qui ont empêché le programme d'atteindre les résultats escomptés, en particulier les suivants : • Attitudes de la communauté à l'égard de l'éducation des filles • Dynamiques internes aux ménages, telles que l'allocation des ressources de base, les moyens de subsistance et la cohésion au sein des ménages. • Participation des filles à l'école • Comportements des filles, des garçons et des familles en matière de santé et de nutrition • Sensibilisation aux SDRS et amélioration des connaissances et des attitudes en matière de SDRS parmi les étudiants, les parents, les éducateurs et les professionnels ? 	
4.2	• Quel a été l'impact de l'approche conjointe sur l'efficacité du programme ?	
4.3	• Comment les retards du programme et les perturbations scolaires ont-ils influé sur l'efficacité du programme, en particulier sur l'efficacité de l'approche globale et conjointe ?	
4.4	• Quels enseignements tirés de la mise en œuvre des programmes peuvent être appliqués à de futurs programmes dans des contextes humanitaires ou de crise afin d'en améliorer l'efficacité ?	
QE 5 - Dans quelle mesure le programme a-t-il amélioré la capacité et l'appropriation des activités par le gouvernement ?		Durabilité
5.1	Dans quelle mesure les communautés participent-elles à la mise en œuvre du programme et sont-elles en mesure de poursuivre les activités du programme après la période de mise en œuvre ?	

5.2	Quels sont les facteurs internes et externes qui menacent la durabilité des activités et des résultats du programme ?	
5.3	Quels sont les facteurs internes et externes qui renforcent la durabilité des activités et des résultats du programme ?	
QE 6 - Dans quelle mesure le programme a-t-il permis d'obtenir des résultats à long terme pour l'éducation des filles ?		Impact
6.1	Dans quelle mesure les hypothèses et la logique de la théorie du changement ont-elles été soutenues par le programme ?	
6.2	Quels résultats inattendus, tant positifs que négatifs, le programme a-t-il générés ?	
6.3	Quels sont les facteurs internes et externes qui ont affecté la capacité du programme à atteindre l'impact escompté sur l'éducation des filles et des adolescentes ?	
6.4	Comment l'approche conjointe (intégration des composantes du programme dans un ensemble complet par opposition à la mise en œuvre de programmes individuels) a-t-elle permis d'atteindre les objectifs fixés ?) affectent la capacité du programme à atteindre ses objectifs ?	

235. **Une optique d'équité entre les sexes sera appliquée dans tous les domaines de l'évaluation.** Les questions d'évaluation, notamment en ce qui concerne la pertinence, la cohérence, l'efficacité et l'impact des programmes, devraient être traitées de manière à identifier les disparités entre les sexes. Les informateurs clés doivent être sélectionnés de manière à inclure des échantillons adéquats de groupes à haut risque, tels que les femmes et les filles, les réfugiés, les rapatriés, les groupes indigènes et les personnes déplacées.

APPROCHE ET MÉTHODOLOGIE DE L'ÉVALUATION

236. **L'ET doit utiliser un mélange de méthodes qualitatives et quantitatives** pour recueillir les données nécessaires au Tchad et au Niger. Les méthodes de collecte de données peuvent inclure les éléments suivants et doivent être élaborées par l'ET au cours de la phase de démarrage :

Tableau A6. Méthodes de collecte des données

Méthode(s) de collecte des données	Pays concerné(s)	Type d'informateur contacté	Type de données à collecter
Examen détaillé des documents	Tchad et Niger	N/A	Informations contextuelles, statistiques nationales et régionales, informations pour la triangulation des données, informations sur les résultats du programme
Enquêtes auprès des ménages	Tchad et Niger	Ménages ayant des élèves du primaire et du secondaire dans les districts ciblés	Consommation alimentaire adéquate, utilisation de stratégies d'adaptation, score de diversification alimentaire, pratiques WASH chez les adolescentes, prévalence de l'éducation et des connaissances en matière de MHM et de SDSR, accès aux serviettes hygiéniques, accès aux soins de santé, prévalence des certificats de naissance, prévalence des mariages d'enfants et des grossesses, âge de l'initiation sexuelle chez les adolescentes.
Observation	Tchad et Niger	N/A	Informations qualitatives sur la mise en œuvre du programme et la fidélité à la conception, la prévalence des cantines scolaires/le fonctionnement des cantines, l'accès à l'eau potable, la présence d'un système amélioré,
			des installations sanitaires séparées pour les garçons et les filles

Informateur clé Interviews (KII)	Tchad et Niger	Directeurs d'école, enseignants, responsables de centres de santé, représentants de groupes de parents, inspecteurs scolaires du gouvernement, représentants d'organisations partenaires au niveau national, régional et du siège, représentants des ministères concernés, chefs religieux, autorités traditionnelles.	Perception de la pertinence et de la cohérence du programme, l'efficacité, l'efficacé, la durabilité et les résultats du programme liés aux attitudes, aux connaissances et aux comportements de l'im	
Discussions de groupe (FGD)	Tchad et Niger	Adolescents âgés de 10 à 19 ans, adolescentes âgées de 10 à 19 ans, mères, pères	Attitudes, connaissances, comportements liés aux résultats du programme	et à
Recensement scolaire	Tchad et Niger	N/A	Taux d'abandon, taux d'entrée à l'école, taux d'achèvement de l'école primaire, taux de fréquentation (vérifié par le suivi des ONG), taux de scolarisation,	

237. Outre les options énumérées ci-dessus, l'ET devrait envisager d'utiliser d'autres méthodes participatives pour recueillir des informations qualitatives, telles que Photo Voice, la cartographie des résultats communautaires, ou l'utilisation de dessins d'étudiants pour saisir l'impact. Les considérations spécifiques à la méthodologie de l'évaluation comprennent les limites de la collecte des données de base au Niger et de la collecte des données de suivi au Tchad. En raison du COVID-19 et des retards du programme, divers indicateurs n'ont pas pu être collectés comme prévu au départ et les problèmes de mobilité, dus à la violence et à la sécurité, ont eu un impact sur le suivi du programme. En raison de ces limitations, l'ET devrait étudier des méthodes alternatives pour évaluer les changements attribuables à la mise en œuvre du programme, telles que la récolte des résultats, la conception de l'évaluation post-pré, et la triangulation avec des données qualitatives. Il est suggéré d'utiliser l'approche du protocole d'évaluation qualitative de l'impact (QUIP).

238. **La méthodologie finalisée par l'ET devrait maximiser l'impartialité et la réduction des biais** en s'appuyant sur des méthodes mixtes (quantitatives, qualitatives, participatives, etc.) et sur différentes sources de données primaires et secondaires qui sont systématiquement triangulées (documents provenant de différentes sources ; un éventail de groupes de parties prenantes, y compris les bénéficiaires ; observation directe dans différents lieux ; entre les évaluateurs ; entre les méthodes, etc.) La méthodologie doit tenir compte de la disponibilité, de la validité et de la fiabilité des données, ainsi que des contraintes budgétaires et temporelles. Les questions d'évaluation, les champs d'investigation, les indicateurs, les sources de données et les méthodes de collecte de données seront rassemblés dans une matrice d'évaluation, qui constituera la base de l'approche d'échantillonnage et des instruments de collecte et d'analyse des données (analyse documentaire, guides d'entretien et d'observation, questionnaires d'enquête, etc.)

239. **La méthodologie doit prendre en compte les dimensions GEWE** et, plus largement, les dimensions d'équité et d'inclusion, en indiquant comment les perspectives et les voix de divers groupes (hommes et femmes, garçons, filles, personnes vivant avec des handicaps et autres groupes marginalisés) seront prises en compte. La méthodologie doit garantir que les données primaires collectées sont ventilées par sexe et par âge ; une explication doit être fournie si cela n'est pas possible. L'ET doit également ventiler les résultats par statut socio-économique et commenter les différences d'efficacité du programme pour les populations vulnérables, y compris les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur du pays. Pour permettre la ventilation par sexe, les bases d'échantillonnage doivent être modifiées afin de garantir un nombre suffisant de femmes interrogées. Des groupes de discussion composés uniquement de femmes seront organisés en plus des groupes de discussion composés de tous les bénéficiaires de chaque groupe respectif (c'est-à-dire les élèves de l'école primaire, les élèves de l'école secondaire, les parents et les membres de la communauté) afin de recueillir les points de vue des femmes. Dans la mesure du possible, les entretiens d'information clés devraient être menés par un membre du même sexe que la personne interrogée. L'analyse doit se concentrer sur les différences éventuelles entre les résultats du programme selon le sexe et rechercher les causes potentielles de ces différences. L'ET doit suivre les critères d'évaluation de l'UN-SWAP1 et disposer d'un plan clair et détaillé pour la collecte de données auprès des femmes et des hommes dans le respect de l'égalité des sexes et de l'équité avant le début du travail sur le terrain.

240. **Les résultats, conclusions et recommandations de l'évaluation** doivent refléter l'analyse du genre et de l'équité. Les résultats doivent inclure une discussion sur les effets intentionnels et non intentionnels de l'intervention sur

l'égalité des sexes et d'autres dimensions de l'égalité. Le rapport doit fournir des enseignements, des défis et des recommandations pour la réalisation d'évaluations sensibles au genre et à l'équité à l'avenir. Dans le rapport d'évaluation, l'ET doit clairement indiquer comment toutes les conclusions et recommandations sont étayées par les résultats. Pour ce faire, elle doit inclure un tableau indiquant clairement les résultats qui étayent chaque conclusion et recommandation.

241. Les mécanismes suivants seront utilisés pour garantir l'indépendance et l'impartialité. Un ET externe au PAM, à l'UNICEF et à l'FNUAP, non impliqué dans la mise en œuvre du programme, sera sélectionné pour mener toutes les activités d'évaluation. Le chef d'équipe s'assurera que les évaluateurs sélectionnés n'ont pas participé à la mise en œuvre du programme et ne sont pas affiliés aux partenaires de mise en œuvre. Les évaluateurs sélectionnés veilleront à ce que les partenaires de mise en œuvre n'interfèrent pas avec l'évaluation en s'assurant que le personnel n'assiste pas à des groupes de discussion ou à des entretiens dont il n'est pas le sujet, en prenant des décisions sur la sélection des répondants sans influence, et en menant l'évaluation sans craindre de risque pour leur emploi. Un comité directeur conjoint composé de membres du PAM, de l'UNICEF et de l'FNUAP examinera la méthodologie et les instruments de collecte de données inclus dans le rapport initial et mettra en contexte les résultats dans les rapports finaux. Un groupe de référence pour l'évaluation examinera également les produits livrables et fournira des informations en retour afin de garantir l'inclusion des points de vue des parties prenantes et la triangulation des résultats. Bien que ces groupes soient destinés à garantir la rigueur des méthodes et des outils, les conclusions et les recommandations de l'évaluation ne doivent pas être modifiées par les recommandations des groupes d'une manière qui ne serait pas étayée par les résultats. Les évaluations seront diffusées aux parties prenantes et au grand public indépendamment des résultats.

242. Les risques potentiels pour la méthodologie ont été identifiés et sont énumérés dans le tableau A7. L'ET devrait examiner, clarifier et mettre à jour les risques, les causes, les effets et les mesures d'atténuation décrits ci-dessous au cours de la phase de démarrage.

Tableau A7. Risques liés à l'évaluation

Risque potentiel	Causes sous-jacentes	Effets	Mesures d'atténuation
Modifications de la mise en œuvre du programme initial	Fermetures d'écoles dues au COVID-19, retards dans les programmes, changement des priorités des partenaires du programme en réponse au COVID-19	L'évaluation ne peut pas déterminer l'impact, l'efficacité, l'efficience, la durabilité, la pertinence et la cohérence du programme tel qu'il a été conçu.	Les modifications apportées à la conception du programme doivent être bien documentées. Les rapports d'évaluation doivent indiquer, dans une section consacrée aux limites, comment les changements apportés au programme peuvent influencer sur la validité des résultats.
Précision de l'indicateur de base	Dans certains cas, des chiffres nationaux ont été utilisés lorsque des données spécifiques à la zone du programme n'étaient pas disponibles.	Incapacité d'identifier les changements dans les résultats d'intérêt	Les évaluateurs peuvent recourir à des méthodes telles que les enquêtes post-pré ou la collecte de résultats pour recueillir des données sur les changements perçus pour les indicateurs dont les données sont de faible qualité. Les valeurs finales peuvent être triangulées à l'aide de l'examen des documents et des données qualitatives issues des discussions de groupe et des entretiens avec les parties prenantes.
Impossibilité de collecter des données en personne	Risque d'exposition à COVID-19 pour le collecteur de données et le répondant et les problèmes de sécurité	Capacité limitée à observer les activités du programme, difficulté à prendre en compte les points de vue des personnes n'ayant pas accès à l'internet ou au téléphone, et retard dans la collecte des données.	Les données doivent être collectées virtuellement si nécessaire. Lorsque les données sont collectées en personne, des mesures d'atténuation doivent être prises, notamment la distanciation sociale, l'utilisation de masques et des activités de collecte de données en plein air.

Absence de contrefactuel	Contraintes liées à la collecte des données de base	Diminution de la capacité à attribuer l'intervention du programme aux résultats	Triangulation des résultats à l'aide de données qualitatives et d'une étude documentaire ; comparaison des résultats avec les statistiques nationales du Tchad et du Niger, le cas échéant.
--------------------------	---	---	---

¹ Plan d'action à l'échelle du système des Nations unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

ÉVALUATION DE L'ÉVALUABILITÉ

243. **L'ET aura accès à plusieurs sources d'information** pour mener à bien son enquête pour les deux rapports d'évaluation. Le tableau ci-dessous présente les sources de données spécifiques au programme :

Tableau A8. Sources de données

Source des données	Informations sur le genre	Type d'information	Limites et lacunes
Chad Baseline	Oui	Données quantitatives et qualitatives provenant d'une enquête sur les ménages, d'entretiens semi-structurés avec les principales parties prenantes, de groupes de discussion avec des adolescents et des parents.	L'échantillonnage en grappe a été utilisé au lieu de l'échantillonnage aléatoire en raison de contraintes financières ; les données contrefactuelles n'ont pas été recueillies.
Niger Référence	Oui	Données quantitatives et qualitatives recueillies lors du recensement des écoles et d'un atelier avec les principales parties prenantes organisé en décembre 2020.	Certains indicateurs n'ont pas été collectés, notamment la prévalence de l'anémie, les pratiques d'hygiène menstruelle, les connaissances en matière de planification familiale et les attitudes à l'égard du mariage des enfants ; les données contrefactuelles n'ont pas été recueillies ;
Rapport annuel décembre 2020	Oui	Informations quantitatives et qualitatives sur l'avancement du programme, les changements apportés aux activités et les défis à relever au Tchad et au Niger	Les changements et les retards dans les activités du programme ont eu un impact sur les données qui ont pu être collectées ; Limitation des activités de suivi du programme en raison de problèmes de sécurité.
Rapport annuel septembre 2021	Oui	Informations quantitatives et qualitatives sur l'avancement du programme, les changements apportés aux activités et les défis à relever au Tchad et au Niger	Les changements et les retards dans les activités du programme ont eu un impact sur les données qui ont pu être collectées ; Limitation des activités de suivi du programme en raison de problèmes de sécurité.
Analyse du genre et de la protection	Oui	Informations qualitatives sur les obstacles à l'éducation des filles	Analyse limitée à la perception des obstacles par les ménages
Mises à jour mensuelles du suivi du Niger	Oui	Informations quantitatives et qualitatives sur l'état d'avancement des activités et les contraintes de mise en œuvre	Aucune limitation n'a été constatée
Mises à jour trimestrielles du suivi du Tchad	Oui	Comptage quantitatif des bénéficiaires, du tonnage et du CBT	Les activités de surveillance ont été limitées au Tchad en raison de problèmes de sécurité.

244. **Outre les données spécifiques au programme, l'équipe de pays aura accès** à des données qualitatives et quantitatives au niveau du pays pour le Tchad et le Niger. Les sources d'information du PAM comprennent notamment quatre rapports d'évaluation de programmes antérieurs, les rapports annuels de pays pour le Tchad et le Niger, et les plans stratégiques de pays pour le Tchad et le Niger. Ces rapports fournissent des informations quantitatives concernant le contexte du programme et les statistiques nationales, ainsi qu'une analyse qualitative des interventions nationales, des résultats et des enseignements tirés. Le FNUAP recueille des données quantitatives nationales sur la santé maternelle et néonatale, la santé sexuelle et reproductive et la population, que les évaluateurs peuvent utiliser comme source d'information. L'UNICEF recueille également des données nationales et régionales sur la mortalité des enfants, des adolescents et des jeunes, la consommation de vitamine A, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, la violence sexuelle, la violence entre partenaires intimes, les attitudes et les normes sociales en matière de violence, entre autres indicateurs. En outre, les enquêtes nationales et sectorielles telles que ENAFEME 20211, SMART 2020 et 20212, les annuaires statistiques, les données sur le capital économique et humain de la Banque mondiale et d'autres agences des Nations unies sont des sources d'information externes qui permettent à l'ET de mieux comprendre le contexte général du pays.

245. Le **cadre logique du programme et la théorie du changement ont fixé des objectifs clairs** qui sont alignés sur les activités du programme. Les indicateurs et les valeurs cibles sont clairs et mesurables. L'ET devrait approfondir le cadre logique pour déterminer s'il fournit suffisamment d'informations pour guider les questions et l'orientation de l'évaluation. En raison de circonstances atténuantes au Tchad et au Niger, il y a eu de graves lacunes dans la collecte et le suivi des données du programme. Certains indicateurs ont utilisé des données au niveau national pour les valeurs de référence, car ces valeurs n'ont pas pu être collectées. D'autres données peuvent être difficiles à collecter en raison des problèmes de sécurité dans les deux pays. L'évaluation devrait s'attaquer à ces obstacles à l'évaluabilité en triangulant les informations avec des sources externes, en recueillant les résultats et en menant des entretiens avec les bénéficiaires du programme pour recueillir des observations qualitatives sur les résultats.
246. **Au cours de la phase de démarrage, l'ET devra procéder à une évaluation approfondie de l'évaluabilité** et à une évaluation critique de la disponibilité, de la qualité et des lacunes des données en s'appuyant sur les informations fournies au point 4.3. Cette évaluation servira de base à la collecte des données et à la finalisation des méthodes d'évaluation. L'ET devra systématiquement vérifier l'exactitude, la cohérence et la validité des données et des informations collectées et reconnaître les limites/cavités à tirer des conclusions en utilisant les données pendant la phase d'élaboration du rapport.

CONSIDÉRATIONS ÉTHIQUES

247. **L'évaluation doit être conforme** aux directives éthiques de [l'UNEG en matière d'évaluation](#). En conséquence, la société d'évaluation sélectionnée est responsable de la sauvegarde et de la garantie de l'éthique à tous les stades du processus d'évaluation. Il s'agit notamment de garantir le consentement éclairé, d'assurer une protection adéquate des participants qui sont des enfants, de protéger la vie privée, la confidentialité et l'anonymat des personnes interrogées, de garantir la sensibilité culturelle, de respecter l'autonomie des personnes interrogées, de garantir un recrutement équitable des participants (y compris des femmes et des groupes socialement exclus) et de veiller à ce que les résultats de l'évaluation ne portent pas préjudice aux personnes interrogées ou à leurs communautés.
248. La **société d'évaluation sera responsable** de la gestion de tous les risques et problèmes éthiques potentiels et devra mettre en place, en consultation avec le gestionnaire d'évaluation, des processus et des systèmes permettant d'identifier, de signaler et de résoudre tous les problèmes éthiques qui pourraient survenir au cours de la mise en œuvre de l'évaluation. Les approbations éthiques et les examens par les conseils d'examen nationaux et institutionnels compétents doivent être demandés si nécessaire.
249. **Plusieurs questions éthiques peuvent** avoir un impact sur l'exécution de cette évaluation. Au cours de la phase de démarrage, l'échantillon de répondants sélectionnés pour les entretiens d'informations clés, les enquêtes et les discussions de groupe doit être inclusif et équitable afin que tous les lieux et les bénéficiaires de sexe et d'origine différents soient inclus. Les répondants seront sélectionnés au hasard dans la mesure du possible afin d'atténuer ce risque. Les dommages potentiels causés par la collecte de données en personne pendant la pandémie de COVID-19 doivent être pris en compte, et la collecte de données doit être effectuée virtuellement lorsque le risque de collecte en personne est jugé trop important. En outre, les questionnaires devraient être approuvés par les parties prenantes afin de s'assurer qu'ils sont culturellement adaptés. Avant de participer à un entretien, une enquête ou un groupe de discussion, les personnes seront informées de l'objectif et de l'utilisation prévue de l'activité de collecte de données, de la nature volontaire de leur participation et de la confidentialité de leurs réponses. Afin de respecter le temps et les contributions des personnes interrogées, aucune donnée ne devrait être collectée qui ne contribuerait pas aux résultats partagés dans l'évaluation. Lors de l'analyse des données, les garanties éthiques doivent inclure le stockage des données sur des plateformes sécurisées, la dépersonnalisation des réponses dans la mesure du possible, la triangulation des données par le biais d'une approche mixte afin de garantir la validité et la fiabilité des informations, et toutes les techniques d'analyse seront décrites dans le rapport d'évaluation afin de garantir la clarté des méthodes et des résultats. L'ET devra également signer un accord sur la protection des données. Lorsque les résultats sont partagés, tout facteur contextuel limitant la généralisation des résultats doit être inclus, ainsi qu'une description de tout changement ou limitation de la méthodologie d'évaluation.

ASSURANCE QUALITÉ

250. Le système d'assurance qualité de l'évaluation du PAM définit des processus et des modèles pour les produits d'évaluation sur la base d'un ensemble de listes de contrôle de l'assurance qualité. Les documents pertinents, y compris les listes de contrôle pour le retour d'information sur la qualité de chacun des produits d'évaluation, seront fournis à l'ET et seront appliqués à chaque étape pour garantir la qualité du processus et des résultats de l'évaluation.

¹ L'Enquête Nationale sur la Fécondité et la Mortalité des Enfants de moins de cinq (5) ans est une enquête nationale menée par l'Institut National de la Statistique (INS) du Niger.

² SMART est une enquête nationale sur les indicateurs nutritionnels menée par l'INS du Niger.

251. Le système d'assurance qualité de l'évaluation décentralisée du PAM (DEQAS) est basé sur les normes et standards de l'UNEG et sur les bonnes pratiques de la communauté internationale de l'évaluation. Ce processus d'assurance qualité n'interfère pas avec les opinions ou l'indépendance de l'ET, mais garantit que le rapport fournit des preuves et une analyse crédibles de manière claire et convaincante et qu'il tire ses conclusions sur cette base.
252. Le responsable de l'évaluation du PAM sera chargé de veiller à ce que l'évaluation progresse conformément au guide du processus DEQAS et de procéder à un contrôle rigoureux de la qualité des produits de l'évaluation avant leur finalisation.
253. Pour améliorer la qualité et la crédibilité des évaluations décentralisées, un service d'appui à la qualité externalisé, directement géré par le Bureau d'évaluation du PAM, examine le projet de cahier des charges, le projet de rapport initial et les rapports d'évaluation, et fournit une évaluation systématique de leur qualité du point de vue de l'évaluation, ainsi que des recommandations.
254. Le gestionnaire d'évaluation partagera l'évaluation et les recommandations du service d'appui à la qualité avec le chef de l'ET, qui tiendra compte des recommandations lors de la finalisation des rapports de démarrage et d'évaluation. Pour garantir la transparence et la crédibilité du processus conformément aux normes et standards de l'UNEG,[1] une justification doit être fournie pour les commentaires que l'équipe n'incorpore pas dans le rapport final.
255. L'ET devra garantir la qualité des données (fiabilité, cohérence et exactitude) tout au long des phases de collecte, de synthèse, d'analyse et de rapport des données.
256. L'ET doit être assurée de l'accessibilité de toute la documentation pertinente dans le cadre des dispositions de la directive sur la divulgation des informations. Ces dispositions figurent dans la directive CP2010/001 du PAM sur la divulgation d'informations.
257. Le PAM s'attend à ce que tous les résultats de l'ET fassent l'objet d'un examen approfondi d'assurance qualité par la société d'évaluation, conformément au système d'assurance qualité de l'évaluation du PAM, avant d'être soumis au PAM.
258. Tous les rapports d'évaluation finaux feront l'objet d'une évaluation de la qualité post hoc (PHQA) par une entité indépendante dans le cadre d'un processus géré par le Bureau de l'évaluation. Les résultats globaux de cette évaluation seront publiés sur le site web du PAM en même temps que le rapport d'évaluation. Organisation de l'évaluation

PHASES ET RÉSULTATS ATTENDUS

259. Le tableau 5 présente la structure des principales phases de l'évaluation, ainsi que les résultats attendus et les délais pour chaque phase. L'annexe 2 présente un calendrier plus détaillé.

Tableau A9. Calendrier récapitulatif - Principales étapes de l'évaluation

Principales phases	Calendrier indicatif	Tâches et résultats	Responsable
1. Préparation	Nov-avril 2022	<ul style="list-style-type: none"> Préparer la matrice des parties prenantes et les consulter (EM) Établir le GRE (CD) Identifier les objectifs et les questions de l'évaluation (EM, CD, ERG, HoP) Préparation du cahier des charges, du plan de communication et d'apprentissage et de la bibliothèque de documents (JSC, EM, ERG, DEQS) Sélection de l'ET et passation de contrats (JSC, EM) 	Responsable de l'évaluation (EM), directeurs nationaux (CD), ERG, chef de programme (HoP), Comité de pilotage conjoint (JSC), DEQS
2. Inception	Avril-juin 2022	<ul style="list-style-type: none"> Organiser l'orientation de l'équipe (EM, ET) Réaliser une étude documentaire (ET) Organiser des réunions initiales avec les parties prenantes (EM, ET, CD, ERG) Rédiger, assurer la qualité et diffuser le rapport initial (EM, DEQS, ERG, JSC). 	Équipe d'évaluation/chef d'équipe (ET), EM, CD, DEQS, ERG, JSC

3. Collecte de données	Juin-Jul 2022	<ul style="list-style-type: none"> • Préparer le travail sur le terrain/planifier les visites sur le terrain (EM, ET) • Effectuer des travaux sur le terrain et des analyses préliminaires avec le soutien logistique de l'EM (ET). • Organiser un débriefing de fin de mission (EM, ET, JSC, ERG) 	ET, EM, ERG, JSC
4. Rapports	Août - septembre 2022	<ul style="list-style-type: none"> • Rédiger, assurer la qualité et approuver le rapport d'évaluation 	ET, EM, DEQS, ERG, JSC
5. Diffusion et suivi	Oct. 2022	<ul style="list-style-type: none"> • Réponse de la direction • Diffusion du rapport d'évaluation 	JSC/Gestionnaire d'évaluation

COMPOSITION DE L'ÉQUIPE D'ÉVALUATION

260. L'équipe d'évaluation devrait être composée de 4 à 10 membres, dont le chef d'équipe et une combinaison d'évaluateurs nationaux et internationaux. Dans la mesure du possible, l'évaluation sera menée par une équipe équilibrée du point de vue du genre et diversifiée du point de vue géographique et culturel, disposant des compétences appropriées pour évaluer les dimensions de genre du sujet, comme spécifié dans les sections relatives à la portée, à l'approche et à la méthodologie des TdR. Au moins un membre de l'équipe doit avoir une expérience du PAM, de l'UNICEF ou du FNUAP.

261. L'équipe sera pluridisciplinaire et comprendra des membres qui, ensemble, présentent un équilibre approprié d'expertise technique et de connaissances pratiques dans les domaines suivants :

- Maîtrise orale et écrite de l'anglais et du français
- Vaste expérience de l'évaluation de programmes scolaires, de programmes SBCC ou de programmes ayant des buts et des objectifs similaires.
- Une grande expérience de l'évaluation de programmes dans des situations de crise ou qui touchent des populations similaires, telles que les réfugiés, les personnes déplacées et les rapatriés.
- Excellente connaissance des questions de genre, d'équité et d'inclusion au sens large, y compris la violence fondée sur le sexe, le mariage d'enfants et les droits de la personne en matière de sexualité et de procréation.
- Expérience dans l'analyse des systèmes et des institutions
- Très bonne connaissance des structures opérationnelles du PAM, de l'UNICEF et du FNUAP.
- Tous les membres de l'équipe doivent posséder de solides compétences en matière d'analyse et de communication, une expérience de l'évaluation (approches quantitatives et qualitatives) avec un historique de travaux écrits sur des missions similaires, et une bonne connaissance du Tchad et/ou du Niger.

262. Le chef d'équipe aura une expertise dans l'une des compétences clés énumérées ci-dessus ainsi qu'une expérience avérée dans la conduite d'évaluations similaires, y compris la conception de la méthodologie et des outils de collecte de données. Il/elle aura également des compétences en matière de leadership, d'analyse et de communication, y compris d'excellentes compétences en matière de rédaction, de synthèse et de présentation en anglais et en français. Ses principales responsabilités seront les suivantes : i) définir l'approche et la méthodologie de l'évaluation ; ii) guider et gérer l'équipe ; iii) diriger la mission d'évaluation et représenter l'ET ; et iv) rédiger et réviser, le cas échéant, le rapport initial, la présentation de débriefing à la fin du travail sur le terrain (c'est-à-dire à la sortie) et le rapport d'évaluation conformément à la norme DEQAS.

263. Les membres de l'équipe : i) contribueront à la méthodologie dans leur domaine d'expertise sur la base d'un examen des documents ; ii) effectueront des travaux sur le terrain ; iii) participeront aux réunions de l'équipe et aux réunions avec les parties prenantes ; et iv) contribueront à la rédaction et à la révision des produits d'évaluation dans leur(s) domaine(s) technique(s).

264. L'équipe d'évaluation mènera l'évaluation sous la direction de son chef d'équipe et en étroite communication avec le responsable de l'évaluation du PAM au sein de la division SBP. L'équipe sera recrutée après accord avec le PAM sur sa composition.

RÔLES ET RESPONSABILITÉS

265. L'équipe d'évaluation sera chargée d'accomplir toutes les tâches décrites dans les termes de référence dans les délais convenus par l'ET et le SE. Elle sera également chargée d'informer régulièrement le SE de l'état d'avancement de l'évaluation et de répondre en temps utile aux communications du SE.
266. La direction de la division SBP du PAM (directrice Carmen Burbano) assumera la responsabilité de :
- Désigner un responsable de l'évaluation [Niamh O'Grady, responsable du suivi, de l'évaluation, de la responsabilité et de l'apprentissage].
 - Approuver le cahier des charges final et les rapports de démarrage et d'évaluation
 - Approuver la sélection de l'ET
 - Garantir l'indépendance et l'impartialité de l'évaluation à tous les stades, y compris la mise en place d'un comité directeur conjoint et d'un groupe de référence et la participation à ces comités.
 - Participer aux discussions avec l'ET sur la conception de l'évaluation et l'objet de l'évaluation, sa performance et ses résultats avec le gestionnaire d'évaluation et l'ET
 - Organiser et participer à deux débriefings distincts, l'un interne et l'autre avec les parties prenantes externes.
 - Superviser les processus de diffusion et de suivi, y compris la préparation d'une réponse de la direction aux recommandations de l'évaluation.
267. Le gestionnaire d'évaluation gère le processus d'évaluation à travers toutes les phases, y compris : la rédaction du présent cahier des charges ; l'identification de l'ET ; la préparation et la gestion du budget ; la mise en place du comité de pilotage conjoint et du groupe de référence pour l'évaluation ; la garantie que les mécanismes d'assurance qualité sont opérationnels et utilisés efficacement ; la consolidation et le partage des commentaires sur les projets de rapports initiaux et d'évaluation avec l'ET ; la garantie que l'équipe a accès à toute la documentation et à toutes les informations nécessaires à l'évaluation ; faciliter les contacts de l'équipe avec les parties prenantes locales ; soutenir la préparation de la mission sur le terrain en organisant des réunions et des visites sur le terrain, en fournissant un soutien logistique pendant le travail sur le terrain et en organisant l'interprétation, si nécessaire ; organiser des séances d'information sur la sécurité pour l'ET et fournir tout matériel nécessaire ; et conduire l'assurance qualité de premier niveau des produits de l'évaluation. Le gestionnaire d'évaluation sera le principal interlocuteur entre l'équipe, représentée par le chef d'équipe, le point focal de l'entreprise et les homologues du PAM afin de garantir un processus de mise en œuvre sans heurts.
268. Un comité de pilotage de l'évaluation conjointe est formé pour aider à garantir l'indépendance et l'impartialité de l'évaluation. Ce comité sera composé des principales parties prenantes du PAM, de l'UNICEF et du FNUAP au niveau des pays, des régions et du siège. Les principales responsabilités du comité consisteront à soutenir le responsable de l'évaluation tout au long du processus d'évaluation, à prendre des décisions sur le budget de l'évaluation, l'affectation des fonds et la sélection de l'ET, à examiner les projets d'évaluation et à ajouter des commentaires, à conseiller le président du comité sur l'approbation des termes de référence finaux, du rapport initial final et des rapports d'évaluation finaux. En raison des restrictions imposées par COVID-19, le comité se réunira virtuellement sur une base ad hoc. Le gestionnaire d'évaluation fournira les documents à examiner par courrier électronique et communiquera les procédures à suivre pour fournir un retour d'information. L'annexe 3 fournit de plus amples informations sur la composition du comité de pilotage conjoint.
269. Un groupe de référence pour l'évaluation (GRE) est constitué en tant qu'organe consultatif avec des représentants des gouvernements du Tchad et du Niger, des représentants d'Affaires mondiales Canada, des représentants des ONG partenaires, des représentants des partenaires de mise en œuvre au niveau du pays, de la région et du siège, et d'autres parties prenantes qui seront sélectionnées par le comité de pilotage conjoint. Les membres du groupe de référence de l'évaluation examineront et commenteront les projets de produits d'évaluation et agiront en tant qu'informateurs clés afin de contribuer à la pertinence, à l'impartialité et à la crédibilité de l'évaluation en offrant un éventail de points de vue et en garantissant un processus transparent.
270. L'équipe du bureau national du PAM, de l'UNICEF et du FNUAP sera chargée de.. :
- Conseiller le gestionnaire d'évaluation et soutenir le processus d'évaluation le cas échéant.
 - Participer aux discussions avec l'ET sur la conception de l'évaluation et sur l'objet de l'évaluation, le cas échéant.
 - Fournir des commentaires sur le projet de cahier des charges, les rapports de démarrage et d'évaluation
 - Soutenir la préparation d'une réponse de la direction à l'évaluation et suivre la mise en œuvre des
 - recommandations.
 - Soutenir la communication entre le gestionnaire d'évaluation et les parties prenantes

concernées au niveau national.

271. Les bureaux régionaux du PAM, de l'UNICEF et du FNUAP : les bureaux régionaux seront chargés de :

- Participer aux discussions avec l'ET sur la conception de l'évaluation et sur l'objet de l'évaluation, le cas échéant.
- Fournir des commentaires sur le projet de cahier des charges, les rapports de démarrage et d'évaluation
- Soutenir la préparation d'une réponse de la direction à l'évaluation et suivre la mise en œuvre des recommandations.

272. Bien qu'au moins l'un des responsables régionaux de l'évaluation assume la plupart des responsabilités susmentionnées, d'autres membres du personnel technique du Bureau régional de Dakar peuvent participer au groupe de référence de l'évaluation et/ou commenter les produits de l'évaluation, le cas échéant.

273. Les divisions concernées du PAM, de l'UNICEF et du FNUAP au siège prendront la responsabilité de.. :

- Discuter des stratégies, des politiques ou des systèmes dans leur domaine de responsabilité et de l'objet de l'évaluation.
- Commenter le cahier des charges de l'évaluation, les rapports initiaux et les rapports d'évaluation, le cas échéant.
- Les évaluations étant dirigées par le PAM, le Bureau de l'évaluation (OEV) au sein du PAM supervisera la fonction d'évaluation décentralisée en gérant le soutien à la qualité et en servant de service d'assistance au gestionnaire d'évaluation et à l'ET. Les parties prenantes internes et externes et/ou les évaluateurs sont encouragés à contacter le service d'assistance de l'OEV (wfp.decentralizedevaluation@wfp.org) en cas de violation potentielle de l'impartialité ou de non-respect des directives éthiques de l'UNEG.

274. D'autres parties prenantes, notamment les ministères de l'éducation, les ministères de la santé et les ministères de la promotion de la femme au sein des gouvernements du Tchad et du Niger, ainsi que les ONG chargées de la mise en œuvre, assumeront la responsabilité de ce qui suit :

- Conseiller le gestionnaire d'évaluation et soutenir le processus d'évaluation le cas échéant.
- Participer aux discussions avec l'ET sur la conception de l'évaluation et sur l'objet de l'évaluation, le cas échéant.
- Discuter des stratégies, politiques ou systèmes de l'UNICEF/FNUAP dans leur domaine de responsabilité et dans l'objet de l'évaluation.
- Fournir des commentaires sur le projet de cahier des charges, les rapports de démarrage et d'évaluation
- Informer l'évaluation en participant à des entretiens avec des informateurs clés

CONSIDÉRATIONS RELATIVES À LA SÉCURITÉ

275. Les habilitations de sécurité requises doivent être obtenues auprès des bureaux nationaux du PAM au Tchad et au Niger.

- Les consultants engagés par le PAM sont couverts par le système du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations unies (UNDSS) pour le personnel des Nations unies, qui couvre le personnel du PAM et les consultants engagés directement par le PAM. Les consultants indépendants doivent obtenir une habilitation de sécurité de l'UNDSS pour voyager à partir du lieu d'affectation désigné et suivre à l'avance les formations de base et avancée à la sécurité des Nations Unies (BSAFE et SSAFE), imprimer leurs certificats et les emporter avec eux.
- En tant que "fournisseur indépendant" de services d'évaluation au PAM, l'entreprise sous contrat sera chargée d'assurer la sécurité de l'ET et de prendre les dispositions nécessaires en cas d'évacuation pour des raisons médicales ou situationnelles. Toutefois, pour éviter tout incident de sécurité, le gestionnaire d'évaluation veillera à ce que le bureau de pays du PAM enregistre les membres de l'équipe auprès du responsable de la sécurité à leur arrivée dans le pays et organise une réunion d'information sur la sécurité pour leur permettre de comprendre la situation en matière de sécurité sur le terrain. L'équipe d'évaluation doit respecter les règles applicables du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations unies, notamment en suivant une formation à la sécurité (BSAFE et SSAFE) et en participant aux réunions d'information dans le pays.

276. Afin d'éviter tout incident de sécurité, le gestionnaire d'évaluation est prié de s'assurer que

- Le bureau de pays du PAM enregistre les membres de l'équipe auprès du responsable de la sécurité à leur arrivée dans le pays et organise une réunion d'information sur la sécurité pour leur permettre de comprendre la situation en la matière sur le terrain.
- Les membres de l'équipe respectent les règles de sécurité et les règlements des Nations unies applicables - par exemple, les couvre-feux, etc.

COMMUNICATION

277. Afin de garantir un processus harmonieux et efficace et d'améliorer les enseignements tirés de cette évaluation, l'ET devrait mettre l'accent sur une communication transparente et ouverte avec les principales parties prenantes. Pour ce faire, un accord clair sera conclu sur les canaux et la fréquence de la communication avec et entre les principales parties prenantes. Le chef de file de l'ET sera chargé d'informer les équipes nationales du PAM, de l'FNUAP et de l'UNICEF de l'avancement de l'évaluation et de leur faire part de tout besoin d'information. Le SE sera chargé de mettre l'ET en contact avec les parties prenantes nécessaires. Les partenaires du programme, y compris les agences de mise en œuvre, les gouvernements du Tchad et du Niger, les ONG et d'autres organisations, seront chargés de répondre aux demandes d'information de l'ET en temps voulu.

278. Si des traducteurs sont nécessaires pour le travail sur le terrain, la société d'évaluation prendra les dispositions nécessaires et inclura le coût dans la proposition de budget.

279. Sur la base de l'analyse des parties prenantes, le plan de communication et de gestion des connaissances (annexe 7) identifie les utilisateurs de l'évaluation à impliquer dans le processus et les destinataires du rapport. Le plan de communication et de gestion des connaissances indique comment les résultats incluant les questions de genre, d'équité et d'inclusion au sens large seront diffusés et comment les parties prenantes intéressées ou affectées par les questions de genre, d'équité et d'inclusion au sens large seront impliquées.

280. Dans le cadre des normes internationales d'évaluation, le PAM, l'UNICEF et l'FNUAP exigent que toutes les évaluations soient rendues publiques. Il est important que les rapports d'évaluation soient accessibles à un large public, contribuant ainsi à la crédibilité, à la transparence et à l'utilisation des résultats de l'évaluation. Une fois approuvé, le rapport d'évaluation final sera publié sur les sites Internet du PAM, de l'UNICEF, de l'FNUAP et du GAC, accompagné, le cas échéant, des réponses de la direction. Un résumé de deux pages des résultats et des recommandations sera également communiqué aux parties prenantes afin de faciliter la prise de décision.

BUDGET

281. L'évaluation sera financée par Global Affairs Canada.

282. Pour les besoins de cette évaluation, le PAM fera appel aux services d'un évaluateur dans le cadre de l'accord à long terme qu'il a conclu à cet effet.

283. Le budget sera proposé par le contractant chargé de l'évaluation dans une proposition financière distincte soumise avec la proposition technique. Le budget doit être basé sur les taux LTA convenus et sur le type et le niveau des experts qu'il est proposé d'inclure dans le projet, ainsi que sur le niveau d'effort requis.

284. Le budget doit inclure tous les coûts encourus par le contractant chargé de l'évaluation, y compris tous les coûts de l'enquête, l'animation de l'atelier et la participation de l'ET, les frais de déplacement et de séjour, les frais de traduction et de conception graphique.

285. Veuillez envoyer vos questions à Constantinezun Akeibar à l'adresse constantinezun.akeibar@wfp.org.

Annexe 2. Calendrier

Phases, activités et résultats attendus	Dates clés
Phase 1 : Préparation	
Préparation du projet de mandat d'évaluation	
Diffusion du cahier des charges auprès des parties prenantes pour examen	
Assurance qualité des TDR	
Nomination d'un gestionnaire d'évaluation (GE)	
TDR final	
Identification et recrutement de l'équipe d'évaluation	
Phase 2 : Démarrage	
	Juin-octobre 2022
Briefing de l'équipe d'évaluation	
Examen des documents	
Préparation du projet de rapport initial, y compris la méthodologie	
Présentation de l'avant-projet du rapport initial	15 juillet 2022
Assurance qualité par le responsable de l'évaluation et un service d'appui à la qualité externe et indépendant	
Consolidation des commentaires sur le rapport, par le GE	
Examen du rapport initial par l'équipe d'évaluation	
Présentation de la deuxième version du rapport initial par le GE	30 août 2022
Partager le rapport initial avec toutes les parties prenantes (groupe de référence pour l'évaluation)	
Consolidation des commentaires sur le rapport, par le GE	
Examen du rapport initial par l'équipe d'évaluation	
Présentation du rapport initial révisé au groupe d'experts	4 octobre 2022
Approbation du rapport initial final par le comité d'évaluation	7 octobre 2022
Phase 3 : Collecte et analyse des données	
	Novembre-décembre 2022
Organisation de la mission d'évaluation : Finalisation de la planification des visites sur le terrain	
Collecte de données sur le terrain	Du 9 au 22 novembre
Débriefing	13 décembre 2022
Liste de contrôle / Présentation PowerPoint des premiers résultats	
Phase 4 : Rapport	
	Janvier-Juin 2023
Préparation de la première version du rapport d'évaluation	
Présentation de l'avant-projet du rapport d'évaluation	7 mars 2023
Assurance qualité par le responsable de l'évaluation et le service externe indépendant d'appui à la qualité	
Examen de la première version du rapport d'évaluation par l'équipe d'évaluation	
Soumission de la deuxième version du rapport d'évaluation au GE	
Partage du rapport d'évaluation avec toutes les parties prenantes (groupe de référence de l'évaluation)	
Consolidation des commentaires, par le GE	
Révision de la deuxième version du rapport d'évaluation par l'équipe d'évaluation	

	Présentation du rapport d'évaluation final au gestionnaire d'évaluation	
	Phase 5 : Diffusion et suivi	Avril-mai 2022
	Élaboration d'un plan de réponse de la direction	
	Diffusion du rapport final à toutes les parties prenantes	
	Organisation d'une restitution interne avec les membres du groupe de référence	
	Publication du rapport sur le site web du PAM	

Annexe 3. Matrice d'évaluation

Tableau A11. Matrice d'évaluation

Question d'évaluation	Critères		
Sous-questions	Indicateurs	Source des données / Méthodes de collecte des données	Méthodes d'analyse des données / Triangulation
Pertinence : Les activités du programme BBGE étaient-elles pertinentes par rapport aux besoins en matière de santé et d'éducation des filles et des adolescentes, en particulier des filles issues de groupes marginalisés, dans le contexte humanitaire des zones ciblées ?			
1.1 Dans quelle mesure le programme a-t-il identifié les besoins des filles et des adolescentes, ainsi que les obstacles à l'éducation des filles au Niger ?	<ul style="list-style-type: none"> • Perception de la pertinence des aides de BBGE pour les filles • Mesure dans laquelle les adolescentes estiment que le BBGE les a aidées à surmonter les obstacles à l'éducation 	<ul style="list-style-type: none"> • KIIs • FGDs • Examen des documents • Sources secondaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Transcriptions codées et analysées dans NVivo • Caractériser la prévalence des réponses
1.2 Selon les filles, les garçons et les parents (en particulier ceux issus de groupes marginalisés), dans quelle mesure la nature globale de l'intervention était-elle adaptée à leurs besoins en général et à des facteurs contextuels tels que COVID-19 et les préoccupations en matière de sécurité ?	<ul style="list-style-type: none"> • Mesure dans laquelle l'ensemble des interventions a répondu aux besoins des filles, des garçons et des parents issus de groupes marginalisés 	<ul style="list-style-type: none"> • FGDs • Examen des documents • Sources secondaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Transcriptions codées et analysées dans NVivo • Examiner les différences entre les groupes
1.3 Dans quelle mesure le programme a-t-il pu atteindre les bénéficiaires les plus vulnérables, en particulier les filles vivant dans des zones touchées par le conflit et les filles non scolarisées ?	<ul style="list-style-type: none"> • Proportion d'enfants réfugiés, par sexe • Proportion d'enfants vivant dans des zones touchées par le conflit, par sexe • Proportion d'enfants non scolarisés, par sexe • Proportion d'enfants vivant avec un handicap, par sexe • Proportion de personnes déplacées à l'intérieur du pays • Perception de la capacité de BBGE à atteindre les filles les plus vulnérables 	<ul style="list-style-type: none"> • Enquête auprès des ménages • KIIs 	<ul style="list-style-type: none"> • Statistiques sommaires • Transcriptions codées et analysées dans NVivo • Examiner les différences entre les groupes • Triangulation des résultats quantitatifs et qualitatifs
Cohérence : Dans quelle mesure les objectifs et les activités du programme ont-ils aligné les politiques et les priorités du gouvernement national sur les programmes pertinents mis en œuvre dans les provinces cibles ?			

Question d'évaluation		Critères	
Sous-questions	Indicateurs	Source des données / Méthodes de collecte des données	Méthodes d'analyse des données / Triangulation
2.1 Dans quelle mesure l'approche conjointe du programme était-elle compatible avec les stratégies et les objectifs des gouvernements du Niger, du PAM, de l'UNICEF et de l'FNUAP ?	<ul style="list-style-type: none"> Perception de l'alignement de l'approche BBGE sur les objectifs et stratégies organisationnels du PAM/UNICEF/FNUAP et du gouvernement local Alignement perçu de l'approche BBGE sur les stratégies du PAM, de l'UNICEF et du FNUAP en matière d'égalité des sexes 	<ul style="list-style-type: none"> KIIs Cartographie des acteurs Examen des documents 	<ul style="list-style-type: none"> Transcriptions codées et analysées dans NVivo Synthèse Triangulation des résultats quantitatifs et qualitatifs
Efficacité : Dans quelle mesure les activités du programme ont-elles permis d'obtenir des résultats en temps voulu et de manière efficace dans le cadre du partenariat entre l'UNICEF, le FNUAP et le PAM ?			
3.1 Comment la mise en œuvre du programme d'approche conjointe a-t-elle amélioré ou entravé l'efficacité ?	<ul style="list-style-type: none"> Efficacité perçue de l'approche de la mise en œuvre conjointe Perception du succès de l'approche intégrée Degré d'intégration de la mise en œuvre des programmes et de convergence en ce qui concerne les bénéficiaires 	<ul style="list-style-type: none"> KIIs Cartographie des acteurs Revue de bureau 	<ul style="list-style-type: none"> Transcriptions codées et analysées dans NVivo Synthèse Triangulation des résultats quantitatifs et qualitatifs
3.2 Comment améliorer la mise en œuvre des programmes pour obtenir des résultats plus rapidement et plus efficacement, dans des contextes changeants tels que la pandémie de COVID-19 et l'instabilité ? Comment améliorer la mise en œuvre du programme pour obtenir des résultats pour les filles par rapport aux garçons ?	<ul style="list-style-type: none"> Améliorations suggérées pour les interventions et le modèle de prestation de BBGE 	<ul style="list-style-type: none"> KIIs FGDs Revue de bureau Recensement scolaire 	<ul style="list-style-type: none"> Transcriptions codées et analysées dans NVivo Synthèse Triangulation des résultats quantitatifs et qualitatifs
Efficacité : Dans quelle mesure les activités ont-elles permis d'obtenir les produits et les résultats escomptés ?			
4.1 Dans quelle mesure le programme a-t-il contribué à la réalisation des résultats escomptés, en particulier les suivants : <ul style="list-style-type: none"> Attitudes de la communauté à l'égard de l'éducation des filles 	<ul style="list-style-type: none"> Proportion d'écoles ouvertes pendant toute l'année scolaire Nombre moyen de jours de présence à l'école au cours de la semaine écoulée, par sexe Emploi du temps des ménages, par sexe Nombre moyen de formations reçues, par sexe et par type de formation Proportion de filles recevant des kits MHM 	<ul style="list-style-type: none"> Enquête auprès des ménages Examen des documents FGDs KIIs 	<ul style="list-style-type: none"> Transcriptions codées et analysées dans NVivo Statistiques sommaires

Question d'évaluation		Critères	
Sous-questions	Indicateurs	Source des données / Méthodes de collecte des données	Méthodes d'analyse des données/ Triangulation
<ul style="list-style-type: none"> • Dynamiques au sein des ménages, telles que l'allocation des ressources de base, les moyens de subsistance et la cohésion au sein des ménages. • Participation des filles à l'école • Comportements des filles, des garçons et des familles en matière de santé et de nutrition • Sensibilisation aux SDR et amélioration des connaissances et des attitudes en matière de SDR parmi les élèves, les parents, les éducateurs et les professionnels ? • Quels sont les facteurs internes et externes qui ont influé sur la réalisation des résultats escomptés du programme ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Impacts perçus des activités • Facteurs internes et externes perçus comme affectant la réalisation des résultats escomptés • Changement dans la prise de conscience de la SDR • Changement d'attitude de la communauté à l'égard de l'éducation des filles • Proportion de ménages, de filles et de garçons déclarant adopter des comportements appropriés en matière de santé et de nutrition • Proportion de personnes déplacées à l'intérieur du pays 	<ul style="list-style-type: none"> • Recensement scolaire • Sources secondaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Examiner les différences entre les groupes • Synthèse • Triangulation des résultats quantitatifs et qualitatifs
4.2 Comment l'approche conjointe du programme a-t-elle eu un impact sur l'efficacité, globalement et pour les filles par rapport aux garçons ?	<ul style="list-style-type: none"> • Forces et faiblesses de l'approche intégrée • Degré d'intégration de la mise en œuvre des programmes et de convergence en ce qui concerne les bénéficiaires 	<ul style="list-style-type: none"> • KIIs • Cartographie des acteurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Transcriptions codées et analysées dans NVivo
4.3 Quel a été l'impact des retards du programme et des perturbations académiques sur la mise en œuvre du programme ?	<ul style="list-style-type: none"> • Ampleur des retards dans les programmes et des perturbations académiques • Mesure dans laquelle les retards/perturbations ont entravé la coordination, la mise en œuvre de programmes intégrés et la convergence en ce qui concerne les bénéficiaires du programme BBGE 	<ul style="list-style-type: none"> • KIIs • Recensement scolaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Transcriptions codées et analysées dans NVivo • Statistiques sommaires • Triangulation des résultats quantitatifs et qualitatifs
4.4 Quels enseignements tirés de la mise en œuvre du programme peuvent être appliqués aux futurs programmes dans un contexte humanitaire ou de crise afin d'en améliorer l'efficacité, globalement et pour les filles par rapport aux garçons ?	<ul style="list-style-type: none"> • Enseignements tirés de la mise en œuvre de programmes intégrés dans des contextes fragiles 	<ul style="list-style-type: none"> • KIIs • FGDs 	<ul style="list-style-type: none"> • Transcriptions codées et analysées dans NVivo
Durabilité : Dans quelle mesure le programme a-t-il amélioré la capacité et l'appropriation des activités par le gouvernement et la communauté ?			

Question d'évaluation		Critères	
Sous-questions	Indicateurs	Source des données / Méthodes de collecte des données	Méthodes d'analyse des données / Triangulation
5.1 Dans quelle mesure les communautés participent-elles à la mise en œuvre du programme et sont-elles en mesure de poursuivre les activités du programme après la période de mise en œuvre ? Cette situation est-elle différente pour les hommes et les femmes ?	<ul style="list-style-type: none"> Degré de participation, d'appropriation et de soutien de la communauté à l'égard de BBGE Existence de plans concrets pour poursuivre les activités du programme au-delà de la période de mise en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> KIIs FGDs Cartographie des acteurs Enquête auprès des ménages 	<ul style="list-style-type: none"> Transcriptions codées et analysées dans NVivo Statistiques sommaires Triangulation des résultats quantitatifs et qualitatifs
5.2 Quels sont les facteurs internes et externes qui menacent la durabilité des activités et des résultats du programme ?	<ul style="list-style-type: none"> Défis ou obstacles anticipés à la poursuite des activités de BBGE ou au maintien des résultats 	<ul style="list-style-type: none"> KIIs FGDs 	<ul style="list-style-type: none"> Transcriptions codées et analysées dans NVivo
5.3 Quels sont les facteurs internes et externes qui renforcent la durabilité des activités et des résultats du programme, en particulier si l'on tient compte de l'approche conjointe ?	<ul style="list-style-type: none"> Existence d'un plan de développement durable de BBGE Degré de participation, d'appropriation et de soutien de la communauté à l'égard de BBGE Existence de plans concrets pour poursuivre les activités du programme au-delà de la période de mise en œuvre Facteurs internes et externes perçus comme ayant une incidence sur la durabilité Existence de priorités gouvernementales concurrentes Ampleur de l'escalade de la violence dans les écoles et les communautés Ampleur des chocs climatiques et autres chocs au niveau de la communauté Avantages et inconvénients perçus de l'approche conjointe sur la durabilité des activités du programme 	<ul style="list-style-type: none"> KIIs FGDs 	<ul style="list-style-type: none"> Transcriptions codées et analysées dans NVivo
L'impact : Dans quelle mesure le programme a-t-il permis d'obtenir des résultats en matière d'éducation des filles ?			
6.1 Dans quelle mesure les hypothèses et la logique de la théorie du changement ont-elles été soutenues par le programme ?	<ul style="list-style-type: none"> Proportion des hypothèses de la théorie du changement qui se sont vérifiées Proportion des voies d'impact dans la théorie du changement retenue 	<ul style="list-style-type: none"> Enquête auprès des ménages Recensement scolaire Données existantes 	<ul style="list-style-type: none"> Statistiques sommaires Synthèse

Question d'évaluation		Critères	
Sous-questions	Indicateurs	Source des données / Méthodes de collecte des données	Méthodes d'analyse des données/ Triangulation
		<ul style="list-style-type: none"> • Revue de bureau • KIIs 	<ul style="list-style-type: none"> • Triangulation des résultats quantitatifs et qualitatifs
6.2 Quels résultats inattendus, tant positifs que négatifs, le programme a-t-il générés, globalement et pour les filles par rapport aux garçons ?	<ul style="list-style-type: none"> • Conséquences imprévues perçues/expérimentées (par les bénéficiaires et les parties prenantes) • Incidence de la violence liée au sexe • Incidence des mariages d'enfants • Proportion d'enfants déclarant une grossesse chez les adolescentes • Emploi du temps des ménages, par sexe • Taux de fréquentation, par sexe • Taux de rétention, par sexe • Proportion d'enfants déclarant avoir des rapports sexuels protégés (KAP), par sexe • Proportion d'enfants déclarant disposer d'un système d'assainissement et d'hygiène correct (KAP), par sexe 	<ul style="list-style-type: none"> • Enquête auprès des ménages • Recensement scolaire • Données existantes • FGDs • Revue de bureau 	<ul style="list-style-type: none"> • Transcriptions codées et analysées dans NVivo • Statistiques sommaires • Synthèse • Examiner les différences entre les groupes • Triangulation des résultats quantitatifs et qualitatifs
6.3 Quels sont les facteurs internes et externes qui ont affecté la capacité du programme à atteindre l'impact escompté sur l'éducation des filles et des adolescentes ?	<ul style="list-style-type: none"> • Facteurs contextuels influençant la mise en œuvre du programme et l'expérience des bénéficiaires • Proportion d'écoles ouvertes pendant toute l'année scolaire • Nombre moyen de jours de présence à l'école au cours de la semaine écoulée, par sexe • Nombre moyen de formations reçues, par sexe et par type de formation • Le rôle perçu de l'approche conjointe dans la capacité du programme à atteindre les effets escomptés. 	<ul style="list-style-type: none"> • Enquête auprès des ménages • Recensement scolaire • Données existantes • KIIs • Revue de bureau • FGDs 	<ul style="list-style-type: none"> • Transcriptions codées et analysées dans NVivo • Statistiques sommaires • Examiner les différences entre les groupes • Synthèse • Triangulation des résultats quantitatifs et qualitatifs

Annexe 4. Outils de collecte de données

Outils quantitatifs

Liste de contrôle pour l'observation scolaire

Consignes : Demandez à un membre du personnel de l'école de vous montrer tout le terrain de l'école et tous ses bâtiments. Il est important d'observer les choses directement. Vous pouvez poser des questions à votre guide pour clarifier vos notes, mais vous devriez voir les choses vous-même (pas seulement noter en fonction de ce que quelqu'un vous dit). **Pour les questions qui ne peuvent pas être facilement observées, veuillez demander au directeur de l'école ou obtenir les informations d'une source fiable à l'école, comme les registres scolaires.**

A. Renseignements généraux				
Date de l'observation		Nom de l'observateur		Titre de l'observateur
Quartier				
Nom de l'école		Type d'école	1 – Publique 2 – Communautaire 3 – Privée, religieuse 4 – Privée, non religieuse 5 – Autre, précisez	
Nom du directeur (chef d'établissement)		Depuis combien d'années le directeur est-il dans cette école ?	Nombre d'années	
Genre du directeur	1 – Homme 2 – Femme	Numéro de téléphone du principal (chef d'établissement)		

Langue d'enseignement de l'école Sélectionnez tout ce qui s'applique	<input type="radio"/> français <input type="radio"/> Arabe <input type="radio"/> Autre, précisez	Niveaux scolaires dans l'établissement	<input type="radio"/> Primaire <input type="radio"/> Intermédiaire/Secondaire
Cours dans l'établissement (École primaire) Sélectionnez tout ce qui s'applique	<input type="radio"/> <i>CI</i> <input type="radio"/> <i>CP</i> <input type="radio"/> <i>CE1</i> <input type="radio"/> <i>CE2</i> <input type="radio"/> <i>CM1</i> <input type="radio"/> <i>CM2</i>		
Cours dans l'établissement (intermédiaire/secondaire) Sélectionnez tout ce qui s'applique			
Si des circonstances ont affecté votre capacité à remplir cette observation, veuillez décrire (par exemple, l'école n'a pas de registres)			
Heure de début		Heure de la fin	
Coordonnées GPS			

B. Principale infrastructure physique de l'école

1. Les terrains de l'école sont propres.

Propreté fait référence à l'absence de détrit/déchets qui ne se trouvent pas dans une poubelle fermée, exempt d'insectes, de vermine, d'animaux indésirables, d'excréments, de moisissures et d'autres vecteurs de maladies entraînant des maladies diarrhéiques, des infections respiratoires aiguës, etc. Si l'un des éléments ci-dessus est présent sur le terrain de l'école, sélectionnez "Non"

Oui

Non

1. Les terrains de l'école sont sûrs.

Sûr signifie que le terrain est exempt de grands trous ou de fosses dans lesquels les élèves pourraient tomber, que l'aire de jeu est exempte de dangers et de matières dangereuses, qu'il y a un mur/clôture sûr autour du terrain, etc. Si l'un des éléments ci-dessus est présent sur le terrain de l'école, sélectionnez "Non".

Oui

Non

1. Les matières dangereuses sont inaccessibles aux élèves.

Les matières dangereuses comprennent (mais sans s'y limiter) les produits chimiques de nettoyage, l'eau de Javel, les liquides hautement inflammables comme le kérosène et l'essence, les diluants à peinture, etc. Si l'un des éléments ci-dessus est présent sur le terrain de l'école, sélectionnez « Non ».

Oui

Non

2. Les terrains et les bâtiments de l'école sont exempts d'eau stagnante.

De grandes étendues d'eau stagnante attirent la vermine et transmettent des maladies. Les sources d'eau stagnante peuvent inclure (mais sans s'y limiter) de grandes flaques d'eau sur le sol ou sur le toit, des bols, des équipements cassés et des pneus qui recueillent l'eau, etc. Sélectionnez « Non » si l'un des éléments ci-dessus est présent OU s'il y a tellement l'eau, les flaques d'eau, les tourbières, les marécages, etc. que les terrains de l'école sont entièrement humides (par exemple si une école est située sur une plaine inondable et est accessible par bateau).

Oui

Non

3. Une classe préscolaire a-t-elle été construite dans cette école depuis 2019 ?

Oui

Non

4. L'école dispose-t-elle d'une cantine fonctionnelle ?

Oui	Non
-----	-----

C. Installations WASH et services aux élèves

1. Quelle est la source d'eau potable de l'école ?

- 1..... Canalisations
- 2.....Borne d'eau publique
- 3.....Forage
- 4.....Puits protégé
- 5.....Eau en bouteille
- 6.....Eau filtrée/eau conditionnée (c.-à-d. PureWater)
- 7.....Eau traitée chimiquement (chlore) ou bouillie
- 8.....Eau puisée directement dans les rivières, les lacs, les étangs ou les ruisseaux (sans traitement).
- 9..... Il n'y a pas de point d'eau potable dans l'enceinte de l'école.

2. Quelle était la source d'eau potable de l'école en 2019 ?

- 1.....Canalisations
- 2.....Borne d'eau publique
- 3.....Forage
- 4.....Puits protégé
- 5.....Eau en bouteille
- 6.....Eau filtrée/eau conditionnée (c.-à-d. PureWater)
- 7.....Eau traitée chimiquement (chlore) ou bouillie
- 8.....Eau puisée directement dans les rivières, les lacs, les étangs ou les ruisseaux (sans traitement).
- 9..... Il n'y avait pas de source d'eau potable dans l'enceinte de l'école.
- 10... DK

3. Un comité de gestion de point d'eau a-t-il été mis en place depuis 2019 ?

Oui

Non

4. Les élèves ont accès à une quantité suffisante d'eau potable.

Il est recommandé que chacun ait accès à environ 2 litres par personne et par jour. L'eau potable doit être fournie à des points clairement indiqués. Si l'eau potable provient de la même source que l'eau pour le lavage des mains, elle doit d'abord être traitée pour la rendre potable. Encore une fois, l'eau qui a été traitée et qui est potable doit être clairement étiquetée comme telle. L'eau potable propre doit être stockée correctement (c'est-à-dire couverte) si elle n'est pas canalisée.

Oui	Non
5. La source d'eau potable est-elle accessible aux plus petits élèves ?	
La source d'eau potable doit être accessible aux élèves les plus jeunes / les plus petits de l'école. Une source d'eau potable haute / surélevée peut être rendue accessible en construisant des marches, en fournissant un escabeau ou une boîte sur laquelle les plus petits enfants peuvent se tenir debout, etc.	
Oui	Non
6. Y a-t-il une ou plusieurs latrines fonctionnelles dans l'enceinte de l'école ?	
Une latrine fonctionnelle a 3 caractéristiques de base :	
1) La dalle des toilettes (soit la partie sur laquelle la personne s'assied, soit le sol autour du trou d'accroupissement) est de niveau, solide et stable (pas de fissures, ni de trous supplémentaires ou de dommages).	
2) Les cabines des latrines sont suffisamment solides pour offrir une intimité totale à l'utilisateur.	
3) La fosse n'est pas pleine ou déborde.	
Si les latrines sont verrouillées et qu'il n'y a pas de clé disponible, alors les latrines ne fonctionnent pas car la latrine ne peut pas être utilisée.	
OUI → continuer à #9	NON → Aller au #18
7. Combien y a-t-il de latrines fonctionnelles dans l'enceinte de l'école ?	
Nombre: _____	
7b. Combien de latrines (fonctionnelles) ont été construites depuis 2019 ?	
Nombre: _____	
8. Les latrines fonctionnelles se trouvent-elles à moins de cinq minutes de marche des bâtiments scolaires ?	
La salle de classe la plus éloignée ne doit pas être à plus de cinq minutes de marche à pied d'une latrine ou à environ 400 mètres de la salle de classe.	
Oui	Non
9. Les latrines peuvent être utilisées par les élèves les plus petits.	

Les élèves les plus jeunes/les plus petits doivent pouvoir accéder, déverrouiller et verrouiller facilement les latrines. La dalle des latrines doit être conçue pour s'adapter aux élèves les plus jeunes/les plus petits de l'école.		
Oui	Non	
10. Les latrines sont accessibles aux élèves handicapés.		
Les latrines sont accessibles aux élèves de différents niveaux de capacité physique. Par exemple, les latrines sont faciles d'accès, il n'est pas nécessaire de monter de nombreuses marches, les marches ont des balustrades auxquelles les élèves peuvent s'appuyer si nécessaire, etc.		
Oui	Non	
11. Les cabines de latrines fonctionnelles sont propres et salubres.		
Pour les latrines, propre et hygiénique se réfèrent à l'absence de tas d'excréments ou d'urine sur la dalle ou les murs des latrines, l'odeur (vapeurs nocives) n'est pas écrasante et il n'y a pas de tas d'ordures et il y a un conteneur pour les déchets en papier ou les serviettes hygiéniques.		
Oui	Non	
12. Il existe des latrines fonctionnelles privées séparées pour les filles et les garçons.		
Il existe des latrines clairement étiquetées pour les garçons et pour les filles. Chacune des latrines est privée, ce qui signifie que personne ne peut voir dans la latrine de l'extérieur.		
Oui	Non	
13. Actuellement , combien de latrines fonctionnelles pour enfants y a-t-il dans l'école ?		
S'il existe des latrines privées clairement étiquetées pour les garçons et pour les filles, indiquez le nombre de latrines désignées pour les garçons et pour les filles. S'il existe des latrines mixtes privées, veuillez indiquer leur nombre.		
Nombre de latrines privées, réservées aux garçons : _____	Nombre de latrines privées réservées aux filles : _____	Nombre de latrines mixtes privées : _____
14. En 2019, combien de latrines fonctionnelles pour enfants y avait-il dans cette école ?		
S'il existe des latrines privées clairement étiquetées pour les garçons et pour les filles, indiquez le nombre de latrines désignées pour les garçons et pour les filles. S'il existe des latrines mixtes privées, veuillez indiquer leur nombre.		
Nombre de latrines privées, réservées aux garçons : _____	Nombre de latrines privées réservées aux filles : _____	Nombre de latrines mixtes privées : _____

15. Il existe des latrines fonctionnelles séparées et privées pour les enseignants hommes et femmes.		
Il y a des latrines clairement étiquetées pour les enseignants seulement, séparées des latrines des élèves. Chacune des latrines est privée, ce qui signifie que personne ne peut voir dans la latrine de l'extérieur. Il y a des latrines dédiées aux enseignants hommes et femmes.		
Oui	Non	
16. Actuellement, combien de latrines privées fonctionnelles pour les enseignants y a-t-il dans cette école ?		
S'il existe des latrines privées clairement étiquetées pour les enseignantes et pour les enseignants, indiquez le nombre de latrines désignées pour les enseignantes et pour les enseignants. S'il existe des latrines mixtes privées, veuillez indiquer leur nombre.		
Nombre de latrines privées réservées aux enseignants : _____	Nombre de latrines privées pour enseignantes : _____	Nombre de latrines mixtes privées : _____
16b. En 2019, combien y avait-il de latrines privées fonctionnelles pour les enseignants dans cette école ?		
S'il existe des latrines privées clairement étiquetées pour les enseignantes et pour les enseignants, indiquez le nombre de latrines désignées pour les enseignantes et pour les enseignants. S'il existe des latrines mixtes privées, veuillez indiquer leur nombre.		
Nombre de latrines privées réservées aux enseignants : _____	Nombre de latrines privées pour enseignantes : _____	Nombre de latrines mixtes privées : _____
17. Actuellement , combien de stations de lavage de mains cette école possède-t-elle ?		
Nombre _____		
18. En 2019, combien de stations de lavage de mains cette école avait-elle ?		
Nombre _____		
19. De l'eau propre pour le lavage des mains est située à proximité des latrines.		
La proximité de l'eau pour le lavage des mains fait référence à des stations de lavage des mains situées à moins de 10 mètres des latrines pour encourager les élèves et le personnel à utiliser l'eau aussi souvent que nécessaire. Les points de lavage des mains comprennent un pichet d'eau et une bassine ; petit réservoir/jerrican muni d'un robinet ; un tippy tap (gourde ou bouteille en plastique avec une corde qui déverse une petite quantité) ou un système traditionnel d'évier et de robinet. Si l'école ne dispose pas de latrines, observer les stations de lavage des mains en général (sans tenir compte de la proximité des latrines).		
Oui	NON	
20. Les stations de lavage des mains sont-elles accessibles aux plus petits élèves.		

Les postes de lavage des mains doivent être accessibles aux élèves les plus jeunes/les plus petits de l'école. Une station de lavage des mains haute / surélevée peut être rendue accessible en construisant des marches, en fournissant un escabeau ou une boîte sur laquelle les plus petits enfants peuvent se tenir debout, etc.	
Oui	NON
21. Du savon est disponible aux postes de lavage des mains.	
Oui	NON
22. Un système de drainage des eaux usées fonctionnel est utilisé aux points de lavage des mains et d'eau potable.	
Tous les points d'eau doivent avoir un système de drainage fonctionnel pour éviter la collecte d'eau stagnante qui attire la vermine et transmet des maladies. Le drainage fonctionnel des eaux usées comprend un puisard (une grande collection de roches d'au moins 4 pouces de profondeur sous le point d'eau), des drains pour diriger l'eau loin de l'école, etc. S'il n'y a pas de points de lavage des mains ou d'eau potable sur le terrain de l'école, alors sélectionnez "Non".	
Oui	NON
23. Les installations WASH sont régulièrement nettoyées.	
Bien que le nettoyage des stations de lavage des mains et des latrines ne puisse avoir lieu pendant votre observation, notez si un programme de nettoyage des latrines et des stations de lavage des mains est affiché ou autrement disponible dans l'école. Vous devrez peut-être demander à l'enseignant / au personnel de vous montrer le calendrier. De plus, vous pouvez observer où le matériel de nettoyage (par exemple, vadrouille, liquides de nettoyage aseptiques) est stocké.	
Oui	NON
24. L'école dispose-t-elle d'une cantine fonctionnelle ?	
Une cantine alimentaire fonctionnelle fonctionne au moins 1 jour par semaine.	
Oui	Non >> Aller à la section suivante
25. Pendant une semaine scolaire normale, combien de jours la cantine fonctionne-t-elle ?	
nombre _____ (0-5)	

D. Infrastructure de la salle de classe

Instructions :

Observez l'infrastructure physique de la salle de classe.

1. Les salles de classe sont en bon état physique/structurel.

Un bon état physique/structurel comprend des sols exempts de fissures, de trous, il n'y a pas de problèmes d'humidité, d'éclats, de revêtements de sol glissants, de pierres tranchantes ; pas de fenêtres cassées, pas de trous dans le toit, les murs sont structurellement sains (pas de trous ou d'effritement), les murs n'ont pas de peinture écaillée, les supports pour le toit et/ou les murs sont solides, etc.

Pas du tout vrai	Un peu vrai	Presque vrai	Très vrai
Les salles de classe présentent des problèmes physiques/structurels importants qui menacent la sécurité des élèves.	Les salles de classe ont plusieurs problèmes physiques/structurels mineurs.	Les salles de classe présentent un ou deux problèmes physiques/structurels mineurs.	Les salles de classe ne présentent AUCUN problème de conditions physiques/structurelles.

2. Les salles de classe sont protégées des intempéries (soleil, pluie) par un bon toit.

La protection contre les intempéries comprend la protection contre la pluie et le soleil en classe.

Pas du tout vrai	Un peu vrai	Presque vrai	Très vrai
Aucune ou très peu (10 % ou moins) de la salle de classe n'est protégée des intempéries.	Une partie (11 à 50 %) de la salle de classe est protégée des intempéries.	La majeure partie (51 à 89 %) de la salle de classe est protégée des intempéries.	La totalité ou la quasi-totalité (90 % ou plus) de de l'aire de la salle de classe est protégée des intempéries.

3. Les salles de classe sont protégées des insectes volants avec des moustiquaires aux fenêtres.

Pas du tout vrai	Un peu vrai	Presque vrai	Très vrai
Aucune ou très peu (10 % ou moins) des fenêtres de la salle de classe ne sont protégées des insectes par des moustiquaires.	Certaines (11 à 50 %) des fenêtres de la salle de classe sont protégées des insectes par des moustiquaires.	La plupart (51 à 89 %) des fenêtres de la salle de classe sont protégées des insectes par des moustiquaires.	Toutes ou presque toutes (90% ou plus) des fenêtres de la salle de classe sont protégées des insectes par des moustiquaires.

4. Dans les salles de classe, il y a suffisamment de lumière pour lire une page écrite.

Pas du tout vrai	Un peu vrai	Presque vrai	Très vrai
Aucune ou très peu (10 % ou moins) de la salle de classe n'a assez de lumière pour lire une page écrite.	Une partie (11 à 50 %) de la salle de classe est suffisamment éclairée pour lire une page écrite.	La majeure partie (51 à 89 %) de la salle de classe est suffisamment éclairée pour lire une page écrite.	La totalité ou la quasi-totalité (90 % ou plus) de la salle de classe est suffisamment éclairée pour lire une page écrite.

5. Les élèves disposent d'un espace suffisant pour faire des activités d'apprentissage.			
Un espace adéquat (à une table ou à un bureau ou sur le sol) signifie que les élèves pourraient confortablement ouvrir un livre ou travailler avec du matériel (blocs, puzzle, etc.) sans se cogner contre un autre élève. Évaluez cet élément en fonction de l'espace disponible dans la salle de classe, que l'enseignant fasse ou non ce genre d'activités.			
Pas du tout vrai	Un peu vrai	Presque vrai	Très vrai
Les élèves n'ont pas de table/bureau/tapis sur lequel travailler (ils ne peuvent que poser leur matériel sur leurs genoux).	Les élèves ont une table/un bureau/un tapis sur lequel travailler, mais la salle de classe est trop bondée pour qu'ils puissent faire des activités sans se heurter les uns aux autres.	Les élèves disposent d'une table, d'un bureau ou d'un tapis sur lequel ils peuvent travailler, et il y a suffisamment d'espace pour que certains (mais pas tous) puissent travailler sans se heurter les uns aux autres.	Les élèves ont une table/un bureau/un tapis sur lequel travailler, avec un espace suffisant pour que tous les élèves puissent faire des activités.
6. Les élèves de la classe sont protégés du bruit extérieur.			
Les personnes dans la salle de classe doivent s'entendre lorsqu'elles parlent à un volume normal.			
Pas du tout vrai	Un peu vrai	Presque vrai	Très vrai
Les élèves de la classe sont protégés du bruit pendant 10 % ou moins du temps de cours.	Les élèves de la classe sont protégés du bruit pendant une partie (11 à 50 %) du temps de cours.	Les élèves de la classe sont protégés du bruit pendant la majeure partie (51 à 89 %) du temps de cours.	Les élèves de la classe sont protégés du bruit presque tout ou tout (90% ou plus) du temps de cours.

E. Informations sur l'inscription

Instructions : Demandez au directeur les dossiers d'inscription pour les années scolaires (2019-2020) (2020-2021) et (2021-2022). Assurez-vous de consulter les registres et les documents de l'école.

E1. E1. Nombre d'enseignants à l'école par niveau scolaire (2021-2022)		femelle	Mâle	E2. Nombre d'enseignants à temps plein (ou certifiés) à l'école par		Femelle	Mâle
	CI				CI		
	CP				CP		
	CE1				CE1		

	CE2			niveau scolaire (2021-2022)	CE2		
	CM1				CM1		
	CM2				CM2		
E3. Nombre total d'élèves inscrits à l'école par niveau scolaire (2021- 2022)		femelle	Mâle	E4. Abandons scolaires (2021-2022)		femelle	Mâle
	CI				CI		
	CP				CP		
	CE1				CE1		
	CE2				CE2		
	CM1				CM1		
	CM2				CM2		
E5. Nombre d'élèves Promus (2021-2022)		Filles	Garçons	E6. Nombre d'élèves ayant redoublé (2021-2022)		Filles	Garçons
	CI				CI		
	CP				CP		
	CE1				CE1		
	CE2				CE2		
	CM1				CM1		
	CM2				CM2		

Permettez-moi maintenant de vous poser quelques questions sur les inscriptions et la fréquentation pour cette année académique (2022-2023) ?

E7. Nombre d'élèves actuellement inscrits (2022-2023)		Filles	Garçons	E8. Nombre d'élèves présents AUJOURD'HUI		Filles	Garçons
	CI				CI		
	CP				CP		
	CE1				CE1		
	CE2				CE2		
	CM1				CM1		
	CM2				CM2		

E9	Avez-vous des registres d'inscription pour 2020-2021 ?	0= Non >> E11, 1=Oui
----	--	----------------------

E10. Nombre d'élèves actuellement inscrits (2020-2021)		Filles	Garçons
	CI		
	CP		
	CE1		
	CE2		
	CM1		
	CM2		

E11	Avez-vous des registres d'inscription pour 2019-2021?	0= Non >> Module F, 1=Oui
-----	---	---------------------------

E12.		Filles	Garçons
------	--	--------	---------

Nombre d'élèves actuellement inscrits (2019-2020)	CI		
	CP		
	CE1		
	CE2		
	CM1		
	CM2		

F. Activités scolaires

Instructions : Demandez au directeur d'école si les activités suivantes ont eu lieu à l'école au cours de la dernière année scolaire (2021-2022)

F0a	L'école avait-elle un potager au cours de la dernière année scolaire (2021-2022) ?	0. Non 1. Oui
F0b	Les cuisiniers de l'école ont-ils été formés à la gestion, au stockage et à la distribution des aliments au cours de la dernière année scolaire (2021-2022) ?	0. Non 1. Oui
F0c	Les cuisiniers scolaires ont-ils reçu des kits de formation la dernière année scolaire (2021-2022) ?	0. Non 1. Oui
F1	L'école a-t-elle offert des repas et/ou des collations scolaires gratuits aux élèves au cours de la dernière année scolaire (2021-2022) ? Demander uniquement pour les écoles primaires	0. Non >> F3 1. Oui
F1b	Au cours d'une semaine scolaire normale, combien de jours par semaine des repas scolaires gratuits ont-ils été fournis aux élèves ?	Chiffre entre 1 et 5
F1c	Au cours d'une semaine scolaire normale, quels repas gratuits ont été fournis aux élèves au cours de la dernière année scolaire (2021-2022) ? Ne demander que pour les écoles primaires	1. Petit-déjeuner 2. Déjeuner 3. Collation du matin 4. Collation de l'après-midi Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent

F2	<p>Qui a fourni la nourriture gratuite à l'école ?</p> <p>Ne demander que pour les écoles primaires</p>	<p>1. Petit-déjeuner 2. Déjeuner 3. Collation du matin 4. Collation de l'après-midi</p> <p>Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent</p>
F3	<p>L'école a-t-elle offert des formations/cours aux élèves sur l'un des sujets suivants au cours de la dernière année scolaire (2021-2022) ?</p>	<p>1. Petit-déjeuner 2. Déjeuner 3. Collation du matin 4. Collation de l'après-midi</p> <p>Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent</p>
F3	<p>L'école a-t-elle proposé des formations/cours aux enseignants sur l'un des sujets suivants au cours de la dernière année scolaire (2021-2022) ?</p>	<p>1. Petit-déjeuner 2. Déjeuner 3. Collation du matin 4. Collation de l'après-midi</p> <p>Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent</p>
F4	<p>Des serviettes hygiéniques ont-elles été distribuées aux filles de cette école au cours de la dernière année scolaire (2021-2022) ?</p> <p>Demander uniquement au Tchad</p>	<p>0.Non >> F5 1.Oui</p>
F4b	<p>À quelle fréquence des serviettes hygiéniques ont-elles été distribuées aux filles de cette école au cours de la dernière année scolaire (2021-2022) ?</p> <p>Demander uniquement au Tchad</p>	<p>1. Quotidiennement 2. Hebdomadairement 3. Mensuellement 4. Autre, précisez</p>
F5	<p>Des kits de bienvenue (allocations de bienvenue) ont-ils été distribués aux filles à la rentrée dernière (2021-2022) ?</p> <p>Demander uniquement au Tchad Demander uniquement pour les écoles secondaires</p>	<p>0. Non 1. Oui</p>

F6	Combien de filles ont reçu des kits de bienvenue (bourses de bienvenue) à la rentrée dernière (2021-2022) ?	Nombre de filles bénéficiaires
F7	L'école a-t-elle offert des bourses aux filles au cours de la dernière année scolaire (2021-2022) ? Demander uniquement au Tchad Demander uniquement pour les écoles primaires	0.Non >> F8 1.Oui
F7b	Combien de filles ont été boursières pendant la dernière année Scolaire (2021-2022) ? Demander uniquement au Tchad Demander uniquement pour les écoles primaires	Nombre de filles bénéficiaires
F8	Des subventions en espèces basées sur l'assiduité ont-elles été offertes aux filles dans cette école au cours de la dernière année scolaire (2021-2022) ?	0. Non >> F9 1. Oui
F8b	Combien de bourses d'assiduité ont été distribuées l'année dernière (2021-2022) ?	Nombre de subventions en espèces
F9	Un soutien périscolaire de rattrapage a-t-il été proposé aux élèves de cette école au cours de la dernière année scolaire (2021-2022) ? Demander uniquement au Tchad	0.Non >> F10 1.Oui, pour les filles seulement 2. Oui, pour les garçons uniquement 3. Oui, pour les garçons et les filles
F9b	A quelle fréquence le soutien extrascolaire a-t-il été fourni ? Demander uniquement au Tchad	Nombre de jours par semaine (1-5)
F10	L'un des suppléments alimentaires/médicaments suivants a-t-il été distribué gratuitement aux élèves au cours de la dernière année scolaire (2021-2022) ?	0. Aucun 1. Acide folique 2. Vitamine A 3. Supplément de fer 4. Médicaments vermifuges Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent
F11	Cette école dispose-t-elle d'une infirmerie?	0. Non >> Fin de l'entretien 1. Oui

F11b	L'infirmerie de l'école a-t-elle reçu l'une des fournitures médicales suivantes au cours de la dernière année scolaire (2021-2022) ?	1. Kits de santé sexuelle et reproductive 2. Kits post-exposition pour viol 3. Autre, veuillez préciser
F12	Quels clubs ont fonctionné dans cette école au cours de la dernière année scolaire (2021-2022) ?	0. Aucun 1. Club de santé 2. Club d'hygiène 3. Club de nutrition 4. Autre, veuillez préciser

Enquête auprès des ménages

MODULE 0 : COUVERTURE MODULE 0 : PAGE DE COUVERTURE ÉLIMINER LES OBSTACLES À L'ÉVALUATION DE L'ÉDUCATION DES FILLES SHEET BREAKING BARRIERS FOR GIRLS' EDUCATION EVALUATION													
ENREGISTRER UNE FOIS PAR INTERVIEW													
ENTREZ LE CODE D'IDENTIFICATION ET LES NOMS DES MEMBRES ACTUELS DU MÉNAGE													
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	X	
CODE D'IDENTIFICATION	DATE DE L'ENTRETIEN :	HEURE DE L'ENTRETIEN :	HEURE DE FIN DE L'INTERVIEW :	IDENTIFICATION DU MÉNAGE :	NOM DU RÉPONDANT :	NOM ET CODE DE L'AGENT ENQUÊTEUR :	COORDONNÉES GPS DE L'INTERVIEW :	COMMUNE/SOUS-PREFECTURE :	DÉPARTEMENT:	RÉGION:	LANGUE PRINCIPALE DU RÉPONDANT :	STATUT DE RÉFUGIÉ DU MÉNAGE :	DERNIERS POINTS DE L'INTERVIEW (programmés à la fin de l'IPA0) :
	ENREGISTREMENT AU FORMAT : mm/jj/aaaa	MM:HH (horloge 24 heures)	MM:HH (horloge 24 heures)				Latitude: Longitude:	[Listez ici les réponses possibles]	[Listez ici les réponses possibles]	[Listez ici les réponses possibles]	1. Français 2. Arabe 3. Autre (consulter l'équipe pour ajouter des langues locales)	1. Réfugié 2. Hôte	1. Entretien complet 2. Entretien partiellement complet (préciser la raison) 3. Sans contact 4. Refus 5. Autre (préciser) Xa. Observations ou commentaires généraux

MODULE 0.A. : CONSENTEMENT ÉCLAIRÉ (RÉPONDANTS DE PLUS DE 18 ANS)

Le consentement éclairé est administré à tous les répondants principaux de plus de 18 ans. Dans le cas où le répondant principal, femme ou homme, est un mineur légal (<18 ans), le consentement éclairé est administré à son tuteur légal et il lui est administré le formulaire d'assentiment. Dans le cas où aucun chef de ménage n'est disponible, ou si un autre membre du ménage est censé être le répondant principal pour les modules au niveau du ménage, le consentement éclairé est également administré à ce membre.

[AGENT ENQUÊTEUR : LIRE LE SCRIPT CI-DESSOUS]

Les réponses fournies aideront le gouvernement de [insérer le pays de l'enquête] ainsi que les organisations internationales telles que le PAM à comprendre les besoins des familles comme la vôtre. Les informations seront utilisées pour améliorer l'éducation des filles dans votre région. Environ XX familles participent à cette étude dans [ajouter X régions].

Je tiens à préciser qu'il n'y a aucun avantage direct pour votre ménage à participer à l'enquête. Si vous n'acceptez pas de participer à l'étude, cela ne changera pas les services ou avantages que votre ménage ou l'un de ses membres reçoit actuellement ou pourrait recevoir à l'avenir. Si vous acceptez de participer, vous pouvez arrêter à tout moment sans pénalité et sans me donner d'explication. Vous pourriez vous sentir mal à l'aise de répondre à certaines des questions que je pourrais vous poser. Sachez que vous n'êtes pas obligé de répondre à une question à laquelle vous ne voulez pas répondre. Dites-moi simplement quand vous ne voulez pas répondre à une question précise et je passerai à la suivante. Nous ne partagerons vos réponses avec personne dans votre foyer ou votre communauté. Seuls les enquêteurs menant cette étude auront accès aux données personnelles des participants. Votre nom sera conservé séparément de vos réponses dans un endroit privé et sécurisé.

Les questions peuvent prendre jusqu'à XX heures de votre temps. Nous laisserons une carte contenant des informations sur l'étude et des numéros de téléphone au cas où vous souhaiteriez en savoir plus ou si vous avez des questions même après notre visite.

Acceptez-vous de participer?

Signature de l'enquêteur _____ Date _____

Enquêteur : Signez ci-dessus pour témoigner du consentement verbal du participant. Conservez une copie pour les dossiers des PI et laissez la deuxième copie au participant.

Qui parraine cette étude ?

Cette recherche est financée par le PAM (les commanditaires). Cela signifie que l'équipe de recherche est payée par les commanditaires pour la réalisation de l'étude. Si vous avez des questions sur cette étude, vous pouvez contacter Dalberg (Tél :) ou (Tél :) chez Dalberg Research. Si vous avez des questions concernant vos droits, vous pouvez contacter le ministère de la Santé [ajouter les informations du conseil fédéral] (Tél. :) ou l'American Institutes for Research Institutional Review Board (Tél : +1 2024035542).

MODULE 0.B. : CONSENTEMENT ÉCLAIRÉ (MINEURS LÉGAUX)

L'assentiment est administré à tous les répondants de sexe féminin ou masculin qui sont des mineurs légaux (<18 ans), tandis que le consentement éclairé est administré à leur tuteur légal.

[L' AGENT ENQUÊTEUR : LIRE LE SCRIPT CI-DESSOUS]

Les réponses fournies aideront le gouvernement de [insérer le pays de l'enquête] ainsi que les organisations internationales telles que le PAM à comprendre les besoins des familles comme la vôtre. Les informations seront utilisées pour améliorer l'éducation des filles dans votre région. Environ XX familles participent à cette étude dans [ajouter X régions].

Je tiens à préciser qu'il n'y a aucun avantage direct pour votre ménage à participer à l'enquête. Si vous n'acceptez pas de participer à l'étude, cela ne changera pas les services ou avantages que votre ménage ou l'un de ses membres reçoit actuellement ou pourrait recevoir à l'avenir. Si vous acceptez de participer, vous pouvez arrêter à tout moment sans pénalité et sans me donner d'explication. Vous pourriez vous sentir mal à l'aise de répondre à certaines des questions que je pourrais vous poser. Sachez que vous n'êtes pas obligé de répondre à une question à laquelle vous ne voulez pas répondre. Dites-moi simplement quand vous ne voulez pas répondre à une question précise et je passerai à la suivante. Nous ne partagerons vos réponses avec personne dans votre foyer ou votre communauté. Seuls les enquêteurs menant cette étude auront accès aux données personnelles des participants. Votre nom sera conservé séparément de vos réponses dans un endroit privé et sécurisé.

Les questions peuvent prendre jusqu'à XX heures de votre temps. Nous laisserons une carte avec des informations sur l'étude et avec des numéros de téléphone au cas où vous voudriez en savoir plus ou si vous avez des questions même après notre visite.

Acceptez-vous de participer?

Signature de l'enquêteur _____ Date _____

Enquêteur : Signez ci-dessus pour témoigner du consentement verbal du participant. Conservez une copie pour les dossiers des PI et laissez la deuxième copie au participant.

Qui parraine cette étude ?

Cette recherche est financée par le PAM (les commanditaires). Cela signifie que l'équipe de recherche est payée par les commanditaires pour la réalisation de l'étude. Si vous avez des questions sur cette étude, vous pouvez contacter Dalberg (Tél :) ou (Tél :) chez Dalberg Research. Si vous avez des questions relatives à vos droits, vous pouvez contacter le ministère de la Santé [ajouter les informations du conseil fédéral] (Tél :) ou l'American Institutes for Research Institutional Review Board (Tél : +1 2024035542).

MODULE 1 : LISTE DES MÉNAGES								
CODE D'IDENTIFICATION	TOUS LES RÉSIDENTS DU MÉNAGE ÉLIGIBLES À L'ENQUÊTE				Recueillez ces informations pour le chef de ménage et TOUS les enfants âgés de 10 à 19 ans			
	REPLISSEZ LE CODE D'IDENTIFICATION ET LES NOMS DES MEMBRES ACTUELS DU MÉNAGE.							
	1	2	3	4	5	6	7	8
	<p>NOM:</p> <p>LES RÉSIDENTS DU MÉNAGE SONT TOUS DES INDIVIDUS QUI VIVENT ET PRENNENT NORMALEMENT LEURS REPAS ENSEMBLE DANS CE MÉNAGE, EN COMMENÇANT PAR LE RÉPONDANT PRINCIPAL. N'INCLUEZ PAS LES PERSONNES ABSENTES PENDANT 6 MOIS OU PLUS.</p> <p>[CONFIRMEZ / REPLISSEZ LA Q2-4 POUR LE CHEF DE MÉNAGE et tous les enfants âgés de 10 à 19 ans].</p>	<p>SEXE:</p> <p>MÂLE...1 FEMELLE...2</p>	<p>RELATION AVEC LE RÉPONDANT PRINCIPAL/CHEF DE MÉNAGE :</p> <p>RÉPONDANT PRINCIPAL.1 ÉPOUSE/MARI. 2 ENFANT/ENFANT ADOPTIF . . . 3 PETIT-ENFANT 4 NIÈCE/NEVEU 5 PÈRE/MÈRE 6 SŒUR/FRÈRE 7 BEAU-FILS/BELLE-FILLE. . . 8 BEAU-FRÈRE/BELLE-SŒUR... 9 GRAND-PÈRE/MÈRE... 10 BEAU-PÈRE/BELLE-MÈRE.. 11 AUTRE PARENT. 12 DOMESTIQUE OU PARENT DU DOMESTIQUE. 13 LOCATAIRE/PARENT DU LOCATAIRE PARENT 14 AUTRE PERSONNE NON APPARENTÉE . . .15 AUTRE (PRÉCISEZ) 16</p>	<p>Quel âge a [NOM] ?</p> <p>ÉCRIVEZ L'ÂGE EN ANNÉES COMPLÈTES.</p>	<p>Où est né [NOM] ?</p> <p>1 = Ce village/ à proximité (<10 km) 2 = Cette commune/sous-préfecture mais village plus éloigné 3 = Cette région mais commune/sous-préfecture différente 4 = Ailleurs au Niger/Tchad 5 = Un autre pays 98 = Ne sait pas</p>	<p>Quelle religion, le cas échéant, [NOM] pratique-t-il ?'</p> <p>AUCUNE.....1 TRADITIONNELLE..2 CHRISTIANISME.3 ISLAM.....4 AUTRE RELIGION.....5</p>	<p>« Quelle est l'origine ethnique de [NOM] ?</p> <p>[Fournir une liste d'options]</p>	<p>Quel est le statut matrimonial actuel de [NOM] ?</p> <p>MARIÉ MONOGAME OU UNION NON-FORMELLE.....1 MARIÉ POLYGAME OU UNION NON-FORMELLE.....2 VIVANT ENSEMBLE/COHABITATION...3 SÉPARÉ...4 DIVORCÉ...5 VEUVE OU VEUF...6 JAMAIS MARIÉ...7</p>
				AGE EN ANNÉES				

MODULE 1 : LISTE DES MÉNAGES (SUITE)							
CODE	Tous les enfants âgés de 10 à 19 ans			10 à 19 ans			
	9	10	12	13	15	16	17
	La mère biologique de [NOM] est-elle vivante, et si oui vit-elle dans le ménage ?	Si la mère de [NOM] ne vit pas dans le ménage, a-t-elle été très malade pendant au moins 3 mois au cours des 12 derniers mois ? C'est-à-dire, trop malade pour travailler ou faire des activités normales ?	Le père biologique de [NOM] est-il vivant, et si oui, vit-il dans le ménage ?	Si le père de [NOM] ne vit pas dans le ménage, a-t-il été très malade pendant au moins 3 mois au cours des 12 derniers mois ? C'est-à-dire, trop malade pour travailler ou faire des activités normales ?	L'enfant a-t-il une couverture ?(SOIT PARTAGÉ OU EN PROPRIÉTÉ)	L'enfant a-t-il une paire de chaussures ?	L'enfant a-t-il au moins 2 ensembles de vêtements ?
		OUI...1 NON.2 NE SAIT PAS...7	OUI, LE PÈRE VIT DANS LE MÉNAGE....1 >>Q15 OUI, MAIS LE PÈRE N'EST PAS DANS LE MÉNAGE. .2 >> Q13 NON, LE PÈRE EST DÉCÉDÉ.....88 >> Q15 NE SAIT PAS...97 >>Q15	OUI.1 NON.2 NE SAIT PAS. .7 Toutes les réponses >>Q20	OUI..1 NON. .2	OUI..1 NON. .2	OUI..1 NON. .2

MODULE 2: EDUCATION								
DEMANDER LES ENFANTS ÂGÉS DE 10 À 19 ANS ET LE CHEF DE MÉNAGE.								
	1	2	3	4	5	6	7	
CODE D'IDENTIFICATION	Est-ce que [NOM] est capable de lire et d'écrire dans les langues suivantes ? YES...1 NO....2	Est-ce que [NOM] a déjà fréquenté l'école ? OUI...1 >> Q4 NON....2	Quelle est la raison pour laquelle [NOM] n'est jamais allé à l'école ? ÉNUMÉRER UNE SEULE RAISON PRINCIPALE »Q8b ENCORE TROP JEUNE POUR ALLER A L'ÉCOLE.1 PAS D'ARGENT POUR LES FRAIS, UNIFORME2 MAUVAISE QUALITÉ DES ÉCOLES. . . .3 MALADIE OU HANDICAP. . . .4 PAS INTÉRESSÉ. . . .5 LES PARENTS N'ONT PAS PERMIS. . .6 A DÛ TRAVAILLER OU AIDER À LA MAISON.7 ÉCOLE TROP LOIN DE LA MAISON. . .8 PREND SOIN DES AUTRES. . .9 IL N'EST PAS APPROPRIÉ POUR LES ENFANTS DE SEXE FÉMININ D'ALLER À L'ÉCOLE....10 LA SCOLARISATION NE SEMBLE PAS AUGMENTER LES REVENUS. . .11 SONT TOMBÉES ENCEINTES OU SE SONT MARIÉES. .12 L'ÉCOLE DISPONIBLE NE CONVIENT PAS AU STYLE DE VIE. . .13 AUTRE PRÉCISEZ). 14	Quelle est la classe la plus élevée que [NOM] a terminée ? GARDERIE/ NIVEAU 5 - 13 PRE-SCOLAIRE-0 NIVEAU 6 - 14 PRIMAIRE UNIVERSITÉ STND. 1 - 1 UNIV. 1 - 15 STND. 2 - 2 UNIV. 2 - 16 STND. 3 - 3 UNIV. 3 - 17 STND. 4 - 4 UNIV. 4 - 18 STND. 5 - 5 UNIV. 5 & STND. 6 - 6 CI-DESSUS - 19 STND. 7 - 7 COLLÈGE STND. 8 - 8 D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PROFESSIONNEL FORMULAIRE 1 - 9 TC AN. 1 - 20 FORMULAIRE 2 - 10 TC AN. 2 - 21 FORMULAIRE 3 - 11 TC AN. 3 - 22 FORMULAIRE 4 - 12 TC AN. 4 - 23 AUCUN...99	'Est-ce que [NOM] a fréquenté l'école au cours de la dernière année scolaire (de 2021 à 2022) ? OUI...1 NON....2 >> Q7	Quelle classe [NOM] a-t-il fréquenté pendant l'année scolaire 2021-2022 ? GARDERIE/ NIVEAU 5 - 13 PRE-SCOLAIRE-0 NIVEAU 6 - 14 PRIMAIRE UNIVERSITÉ STND. 1 - 1 UNIV. 1 - 15 STND. 2 - 2 UNIV. 2 - 16 STND. 3 - 3 UNIV. 3 - 17 STND. 4 - 4 UNIV. 4 - 18 STND. 5 - 5 UNIV. 5 & STND. 6 - 6 CI-DESSUS - 19 STND. 7 - 7 COLLÈGE STND. 8 - 8 D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PROFESSIONNEL NIVEAU 1 - 9 TC AN. 1 - 20 NIVEAU 2 - 10 TC AN. 2 - 21 NIVEAU 3 - 11 TC AN. 3 - 22 NIVEAU 4 - 12 TC AN. 4 - 23	« Pourquoi [NOM] n'a-t-il pas poursuivi ses études ? (Énumérez jusqu'à deux raisons) A ACQUIS TOUTE L'ÉDUCATION VOULUE...1 PAS D'ARGENT POUR LES FRAIS DE SCOLARITÉ OU L'UNIFORME. . . 2 TROP VIEUX POUR CONTINUER . . . 3 MARIÉE / ENCEINTE. . . . 4 MALADIE OU HANDICAP 5 A TROUVÉ TRAVAIL 6 PAS INTÉRESSÉ. 7 LES PARENTS ONT CESSÉ D'AUTORISER. . . . 8 A DÛ TRAVAILLER OU AIDER À LA MAISON. . . 9 INSTALLATIONS SCOLAIRES UNIVERSITÉ STND. 1 - 1 UNIV. 1 - 15 STND. 2 - 2 UNIV. 2 - 16 STND. 3 - 3 UNIV. 3 - 17 STND. 4 - 4 UNIV. 4 - 18 STND. 5 - 5 UNIV. 5 & STND. 6 - 6 CI-DESSUS - 19 STND. 7 - 7 COLLÈGE STND. 8 - 8 D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PROFESSIONNEL NIVEAU 1 - 9 TC AN. 1 - 20 NIVEAU 2 - 10 TC AN. 2 - 21 NIVEAU 3 - 11 TC AN. 3 - 22 NIVEAU 4 - 12 TC AN. 4 - 23 MÉDIOCRES/PEUPLÉES ...10 INSTRUCTION DE MAUVAISE QUALITÉ/ PROFESSEURS SOUVENT ABSENTS11 ÉCOLE TROP DANGEREUSE POUR LES FILLES..12 ÉCOLE TROP LOIN DE LA MAISON. . . .13 LAISSÉ POUR S'OCCUPER DES AUTRES14 ÉCHEC À L'EXAMEN DE PROMOTION. . . .15 RENVOYÉ / EXPULSÉ.16 AUTRE PRÉCISEZ)17 SÉCURITÉ /SURETÉ. 18	
							A) Français	B) Arabe
			RAISON					

MODULE 2: EDUCATION												
ENFANTS DE 10 À 19 ANS												
	8B	9	10	11	12	14	15a	15b	16	17	18	
CODE D'IDENTIFICATION	[NOM] est-il actuellement inscrit ou sera-t-il inscrit à l'école cette année scolaire (2022-2023) ?	Quelle est la classe de [NOM] pour cette année scolaire (2022-2023) ?	Quel âge avait [NOM] lorsque [NOM] a commencé l'école ?	Quel type d'école fréquente [NOM] ?	Combien de jours d'école [NOM] a-t-il fréquenté la semaine dernière ?	« Comment [NOM] se rend-il à l'école chaque jour ?	Combien de temps faut-il habituellement à [NOM] pour se rendre à l'école par ce moyen de transport ?	À un moment quelconque au cours des 12 derniers mois, est-ce que [NOM] a déjà temporairement abandonné l'école, de sorte que [NOM] a manqué plus de deux semaines consécutives d'enseignement ?	Quelle était la principale raison pour laquelle [NOM] a temporairement abandonné l'école ?	Une personne ou une organisation extérieure à ce ménage a-t-elle contribué aux frais de [NOM] au cours de la dernière année scolaire (2021-2022), en espèces ou en soutien matériel ?		
		GARDERIE/ NIVEAU 5 - 13 PRE-SCOLAIRE-0 NIVEAU 6 - 14 PRIMAIRE UNIVERSITÉ		GARDERIE....1 PRIMAIRE PUBLIQUE.11 PRIVÉ NON RELIGIEUX .12 ÉGLISE/ÉCOLE MISSION .13 ÉCOLE ISLAMIQUE.14 AUTRE PRIMAIRE15	[Si la semaine précédente était un jour férié, écrivez 96]				ACQUIRED ALL EDUCATION WANTED..1 NO MONEY FOR FEES OR UNIFORM. . . 2 TOO OLD TO CONTINUE . . . MARRIED / BECAME PREGNANT . . . 4 MALADIE OU HANDICAP 5 TROUVÉ TRAVAIL 6			
	1. Actuellement inscrit	STND. 1 - 1 UNIV. 1 - 15 STND. 2 - 2 UNIV. 2 - 16 STND. 3 - 3 UNIV. 3 - 17 STND. 4 - 4 UNIV. 4 - 18 STND. 5 - 5 UNIV. 5 & STND. 6 - 6 CI-DESSUS - 19		SECONDAIRE PUBLIQUE (CONVENTIONNEL).21 ÉGLISE/ÉCOLE MISSION .22 ÉCOLE ISLAMIQUE.23 ÉCOLE DU SOIR.24 AUTRE SECONDAIRE25 PRIVÉ NON RELIGIEUX...26		A PIED.....1 A VÉLO...2 EN BUS/MINI-AUTOBUS.....3 A Moto EN TAXI...4 VÉHICULE PRIVÉ..5 AUTRE (PRÉCISER).6		YES..1 NO...2>> Q18	PAS INTÉRESSÉ. 7 LES PARENTS ONT CESSÉ D'AUTORISER 8 A DÛ TRAVAILLER OU AIDER À LA MAISON. . . 9 INSTALLATIONS SCOLAIRES MÉDIOCRES/PEUPLÉES ...10 INSTRUCTION DE MAUVAISE QUALITÉ/ PROFESSEURS SOUVENT ABSENTS11 ÉCOLE TROP DANGEREUSE POUR LES FILLES..12 ÉCOLE TROP LOIN DE LA MAISON.13 LAISSER POUR S'OCCUPER DES AUTRES14 ÉCHEC A L'EXAMEN DE PROMOTION.15 RENVOYÉ / EXPULSÉ.16 AUTRE PRÉCISEZ)17 SÉCURITÉ/SURETÉ. 18			
	2. Non inscrit, mais prévoit de s'inscrire.	STND. 7 - 7 COLLÈGE STND. 8 - 8 D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PROFESSIONNEL		TERTIAIRE UNIVERSITÉ.27 COLLÈGE DE FORMATION PROFESSIONNELLE.28 AUTRE TERTIAIRE.29								
	3. Ne sera pas présent.	NIVEAU 1 - 9 TCAN. 1 - 20 NIVEAU 2 - 10 TCAN. 2 - 21 NIVEAU 3 - 11 TCAN. 3 - 22 NIVEAU 4 - 12 TCAN. 4 - 23										
				ANNÉES		JOURS						

MODULE 2: EDUCATION												
TOUS LES ENFANTS DE 10 À 19 ANS AYANT FRÉQUENTÉ L'ÉCOLE AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE SCOLAIRE (2021-2022)												
	19											
CODE D'IDENTIFICATION	Combien a-t-on dépensé pour l'éducation de [NOM] au cours de la dernière année scolaire (année scolaire 2021-2022) par le ménage, la famille et les amis pour :											
	[SI RIEN N'A ÉTÉ DÉPENSÉ, ENREGISTRER '0' (ZÉRO). SI LE RÉPONDANT NE PEUT DONNER QU'UN MONTANT TOTAL, ENTREZ '0' (ZÉRO) DANS LES COLONNES A-I, PUIS INSCRIVEZ LE MONTANT TOTAL DANS LA COLONNE J.]											
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M
Frais de scolarité, y compris les frais supplémentaires	Dépenses pour les programmes parascolaires et le tutorat (cours supplémentaires)	Livres scolaires et papeterie	Tenue scolaire	Frais d'internat	Contribution pour la construction ou l'entretien de l'école	Transport	Association de parents/enseignants et autres frais connexes	Autre	TOTAL [À REMPLIR UNIQUEMENT SI LES DÉPENSES NE PEUVENT PAS ÊTRE VENTILÉES DANS LES CATÉGORIES A-I] A-1 GARDERIE/ PRE-SCOLAIRE-0 PRIMAIRE STND. 1 - 1 STND. 2 - 2 STND. 3 - 3 STND. 4 - 4 STND. 5 - 5 STND. 6 - 6 STND. 7 - 7 STND. 8 - 8 SECONDAIRE NIVEAU 1 - 9 NIVEAU 2 - 10 NIVEAU 3 - 11 NIVEAU 4 - 12 AUCUN...99	IDÉALEMENT, quel niveau d'éducation formelle aimeriez-vous que [NOM] achève ? NIVEAU 5 - 13 NIVEAU 6 - 14 UNIVERSITÉ UNIV. 1 - 15 UNIV. 2 - 16 UNIV. 3 - 17 UNIV. 4 - 18 UNIV. 5 & CI-DESSUS - 19 COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL TC AN. 1 - 20 TC AN. 2 - 21 TC AN. 3 - 22 TC AN. 4 - 23	Croyez-vous que [NOM] sera en mesure d'achever le niveau d'études que vous désirez ? OUI...1 NON...2	Quels sont les trois principaux obstacles qui empêcheront [NOM] et d'autres comme lui/elle d'atteindre un niveau d'éducation élevé dans votre région ? NOUS DEVONS TROUVER DES OPTIONS DE RÉPONSE EN FONCTION DES COMMENTAIRES DES CONSULTANTS ET DES ÉQUIPES PAYS

	CFA		Raison1									
												Raison 2
												Raison 3

MODULE 3 : SANTÉ

CODE D'IDENTIFICATION	NUIT DERNIÈRE	2 DERNIÈRES SEMAINES									
	0	1	2	3	4	5	15	16	17	18	
	Est-ce que [NOM] a dormi sous une moustiquaire la nuit dernière (ou la nuit dernière l'individu a dormi dans le ménage) ?	Au cours des 2 dernières semaines, [NOM] a-t-il souffert d'une maladie ou d'une blessure ?	Quelle était la maladie ou la blessure la plus récente ? 1 FIÈVRE/ PALUDISME . 1 TOUX/RHUME/INFECTION THORACIQUE... 2 TUBERCULOSE (TB)... 3 ASTHME 4 3 PROBLÈME CARDIAQUE/ DOULEUR THORACIQUE 5 DIARRHÉE/VOMISSEMENTS/DOULEURS ABDOMINALES... 6 PROBLÈME DE PEAU... sept 8 PROBLÈME DENTAIRE 8 9 PROBLÈME OCULAIRE 9 OREILLE/NÉZ/GORGE... 10 10 MAL AU DOS11 DIABÈTE12 TROUBLE MENTAL...13 MALADIE SEXUELLEMENT TRANSMISSIBLE... 14 14 VIH/SIDA15 15 FRACTURE/PLÂTE/ BLESSURE16 16 AUTRE (PRÉCISER)...17 17 MAUX DE TÊTE/D'ESTOMAC....1 8 NE SAIT PAS.....98	Quelle action [NOM] a-t-il prit pour soulager sa maladie ou sa blessure ? [IF TOOK MORE THEN ONE ACTION, ASK FOR FIRST ACTION.] N'A RIEN FAIT1 UTILISÉ DES MÉDICAMENTS EN STOCK...2 S'EST FAIT SOIGNER DANS UN CENTRE DE SANTE PUBLIC . . . 3 S'EST FAIT SOIGNER DANS UN CENTRE DE SANTE PRIVÉ/AU CENTRE DE L'ÉGLISE/DE LA MISSION . 4 S'EST RENDU DANS UNE PHARMACIE LOCALE. . 5 S'EST FAIT SOIGNER PAR UN GUÉRISSEUR TRADITIONNEL 6 AUTRE 7 NE SAIT PAS.....9	Au cours des 2 dernières semaines, pendant combien de jours [NOM] a-t-il dû arrêter ses activités normales à cause de cette maladie ou blessure ?	Au cours des 2 dernières semaines, pendant combien de jours, quelqu'un d'autre dans le ménage a-t-il dû arrêter ses activités normales pour s'occuper de [NOM] ? SI AUCUN, ENREGISTRER ZÉRO, ET >>Q6	Comment évaluez-vous la santé de [NOM] en général ? MAUVAISE.....1 PASSABLE.....2 BONNE.....3 TRÈS BONNE...4 EXCELLENTE.....5	"Comparée à l'an dernier, diriez-vous que la santé de [NOM] est : MEILLEURE.....1 1 ENVIRON LA MÊME2 PIRE.....3 [SI MOINS D'UN AN >>PERSONNE/SECTION	Est-ce que [NOM] a un handicap qui limite sa pleine participation aux activités de la vie : comme voir, entendre, marcher, se souvenir, prendre soin de soi ou communiquer ?	Quel type de handicap [NOM] a-t-il ? 1=Aveugle 2=Sourd/Muet 3=déficience mentale 4=Paralysé 5=Bras rachitique ou amputé 6=Jambe rabougrie ou amputée 7=Autre, précisez	
	OUI..1 NON...2	OUI..1 NON...2>>Q15							OUI..1 NON...2.2	Enregistrer jusqu'à 3 handicaps	Invalidité 1 : Invalidité 2 :

		3 = Carreaux
		4=Béton/ciment
		5=Herbe
		998=Autre : Spécifier
B3	Matériau principal de la toiture (enregistrement de l'observation)	1=boue
		2=Chaume/herbe/bambou
		3=Bois/planche
		4=Béton/ciment
		5=Carreaux d'argile/béton
		6=Feuille de tôle
		7=Feuille de plastique
		8=Amiante
		998=Autre : Spécifier
B4	Matériau principal des murs	1=Boue/brique de terre
		2=Pierre
		3=Briques cuites
		4=Béton/ciment

		5=Bois/bambou
		998=Autre : Spécifier
B5	Combien de pièces séparées les membres du ménage occupent-ils (ne comptez pas les salles de bains, les toilettes, les débarras ou le garage)	Nombre de chambres
		#NAME?
B6	Quelle est la principale source d'eau potable pour les membres de votre ménage tout au long de l'année ?	1=eau potable du robinet
		2=Forage
		3= Puits couvert
		5=Source
		6=Eau de pluie
		7=Rivière, lac, étang
		8=Camion, vendeur (gallons d'eau minérale)

B9	Quel est le principal type de toilettes utilisé par votre ménage ?	1=Aucun
		2=Latrine à fosse non couverte
		3=Latrines à fosse couverte
		4=Rincer à la fosse septique, ou rincer aux égouts
		5=Rivière
		6=Buisson
		998=Autre : Spécifier
		#NAME?
B10	Votre ménage a-t-il l'électricité ?	1=Oui
		2=Non
		#NAME?
B11	Quelle est la principale source de combustible utilisée pour la cuisine de votre ménage ?	1=Électricité

		2=Gaz
		998=Autre : Spécifier
		#NAME?

MODULE 5 : INDEX DES STRATÉGIES D'ADAPTATION RÉDUITES		Fréquence (0-7 jours)
Q1	Au cours des 7 derniers jours, combien de jours votre ménage a-t-il dû : se contenter d'aliments moins appréciés et moins chers parce que vous n'aviez pas assez de nourriture ou d'argent pour en acheter ?	
Q2	Au cours des 7 derniers jours, combien de jours votre ménage a-t-il dû : emprunter de la nourriture ou compter sur l'aide d'un parent ou d'un ami parce que vous n'aviez pas assez de nourriture ou d'argent pour acheter de la nourriture ?	
Q3	Au cours des 7 derniers jours, combien de jours votre ménage a-t-il dû : limiter la taille des portions de repas parce que vous n'aviez pas assez de nourriture ou d'argent pour en acheter ?	
Q4	Au cours des 7 derniers jours, combien de jours votre ménage a-t-il dû : restreindre la consommation des adultes pour que les jeunes enfants puissent manger parce que vous n'aviez pas assez de nourriture ou d'argent pour acheter de la nourriture ?	
Q5	Au cours des 7 derniers jours, combien de jours votre ménage a-t-il dû : Réduire le nombre de repas pris par jour parce que vous n'aviez pas assez de nourriture ou d'argent pour acheter de la nourriture ?	

MODULE 5 : DIVERSITÉ ALIMENTAIRE (Indicateur de score de consommation alimentaire et score de dépenses du Programme alimentaire mondial)					
Numéro de question	Question	Au cours des 7 derniers jours, combien de jours les membres de votre ménage ont-ils mangé : [...]?	Au cours des 7 derniers jours, vous ou d'autres personnes de votre ménage avez acheté l'un des	Au cours des 7 derniers jours, vous ou d'autres membres de votre ménage avez consommé l'un des aliments suivants	Au cours des 7 derniers jours, vous ou d'autres membres de votre ménage avez consommé de la nourriture que vous avez produite, cueillie ou reçue en

		NOMBRE DE JOURS (0-7)	aliments suivants ?		provenant d'un dons en nature et/ou d'assistance ?		échange de travail ?	
		SI NON CONSOMMÉ.....0	1=Oui ->	1=Oui ->	1=Oui ->	1=Oui ->	1=Yes ->	1=Yes ->
		REFUS DE RÉPONDRE... -87	0=Non -> question suivante (Assistance)	0=Non -> question suivante (Assistance)	0=Non -> question suivante	0=No -> next question	0=Non -> question suivante (Assistance)	0=Non -> question suivante (Assistance)
			En espèces	Crédit	__	__	__	__
1	Céréales et farines		__	__	__	__	__	__
	(Grains/farines de maïs ; Farine d'igname ; Farine de manioc ; Riz ; Millet ; Maïs de Guinée/Sorgho ; Farine de blé ; Pain ; Autres céréales et farine)		__	__	__	__	__	__
2	Racines féculentes, tubercules et plantains		__	__	__	__	__	__
	(tubercule de manioc ; gari ; patate douce ; igname ; pomme de terre irlandaise ; plantain ; autres racines et tubercules)		__	__	__	__	__	__
3	Légumineuses, noix et graines		__	__	__	__	__	__
	(Soja ; Haricots bruns ; Haricots blancs ; Arachides ; Autres noix/graines/légumineuses)		__	__	__	__	__	__
4	Légumes		__	__	__	__	__	__

	(Oignon ; Oeuf de jardin/aubergine ; Carottes ; Gombo frais et séché ; Poivron ; Tomate fraîche et en conserve ; Feuilles/cocoyam, Épinards ; Mauve des Juifs (Ewedu), Amarante, Telfairia, (Légumes verts feuillus), Célosie (Ugwu), Autre Légumes/Feuilles)							
5	Viande, poisson et produits d'origine animale Œufs; poisson séché/frais/fumé/poisson roux (à l'exclusion de la sauce de poisson/poudre); boeuf; viande de chèvre; porc; mouton; gibier; poulet; canard; autres viandes; suya; kilishi (suya séché)		_	_	_	_	_	_
6	Viande, poisson et produits d'origine animale utilisés comme épices. sauce de poisson/poudre d'écrevisse moulue ; Sauce à la viande / poudre, etc. utilisée en petites quantités sur les repas comme saveur		_	_	_	_	_	_
7	Fruits		_	_	_	_	_	_

	(Mangue ; Banane ; Orange/mandarine ; Ananas ; Papaye ; Avocat ; pastèque ; Concombre ; Fruits en conserve ; Autres fruits)							
8	Lait/produits laitiers		_	_	_	_	_	_
	(Lait frais/en poudre/en conserve ; yogourt ; autres produits laitiers - à l'exclusion de la margarine/du beurre ou de petites quantités de lait pour le thé/le café)							
9	Huiles et graisses		_	_	_	_	_	_
	(Huile de palme ; beurre ; margarine ; huile végétale ; huile d'arachide ; autres huiles et graisses)							
10	Sucre/produits du sucre/miel		_	_	_	_	_	_
	(Sucre ; Canne à sucre ; Miel ; Confiture ; Autres Sucrieries et Confiserie)							
11	Épices/Condiments		_	_	_	_	_	_
	(Sel ; Épices ; Gingembre ; Ail ; Curcuma ; Poivre ; Sauce tomate ; Autres condiments - y compris de petites quantités de lait pour le thé/café)							
12	Boissons (non alcoolisées, y compris l'eau en bouteille)		_	_	_	_	_	_
	Café, thé, tisane; eau en bouteille; boissons gazeuses; jus de fruits							

13	Collations consommées à l'extérieur de la maison							
	À emporter, snacks consommés à l'extérieur de la maison							
			[1] Cette catégorie comprend les sources suivantes : Aide en nature des ONG internationales et locales, du gouvernement, des agences des Nations Unies ; cadeaux de la famille et des amis ; emprunts auprès de la famille et des amis; mendicité					
			[1] Le crédit fait référence aux achats effectués à crédit et non remboursés au cours de la période de référence. La définition du crédit doit être contextualisée, pour s'assurer qu'elle ne reflète pas un comportement habituel avec un remboursement régulier, mais un comportement qui peut conduire au surendettement.					
			[1] Les aliments en conserve peuvent être ajoutés en tant que groupe d'aliments distinct (HHExpFCan) ou ventilés dans les autres groupes (fruits, légumes, viande, poisson, etc.).					
			[1] La période de rappel standard pour ce module de dépenses est de 30 jours, avec l'alternative de choisir une période de rappel de sept jours (_7D)					
			[1] Si les noix sont un élément majeur du régime alimentaire, ce groupe d'aliments (HHExpFPuls) peut être divisé entre les haricots/pois/lentilles (HHExpFPulsBeans) et les noix (HHExpFPulsNut), pour refléter la teneur élevée en calories des noix.					

MODULE 7 : DÉPENSES NON ALIMENTAIRES (Score des dépenses du Programme alimentaire mondial)

Numéro de question	Item	Over the past 7 days , did you or others in your household consume any of the following foods? [...]?
--------------------	------	---

1	Items d'hygiène (savon, brosse à dents, dentifrice, papier toilette, détergents)
2	Transport Carburant (transport en commun, taxi)
3	Approvisionnement en eau à usage domestique (Eau pour l'approvisionnement domestique - PAS l'eau potable en bouteille)
4	Électricité
5	Autres sources d'énergie (pour la cuisine, le chauffage, l'éclairage comme le gaz, le kérosène, le bois - PAS l'électricité)
6	Services liés à l'habitation (Collecte des ordures ménagères, collecte des égouts, redevance d'entretien dans les bâtiments collectifs, services de sécurité)
7	Communication (recharge mobile, internet)
8	Alcool, Tabac
9	Spécifique au pays (items non alimentaires pertinents pour le contexte et non répertoriés ci-dessus (le cas échéant))
10	Services de santé (services ambulatoires et hospitaliers)
11	Médicaments et produits de santé (Médicaments, autres produits médicaux, équipements médicaux)
12	Vêtements et chaussures (Vêtements, chaussures (achat et réparation) - uniformes scolaires exclus)
13	Services éducatifs (frais de scolarité)
14	Biens d'éducation (Autres coûts d'éducation (uniforme, matériel scolaire, transport)
15	Loyer (Loyer réel du logement)

IF NOT CONSUMED.....0

REFUSED TO ANSWER... -87

NUMBER OF DAYS

16	Household non-durable furniture and routine maintenance (Textiles, utensils, goods and services for entretien courant du ménage (n'incluez PAS les meubles, l'équipement et les appareils durables))	
17	Épargne (argent économisé)	
18	Remboursement de dette	
19	Assurance	

[1] Cette catégorie comprend les sources suivantes : Aide en nature des ONG internationales et locales, du gouvernement, des agences des Nations Unies ; cadeaux de la famille et des amis ; emprunt auprès de la famille et des amis; mendicité

[1] Le crédit fait référence aux achats effectués à crédit et non remboursés au cours de la période de référence. La définition du crédit doit être contextualisée, pour s'assurer qu'elle ne reflète pas un comportement habituel avec un remboursement régulier, mais un comportement qui peut conduire au surendettement.

MODULE 9 : STRATÉGIES DE CONSOMMATION BASÉES SUR LES MOYENS DE SUBSISTANCE (Versions génériques et rurales)

<https://resources.vam.wfp.org/data-analysis/quantitative/food-security/livelihood-coping-strategies-food-security>

<p>Au cours des 30 derniers jours, un membre de votre ménage a-t-il dû se livrer à l'une des activités suivantes en raison d'un manque de nourriture ?</p>	<p>1 = Non, car je n'en ai pas eu besoin</p> <p>2 = Non, parce que j'ai déjà vendu ces actifs ou que j'ai exercé cette activité au cours des 12 derniers mois et que je ne peux pas continuer à le faire</p> <p>3= Oui</p> <p>4= Non applicable (n'a pas d'enfants/ces actifs)</p>	<p>Sévérité indicative de la stratégie</p> <p><i>(Le bureau pays pour attribuer la gravité pertinente, ce qui suit n'est qu'un exemple)</i></p>
--	--	---

			Lcs
1.1 Vente d'actifs/biens du ménage (radio, meubles, réfrigérateur, télévision, bijoux, etc.) en raison du manque de nourriture.	__	Stress	Lcs_stress_DomAsset
1.2 Vente multiple d'animaux (non productifs) que d'habitude en raison du manque de nourriture	__	Stress	LcsR_stress_Animals
1.3 Épargne dépensée en raison du manque de nourriture	__	Stress	Lcs_stress_saving
1.4 A envoyé les membres du ménage manger ailleurs en raison du manque de nourriture	__	Stress	Lcs_stress_EatOut
1,5 Récolte de cultures immatures (par exemple, le maïs vert) en raison du manque de nourriture	__	Crisis	LcsR_crisis_ImmCrops
1,6 Consommation des stocks de semences qui devaient être conservés pour la saison suivante en raison du manque de nourriture.	__	Crise	LcsR_crisis_Seed
1.7 Diminution des dépenses en engrais, pesticides, fourrage, aliments bétail, soins vétérinaires, etc. en raison du manque de nourriture	__	Crise	LcsR_crisis_AgriCare
1.8 Maison ou terrain hypothéqué/vendu par manque de nourriture	__	Urgence	Lcs_em_ResAsset

1.9 Mendicité et/ou faire la poubelle (demandait de l'argent/de la nourriture à des inconnus) en raison du manque de nourriture	_	Urgence	Lcs_em_Begged
1.10 Vente des dernières femelles(animaux)faute de nourriture	_	Urgence	LcsR_em_FemAnimal
1,11 Achats de produits alimentaires/non alimentaires à crédit (dettes) en raison du manque de nourriture	_	Stress	Lcs_stress_CrdtFood
1.12 vente des actifs productifs ou des moyens de transport (machine à coudre, brouette, vélo, voiture, etc.) par manque de nourriture	_	Crise	Lcs_crisis_ProdAsset
1.13 Réduction des dépenses de santé (y compris médicaments) ou d'éducation en raison du manque de nourriture	_	Crise	Lcs_crisis_HealthEdu
1,14 Retrait des enfants de l'école en raison du manque de nourriture	_	Crise	Lcs_crisis_OutSchool
1.10 Pratique d'activités rémunératrices illégales (vol, prostitution) en raison du manque de nourriture	_	Urgence	Lcs_em_IllegalAct

MODULE 10 : FECONDITE ET SANTE REPRODUCTIVE

DEMANDEZ À TOUTES LES FEMMES RÉSIDENTES ÂGÉES DE 10 À 19 ANS. (DEMANDER À LA CONJOINTE DE FOURNIR DES RÉPONSES POUR TOUTES LES FEMMES DE 10 À 19 ANS)

NTFH D'IDE CODE	1A	1B	1C	2	3	4	5	6

<p>Avez-vous reçu une formation sur la puberté et la gestion menstruelle ?</p> <p>DEMANDEZ AUX FILLES 10-19 ANS</p>	<p>Avez-vous utilisé les services de planification familiale ?</p> <p>DEMANDEZ SEULEMENT AUX FILLES MARIÉES DE 10-19 ANS</p>	<p>[NOM] a-t-elle déjà été enceinte ?</p> <p>OUI..1 NON. .2 >>FEMME SUIVANTE /MODULE INCERTAIN.7 >>FEMME SUIVANTE/MODULE</p>	<p>À quel âge [NOM] est-elle tombée enceinte pour la première fois ?</p> <p>AGE EN ANNÉES</p>	<p>Est-ce que [NOM] est enceinte maintenant ?</p> <p>OUI..1 NON. .2 >>Q7 PAS SÛR..7 >>Q7</p>	<p>De combien de mois de grossesse est [NOM] ?</p> <p>ENTRER LE NOMBRE TOTAL DE MOIS COMPLETS. SI MOINS D'UN MOIS, ENREGISTRER '00'</p> <p>PLUS ENCEINTE....88</p> <p>NE SAIS PAS...97</p>	<p>« [NOM] a-t-elle demandé/a-t-elle demandé à obtenir des soins prénatals pour cette grossesse ? Si oui, auprès de qui [NOM] a-t-elle recherché des soins ?</p> <p>[ENREGISTRER JUSQU'À QUATRE.]</p> <p>DOCTEUR.1 INFIRMIÈRE.2 SAGE-FEMME.3 AGENT CLINICIEN. .4 ACCOUCHEMENT TRADITIONNEL ACCOMPAGNATRICE5 PARENT/AMI. .6 PERSONNE7 >>Q7 AUTRE PRÉCISEZ). .8 NE SAIT PAS.....97 >>Q7</p>	<p>[NOM] donné à un vivan Si ou [SON] Y a-t- bébés ou m sign nait s non ÉCRI AUC FEM MOD SUIV</p>				
						<table border="1"> <tr> <td>a</td> <td>b</td> <td>c</td> <td>d</td> </tr> </table>	a	b	c	d	
a	b	c	d								

MODULE 11 : PROGRAMME BBGE

	Question	Réponse	
1	Avez-vous entendu parler du programme BBGE ?	1=Oui 2=Non	Commun pour le Tchad ou le Niger
2	Avez-vous reçu/participé à des formations ou à des événements dans la communauté axés sur la santé, l'éducation ou les filles depuis 2019 ?	1=Oui 2=Non>>5 8=DK>>5	Uniquement pour le Tchad (certains des bénéficiaires sont des femmes mais les questions peuvent également

être posées
aux
hommes
aussi)

3	Qui a organisé les formations ou les événements communautaires ?	<p>1=Ami 2=Voisin 3=Autre membre de la communauté 4=ONG 5=Programme BBGE 6=Gouvernement 7=Autre, précisez</p>
4	Veillez nous dire quels sujets ont été couverts par ces formations et événements. Cochez toutes les cases qui s'appliquent.	<p>1=Importance de l'école 2=Éducation des filles 3=Mariage précoce 4=Autre, précisez</p>
5	Avez-vous connaissance d'émissions radiophoniques dans votre communauté sur l'importance de l'éducation des filles ?	<p>1=Oui, je suis au courant des émissions radiophoniques 2=Oui, j'ai entendu les émissions radiophoniques 3=Non</p>
6	Avez-vous participé à des AME ou des APE depuis 2019 ?	<p>1=Oui 2=Non</p>

7	Avez-vous reçu/participé à des formations ou à des événements pour les membres des AME ou des APE axés sur la santé, la nutrition, l'éducation ou les filles depuis 2019 ?	<p>1=Oui 2=Non>>11 8=DK>>11</p>
8	Qui a organisé les formations ou événements au bénéfice des AMEs ou APEs ?	<p>1=Principal 2=Enseignant 3=Administrateur scolaire 4=Autre membre de la communauté 5=Programme BBGE 6=Gouvernement 7=Autre, précisez</p>
9	Veuillez nous dire quels sujets ont été couverts par ces formations et événements. Cochez toutes les cases qui s'appliquent.	<p>1=WASH 2=Nutrition 3=Démonstrations culinaires 4=GBV ou FGM 5=SRH 6=Autres, précisez</p>
10	Depuis 2019, avez-vous reçu un kit de formation de cuisinier avec boîtes à images et jeux de nutri-cartes dans votre APE ou AME ?	<p>1=Oui, les deux 2=Oui, boîtes à images 3=Oui, jeux de nutri-cartes 4=Non</p>

11	Avez-vous entendu parler de subventions de 100 000 CFA disponibles aux membres de l'APE/AME pour établir des AGR ?	1=Oui 2=Non>>13
12	Avez-vous ou quelqu'un que vous connaissez reçu une subvention de 100 000 CFA pour la création d'une AGR, depuis 2019 ?	1=Oui, les deux 2=Oui, j'ai reçu une subvention 3=Oui, quelqu'un que je connais a reçu une subvention 4=Non
13	Avez-vous, ou quelqu'un de votre entourage, reçu un soutien pour des AGR, notamment des machines à coudre ou d'autres intrants pour la couture ou des formations à la fabrication de serviettes hygiéniques ?	1=Oui, moi, quelqu'un que je connais a reçu à la fois un soutien pour les AGR et les formations 2=Oui, moi, quelqu'un que je connais a reçu une assistance pour des AGR 3=Oui, moi, quelqu'un de mon entourage a reçu des formations 4=Non
14	Avez-vous entendu parler de subventions de 20 000 CFA accordées aux 3 filles les plus performantes du primaire depuis 2019 ?	1=Oui 2=Non

15	Avez-vous entendu parler des espaces sûrs disponibles dans votre communauté ? Si oui, avez-vous participé ?	<p>1=Oui, il y a des espaces sûrs dans ma communauté mais je n'y suis pas allé</p> <p>2=Oui, il y a des espaces sûrs dans ma communauté et j'y ai participé</p> <p>3=Non, je ne connais pas d'espaces sûrs dans ma communauté >> 17</p> <p>4=DK>> 17</p>
16	Si vous connaissez Espaces Sûrs, pouvez-vous me dire ce qu'ils proposent ? Cochez toutes les réponses qui s'appliquent.	<p>1=Endroit pour se faire des amis</p> <p>2=Informations sur la SSR</p> <p>3=Informations sur la VBG</p> <p>4=Défouloir pour les survivants de la VBG</p> <p>5=AGR pour les femmes</p> <p>6=Autre, précisez</p>

17	Avez-vous entendu parler de classes préscolaires pour les parents d'enfants âgés de 3 à 5 ans disponibles dans votre communauté ? Si oui, avez-vous participé ?	<p>1=Oui, il y a des classes préscolaires mais je n'en ai pas fréquenté 2=Oui, il y a des classes préscolaires et j'en ai fréquenté 3=Non, je ne connais pas de classes préscolaires dans ma communauté 4=DK</p>
18	Vos enfants ont-ils des actes de naissance?	<p>1=Oui, tous 2=Oui, certains d'entre eux 3=Non 4=DK</p>

Enquête auprès des jeunes

MODULE 0 : PAGE DE COUVERTURE

Pays	1=Tchad 2=Niger
Région	1=Lac 2=Logone 3=Tillabéri 4=Tahoua 5=Diffa
Communauté	
Statut de réfugié	1=Réfugié 2=Hôte
HHID*	
ID du membre*	
Âge du répondant [12-19]	
Sexe du répondant	1=Homme 2=Femme

*Remarque : HHID et ID de membre seront tirés de l'enquête principale auprès des ménages

MODULE 0.A. : CONSENTEMENT ÉCLAIRÉ (RÉPONDANTS DE PLUS DE 18 ANS)

Le consentement éclairé est administré à tous les répondants principaux de plus de 18 ans. Dans le cas où le répondant principal, femme ou homme, est un mineur légal (<18 ans), le consentement éclairé est administré à son tuteur légal et il lui est administré le formulaire d'assentiment. Dans le cas où aucun chef de ménage n'est disponible, ou si un autre membre du ménage est censé être le répondant principal pour les modules au niveau du ménage, le consentement éclairé est également administré à ce membre.

[AGENT ENQUETEUR : LIRE LE SCRIPT CI-DESSOUS]

Les réponses fournies aideront le gouvernement de [insérer le pays de l'enquête] ainsi que les organisations internationales telles que le PAM à comprendre les besoins des familles comme la vôtre. Les informations seront utilisées pour améliorer l'éducation des filles dans votre région. Environ XX familles participent à cette étude dans [ajouter X régions].

Je tiens à préciser qu'il n'y a aucun avantage direct pour votre ménage à participer à l'enquête. Si vous n'acceptez pas de participer à l'étude, cela ne changera pas les services ou avantages que votre ménage ou l'un de ses membres reçoit actuellement ou pourrait recevoir à l'avenir. Si vous acceptez de participer, vous pouvez arrêter à tout moment sans pénalité et sans me donner d'explication. Vous pourriez vous sentir mal à l'aise de répondre à certaines des questions que je pourrais vous poser. Sachez que vous n'êtes pas obligé de répondre à une question à laquelle vous ne voulez pas répondre. Dites-moi simplement quand vous ne voulez pas répondre à une question précise et je passerai à la suivante. Nous ne partagerons vos réponses avec personne dans votre foyer ou votre communauté. Seuls les enquêteurs menant cette étude auront accès aux données personnelles des participants. Votre nom sera conservé séparément de vos réponses dans un endroit privé et sécurisé.

Les questions peuvent prendre jusqu'à XX heures de votre temps. Nous laisserons une carte contenant des informations sur l'étude et des numéros de téléphone au cas où vous souhaiteriez en savoir plus ou si vous avez des questions même après notre visite.

Acceptez-vous de participer?

Signature de l'enquêteur _____ Date _____

Enquêteur : Signez ci-dessus pour témoigner du consentement verbal du participant. Conservez une copie pour les dossiers des PI et laissez la deuxième copie au participant.

Qui parraine cette étude ?

Cette recherche est financée par le PAM (les commanditaires). Cela signifie que l'équipe de recherche est payée par les commanditaires pour la réalisation de l'étude. Si vous avez des questions sur cette étude, vous pouvez contacter Dalberg (Tél :) ou (Tél :) chez Dalberg Research. Si vous avez des questions concernant vos droits, vous pouvez contacter le ministère de la Santé [ajouter les informations du conseil fédéral] (Tél. :) ou l'American Institutes for Research Institutional Review Board (Tél : +1 2024035542).

MODULE 0.B. : CONSENTEMENT ÉCLAIRÉ (MINEURS LÉGAUX)

L'assentiment est administré à tous les répondants de sexe féminin ou masculin qui sont des mineurs légaux (<18 ans), tandis que le consentement éclairé est administré à leur tuteur légal.

[L' AGENT ENQUÊTEUR : LIRE LE SCRIPT CI-DESSOUS]

Les réponses fournies aideront le gouvernement de [insérer le pays de l'enquête] ainsi que les organisations internationales telles que le PAM à comprendre les besoins des familles comme la vôtre. Les informations seront utilisées pour améliorer l'éducation des filles dans votre région. Environ XX familles participent à cette étude dans [ajouter X régions].

Je tiens à préciser qu'il n'y a aucun avantage direct pour votre ménage à participer à l'enquête. Si vous n'acceptez pas de participer à l'étude, cela ne changera pas les services ou avantages que votre ménage ou l'un de ses membres reçoit actuellement ou pourrait recevoir à l'avenir. Si vous acceptez de participer, vous pouvez arrêter à tout moment sans pénalité et sans me donner d'explication. Vous pourriez vous sentir mal à l'aise de répondre à certaines des questions que je pourrais vous poser. Sachez que vous n'êtes pas obligé de répondre à une question à laquelle vous ne voulez pas répondre. Dites-moi simplement quand vous ne voulez pas répondre à une question précise et je passerai à la suivante. Nous ne partagerons vos réponses avec personne dans votre foyer ou votre communauté. Seuls les enquêteurs menant cette étude auront accès aux données personnelles des participants. Votre nom sera conservé séparément de vos réponses dans un endroit privé et sécurisé.

Les questions peuvent prendre jusqu'à XX heures de votre temps. Nous laisserons une carte avec des informations sur l'étude et avec des numéros de téléphone au cas où vous voudriez en savoir plus ou si vous avez des questions même après notre visite.

Acceptez-vous de participer?

Signature de l'enquêteur _____ Date _____

Enquêteur : Signez ci-dessus pour témoigner du consentement verbal du participant. Conservez une copie pour les dossiers des PI et laissez la deuxième copie au participant.

Qui parraine cette étude ?

Cette recherche est financée par le PAM (les commanditaires). Cela signifie que l'équipe de recherche est payée par les commanditaires pour la réalisation de l'étude. Si vous avez des questions sur cette étude, vous pouvez contacter Dalberg (Tél :) ou (Tél :) chez Dalberg Research. Si vous avez des questions relatives à vos droits, vous pouvez contacter le ministère de la Santé [ajouter les informations du conseil fédéral] (Tél :) ou l'American Institutes for Research Institutional Review Board (Tél : +1 2024035542).

MODULE 1 : ÉDUCATION et ASPIRATIONS

1	1b	2	3a	3b	4	5a	5b	6	7	8	9	10	11
---	----	---	----	----	---	----	----	---	---	---	---	----	----

Es-tu actuellement inscrit à l'école? Oui = 1 Non = 2 >> Q5	Si oui, à quel niveau scolaire es-tu actuellement inscrit ? Primaire=1 Secondaire=2	Si oui, en quelle classe es-tu cette année ? [Voir codes]	Combien de jours d'école as-tu fréquenté la semaine dernière ? [Si la semaine dernière était les vacances, enregistrez "9"] 0 ou 9 >> Q4	Si tu étais absent au moins un jour, pourquoi as-tu manqué l'école la semaine dernière ? [Voir codes]	Dans quelle mesure es-tu d'accord ou en désaccord avec cette affirmation : « Je me sens en sécurité à l'école ». Pas du tout d'accord=1 Pas d'accord=2 Neutre=3 D'accord=4 Tout à fait d'accord=5 >>Q9	Si non, quand y es-tu allé pour la dernière fois ? [Entrez 98 si jamais assisté]		Quelle est ton niveau scolaire le plus élevé ? [Voir codes]	Pourquoi as-tu arrêté d'aller à l'école ? [Voir codes]	Dans quelle mesure es-tu d'accord ou pas avec cette affirmation : « Je me sentais en sécurité à l'école ». Pas du tout d'accord=1 Pas d'accord=2 Neutre=3 D'accord=4 Tout à fait d'accord=5	Imagine que tu n'as aucune contrainte et que tu puisses étudier aussi longtemps que tu le souhaites, ou retourner à l'école si tu es déjà parti. Idéalement, quel niveau d'éducation formelle aimerais-tu terminer ? [Voir codes]	Imaginez que vous êtes en mesure de choisir qui et quand vous vous mariez. IDÉALEMENT, à quel âge aimeriez-vous vous marier ? Déjà marié = 98 Jamais marié = 97	Imaginez que vous êtes en mesure de choisir le nombre d'enfants que vous désirez. IDÉALEMENT, en supposant qu'ils vivent tous jusqu'à l'âge adulte, combien d'enfants aimeriez-vous avoir ?
						MOIS	ANNÉE						

Codes de niveau d'éducation :

Codes des raisons d'absences à l'école :

Codes des raisons d'arrêt de fréquentation :

DÉFINIR L'OPTION DE RÉPONSE À PARTIR DES COMMENTAIRES DES ÉQUIPES PAYS ET DES CONSULTANTS

MODULE 2 : SANTÉ ET NUTRITION AUTO-ÉVALUÉES

1	2	3	6	7	4	5	8	9	10	11	12	13	14
<p>Comment évaluez-vous votre état de santé en général ?</p> <p>Mauvais=1 Passable=2 Bon=3 Très bon=4 Excellent=5</p>	<p>Avez-vous souffert d'une maladie ou d'une blessure au cours des 2 dernières semaines ?</p> <p>Oui=1 Non=2 >>Q8</p>	<p>Quelle était la maladie ou la blessure la plus récente ?</p> <p>[Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent]</p> <p>Fièvre = 1 Selles molles / diarrhée = 2 Toux / douleur thoracique = 3 Autre, précisez = 4</p>	<p>Votre soignant a-t-il fait quelque chose lorsque vous étiez malade ?</p> <p>Oui=1 Non=2 >> Q8</p>	<p>Qu'a fait votre soignant lorsque vous étiez malade ?</p> <p>[Sélectionnez tout ce qui s'y rapporte]</p> <p>1=Vous donner de la nourriture supplémentaire 2=Donner un médicament 3=Vous emmener chez le médecin/la pharmacie 4=Autre, précisez</p>	<p>Avez-vous manqué des jours d'école à cause de la maladie ?</p> <p>Oui=1 Non=2 >>Q8 Ne fréquente pas actuellement = 3 >> Q20</p>	<p>Combien de jours d'école as-tu manqué la dernière fois que tu as été malade ?</p> <p>[Entre un nombre de 1 à 14]</p>	<p>Au cours de la dernière semaine scolaire, as-tu eu des difficultés à te concentrer à l'école ? Par exemple, as-tu eu du mal à prêter attention à ce que disait ton professeur, à rester à ta place pendant une leçon ou à te concentrer sur les activités en classe ?</p> <p>Oui=1 Non=2 >> Q11</p>	<p>À quelle fréquence as-tu eu du mal à te concentrer à l'école ?</p> <p>1=Rarement 2=Parfois 3=La plupart du temps 4=Tout le temps</p>	<p>Pourquoi as-tu eu du mal à te concentrer à l'école ?</p> <p>[Sélectionnez tout ce qui s'y rapporte]</p> <p>1=faim 2=malade 3=Fatigué 4=Autre, précisez</p>	<p>À quand remonte ton dernier examen médical passé à l'école ?</p> <p>Une examen médical, c'est quand un médecin ou une infirmière vous examine pour s'assurer que vous êtes en bonne santé, même si vous ne vous sentez pas malade (par exemple, lors d'une inspection médicale scolaire).</p> <p>1=La semaine dernière 2=Mois passé 3=Année précédente 4=Plus d'un an 5= Jamais</p>	<p>À quelle fréquence faites-vous des examens médicaux à l'école ?</p> <p>1=Chaque mois 2=Quelques mois 3=Chaque année 4=Moins d'une fois par an 5=Jamais</p>	<p>As-tu reçu des comprimés pour le déparasitage à l'école l'année dernière (2021-2022) ?</p> <p>1=Oui 2=Non 99=Ne sait pas</p>	<p>As-tu reçu un comprimé ou une pilule de vitamines ou de micronutriments à l'école l'année scolaire dernière (2021-2022) ?</p> <p>1=Oui 2=Non 99=Ne sait pas</p>

2	Si la réponse est "Non", demandez pourquoi ?	<p>Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent.</p> <p>Ne pas lire les options de réponse.</p> <p>0- Pas de toilettes fonctionnelles 1 - Pas de papier toilette 2 - Pas de savon dans les toilettes 3 - Pas d'eau dans les toilettes 4 - Aucune intimité 5 - Hors service 6 - Mauvaise odeur 7 - Sale 8 - Pas sûr 9 - Mélangé avec des étudiants de sexe opposé 10 - Autre, précisez</p>
3	If answered "No", ask Where do you go when you need to urinate/defecate?	<p>1 - Bush 2 - River 3 - Went home to use latrine 4 - Other, specify</p>
4	How important is it to dispose of human feces (and not leave them outside)?	<p>1 - Not important 2 - A little important 3 - Rather important 4 - Very important</p>
5	Pourquoi est-il important de se débarrasser des matières fécales humaines (et de ne pas les laisser dehors) ?	<p>Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent.</p> <p>Ne pas lire les options de réponse.</p> <p>Contamine le sol et l'eau</p>

6	<p>Quelle est la bonne façon d'utiliser les toilettes? Décrivez les étapes à suivre lors de l'utilisation d'une latrine, depuis l'entrée dans la latrine jusqu'à la sortie de la zone des latrines.</p> <p>L'élève a-t-il mentionné l'un des éléments suivants :</p>		
a	déféquer/uriner dans la cuvette des toilettes		1 - Oui 0 - Non
b	Se nettoyer après avoir déféqué/uriné avec du papier toilette ou de l'eau.		1 - Oui 0 - Non
c	Jeter le papier toilette dans les toilettes ou dans la corbeille (pas sur le sol)		1 - Oui 0 - Non
d	Ne pas jeter d'objets solides dans les toilettes		1 - Oui 0 - Non
e	Faire fonctionner la chasse d'eau après utilisation		1 - Yes 0 - No
f	Se laver les mains après être allé aux toilettes		1 - Oui 0 - Non
7	Qu'utilisez-vous pour vous nettoyer après être allé aux toilettes ?	<p>Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent.</p> <p>Ne pas lire les options de réponse.</p>	1 - Papier 2 - Eau 3 - Rien 4 - Autre, précisez
8	Y a-t-il une poubelle / une fosse à déchets dans votre école ?		1 - Oui 0 - Non

9	Comment vous débarrassez-vous des déchets / ordures ?	<p>Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent.</p> <p>Ne pas lire les options de réponse.</p>	<p>1 - Les mettre dans une poubelle / fosse à ordures</p> <p>2 - Les jeter par terre</p> <p>3 - Autre, précisez</p>
---	---	--	---

L'eau de boisson

10	Où vous procurez-vous l'eau que vous buvez à l'école ?	<p>Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent.</p>	<p>1 - Ils nous donnent de l'eau bouillie</p> <p>2 - Ils nous donnent de l'eau non bouillie</p> <p>3 - Eau courante</p> <p>4 - Réservoir</p> <p>5 - Puits</p> <p>5 - Autre, précisez</p>
11b	Is it important to drink water from a safe source?		<p>1 - Not important</p> <p>2 - A little important</p> <p>3 - Rather important</p> <p>4 - Very important</p>
13	Pourquoi est-il important de boire de l'eau provenant d'une source sûre ?	<p>Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent.</p> <p>Ne pas lire les options de réponse.</p>	<p>1 - Réduction de la probabilité de présence de germes, de micro-organismes</p> <p>2 - Réduit les risques de maladie (diarrhée)</p> <p>3 - Donne un meilleur goût à l'eau</p> <p>4 - Autre, précisez</p> <p>88 -DK</p>

12	<p>Selon vous, quelle est la probabilité que vous tombiez malade, comme des maux d'estomac ou de la diarrhée, en buvant de l'eau provenant d'une source insalubre ?</p>	<p>1 - Peu probable 2 - Pas sûr 3 - Probable</p>
----	---	--

Lavage des mains

15	<p>Pouvez-vous décrire comment vous vous lavez les mains ?</p>	<p>Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent. Ne pas lire les options de réponse.</p>	<p>1 - Se laver les mains dans un bol d'eau (à partager avec d'autres personnes) 2 - Avec quelqu'un qui verse un peu d'eau propre d'une cruche sur ses mains. 3 - Sous l'eau courante 4 - Se lave les mains avec du savon ou de la cendre 5 - Autre, précisez</p>
16	<p>A quel moment vous êtes-vous lavé les mains aujourd'hui ? Si l'entretien a lieu tôt le matin, posez des questions sur la journée d'hier.</p>	<p>Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent. Ne pas lire les options de réponse.</p>	<p>1 - Avant de manger 2 - Après avoir mangé 3 - Après la défécation 4 - Après avoir joué à des jeux 5 - Après avoir jeté les ordures ou fait le ménage 6 - Après être rentré de l'école ou du marché 7 - Après avoir nourri ou soigné des animaux 8 - Après avoir nettoyé/essuyé le petit frère ou la petite sœur 9 - Avant de préparer les</p>

		aliments 10 - Autre, précisez
17	Quelle proportion de vos camarades de classe se lavent les mains après avoir été aux toilettes ?	1 - Aucun 2 - Certains 3 - La plupart 4 - Tous
18	Quelle proportion de vos camarades de classe se lavent les mains avant les repas ?	1 - Aucun 2 - Certains 3 - La plupart 4 - Tous
19	Utilisez-vous des stations de lavage des mains à l'école ?	Une station de lavage des mains peut être un évier, un robinet avec un seau, un robinet tippy - tout ce qui fournit de l'eau courante propre. 0 - Non 1 - Oui 2 - Il n'y a pas de stations de lavage des mains à l'école >> Passer au module suivant
20	Si la réponse est "Non", demandez pourquoi ?	Sélectionnez tout ce qui s'y rapporte. 1 - Savon non disponible 2 - Lavabos pas propres 3 - Mixte avec des étudiants de sexe opposé 4 - Hors service 5 - Bondé 6 - Peu d'eau 7 - Loin des salles de cours 8 - Trop haut pour être atteint 9 - Autre, précisez

MODULE 5 : SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE

1	2	3	-	5	6	7	8	13	14
---	---	---	---	---	---	---	---	----	----

<p>Avez-vous actuellement un(e) petit/petite ami(e) ou un conjoint(e)/partenaire ?</p> <p>1=Oui, petit/petite ami(e) 2=Oui, conjoint(e)/partenaire 3=Non >> Q5</p>	<p>Quel âge a votre petit(e) ami(e) ou votre conjoint(e)/partenaire ?</p> <p>[Entrez l'âge en années. Entrez 99 si DK].</p> <p>>>Q5</p>	<p>Si vous êtes marié, quel âge aviez-vous lorsque vous vous êtes marié ?</p> <p>[Entrez l'âge en années]</p>	<p>-</p>	<p>Avez-vous eu des expériences sexuelles autres que des baisers, par choix ou contre votre gré ?</p> <p>1=Oui 2=Non >>Q21</p>	<p>Quel âge aviez-vous lorsque vous avez eu votre première expérience sexuelle ?</p> <p>[Entrez l'âge en années]</p>	<p>Avez-vous déjà eu des rapports sexuels par votre choix ou contre votre volonté ? (Par rapport sexuel, je veux dire lorsqu'un homme introduit son pénis dans le vagin ou l'anus d'une femme).</p> <p>1=Oui 2=Non >> Q21</p>	<p>Quel âge aviez-vous lorsque vous avez eu votre tout premier rapport sexuel ?</p> <p>[Entrez l'âge en années]</p>	<p>Au total, avec combien de personnes différentes avez-vous eu des relations sexuelles au cours des 12 derniers mois ?</p> <p>[Entrer un nombre]</p>	<p>Certaines de ces relations se sont-elles superposées dans le temps (c'est-à-dire avez-vous eu plus d'une relation à la fois) ?</p> <p>1=Oui 2=Non</p>
			-						

<p>Maintenant, je voudrais vous poser des questions sur votre partenaire le plus récent (ou actuel) au cours des 12 derniers mois</p>			<p>Uniquement pour les femmes</p>											
15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	25b	26	27	28

Est-ce que vous ou votre partenaire avez utilisé un préservatif lors de votre dernier rapport sexuel ? 1=Oui 2=Non	Avez-vous déjà reçu ou donné de l'argent, des cadeaux ou des faveurs en échange de relations sexuelles avec cette personne ? 1=Oui, reçu 2=Oui, donné 3=Les deux 4=Non 9=Refusé	Au cours des 12 derniers mois, quelqu'un vous a-t-il fait pression, trompé ou forcé à avoir des relations sexuelles contre votre gré ? 1=Pression 2=Trompé 3=Forcé 4=Non 9=Refusé	Dans votre vie, avec combien de personnes différentes avez-vous eu des rapports sexuels au total ? [Entrer un nombre]	Dans votre vie, avez-vous déjà reçu ou donné de l'argent, des cadeaux ou des faveurs en échange de relations sexuelles ? 1=Oui, reçu 2=Oui, donné 3=Les deux 4=Non 9=Refusé	Dans votre vie, quelqu'un vous a-t-il poussé, trompé ou forcé à avoir des relations sexuelles contre votre gré ? 1=Pression 2=Trompé 3=Forcé 4=Non 9=Refusé	Lorsqu'une femme atteint un certain âge, elle commence à avoir des saignements mensuels (cycle menstruel). Avez-vous commencé vos saignements menstruels ? 1=Oui 2=Non >> Q39	À quel âge avez-vous commencé vos saignements mensuels pour la première fois ? [Entrez l'âge en années]	À quel moment remonte le dernier jour de votre cycle menstruel ? [Si actuellement actif, entrez la date d'aujourd'hui] Insérer le jour et le mois	Avez-vous déjà manqué l'école à cause de votre cycle menstruel ? 1=Oui 2=Non 3=Je ne me souviens pas	Utilisez-vous actuellement ou avez-vous déjà utilisé des produits hygiéniques tels que des serviettes hygiéniques ou des tampons ? 1=Oui, actuellement 2=Oui, auparavant 3=Non >>Q26	Où avez-vous trouvé les produits sanitaires ? 1=Je les achète au magasin 2=Soignant 3=Ami 4= A l'école 5=Autre, veuillez préciser	Quelle est la principale raison pour laquelle vous n'utilisez pas actuellement de produits sanitaires lorsque vous faites votre cycle ? 1=Ils ne sont pas disponibles 2=Ils sont trop chers 3=Nulle part où les jeter 4=Stigmatisation sociale ou honte 5=Autre, précisez	Avez-vous déjà été enceinte ? 1=Oui 2=Non >> Q39	A quel âge êtes-vous tombée enceinte pour la première fois ? [Entrez l'âge en années]	

Uniquement pour les femmes												
29	30	31	32	33	34	34b	35	37	38	39	40	41

<p>Avez-vous commencé une grossesse depuis 2019?</p> <p>1=Oui 2=Non >> Q33 3=DK</p>	<p>Êtes-vous actuellement enceinte ?</p> <p>1=Oui 2=Non >> Q33 3=DK</p>	<p>De combien de mois êtes-vous enceinte ?</p> <p>[Entrez le nombre total de mois écoulés. Si moins d'un mois entrer 00. Entrer 99 si ne sait pas]</p>	<p>Avez-vous demandé des soins prénatals pour cette grossesse ? Si oui, de qui ?</p> <p>1=Docteur 2=Infirmière 3=Sage-femme 4=Accoucheuse traditionnelle 5=parent/ami 6=Autre, précisez</p>	<p>Avez-vous déjà eu une grossesse qui a fait une fausse couche, qui a été avortée ou qui s'est terminée par une mortinaissance ? Si oui, combien ?</p> <p>[Entrez le nombre. Entrez 99 si vous ne savez pas].</p>	<p>Avez-vous déjà donné naissance à un enfant vivant ? Si oui, combien?</p> <p>[Entrez un nombre]</p>	<p>Veuillez indiquer la date de naissance (mois et année) de chaque enfant.</p>	<p>Quel est l'écart le plus court que vous avez eu entre les grossesses ? En d'autres termes, après qu'une grossesse se soit terminée par une naissance vivante ou non, quel est le moins de temps qui s'est écoulé avant que vous soyez à nouveau enceinte ?</p> <p>[Indiquer le nombre et l'unité] 1=Années 2=mois</p>	<p>Avez-vous déjà été enceinte alors que vous ne le souhaitiez pas ?</p> <p>1=Oui 2=Non >> Q39</p>	<p>Pourquoi n'avez-vous pas voulu être enceinte à ce moment-là ?</p> <p>[Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent].</p> <p>1=Préoccupation pour la santé 2=Préoccupation pour la santé du bébé 3=J'ai déjà eu trop d'enfants 4=Je viens d'avoir un bébé 5=Voulait rester à l'école 6=autre, précisez</p>	<p>Connaissez-vous des méthodes de planification familiale ? Si oui, lesquelles ?</p> <p>[Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent.]</p> <p>0= Non >> Q42 1=Pilule 2=DIU 3=Injectable 4=Implant 5=Préservatif masculin 6=Préservatif féminin 7=Méthode traditionnelle 8=Autre : Précisez</p>	<p>Est-ce que vous ou votre partenaire utilisez actuellement des méthodes de planification familiale ?</p> <p>1=Oui 2=Non >>Q42</p>	<p>Quelle est la méthode de planification familiale que vous ou votre partenaire avez utilisée le plus récemment ?</p> <p>1=pilule 2=DIU 3=Injectables 4=implanter 5=Préservatif masculin 6=Préservatif féminin 7=Méthode traditionnelle 8=Autre : Précisez</p>	
---	---	--	---	--	---	---	--	--	---	---	---	---	--

42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----

Avez-vous entendu parler du VIH ? 1=Oui 2=Non >>Q54	Une personne peut-elle être infectée du VIH par des piqûres de moustiques ? 1=Oui 2=Non 3= DK	Une personne peut-elle être infectée par le VIH en partageant un repas avec une personne infectée ? 1=Oui 2=Non 3= DK	Le risque de transmission du VIH peut-il être réduit en ayant des relations sexuelles avec un(e) seul(e) partenaire fidèle non infecté(e) ? 1=Oui 2=Non 3= DK	Une personne ayant une apparence saine peut-elle avoir le VIH ? 1=Oui 2=Non 3= DK	L'utilisation du préservatif réduit-elle le risque de transmission du VIH ? 1=Oui 2=Non 3= DK	Le risque de transmission du VIH peut-il être réduit en s'abstenant de rapports sexuels ? 1=Oui 2=Non 3= DK	Un enfant peut-il être infecté par le VIH par l'allaitement si la mère est séropositive ? 1=Oui 2=Non 3= DK	Un homme infecté, peut-il guérir du VIH, s'il a des relations sexuelles avec une jeune fille vierge ? 1=Oui 2=Non 3= DK	Existe-t-il un remède contre le VIH/SIDA ? 1=Oui 2=Non 3= DK	Je ne veux pas connaître les résultats, mais avez-vous déjà été testé pour le VIH ? 1=Oui 2=Non	Connaissez-vous un endroit où les gens peuvent aller se faire dépister pour le VIH ? 1=Oui 2=Non	Pensez-vous qu'un rapport sexuel non protégé peut conduire une femme à tomber enceinte ? 1=Oui 2=Non	Pensez-vous que nettoyer le vagin/pénis après un rapport sexuel peut éviter le risque d'IST ? 1=Oui 2=Non	

MODULE 6 : VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE

Je voudrais maintenant vous poser des questions sur d'autres aspects importants de la vie d'une femme. Vous trouverez peut-être certaines de ces questions très personnelles. Cependant, vos réponses sont cruciales pour aider à comprendre la condition des femmes au Tchad/Niger. Permettez-moi de vous assurer que vos réponses sont totalement confidentielles et ne seront divulguées à personne et personne d'autre dans votre ménage ne saura qu'on vous a posé ces questions. Si je vous pose une question à laquelle vous ne voulez pas répondre, faites-le moi savoir et je passerai à la question suivante.

Q1
<p>Êtes-vous actuellement marié, vivez-vous avec un partenaire comme si vous étiez marié ou dans une relation intime ?</p> <p>1=Oui 2=Non</p>

Demander des femmes		
Maintenant, je vais vous poser des questions sur certaines situations qui peuvent se produire entre certaines femmes et leur mari/partenaire masculin.		
	Q2 : Veuillez me dire si ces descriptions s'appliquent à votre relation avec votre (dernier) (mari/partenaire masculin).	Q3 : À quelle fréquence cela s'est-il produit au cours des 12 derniers mois : souvent, seulement parfois ou pas du tout ?
a : Il (est/était) jaloux ou en colère si vous (parlez/parliez) à d'autres hommes ?	1=Oui 2=Non-> Aller à la situation B	Souvent 2=Parfois 3=Pas au cours des 12 derniers mois

	#NAME?	#NAME?
b : Il vous (accuse/a accuse) à tort d'être infidèle ?	1=Oui 2=Non-> Aller à la situation C -87=Refuser de répondre -> Aller à la situation C	1=Souvent 2=Parfois 3=Pas au cours des 12 derniers mois #NAME?
c : Il (ne vous permet/permettait) pas de rencontrer vos amies ?	1=Oui 2=Non 2=Non-> Aller à la situation D -87=Refus de répondre -> Aller à la situation D	1=Souvent 2=Parfois 3=Pas au cours des 12 derniers mois #NAME?
d : Il (essaie/a essayé) de limiter vos contacts avec votre famille ?	1=Oui 2=Non 2=Non-> Aller à la situation E #NAME?	1=Souvent 2=Parfois 3=Pas au cours des 12 derniers mois #NAME?
e : Il (insiste/a insisté) pour savoir où vous (êtes/étiez) à tout moment ?	1=Oui 2=Non 2=Non-> Aller à Q4 -87=Refus de répondre -> Aller à Q4	1=Souvent 2=Parfois 3=Pas au cours des 12 derniers mois #NAME?

--	--	--

Maintenant, je dois vous poser quelques questions supplémentaires sur votre relation avec votre (dernier) (mari/partenaire masculin).		
	Q4 : Votre mari/partenaire masculin actuel (ou votre dernier mari/partenaire masculin) a-t-il déjà :	Q5 : À quelle fréquence cela s'est-il produit au cours des 12 derniers mois : souvent, seulement parfois ou pas du tout ?
a : dit ou fait quelque chose pour vous humilier devant les autres ?	1=Oui 2=Non -> passer à B #NAME?	1=Souvent 2=Parfois 3=Pas au cours des 12 derniers mois #NAME?
b: threaten to hurt or harm you or someone you care about?	1=Yes 2=No -> move to C -87=Refuse to answer -> move to C	1=Often 2=Sometimes 3=Not in last 12 months -87=Refuse to answer
c: insult you or make you feel bad about yourself?	1=Yes 2=No -> move to Q6a -87=Refuse to answer -> move to Q6a	1=Often 2=Sometimes 3=Not in last 12 months -87=Refuse to answer
	Q6: Has he or any other partner ever done any of the following things to you:	Q7 : À quelle fréquence cela s'est-il produit au cours des 12 derniers mois : souvent, seulement parfois ou pas du tout ?
a : vous a poussé, secoué ou jeté quelque chose sur vous ?	1=Oui 2=Non -> passer à B -87=Refuser de répondre -> passer à B	1=Souvent 2=Parfois 3=Pas au cours des 12 derniers mois #NAME?
b : vous a giflé ?	1=Oui 2=Non -> passer à C -87=Refuser de répondre -> passer à C	1=Often 2=Sometimes 3=Not in last 12 months -87=Refuse to answer

c : vous a tordu le bras ou vous a tiré les cheveux ?	1=Oui 2=Non -> passer à D -87=Refuse to answer -> move to D	1=Souvent 2=Parfois 3=Pas au cours des 12 derniers mois #NAME?
d : vous a frappé avec son poing ou avec quelque chose qui pourrait vous blesser ?	1=Oui 2=Non -> passer à E -87=Refus de répondre -> passer à E	1=Souvent 2=Parfois 3=Pas au cours des 12 derniers mois #NAME?
e : vous a donné des coups de pied, vous a traîné, ou vous a battu ?	1=Oui 2=Non -> passer à F -87=Refus de répondre -> passer à F	1=Souvent 2=Parfois 3=Pas au cours des 12 derniers mois #NAME?
f : a essayé de vous étouffer ou de vous brûler exprès ?	1=Yes 2=No -> move to G #NAME?	1=Souvent 2=Parfois 3=Pas au cours des 12 derniers mois #NAME?
g : vous a attaqué avec un couteau, un pistolet ou une autre arme ?	1=Oui 2=Non -> passer à H -87=Refus de répondre -> passer à H	1=Souvent 2=Parfois 3=Pas au cours des 12 derniers mois #NAME?
h : vous a forcé physiquement à avoir des rapports sexuels avec lui alors que vous ne le vouliez pas ?	1=Oui 2=Non -> passer à I 87=Refus de répondre -> passer à I	1=Souvent 2=Parfois 3=Pas au cours des 12 derniers mois #NAME?
i : vous a forcé physiquement à accomplir d'autres actes sexuels que vous ne vouliez pas ?	1=Oui 2=Non -> passer à J #NAME?	Souvent 2=Parfois 3=Pas au cours des 12 derniers mois #NAME?
	1=Oui	Souvent

j : vous a forcé par des menaces ou de toute autre manière à accomplir des actes sexuels que vous ne vouliez pas ?	2=Non -> passer à Q7 #NAME? #NAME?	2=Parfois 3=Pas au cours des 12 derniers mois #NAME?
--	--	--

J'aimerais maintenant en savoir plus sur les blessures que vous avez subies à la suite de l'un des actes de votre partenaire dont nous avons parlé. Par blessure, j'entends toute forme de préjudice physique, y compris les coupures, les entorses, les brûlures, les fractures, les dents cassées ou d'autres choses de ce genre.

Q7. Avez-vous déjà été blessé à la suite de ces actes par (l'un de) votre mari/partenaire(s) ? Veuillez penser à tous les actes évoqués ci-dessus.	1=Oui 2=Non → Q10 #NAME? #NAME?	
Q9a. Dans votre vie, combien de fois avez-vous été blessée par (l'un de) votre mari/partenaire(s) ?	1=Une ou deux fois 2= Plusieurs (3-5) fois 3= Plusieurs (plus de 5) fois #NAME? #NAME?	
Q9b. Cela s'est-il produit au cours des 12 derniers mois ?	1=Oui 2=Non #NAME? #NAME?	

Dans leur vie, de nombreuses femmes subissent différentes formes de violence de la part de proches, d'autres personnes qu'elles connaissent et/ou d'inconnus. Si cela ne vous dérange pas, j'aimerais brièvement vous poser des questions sur certaines de ces situations.

Q10. Depuis l'âge de 15 ans, quelqu'un vous a-t-il déjà battu ou maltraité physiquement de quelque manière que ce soit ? (Pour les femmes avec un partenaire actuel, autre que votre partenaire/mari)	1=Oui 2=Non → Q12 #NAME? #NAME?	Q11. Si oui, qui vous a fait ça ? [Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent] 1=Père 2 = beau-père 3=Autre membre masculin de la famille 4=Membre féminin de la famille 5=Enseignant 6=Police/Soldat
---	--	---

		<p>7=Ami masculin de la famille 8 = Amie femelle de la famille 9=Petit ami 10=Étranger 11=Quelqu'un au travail 12=Prêtre/Chef religieux 998=Autre, précisez #NAME? #NAME?</p>
<p>Q12. Depuis l'âge de 15 ans, quelqu'un vous a-t-il déjà forcé à avoir des relations sexuelles ou à accomplir un acte sexuel alors que vous ne le vouliez pas ? (Pour les femmes avec un partenaire actuel, autre que votre partenaire/mari)</p>	<p>1=Oui 2=Non à Q14 88=Ne sait pas à Q14 #NAME?</p>	<p>Q13. Si oui, qui vous a fait ça ? [Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent] 1=Père 2 = beau-père 3=Autre membre masculin de la famille 4=Membre féminin de la famille 5=Enseignant 6=Police/Soldat 7=Ami masculin de la famille 8 = Amie féminin de la famille 9=Petit ami 10=Étranger 11=Quelqu'un au travail 12=Prêtre/Chef religieux 998=Autre, précisez #NAME? #NAME?</p>
<p>Q14. Depuis l'âge de 15 ans, vous souvenez-vous si quelqu'un de votre famille vous a déjà touché sexuellement ou vous a fait faire</p>	<p>1=Oui</p>	<p>Q15. Si oui, qui vous a fait ça ? [Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent]</p>

quelque chose de sexuel que vous ne vouliez pas ?	2=Non à FIN ENQUÊTE 88=Ne sait pas FIN ENQUETE -87=Refuser de répondre à TERMINER L'ENQUÊTE	1=Père 2 = beau-père 3=Grand-père 4=Mère 5 = belle-mère 6=Grand-mère 7=Frère 8=Sœur 9=Oncle 10=Tante 11=Autre parent de sexe masculin 12=Autre parent de sexe féminin 998=Autre, précisez #NAME? #NAME?
---	---	---

Q16. En pensant à ce que vous avez vécu parmi les différentes choses dont nous avons parlé, au cours des 12 derniers mois, avez-vous déjà parlé de cela à quelqu'un ou demandé l'aide de services pour empêcher que cela ne se produise ?	Oui 1 Non 2 #NAME?
Q17. À qui avez-vous dit? ENREGISTRER TOUTES LES PERSONNES MENTIONNÉES SONDER : Quelqu'un d'autre ?	Amis A Parents B Frère ou soeur C Oncle ou tante D Famille du mari/partenaire E Enfants F Voisins G Police H

Médecin/agent de santé I
 Prêtre/chef religieux J
 Conseiller K
 ONG/Organisation de femmes
 Leader local M
 Autre (préciser) X
 #NAME?

Demandez aux hommes

Maintenant, je vais vous poser des questions sur certaines situations qui peuvent se produire entre certains hommes et leur femme/partenaire femelle.

	Q2 : Veuillez me dire si ces descriptions s'appliquent à votre relation avec votre (dernière) épouse/partenaire.	Q3 : À quelle fréquence cela s'est-il produit au cours des 12 derniers mois : souvent, seulement parfois ou pas du tout ?
a : Vous êtes jaloux ou en colère si elle parle/parlait à d'autres personnes ?	1=Oui 2=Non-> Aller à la situation B -87=Refuse to answer -> Go to Situation B	1=Souvent 2=Parfois 3=Pas au cours des 12 derniers mois #NAME?
b : Vous l'accusez d'être infidèle (que ce soit vrai ou non) ?	1=Oui 2=Non-> Aller à la situation C -87=Refus de répondre -> Aller à la situation C	1=Souvent 2=Parfois 3=Pas au cours des 12 derniers mois #NAME?
	1=Oui	1=Souvent

c : Vous ne lui permettez pas de rencontrer ses amies ?	2=Non 2=Non-> Aller à la situation D -87=Refus de répondre -> Aller à la situation D	2=Parfois 3=Pas au cours des 12 derniers mois #NAME?
d : Il (essaie/a essayé) de limiter vos contacts avec votre famille ?	1=Oui 2=Non 2=Non-> Aller à la situation E -87=Refus de répondre -> Aller à la situation E	1=Souvent 2=Parfois 3=Pas au cours des 12 derniers mois #NAME?
e : Vous insistez/avez insisté pour savoir où elle est/était à tout moment ?	1=Oui 2=Non 2=Non-> Aller à Q4 -87=Refus de répondre -> Aller à Q4	1=Souvent 2=Parfois 3=Pas au cours des 12 derniers mois #NAME?

Maintenant, je dois vous poser quelques questions supplémentaires sur votre relation avec votre (dernière) épouse/partenaire femelle.		
	Q4 : Avez-vous déjà fait cela à votre femme/partenaire femelle(ou à votre dernière femme/partenaire femelle) :	Q5 : À quelle fréquence cela s'est-il produit au cours des 12 derniers mois : souvent, seulement parfois ou pas du tout ?
a : a dit ou fait quelque chose pour l'humilier devant les autres ?	1=Oui 2=Non -> passer à B	1=Souvent 2=Parfois

	-87=Refuser de répondre -> passer à B	3=Pas au cours des 12 derniers mois #NAME?
b : menacer de la blesser ou de lui faire du mal ou à quelqu'un qu'elle aime ?	1=Oui 2=Non -> passer à C -87=Refuser de répondre -> passer à C	1=Souvent 2=Parfois 3=Pas au cours des 12 derniers mois #NAME?
c : l'insulter ou lui faire sentir mal dans sa peau ?	1=Oui 2=Non -> passer à Q6a -87=Refus de répondre -> passer à Q6a	1=Souvent 2=Parfois 3=Pas au cours des 12 derniers mois #NAME?
	Q6 : Avez-vous déjà fait l'une des choses suivantes à votre partenaire actuel ou précédent ?	Q7 : À quelle fréquence cela s'est-il produit au cours des 12 derniers mois : souvent, seulement parfois ou pas du tout ?
a : l'a poussée, secouée ou lui a lancé quelque chose ?	1=Oui 2=Non -> passer à B -87=Refus de répondre -> passer à B	1=Souvent 2=parfois 3=pas au cours des 12 derniers mois #NAME?
b : l'a giflée ?	1=Oui 2=Non -> passer à C -87=Refus de répondre -> passer à C	1=Souvent 2=parfois 3=pas au cours des 12 derniers mois #NAME?
c : vous a tordu le bras ou vous a tiré les cheveux ?	1=Oui 2=Non -> passer à D -87=Refus de répondre -> passer à D	1=Souvent 2=parfois 3=Pas au cours des 12 derniers mois #NAME?
	1=Oui	1=Souvent

d : l'a frappée avec ton poing ou avec quelque chose qui pourrait la blesser ?	2=Non -> passer à E -87=Refus de répondre -> passer à E	2=parfois 3=pas au cours des 12 derniers mois #NAME?
e : lui a donné des coups de pied, l'a droguée ou l'a battue ?	1=Oui 2=Non -> passer à F -87=Refus de répondre -> passer à F	1=Souvent 2=parfois 3=pas au cours des 12 derniers mois #NAME?
f : essayé de l'étouffer ou de la brûler exprès ?	1=Oui 2=Non -> passer à G -87=Refus de répondre -> passer à G	1=Souvent 2=parfois 3=pas au cours des 12 derniers mois #NAME?
g : l'a attaquée avec un couteau, une arme à feu ou une autre arme ?	1=Oui 2=Non -> passer à H -87=Refus de répondre -> passer à H	1=Souvent 2=parfois 3=pas au cours des 12 derniers mois #NAME?
h : l'a physiquement forcée à avoir des rapports sexuels avec vous alors qu'elle ne le voulait pas ?	1=Oui 2=Non -> passer à I -87=Refus de répondre -> passer à I	1=Souvent 2=parfois 3=pas au cours des 12 derniers mois #NAME?
i : l'a physiquement forcée à accomplir tout autre acte sexuel qu'elle ne voulait pas ?	1=Oui 2=Non -> passer à J -87=Refus de répondre -> passer à J	1=Souvent 2=parfois 3=pas au cours des 12 derniers mois #NAME?
j : l'a forcée par des menaces ou de toute autre manière à accomplir des actes sexuels qu'elle ne voulait pas ?	1=Oui 2=Non -> passer à Q7 -87=Refuse de répondre -> passez à la Q7	1=Souvent 2=parfois 3=pas au cours des 12 derniers mois

#NAME?

J'aimerais maintenant en savoir plus sur les blessures que votre partenaire a pu subir à la suite de l'un de vos actes dont nous avons parlé. Par blessure, j'entends toute forme de préjudice physique, y compris les coupures, les entorses, les brûlures, les fractures, les dents cassées ou d'autres choses de ce genre.

Q7. Avez-vous déjà blessé votre partenaire à la suite de ces actes ? Veuillez penser à tous les actes évoqués ci-dessus.	1=Oui 2=Non à Q10 #NAME? #NAME?	
Q9a. Dans votre vie, combien de fois avez-vous blessé votre partenaire par l'un de ces actes ?	1=Une ou deux fois 2= plusieurs (3-5) fois 3= beaucoup (plus de 5 fois) #NAME? #NAME?	
Q9b. Cela s'est-il produit au cours des 12 derniers mois ?	1=Oui 2=Non #NAME? #NAME?	
Dans leur vie, de nombreuses femmes subissent différentes formes de violence de la part de proches, d'autres personnes qu'elles connaissent et/ou d'inconnus. Si cela ne vous dérange pas, j'aimerais brièvement vous poser des questions sur certaines de ces situations.		
Q10. Connaissez-vous des femmes dans votre vie qui ont déjà été battues ou maltraitées physiquement de quelque manière que ce soit ?	1=Oui 2=Non à Q12 #NAME? #NAME?	Q11. Si oui, qui leur a fait ça ? [Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent] 1=Père 2 = beau-père 3=Autre membre masculin de la famille 4=Membre féminin de la famille 5=Enseignant 6=Police/Soldat 7=Ami masculin de la famille

		8 = Amie de la famille 9=Petit ami 10=Étranger 11=Quelqu'un au travail 12=Prêtre/Chef religieux 998=Autre, précisez #NAME? #NAME?
Q12. Connaissez-vous des femmes dans votre vie qui ont déjà été forcées d'avoir des relations sexuelles ou d'accomplir un acte sexuel alors qu'elles ne le voulaient pas ?	1=Oui 2=Non à Q14 88=Ne sait pas à Q14 #NAME?	Q13. Si oui, qui leur a fait ça ? [Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent] 1=Père 2 = beau-père 3=Autre membre masculin de la famille 4=Membre féminin de la famille 5=Enseignant 6=Police/Soldat 7=Ami masculin de la famille 8 = Amie de la famille 9=Petit ami 10=Étranger 11=Quelqu'un au travail 12=Prêtre/Chef religieux 998=Autre, précisez #NAME? #NAME?
Q14. Connaissez-vous des femmes dans votre vie qui ont déjà été touchées sexuellement ou obligées de faire quelque chose de sexuel qu'elles ne voulaient pas ?	1=Oui 2=Non TERMINER L'ENQUÊTE	Q15. Si oui, qui leur a fait ça ? [Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent] 1=Père

	88=Ne sait pas TERMINER L'ENQUÊTE #NAME?	2 = beau-père 3=Grand-père 4=Mère 5 = belle-mère 6=Grand-mère 7=Frère 8=Sœur 9=Oncle 10=Tante 11=Autre parent de sexe masculin 12=Autre parent de sexe féminin 998=Autre, précisez #NAME? #NAME?
--	---	---

Q16. En pensant à ce dont vous avez été témoin parmi les différentes choses dont nous avons parlé, au cours des 12 derniers mois, avez-vous déjà parlé de cela à quelqu'un ou demandé l'aide de services pour empêcher que cela ne se produise ?	Oui 1 Non 2 #NAME?
Q17. À qui avez-vous dit? ENREGISTRER TOUTES LES PERSONNES MENTIONNÉES SONDER : Quelqu'un d'autre ?	Amis A Parents B Frère ou soeur C Oncle ou tante D Famille du mari/partenaire E Enfants F Voisins G

Police H Médecin/agent de santé I Prêtre/chef religieux J Conseiller K ONG/Organisation de femmes L Leader local M Autre (préciser) X #NAME?

MODULE 7 : PROGRAMME BBGE

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Avez-vous entendu parler du programme BBGE ? 1=Oui 2=Non	Avez-vous reçu des repas à l'école au cours des 3 dernières années ? 1=Oui 2=Non >> Q4	Quels repas avez-vous reçu à l'école ? 1=Petit déjeuner 2=Déjeuner 3=Dîner	Est-ce que vous ou votre famille avez déjà reçu un soutien financier pour vous aider dans vos études? 1=Oui 2=Non >> Q7 8=DK >> Q7	Qui a fourni ce soutien financier ? 1=Autre membre de la famille 2=Ami 3=Voisin 4=Autre membre de la communauté 5=Programme BBGE 6=Gouvernement 7=Autre, précisez	Savez-vous combien vous avez reçu ? Si oui, veuillez me dire combien vous avez reçu (en CFA). [Entrer le montant] Entrez -99 si DK	Avez-vous reçu un kit de bienvenue à l'école ? 1=Oui 2=Non >> Q10	À quelle fréquence avez-vous reçu le kit de bienvenue ? 1=Chaque année 2=Une seule fois 3=Chaque trimestre 4=Autre, précisez	Quelle était la valeur du kit de bienvenue ? [Entrer le montant] Entrez -99 si DK	Avez-vous participé à des activités d'apprentissage extrascolaires ? 1=Oui 2=Non >> Q13	Si oui, pour quelles leçons ? [Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent] 1=Mathématiques 2=Biologie 3=Sciences de la vie et de la terre 4=Français 5=Autre, précisez	À quelle fréquence avez-vous suivi ces cours/tutorat après l'école ? 1=Tous les jours 2=3 fois par semaine 3=Deux fois par semaine 4=Une fois par semaine 5=Moins d'une fois par semaine

13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24
<p>Avez-vous un acte de naissance?</p> <p>1=Oui 2=Non 8=DK</p>	<p>Avez-vous reçu une supplémentation en micronutriments à l'école depuis 2019 ?</p> <p>1=Oui 2=Non >> Q16</p>	<p>Si oui, quels suppléments avez-vous reçus ?</p> <p>[Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent]</p> <p>1=Fer 2=acide folique 3=Vitamine C 4=Vitamine A 5=Autre, précisez</p>	<p>Avez-vous reçu un traitement déparasitage à l'école depuis 2019 ?</p> <p>1=Oui 2=Non</p>		<p>Veillez nous dire quels sujets ont été couverts par ces formations. Cochez toutes les réponses qui s'appliquent.</p> <p>1=WASH 2=Nutrition 3=MHM 4=CSE 5=VBG 6=VIH 7=Leadership 8=Autre, précisez</p>	<p>Avez-vous reçu/participé à des formations ou des événements dans la communauté axés sur la santé, l'éducation ou les filles depuis 2019 ?</p> <p>1=Oui 2=Non>>Q21 8=DK>>Q21</p>	<p>Veillez nous dire quels sujets ont été couverts par ces formations et événements. Cochez toutes les réponses qui s'appliquent.</p> <p>1=WASH 2=Nutrition 3=Éducation des filles 4=GBVou FGM 5=SRH 6=Mariage d'enfants 7=VIH 8=Autre, précisez</p>	<p>Avez-vous reçu un kit d'hygiène ou un kit MHM à l'école depuis 2019 ?</p> <p>1=Oui, les deux 2=Oui, un kit d'hygiène 3=Oui, kit MHM 4=Non >> Q23</p>	<p>Veillez nous indiquer tous les articles qui se trouvaient dans votre kit. Cochez tous les éléments qui s'appliquent.</p> <p>1=Un seau 2=des sous-vêtements 3=Serviettes hygiéniques 4=Savon 5=Parfum 6=Sac de rangement 7=Serviette 8=Autre, précisez</p>	<p>Avez-vous reçu à l'école des serviettes hygiéniques qui ne faisaient pas partie d'un kit ?</p> <p>1=Oui 2=Non</p>	<p>Votre école dispose-t-elle d'un club de santé scolaire ? Si oui, y avez-vous déjà participé ?</p> <p>1=Oui, mon école a un club mais je n'y ai jamais participé >> Q26 2=Oui, mon école a un club et j'y suis allé(e) 3=Non, mon école n'a pas de club >> Q26 8=DK >> Q26</p>

25	26	27	28	29	30	31	32	33
----	----	----	----	----	----	----	----	----

<p>Si vous avez participé au club de santé, veuillez nous dire quels sujets vous avez abordés lors de ces réunions. Cochez toutes les réponses qui s'appliquent.</p>	<p>Votre école dispose-t-elle d'une infirmerie ?</p> <p>1=Oui 2=Non 3=DK</p>	<p>Avez-vous reçu des informations sur les services de santé, en particulier les services de SRH, offerts dans votre communauté pendant votre scolarité ?</p> <p>1=Oui 2=Non >> Q29</p>	<p>Qui a fourni cette information ?</p> <p>1=Agents de santé communautaires 2=Enseignants 3=Directeurs/administrateurs 4=ONG 5=Autre, précisez</p>	<p>Avez-vous entendu parler des espaces sûrs disponibles dans votre communauté ? Si oui, avez-vous participé ?</p> <p>1=Oui, il y a des espaces sûrs dans ma communauté mais je n'y suis pas allé 2=Oui, il y a des espaces sûrs dans ma communauté et j'y ai participé 3=Non, je ne connais pas d'espaces sûrs dans ma communauté >> Q31 4=DK >> Q31</p>	<p>Si vous connaissez les espaces de sécurité, pouvez-vous me dire ce qu'ils offrent ? Cochez toutes les réponses qui s'appliquent.</p> <p>1=Un endroit pour se faire des amis 2=Information sur la santé sexuelle et reproductive 3=Information sur la violence liée au sexe 4=Défouloir pour les victimes de la violence liée au sexe 5=Associations pour les femmes 6=Autre, précisez</p>	<p>Avez-vous entendu parler du club des futurs maris ? Si oui, y avez-vous participé ?</p> <p>1=Oui, j'ai entendu parler du club mais je n'y ai pas participé. 2=Oui, j'ai entendu parler de ce club et j'y ai participé. 3=Non, je ne connais pas ce club >> Q33 4=DK >> Q33</p>	<p>Si vous connaissez le Future Husbands Club (Le Club des Futurs Maris), pouvez-vous me dire ce qu'il propose ? Cochez toutes les réponses qui s'appliquent.</p> <p>1=Un endroit pour rencontrer votre future épouse 2=Un endroit pour se faire des amis 3=Information sur la façon d'être un bon mari 4=Information sur la santé 5=Information sur la reproduction/planification familiale 6=Information sur le mariage des enfants 7=Information sur l'éducation, en particulier celle des filles 8=Autres, précisez</p>	<p>Avez-vous entendu des messages sur l'éducation des filles à la radio dans votre communauté ?</p> <p>1=Oui 2=Non</p>

1=LAVAGE
2=Nutrition
3=MHM

4=SRH

5=GBV ou FGM

6=VIH

7=Autres,
précisez

Outils qualitatifs

Discussion de groupe avec les parents/proches soignants

Introduction & Consentement

Contexte

1. Veuillez vous présenter et me dire combien d'enfants vous avez à [l'école], leur sexe et leur âge.

Pertinence, Efficacité et Impact

2. Quels sont les principaux obstacles auxquels les filles sont confrontées pour terminer l'école primaire dans votre communauté ? Et le secondaire ? Veuillez expliquer.
 - a. Dans votre communauté, les parents comment essayent-ils de soutenir l'accès des filles à l'éducation dans cette région ?
3. Connaissez-vous le programme mis en œuvre par trois agences qui sont le PAM, UNICEF et UNFPA dans les écoles pour favoriser l'éducation des filles ? Veuillez me dire ce que vous savez sur ce programme.

(Note à l'énumérateur : Soyez sûr que les participants comprennent sur quel programme vous allez discuter. Expliquez-leur que vous appellerez ce programme selon son titre formel : BBGE/AGAPE.)

- a. Le programme a-t-il favorisé l'éducation dans cette localité ? Si oui, comment ? Sinon, pourquoi ?
- b. Comment appréciez-vous les apports de ce programme sur l'éducation des filles ? Motivez ou donnez les raisons de votre réponse.
- c. Vos enfants ont-ils bénéficié du programme BBGE/AGAPE ? Veuillez le décrire.

- d. Dans votre communauté, est-ce que la perception de l'éducation des filles a changé à travers le programme BBGE/AGAPE ? Comment ?
- e. Avez-vous reçu une formation dans le cadre du programme BBGE/AGAPE (par exemple, sur la violence Basée sur le Genre, la nutrition, la prévention du mariage précoce) ? Si oui, veuillez décrire.

Spécifique au composant, poser la question la plus pertinente :

4. *Nous aimerions maintenant vous interroger sur certaines des activités spécifiques du programme BBGE/AGAPE.*

a. Les repas scolaires

- i. Comment appréciez-vous la régularité des repas scolaires ? (Dans l'année écoulée ? Et au présent ?)
- ii. La qualité des repas fournis est-elle appréciée par vos enfants ?
- iii. Qu'est-ce qui a bien marché avec les repas scolaires ?
- iv. Y a-t-il quelque chose que vous n'avez pas aimé dans la distribution des repas scolaires ?
- v. Pensez-vous que les repas scolaires ont été utiles pour soutenir l'éducation des filles ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

b. Les bourses scolaires

- i. Qui sont les bénéficiaires des bourses scolaires ?
- ii. Comment appréciez-vous l'apport de ces bourses dans leur maintien à l'école ? Motivez ou justifiez votre réponse.
- iii. Quelle a été l'utilisation faite des bourses scolaires obtenus par vos enfants ?

c. Formation en milieu scolaire sur la nutrition/les aliments nutritifs

- i. Est-ce que vous ou vos enfants avez reçu des informations sur la nutrition et les aliments nutritifs ? Veuillez décrire ce que vous avez appris et dites-nous ce que vous pensez être plus utile ?
- ii. De quels autres renseignements avez-vous besoin, vous/vos enfants, sur la nutrition et les aliments nutritifs ?
- iii. Quels constats avez-vous fait sur les liens entre ces formations et l'éducation des filles ? motivez ou expliquez vos réponses.

d. Suppléments (fer, acide folique) et déparasitage

- i. Vos enfants ont-ils reçu des suppléments de fer et d'acide folique et des déparasitants par le biais du BBGE/AGAPE ?
- ii. Qu'est-ce qui a bien marché dans la distribution de ces suppléments et déparasitants ?
- iii. Y a-t-il quelque chose que vous n'avez pas aimé dans la fourniture de ces suppléments et de ces vermifuges (par exemple, la livraison, l'absorption) ?
- iv. Quels constats faites-vous entre la distribution ou la fourniture de ces suppléments et l'éducation des filles ? Expliquez votre réponse ou motivez la.

e. Activités liées à la SSR (santé sexuelle et reproductive)

J'aimerais maintenant vous interroger sur les activités du programme liées à la SSR.

- i. L'école de votre enfant a-t-elle mis en place une infirmerie (Au Niger : ou a-t-elle été visitée régulièrement par une infirmière) dans le cadre du BBGE/AGAPE ?

- ii. Vos enfants ont-ils reçu une éducation sexuelle ou des conseils en matière de SSR ? Connaissez-vous l'existence de kits de SSR dans les infirmeries scolaires ou les centres de santé qui couvrent la zone où est située votre école?
- iii. Savez-vous s'il existe des espaces sûrs ou de mentorat pour les filles ? Étaient-ils à l'école ou dans la communauté ? Veuillez décrire.
- iv. Qu'est-ce qui a bien fonctionné avec ces soutiens SSR ? Sondez pour chaque élément : infirmerie, formation SSR, conseil en SSR, kits de SSR, mentorat, espaces sûrs.
- v. Y a-t-il quelque chose que vous n'avez pas aimé dans ces activités concernant la SSR ?
- vi. Avez-vous trouvé l'un de ces soutiens liés à la SSR utile pour soutenir l'éducation de vos filles ? Veuillez décrire.

f. Eau, assainissement et hygiène (WASH)

J'aimerais maintenant vous interroger sur les activités du programme liées à WASH.

- i. Savez-vous si le programme BBGE/AGAPE a aidé l'école de vos enfants à réhabiliter ses infrastructures WASH (latrines, points d'eau, appareil lavage des mains)? Quels autres services ou activités d'hygiène et d'assainissement l'école de votre enfant a-t-elle reçu par le biais de BBGE/AGAPE ?
 - ii. Quels ont été les principaux avantages des activités WASH ?
 - iii. Y a-t-il quelque chose que vous n'avez pas aimé dans ces activités WASH ?
 - iv. Avez-vous trouvé ces activités WASH utiles pour soutenir l'éducation des filles ? Veuillez décrire.
5. Si le programme BBGE/AGAPE devait se poursuivre, y a-t-il des activités que vous changeriez ? Veuillez expliquer.

Cohérence et Efficience

- 6. Avez-vous connaissance d'un quelconque retard dans l'une des activités du programme ? Veuillez expliquer. Quelles activités ont été retardées, et pour combien de temps ? Quelle est la cause de ces retards ?
- 7. Les fermetures d'écoles (pour le COVID ou d'autres raisons) ont-elles affecté les activités du BBGE/AGAPE ? Veuillez expliquer.

Durabilité

- 8. Souhaitez-vous que les activités du BBGE/AGAPE se poursuivent ? Lesquelles en particulier ?
- 9. Si le projet se retire à ce stade, quelles activités peuvent continuer avec le soutien des communautés ? Quelles activités seront abandonner faute de manque de capacités des communautés ?
- 10. Quels sont les obstacles à la poursuite des activités de BBGE/AGAPE sans soutien externe ? (Par exemple, les activités concernant : SSR, WASH, repas)
- 11. Pensez-vous les acquis du projet peuvent perdurer à la fin de celui-ci ?
 - a. Si le projet devrait continuer que faut-il faire autrement pour pérenniser les investissements ?

Conclusion. Ceci m'amène à la fin de mes questions. Y a-t-il autre chose que vous aimeriez partager avec moi au sujet du programme BBGE/AGAPE ? Si non, merci beaucoup pour votre temps.

Groupe de discussion avec les membres de la communauté

Introduction et consentement

Contexte

1. Veuillez-vous présenter et dire depuis combien de temps vous êtes dans cette communauté. Quel est votre rôle dans la communauté ?

Importance

2. Quels sont les principaux obstacles auxquels les adolescentes sont confrontées pour terminer l'école primaire dans votre communauté ? Et le secondaire ? Veuillez expliquer.
 - a. Selon vous, est-il facile pour les adolescentes d'accéder à l'éducation dans ce milieu ? Quels sont les principaux obstacles auxquels les jeunes filles sont confrontées dans la poursuite de leur éducation ?
 - b. Dans votre communauté, essayez-vous de soutenir l'accès des filles à l'éducation dans ce milieu ? Si oui, veuillez expliquer.

Activité sur la violence basée sur le genre

Remarque à l'animateur :

- Préparez l'activité en dessinant un arbre sur flipchart (un tableau à feuilles mobiles) avant de rencontrer les répondants. Laissez l'arbre vide et remplissez-le avec les réponses des répondants tout au long de l'activité.
- Tout d'abord, écrivez « VBG » sur le tronc lorsque vous présentez le sujet aux participants du FGD.
- Ensuite, enregistrez leurs réponses sur les causes de la VBG sous les racines de l'arbre et enregistrez leurs réponses sur les conséquences de la VBG dans la partie supérieure de l'arbre.
- Cette activité devrait prendre 30 minutes. Veuillez prendre une photo du flipchart à la fin de la discussion de groupe.



3. Nous allons maintenant faire une activité ensemble. Cette activité m'aidera à mieux comprendre le genre et la violence basée sur le genre dans cette communauté.
 - a. Tout d'abord, quelqu'un peut-il me dire ce que l'on entend par le terme « violence basée sur le genre » ?
 - i. Note à l'énumérateur : vous pouvez donner cette définition pour encadrer l'activité si nécessaire, « La violence basée sur le genre (VBG), parfois aussi appelée violence sexiste, se réfère à l'ensemble des actes nuisibles, dirigés contre un individu ou un groupe d'individus en raison de leur identité de genre. »
 - b. Merci. Notre activité aujourd'hui s'appelle un « arbre à problèmes », et c'est un outil pour comprendre les causes et les effets d'un problème. Dans cet arbre, le tronc est la violence basée sur le

genre. C'est la question centrale dont nous allons parler. En particulier, nous nous concentrerons sur la violence sexiste contre les adolescentes âgées de 10 à 19 ans.

- c. Assurons-nous d'abord que nous comprenons tous le problème. **Pouvez-vous penser à des types d'actions qui seraient considérées comme de la violence sexiste ?**
- d. Maintenant, je veux demander : que pouvons-nous définir comme étant les racines de l'arbre ? **C'est-à-dire, quelles sont les causes de la violence basée sur le genre dans cette communauté ?**
- e. Enfin, nous verrons les branches et les feuilles, qui sont les conséquences ou les effets du problème. **Quelles sont les conséquences de la violence sexiste sur les adolescentes de cette communauté ?**

Sommes-nous tous d'accord sur ce schéma ? Super! Continuons notre discussion.

Efficacité et Impact

- 4. Connaissez-vous le programme mis en œuvre par trois agences que sont le PAM UNICEF et UNFPA dans les écoles pour favoriser l'éducation des filles ? Veuillez me dire ce que vous savez sur ce programme.

(Note à l'énumérateur : Soyez sûr que les participants comprennent sur quel programme vous allez discuter. Expliquez-leur que vous appellerez ce programme selon son titre formel : BBGE/AGAPE.)

- a. Comment avez-vous entendu parler des activités du projet ?
 - b. Le programme BBGE/AGAPE a-t-il encouragé l'éducation dans cette communauté ? Si oui, comment? Sinon, pourquoi ? Avez-vous été impliqué?
- 5. Nous aimerions maintenant vous poser des questions sur certains des composants spécifiques du projet BBGE/AGAPE.
 - a. **Violence basée sur le genre (VBG)**
 - i. Avez-vous participé à des formations ou activités sur le thème de la violence sexiste ?
 - ii. Avez-vous appris quelque chose de nouveau pendant la formation ? Si oui, quoi ?
 - iii. La formation a-t-elle changé vos opinions ou vos croyances de quelque manière que ce soit ? Veuillez expliquer.
 - iv. Y a-t-il quelque chose que vous n'avez pas aimé dans ces formations ?
 - v. Pensez-vous que la formation a abordé toutes les causes profondes de la VBG dont nous venons de parler ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - vi. À votre avis, les formations sur la violence sexiste ont-elles eu un impact sur vous-même ou sur votre communauté ? Veuillez expliquer.
 - b. **Eau, assainissement et hygiène (WASH)**
 - i. Avez-vous participé à des formations ou activités sur le thème de l'assainissement et de l'hygiène au sein du programme BBGE/AGAPE? (par exemple, toilettes, lavage des mains, eau)
 - ii. Avez-vous appris quelque chose de nouveau pendant la formation ? Si oui, quoi ?
 - iii. La formation a-t-elle changé vos opinions ou vos croyances de quelque manière que ce soit ? Veuillez expliquer.
 - iv. Y a-t-il quelque chose que vous n'avez pas aimé dans ces formations ?
 - v. À votre avis, les formations sur l'assainissement et l'hygiène ont-elles eu un impact sur vous-même ou sur votre communauté ? Veuillez expliquer.
 - c. **Santé sexuelle et reproductive (SSR)**

- i. Avez-vous participé à des formations ou activités sur le thème de la santé sexuelle et reproductive (y compris la santé de l'hygiène menstruelle) ?
 - ii. Avez-vous appris quelque chose de nouveau pendant la formation ? Si oui, quoi?
 - iii. La formation a-t-elle changé vos opinions ou vos croyances de quelque manière que ce soit ? Veuillez expliquer.
 - iv. Y a-t-il quelque chose que vous n'avez pas aimé dans ces formations ?
 - v. À votre avis, les formations sur la santé sexuelle et reproductive ont-elles eu un impact sur vous-même ou sur votre communauté ? Veuillez expliquer.
- d. Attitudes envers l'éducation des filles**
- i. Avez-vous participé à des formations ou activités sur le thème de l'éducation des filles ?
 - ii. Avez-vous appris quelque chose de nouveau pendant la formation ? Si oui, quoi?
 - iii. La formation a-t-elle changé vos opinions ou vos croyances de quelque manière que ce soit ? Veuillez expliquer.
 - iv. Y a-t-il quelque chose que vous n'avez pas aimé dans ces formations ?
 - v. À votre avis, les formations sur l'éducation des filles ont-elles eu un impact sur vous-même ou sur votre communauté ? Veuillez expliquer.
6. En dehors de celles dont nous avons parlé, y a-t-il d'autres activités auxquelles vous avez participé dans le cadre du projet BBGE/AGAPE ? Veuillez les décrire.
7. Parmi les activités auxquelles vous avez participé, laquelle avez-vous le plus appréciée ? Pourquoi ?
- a. Quelle activité changeriez-vous si vous le pouviez ? Pourquoi ?
 - b. Y a-t-il des activités que vous ajouteriez, si le projet BBGE/AGAPE devait se poursuivre ? Lesquels ?
8. Dans l'ensemble, pensez-vous que votre capacité à soutenir l'accès à l'éducation (en particulier pour les filles) a changé à cause du programme BBGE/AGAPE ? Pourquoi ou pourquoi pas?

Cohérence et efficience

Nous approchons de la fin de la discussion. J'ai juste quelques dernières questions sur l'organisation du projet.

- 9. À votre connaissance, les activités BBGE/AGAPE ont-elles été réalisées en un seul programme ? Ou cela ressemblait-il à de nombreux programmes ? Veuillez expliquer.
- 10. Les activités du programme ont-elles été interrompues à un moment donné ? Qu'est-ce qui a causé l'interruption ? Quelles activités ont été impactées ?

Cela m'amène à la fin de mes questions. Y a-t-il autre chose que vous aimeriez partager avec moi concernant l'éducation des filles dans ce milieu ou le projet BBGE/AGAPE ?

Merci pour votre temps!

Entretien avec des informateurs clés – les directeurs d'école et enseignants

Présentation et consentement

Contexte

1. Veuillez vous présenter et dire depuis combien de temps vous travaillez à [l'école]. Quel est votre rôle à [l'école] ?

(Note à l'énumérateur : Prendre soin que les directeurs/enseignants connaissent bien le projet ou ne sont pas nouveaux.)

Pertinence, Efficacité et Impact

2. Quels sont les principaux obstacles auxquels les filles sont confrontées pour terminer leurs études primaires dans votre communauté ? Et le secondaire ? Veuillez expliquer.

- a. Selon vous, est-il facile pour les filles d'accéder à l'éducation dans cette localité ? Quels sont des principaux obstacles auxquels les filles sont confrontées dans la poursuite de leurs études ?

- b. Dans votre rôle comme [directeur/enseignant], comment essayez-vous de soutenir l'accès des filles à l'éducation ?

3. Connaissez-vous le programme mis en œuvre par le PAM, UNICEF et UNFPA dans les écoles pour favoriser l'éducation des filles ? Veuillez me dire ce que vous savez sur ce programme.

(Note à l'énumérateur : Soyez sûr que les participants comprennent sur quel programme vous allez discuter. Expliquez-leur que vous appellerez ce programme selon son titre formel : BBGE/AGAPE.)

- a. Le programme a-t-il favorisé l'éducation dans cette localité ? Si oui, comment ?

- b. Comment appréciez-vous les apports de ce programme sur l'éducation des filles ? Motivez ou donnez les raisons de votre réponse.

- c. Dans votre communauté, est-ce que la perception de l'éducation des filles a changé à travers le programme BBGE/AGAPE ? Comment ?

- d. Avez-vous reçu une formation dans le cadre du programme BBGE/AGAPE (par exemple, sur la violence Basée sur le Genre, la nutrition, la prévention du mariage précoce) ? Si oui, veuillez décrire.

- e. Pensez-vous que votre capacité à soutenir l'accès à l'éducation (en particulier pour les filles) a changé à cause du programme BBGE/AGAPE ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

Spécifique au composant, poser la question la plus pertinente :

4. Nous aimerions maintenant vous poser des questions sur certaines des activités spécifiques du programme BBGE/AGAPE.

a. Repas scolaires

- i. Comment appréciez-vous la régularité des repas scolaires ? (Dans l'année écoulée ? Et au présent ?)
- ii. Qu'est-ce qui a bien marché avec les repas scolaires ?
- iii. Quels ont été les plus grands défis liés à la distribution des repas scolaires ?
- iv. Pensez-vous que les repas scolaires ont été utiles pour soutenir l'éducation des filles ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

b. Bourses scolaires

- i. Qui sont les bénéficiaires des bourses scolaires ? Décrivez s'il vous plait.
- ii. Comment appréciez-vous l'apport de ces bourses dans leur maintien à l'école ? Motivez ou justifiez votre réponse.
- iii. Savez-vous comment les bourses scolaires sont utilisées par les élèves bénéficiaires ?

c. Formation en milieu scolaire sur la nutrition/les aliments nutritifs

- i. Est-ce que vous ou vos élèves avez reçu d'informations sur la nutrition et les aliments nutritifs ? Décrivez s'il vous plait.
- ii. Quelle a été l'information la plus utile que vous/vos élèves avez reçu sur la nutrition et les aliments nutritifs ?
- iii. Selon vous, comment peut-on améliorer ces formations sur la nutrition et les aliments nutritifs ?
- iv. Pensez-vous que les informations liées à la nutrition ont été utiles pour soutenir l'éducation des filles ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

d. Suppléments (fer, acide folique) et déparasitage

- i. Les élèves de votre école ont-ils reçu des suppléments de fer et d'acide folique et des déparasitants par le biais de ce programme ?
- ii. Qu'est-ce qui a bien marché dans la distribution de ces suppléments et le déparasitage ?
- iii. Quels ont été les plus grands défis liés à la fourniture de ces suppléments et au déparasitage ? (par exemple, livraison, absorption)
- iv. Quels constats faites-vous entre la distribution ou la fourniture de ces suppléments et l'éducation des filles ? Expliquez votre réponse ou motivez la.

e. Activités liées à la SSR (Santé Sexuelle et Reproductive)

Maintenant, je voudrais vous poser des questions sur les activités liées à la SSR du programme.

- i. Votre école a-t-elle mis en place une infirmerie (Au Niger : ou était-elle visitée régulièrement par une infirmière) dans le cadre du BBGE/AGAPE ?
- ii. Avez-vous reçu un soutien pour fournir une éducation sexuelle ou des conseils en matière de SSR aux filles ? Avez-vous reçu des kits SSR dans les formations sanitaires ?
- iii. Y avait-il des espaces sûrs et un mentorat pour les filles ? Étaient-ils à l'école ou dans la communauté ? Veuillez décrire.
- iv. Qu'est-ce qui a bien fonctionné dans ces soutiens SSR ? Sondez pour chaque composante de la SSR : infirmeries, éducation sexuelle, conseils en SSR, kits de SSR, mentorat, espaces sûrs
- v. Quels ont été les plus grands défis dans la fourniture des soutiens SSR ?
- vi. Avez-vous trouvé l'un de ces soutiens liés à la SSR utile pour soutenir l'éducation des filles ? Veuillez décrire.

f. Eau, assainissement et hygiène (WASH)

J'aimerais maintenant vous poser des questions sur les activités liées à WASH du programme.

- i. Le programme BBGE/AGAPE a-t-il aidé votre école à réhabiliter son infrastructure WASH ? Quels autres services d'assainissement et d'hygiène votre école a-t-elle reçus par l'intermédiaire de BBGE/AGAPE ? (ex : mise en place de comité d'hygiène et leur fonctionnement, latrines, points d'eau, appareil lavage des mains)
 - ii. Quelles étaient les plus grandes forces des activités WASH ?
 - iii. Quels ont été les plus grands défis des activités WASH ?
 - iv. Avez-vous trouvé ces activités WASH utiles pour soutenir l'éducation des filles ? Veuillez décrire.
5. Si le programme BBGE/AGAPE devait continuer, y a-t-il des activités que vous voulez qu'on change ? Veuillez expliquer.

Cohérence et Efficience

6. A votre connaissance, les bénéficiaires du projet (filles) ont-elles participé à plusieurs activités du programme BBGE/AGAPE ? (En outre, le programme a-t-il pu atteindre les mêmes bénéficiaires à travers ses différentes composantes ?)
7. Les activités BBGE/AGAPE ont-elles été réalisées en un seul programme ? Ou cela ressemblait-il à de nombreux programmes ?
8. Le programme a-t-il rencontré des retards ? Veuillez expliquer. Quelles activités ont été retardées et pendant combien de temps ? Qu'est-ce qui a causé les retards ?
9. Avez-vous modifié certaines activités du programme pour mieux répondre aux besoins de votre école ou des adolescentes de cette communauté ? Si oui, comment ? Veuillez fournir des exemples concrets d'adaptations.
10. Les fermetures d'écoles (pour COVID ou pour d'autres raisons) ont-elles affecté les activités de BBGE/AGAPE ? Veuillez expliquer.

Durabilité

11. Si le projet se retire à ce stade, quelles activités peuvent continuer avec le soutien de la communauté ? Quelles activités seront abandonner par manque de capacités des communautés ?
 - a. Par exemple, le jardin scolaire ? Les clubs ?
12. Quels sont les obstacles à la poursuite des activités de BBGE/AGAPE sans soutien externe ? (Par exemple, les activités concernant : SSR, WASH, repas, VBG)
13. Si le projet devrait continuer que faut-il faire autrement pour pérenniser les investissements ?

Conclusion. *Cela m'amène à la fin de mes questions. Y a-t-il autre chose que vous aimeriez partager avec moi sur le programme BBGE/AGAPE ? Sinon, merci beaucoup pour votre temps.*

Discussion de groupe avec des adolescentes

Présentation et consentement

Contexte

1. Veuillez vous présenter en indiquant votre nom, votre classe et (votre équipe de foot préférée –ou– acteurs/actrices des films « DANDALI »).

Pertinence – Obstacles à l'éducation des filles

2. Nous allons

L'activité m'aidera à relever pour obtenir cette communauté.

- a. Tout d'abord, cartes avec certaines filles d'aller à chacun m'aidera à fonction de **affecte-t-il nombreuses filles ou**

Remarque à l'animateur :

- *Dans la première partie de l'activité, vous sortirez chaque carte une à la fois, la définirez avec le groupe et utiliserez du ruban adhésif pour l'attacher au flipchart (tableau à feuilles mobiles) étiqueté avec les catégories en dessous. Demandez aux filles d'expliquer le terme et essayez de vous assurer que tout le monde comprend le terme avant de le catégoriser.*
- *Dans la deuxième partie de l'activité, vous déplacerez les cartes de haut en bas au sein de la catégorie, avec les plus gros obstacles (ceux qui empêchent vraiment les filles de réussir à l'école) en haut.*
- *Approfondissez la discussion en demandant aux filles si elles sont d'accord avec la catégorisation ou le classement proposé par une autre. Demandez des éclaircissements sur la façon dont elles comprennent le terme (par exemple, que considérez-vous comme une « longue distance » pour se rendre à l'école ?).*
- *Cette activité devrait prendre 30 minutes. Veuillez prendre une photo des feuilles du tableau à feuilles mobiles à la fin de la discussion de groupe.*

- ii. Mariage précoce (moins de 18 ans)
- iii. Grossesse
- iv. Violence basée sur le genre de la part des enseignants, des élèves ou des membres de la communauté
- v. Conflit ou insécurité à proximité de votre village ou de votre école
- vi. Maladie
- vii. Menstruation
- viii. Manque d'intérêt pour l'école

commencer par une activité. comprendre certains des défis une bonne éducation dans

je vais vous montrer des des choses qui, selon personnes, empêchent les l'école. Nous définirons d'entre elles, puis vous organiser les cartes en l'ampleur du problème. Cela... **toutes les filles, affecte-t-il de filles, affecte-t-il certaines n'affecte-t-il personne ?**

- i. Manque de matériel scolaire (livres, cahiers, etc.)

- ix. Trop de responsabilités ménagères
 - x. Longue distance pour aller à l'école
 - xi. Mauvais assainissement/installations à l'école (latrines, points d'eau, etc.)
 - xii. La pandémie COVID-19 (fermetures des écoles)
- b. Avant de poursuivre, y a-t-il d'autres facteurs que nous devrions ajouter ? Y a-t-il d'autres choses qui rendent les études difficiles pour les filles ?
- c. Maintenant que nous avons classé ces cartes. Nous examinerons chaque catégorie et organiserons les cartes en fonction de leur importance.
- i. Dans la catégorie "affecte toutes les filles", quelle carte énumère le plus grand obstacle à l'éducation ? Quelle carte répertorie le prochain plus grand obstacle ? ...
 - ii. Dans la catégorie "affecte la plupart des filles", quelle carte répertorie le plus grand obstacle à l'éducation ? Quelle carte répertorie le prochain plus grand obstacle ? ...
 - iii. Dans la catégorie "affecte peu de filles", quelle carte énumère le plus grand obstacle à l'éducation ? Quelle carte répertorie le prochain plus grand obstacle ? ...
- d. Sommes-nous tous d'accord sur la façon dont nous avons ordonné les cartes ? Super! Continuons notre discussion.

Efficacité et Impact

3. Avez-vous entendu parler du projet mis en œuvre par les trois agences PAM UNFPA ET UNICEF dans les écoles pour favoriser l'éducation des filles? Veuillez me dire ce que vous en savez.

(Note à l'énumérateur : Soyez sûr que les participants comprennent sur quel programme vous allez discuter. Expliquez-leur que vous appellerez ce programme selon son titre formel : BBGE/AGAPE.)

4. Nous aimerions maintenant vous poser des questions sur certaines des activités spécifiques du projet BBGE/AGAPE.

a. Repas scolaires (uniquement pour les filles de CM)

- i. Comment appréciez-vous la régularité des repas scolaires ? (Dans l'année écoulée ? Et au présent ?)
- ii. Qu'avez-vous aimé dans les repas fournis à l'école ?
- iii. Y a-t-il quelque chose que vous n'avez pas aimé dans les repas ?

b. Bourses scolaires

- i. Quelqu'un dans le groupe a-t-il reçu une bourse scolaire dans le cadre du projet ?
- ii. La bourse a-t-il été utile ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- iii. Y a-t-il quelque chose que vous n'avez pas aimé dans le programme de bourses scolaires ?
- iv. Comment vous avez utilisé la bourse reçue ?

c. Formations en milieu scolaire

- i. Avez-vous participé à des formations ou des clubs dans votre école, dans le cadre de BBGE/AGAPE ? Veuillez les décrire. (Sondez pour les formations sur WASH, SSR et VBG.)

- ii. Votre école dispose-t-elle d'un « espace sûr » pour les filles ? Si oui, que faites-vous là-bas ? Sinon est-ce que vous vous adressez à une autre structure ?
 - iii. Qu'est-ce que vous avez aimé dans ces activités ?
 - iv. Qu'est-ce que vous n'avez pas aimé avec elles ?
- d. Suppléments et déparasitage**
- i. Avez-vous reçu des suppléments nutritionnels/pilules à l'école ?
 - ii. Avez-vous reçu des médicaments vermifuges à l'école ?
- e. Eau, assainissement et hygiène (WASH) et Santé**
- i. À votre connaissance, vos installations sanitaires scolaires (latrines, eau) ont-elles été récemment réparées dans le cadre du projet BBGE/AGAPE ?
 - ii. À votre connaissance, votre école a-t-elle mis en place une infirmerie scolaire ou a-t-elle été régulièrement visitée par une infirmière ?
 - iii. Qu'est-ce qui vous a plu dans ces activités ?
 - iv. Qu'est-ce qui vous a déplu dans ces activités ?
- f. En dehors de celles dont nous avons parlé, y a-t-il d'autres activités associées au projet BBGE/AGAPE dont vous avez connaissance ?
- g. Avant le projet, comment appréciez-vous votre participation et fréquentation scolaire ainsi que la concentration en classe et vos résultats scolaires ?
- i. Quel changement voyez-vous après le projet ? À quoi attribuez-vous ce changement ?

Cohérence et efficacité

5. Parmi les activités dont nous avons discuté, auxquelles avez-vous participé ? Comment avez-vous entendu parler de ces activités ? (Sondez pour toutes les réponses. Utilisez le tableau ci-dessous pour enregistrer les réponses)
6. Quelle activité avez-vous le plus appréciée ? Pourquoi ?
7. Quelle activité changeriez-vous si vous le pouviez ? Pourquoi ?
8. Y a-t-il des activités que vous ajouteriez, si le projet BBGE/AGAPE devait se poursuivre ? Lesquelles ?
9. Si l'école a été perturbée, les activités du projet ont-elles continué ? Veuillez expliquer.
 - a. Qu'en est-il s'il y avait un conflit à proximité, les activités du projet se sont-elles poursuivies ?

Cela m'amène à la fin de mes questions. Y a-t-il autre chose que vous aimeriez partager avec moi concernant l'éducation des filles dans ce milieu ou le projet BBGE/AGAPE ?

Merci pour votre temps !

Annexe : Participation aux activités du BBGE/AGAPE

Enumérateur : Marquez d'un X les activités du BBGE/AGAPE auxquelles les participants aux FGD ont participé.

Participant FGD	Repas scolaire	Bourses Scolaires	Formations en milieu scolaire	Suppléments	Déparasitage	WASH	Santé
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							

Remarques:

Entrevue d'informateurs clés – les responsables des centres de santé

Présentation et consentement

Contexte

1. Veuillez vous présenter et dire depuis combien de temps vous travaillez dans ce centre de santé. Quelle est votre fonction au centre de santé ?

Pertinence, Efficacité et Impact

2. Quels sont les obstacles liés à la santé auxquels les adolescentes sont confrontées pour terminer l'école primaire dans votre communauté ? Et le secondaire? Veuillez expliquer

3. Connaissez-vous le programme mis en œuvre par le PAM, UNICEF et UNFPA dans les écoles pour favoriser l'éducation des filles? Veuillez me dire ce que vous savez sur le programme.

(Note à l'énumérateur : Soyez sûr que les participants comprennent sur quel programme vous allez discuter. Expliquez-leur que vous appellerez ce programme selon son titre formel : BBGE/AGAPE.)

- a. Avez-vous reçu une formation dans le cadre du programme BBGE/AGAPE (par exemple, VBG, nutrition, prévention du mariage précoce) ? Si oui, veuillez décrire.
 - i. Comment appréciez-vous la pertinence de ces formations ? Etaient-ils utiles ?
- b. Pensez-vous que votre capacité à prendre en charge les questions de SSR des filles et garçons a changé à cause du programme BBGE/AGAPE ? Pourquoi ou pourquoi pas?

Spécifique au composant, poser la question la plus pertinente :

4. Nous aimerions maintenant vous poser des questions sur certaines des activités spécifiques du programme BBGE/AGAPE.

a. Comment le centre de santé travaille avec les écoles dans le cadre du projet de PAM, UNFPA et UNICEF ?

b. Suppléments (fer, acide folique) et déparasitage

- i. Avez-vous fourni des suppléments de fer et d'acide folique et du déparasitage via BBGE/AGAPE ?
- ii. Qu'est-ce qui a bien fonctionné dans la fourniture de ces suppléments et le déparasitage ?
- iii. Quels ont été les plus grands défis liés à la fourniture de ces suppléments et du déparasitage ? (par exemple, livraison, absorption)
- iv. Pensez-vous que la fourniture de ces suppléments et le déparasitage ont été utiles pour soutenir l'éducation des filles ? Pourquoi ou pourquoi pas?

c. Activités liées à la SSR (Santé Sexuelle et Reproductive)

Maintenant, je voudrais vous poser des questions sur les activités liées à la SSR de BBGE/AGAPE.

- i. Avez-vous visité des écoles dans le cadre de BBGE/AGAPE ? Avez-vous reçu un soutien pour fournir une éducation sexuelle ou des conseils en matière de SSR aux filles ? Avez-vous reçu des kits SSR ?
- ii. Avez-vous participé à des espaces sûrs et au mentorat pour les filles ? Étaient-ils à l'école ou dans la communauté? veuillez décrire.
- iii. Qu'est-ce qui a bien fonctionné dans ces soutiens SSR ? Sondez pour chaque composante de la SSR : infirmeries, éducation SSR, conseils en SSR, kits de SSR, mentorat, espaces sûrs
- iv. Quels ont été les plus grands défis dans la fourniture des soutiens SSR ?
- v. Ces soutiens liés à la SSR ont-ils été utiles pour soutenir l'éducation des filles ? veuillez décrire

5. Si le programme BBGE/AGAPE devait se poursuivre, y a-t-il des activités que vous voulez qu'on change ? Veuillez expliquer.

Cohérence et Efficience

6. A votre connaissance, les bénéficiaires du projet (filles) ont-elles participé à plusieurs activités du programme BBGE/AGAPE ? (En outre, le programme a-t-il ciblé les mêmes bénéficiaires à travers ses différentes composantes ?)
7. Les activités ont-elles rencontré des retards ? Veuillez expliquer. Quelles activités ont été retardées et pendant combien de temps ? Qu'est-ce qui a causé les retards ?
8. Avez-vous modifié certaines activités du programme pour mieux répondre aux besoins de votre école ou des adolescentes de cette communauté ? Si oui, comment ? Veuillez fournir des exemples concrets d'adaptations.
9. Le COVID-19 a-t-il affecté la mise en œuvre de BBGE/AGAPE ? Veuillez expliquer.

Durabilité

10. Si le projet se retire à ce stade, quelles activités peuvent continuer avec le soutien de la communauté ? Quelles activités seront abandonner par manque de capacités de la communautés ?
 - a. Par exemple, les activités SSR ?
11. Quels sont les obstacles à la poursuite des activités BBGE/AGAPE sans soutien externe ?
12. Si le projet devrait continuer que faut-il faire autrement pour pérenniser les investissements ?

Conclusion. *Cela m'amène à la fin de mes questions. Y a-t-il autre chose que vous aimeriez partager avec moi sur le programme BBGE/AGAPE ? Sinon, merci beaucoup pour votre temps.*

Discussion de groupe avec les responsables de la mise en œuvre - Bureaux Pays [Tchad/Niger] du PAM, UNFPA et UNICEF

Présentation et consentement

Contexte

1. Pourriez-vous tous, s'il vous plaît, vous présenter brièvement et partager votre titre et fonction dans le programme BBGE/AGAPE ?

Pertinence, efficacité et impact

2. Quels sont les principaux obstacles auxquels les filles sont confrontées pour terminer leurs études primaires au [Tchad/Niger] ? Et le secondaire ?
 - a. Les défis auxquels les filles sont confrontées diffèrent-ils selon les régions ? Veuillez expliquer.
3. Pensez-vous que les activités de BBGE/AGAPE ont aidé à éliminer les obstacles auxquels les filles sont confrontées dans la poursuite de leurs études ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
Énumérateur : Invitez les répondants à citer des activités spécifiques et comment elles ont aidé ou n'ont pas aidé les filles à surmonter les obstacles à l'éducation.
 - a. Repas scolaires
 - b. Bourses scolaires
 - c. Formation en milieu scolaire sur la nutrition/les aliments nutritifs
 - d. Suppléments (fer, acide folique) et déparasitage
 - e. Sensibilisation des filles, des parents et des communautés sur l'importance de l'éducation
 - f. Efforts de sensibilisation et de prévention de la VBG
 - g. Prévention des mariages précoces/espaces sûrs
 - h. Éducation et conseils en matière de santé sexuelle et reproductive (SSR)
 - i. Activités WASH (mise en place de comité d'hygiène et leur fonctionnement, réhabilitation des installations hygiéniques au milieu scolaire)
4. Le programme BBGE/AGAPE a-t-il été adapté pour mieux répondre aux besoins des bénéficiaires ? Si oui, comment ?
Invitez les répondants à fournir des exemples concrets d'adaptations de programme.
5. Outre celles dont nous avons parlé, y a-t-il d'autres activités auxquelles vous ou votre organisation avez participé dans le cadre du projet BBGE/AGAPE ? Veuillez décrire.
6. Parmi les activités auxquelles vous avez participé, laquelle pensez-vous a soutenu le plus efficacement les adolescentes ? Pourquoi ?
 - a. Quelle activité changeriez-vous si vous le pouviez ? Pourquoi ?
 - b. Y a-t-il des activités que vous ajouteriez au programme, si le BBGE/AGAPE devait se poursuivre ? Lesquelles ?
7. Si le programme BBGE/AGAPE devait se poursuivre, y a-t-il des activités que vous changeriez ? Veuillez expliquer.

Cohérence et Efficience

8. Les agences des Nations Unies ont-elles collaboré avec le gouvernement/les ministères et les partenaires de mise en œuvre responsables du BBGE/AGAPE ? Cette collaboration a-t-elle été efficace ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - a. Le projet BBGE/AGAPE a-t-il soutenu la capacité du gouvernement à favoriser l'éducation des filles [en Tchad/au Niger] ? Veuillez expliquer avec des exemples.
9. En général, comment les trois agences (UNICEF, PAM et UNFPA) ont-elles collaboré sur ce projet ?
 - a. Quels ont été les avantages et les inconvénients/défis de la collaboration inter-agences ? Veuillez donner des exemples spécifiques (par exemple concernant le suivi et évaluation, ciblage des bénéficiaires, communications, relations avec le bailleur, etc.)

- b. Selon vous, le partenariat entre les trois agences a-t-il freiné ou favorisé l'efficacité et l'efficacité du projet ?
- 10. Si le programme BBGE/AGAPE devait se poursuivre ou s'étendre, changeriez-vous quelque chose à la structure/gestion du programme ?
- 11. Le programme BBGE/AGAPE a-t-il pu atteindre les mêmes bénéficiaires (filles) dans ses différentes composantes ? Veuillez expliquer.
 - a. Selon vous, l'approche de ciblage du projet était-elle efficace ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - b. Les activités BBGE/AGAPE ont-elles été réalisées de manière holistique en un seul programme ? Ou cela ressemblait-il à de nombreuses interventions discrètes ?
- 12. Y a-t-il eu des facteurs environnementaux qui ont influencé ou interféré avec la mise en œuvre du programme/la prestation des services BBGE/AGAPE ?
- 13. Les fermetures d'écoles (pour COVID ou pour d'autres raisons) ont-elles affecté la mise en œuvre du BBGE/AGAPE ?
- 14. Le programme a-t-il connu d'autres retards ou perturbations ? Quelles activités ont été affectées ? Que s'est-il passé ?
 - a. *Sondez : Et dans le cas d'activités prévues qui n'ont jamais été mises en œuvre ? Que s'est-il passé dans ces cas-là ?*

Durabilité

- 15. Existe-t-il/existait-il un plan pour assurer la durabilité de BBGE/AGAPE ? Veuillez décrire.
- 16. Des activités ou politiques du BBGE/AGAPE ont-elles été institutionnalisées dans le cadre des activités gouvernementales/ministérielles ? Lesquelles et comment ?
- 17. Les activités du BBGE/AGAPE se sont-elles poursuivies au-delà de la période de financement initiale ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- 18. Si le projet se retire à ce stade, quelles activités peuvent continuer avec le soutien de la communauté ? Quelles activités seront abandonnées par manque de capacités de la communauté ?
- 19. Quels sont les obstacles au maintien des activités BBGE/AGAPE et leurs avantages ?
 - a. Par exemple, au niveau du gouvernement ? Et au sein des communautés ?

Conclusion. *Cela m'amène à la fin de mes questions. Y a-t-il autre chose que vous aimeriez partager avec moi sur le programme BBGE/AGAPE ? Sinon, merci beaucoup pour votre temps.*

Groupe de discussion avec les responsables de la mise en œuvre – Siège PAM, UNFPA et UNICEF

Présentation et consentement

Contexte

- 1. Pourriez-vous tous vous présenter brièvement et nous dire quel est votre titre et votre rôle dans le programme BBGE/AGAPE ?

Pertinence, Efficacité et Impact

2. Quels sont les principaux obstacles auxquels les filles sont confrontées pour terminer leurs études primaires au Tchad et au Niger ? Et le secondaire ?
 - a. Les défis auxquels les filles sont confrontées diffèrent-ils selon les régions ? Veuillez expliquer.
3. Pensez-vous que les activités de BBGE/AGAPE ont aidé à éliminer les obstacles auxquels les filles sont confrontées dans la poursuite de leurs études ? Pourquoi ou pourquoi pas ? Invitez les répondants à citer des activités spécifiques et comment elles ont aidé ou n'ont pas aidé les filles à surmonter les obstacles à l'éducation.
 - a. Repas scolaires
 - b. Bourses scolaires
 - c. Formation en milieu scolaire sur la nutrition/les aliments nutritifs
 - d. Suppléments (fer, acide folique) et déparasitage
 - e. Sensibilisation des filles, des parents et des communautés sur l'importance de l'éducation
 - f. F. Efforts de sensibilisation et de prévention de la VBG
 - g. Prévention des mariages précoces/espaces sûrs
 - h. Éducation et conseils en matière de santé sexuelle et reproductive (SSR)
 - i. Activités WASH (mise en place de comité d'hygiène et leur fonctionnement, réhabilitation des installations hygiéniques au milieu scolaire)
4. Le programme BBGE/AGAPE a-t-il été adapté pour mieux répondre aux besoins des bénéficiaires ? Si oui, comment ? *Invitez les répondants à fournir des exemples concrets d'adaptations de programme.*
5. Quelles activités BBGE/AGAPE ont le plus efficacement soutenu les adolescentes ? Pourquoi ?
 - a. Quelle activité changeriez-vous si vous le pouviez ? Pourquoi ?
 - b. Y a-t-il des activités que vous ajouteriez au programme, si le BBGE/AGAPE devait se poursuivre ? Lesquelles ?
6. Si le programme BBGE/AGAPE devait se poursuivre, y a-t-il des activités que vous changeriez ? Veuillez expliquer.

Cohérence et Efficience

7. Dans vos fonctions au siège, comment avez-vous collaboré avec les bureaux pays et le bureau régional pour mettre en œuvre BBGE/AGAPE ? Cette collaboration a-t-elle été efficace ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - a. Si le programme BBGE/AGAPE devait se poursuivre ou s'étendre, changeriez-vous quelque chose à la structure/gestion du programme ?
8. En général, comment les trois agences (UNICEF, PAM et UNFPA) ont-elles collaboré sur ce projet ?
 - a. Quels ont été les avantages et les inconvénients/défis de la collaboration inter-agences ? Veuillez donner des exemples spécifiques (par exemple concernant le suivi et évaluation, ciblage des bénéficiaires, communications, relations avec le bailleur, etc.)
 - b. Selon vous, le partenariat entre les trois agences a-t-il freiné ou favorisé l'efficience et l'efficacité du projet ?
9. Le programme BBGE/AGAPE a-t-il pu atteindre les mêmes bénéficiaires (filles) avec plusieurs composantes/services du programme ? Veuillez expliquer.
 - a. Selon vous, l'approche de ciblage du projet était-elle efficace ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

- b. Les activités BBGE/AGAPE ont-elles été réalisées de manière holistique en un seul programme ? Ou cela ressemblait-il à de nombreuses interventions discrètes ?
- 10. Y a-t-il eu des facteurs environnementaux qui ont influencé ou interféré avec la mise en œuvre du programme/la prestation des services BBGE/AGAPE ?
- 11. Le programme a-t-il rencontré des retards ? Veuillez expliquer. Quelles activités ont été retardées et pendant combien de temps ? Qu'est-ce qui a causé les retards ?
- 12. Les fermetures d'écoles (pour COVID ou pour d'autres raisons) ont-elles affecté la mise en œuvre du BBGE/AGAPE ?

Durabilité

- 13. Existe-t-il/existait-il un plan pour assurer la durabilité de BBGE/AGAPE ? Veuillez décrire.
- 14. Des activités ou politiques du BBGE/AGAPE ont-elles été institutionnalisées dans le cadre des activités gouvernementales/ministérielles ? Lesquelles et comment ?
- 15. Les activités du BBGE/AGAPE se sont-elles poursuivies au-delà de la période de financement initiale ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- 16. Si le projet se retire à ce stade, quelles activités peuvent continuer avec le soutien de la communauté ? Quelles activités seront abandonnées par manque de capacités de la communautés ?
- 17. Quels sont les obstacles au maintien des activités BBGE/AGAPE et leurs avantages ?

Conclusion. *Cela m'amène à la fin de mes questions. Y a-t-il autre chose que vous aimeriez partager avec moi sur le programme BBGE/AGAPE ? Sinon, à vous tous, merci beaucoup pour votre temps.*

Groupe de discussion avec les responsables de la mise en œuvre – Bureaux régionaux PAM, UNFPA et UNICEF

Présentation et consentement

Contexte

- 1. Pourriez-vous tous vous présenter brièvement et nous dire quel est votre titre et votre rôle dans le programme BBGE ?

Pertinence, Efficacité et Impact

- 2. Quels sont les principaux obstacles auxquels les filles sont confrontées pour terminer leurs études primaires au Tchad et au Niger ? Et le secondaire ?

3. Pensez-vous que les activités de BBGE ont aidé à éliminer les obstacles auxquels les filles sont confrontées dans la poursuite de leurs études ? Pourquoi ou pourquoi pas? Invitez les répondants à citer des activités spécifiques et comment elles ont aidé ou n'ont pas aidé les filles à surmonter les obstacles à l'éducation.
 - a. Repas scolaires
 - b. Bourses scolaires
 - c. Formation en milieu scolaire sur la nutrition/les aliments nutritifs
 - d. Suppléments (fer, acide folique) et déparasitage
 - e. Sensibilisation des filles, des parents et des communautés sur l'importance de l'éducation
 - f. Efforts de sensibilisation et de prévention de la VBG
 - g. Prévention des mariages précoces/espaces sûrs
 - h. Éducation et conseils en matière de santé sexuelle et reproductive (SSR)
 - i. Activités WASH (mise en place de comité d'hygiène et leur fonctionnement, réhabilitation des installations hygiéniques au milieu scolaire)
4. Quelles activités BBGE ont le plus efficacement soutenu les adolescentes ? Pourquoi?
5. Si le programme BBGE devait se poursuivre, y a-t-il des activités que vous changeriez ? Veuillez expliquer.

Cohérence et Efficience

6. En tant que bureau régional, comment avez-vous collaboré avec les bureaux de pays et le siège ? Cette collaboration a-t-elle été efficace ? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - a. Si le programme BBGE devait se poursuivre ou s'étendre, changeriez-vous quelque chose à la structure/gestion du programme ?
7. En général, comment les trois agences (UNICEF, PAM et UNFPA) ont-elles collaboré sur ce projet?
 - a. Quels ont été les avantages et les inconvénients/défis de la collaboration inter-agences? Veuillez donner des exemples spécifiques (par exemple concernant le suivi et évaluation, ciblage des bénéficiaires, communications, relations avec le bailleur, etc.)
 - b. Selon vous, le partenariat entre les trois agences a-t-il freiné ou favorisé l'efficience et l'efficacité du projet ?
8. À votre connaissance, le programme BBGE a-t-il pu atteindre les mêmes bénéficiaires (filles) avec plusieurs composantes/services du programme ? Veuillez expliquer.
 - a. Selon vous, l'approche de ciblage du projet était-elle efficace ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - b. Les activités BBGE ont-elles été réalisées de manière holistique en un seul programme ? Ou cela ressemblait-il à de nombreuses interventions discrètes ?
9. Y a-t-il eu des facteurs environnementaux qui ont influencé ou interféré avec la mise en œuvre du programme/la prestation des services BBGE ?
10. Le programme a-t-il rencontré des retards ? Veuillez expliquer. Quelles activités ont été retardées et pendant combien de temps ? Qu'est-ce qui a causé les retards ?
11. Les fermetures d'écoles (pour COVID ou pour d'autres raisons) ont-elles affecté la mise en œuvre du BBGE ?

Durabilité

12. Existe-t-il/existait-il un plan pour assurer la durabilité de BBGE ? Veuillez décrire.
13. Des activités ou politiques du BBGE ont-elles été institutionnalisées dans le cadre des activités gouvernementales/ministérielles ? Lesquelles et comment ?
14. Les activités du BBGE se sont-elles poursuivies au-delà de la période de financement initiale ? Pourquoi ou pourquoi pas?
15. Si le projet se retire à ce stade, quelles activités peuvent continuer avec le soutien de la communauté ? Quelles activités seront abandonnées faute de manque de capacités de la communautés ?
16. Quels sont les obstacles au maintien des activités BBGE et leurs avantages ?

Conclusion. *Cela m'amène à la fin de mes questions. Y a-t-il autre chose que vous aimeriez partager avec moi sur le programme BBGE ? Sinon, merci beaucoup pour votre temps.*

Discussion de groupe avec des adolescents de sexe masculin

Présentation et consentement

Contexte

1. Veuillez vous présenter en me disant votre nom, votre classe et (votre équipe de foot préférée –ou—acteurs/actrices des films « DANDALI »).

Activité sur les obstacles à l'éducation des filles

2. Nous allons

L'activité m'aidera à
auxquels les filles
une bonne éducation

- a. Tout d'abord,
cartes avec
certaines
filles d'aller à
chacun
m'aideront à
du nombre
problème.
**filles, affecte-
affecte-t-il
il aucune**

Remarque à l'animateur :

- Dans la première partie de l'activité, vous sortirez chaque carte une à la fois, la définirez avec le groupe et utiliserez du ruban adhésif (flipchart) pour l'attacher au tableau à feuilles mobiles étiqueté avec les catégories endessous. Demandez aux garçons d'expliquer le terme et essayez de vous assurer que tout le monde comprend le terme avant de le catégoriser.
- Dans la deuxième partie de l'activité, vous déplacerez les cartes de haut en bas au sein de la catégorie, avec les plus gros obstacles (ceux qui empêchent vraiment les filles de réussir à l'école) en haut.
- Approfondissez la discussion en demandant aux filles si elles sont d'accord avec la catégorisation ou le classement proposé par une autre. Demandez des éclaircissements sur la façon dont ils comprennent le terme (par exemple, que considérez-vous comme une « longue distance » pour se rendre à l'école ?).
- Cette activité devrait prendre 30 minutes. Veuillez prendre une photo des feuilles du tableau à feuilles mobiles à la fin de la discussion de groupe.

18 ans)

- iii. Grossesse
 - iv. Violence basée sur le genre de la part des enseignants, des élèves ou de membres de la communauté
 - v. Conflit ou insécurité à proximité de votre village ou de votre école
 - vi. Maladie
 - vii. Menstruation
 - viii. Manque d'intérêt pour l'école
 - ix. Trop de responsabilités ménagères
 - x. Longue distance pour aller à l'école
 - xi. Mauvais assainissement/installations à l'école (latrines, points d'eau, etc.)
 - xii. La pandémie COVID-19 (fermeture des écoles)
- b. Maintenant que nous avons classé ces cartes. Nous examinerons chaque catégorie et organiserons les cartes en fonction de leur importance.

commencer par une activité.
comprendre certains des défis
sont confrontées à obtenir
dans cette communauté.
je vais vous montrer des
des choses qui, selon
personnes, empêchent les
l'école. Nous définirons
d'entre eux, puis vous
organiser la carte en fonction
de personnes ayant ce
Cela... **affecte-t-il toutes les
t-il beaucoup de filles,
certaines filles ou n'affecte-t-
fille ?**

- i. Manque de matériel
scolaire (livres, cahiers, etc.)
- ii. Mariage précoce (moins de

- i. Dans la catégorie "affecte toutes les filles", quelle carte énumère le plus grand obstacle à l'éducation ? Quelle carte répertorie le prochain plus grand obstacle ? ...
 - ii. Dans la catégorie "affecte la plupart des filles", quelle carte répertorie le plus grand obstacle à l'éducation ? Quelle carte répertorie le prochain plus grand obstacle ? ...
 - iii. Dans la catégorie "affecte peu de filles", quelle carte énumère le plus grand obstacle à l'éducation ? Quelle carte répertorie le prochain plus grand obstacle ? ...
- c. Sommes-nous tous d'accord sur la façon dont nous avons ordonné les cartes ? Super! Continuons notre discussion.

Efficacité et impact

3. Avez-vous entendu parler du projet mis en œuvre par les trois agences PAM UNFPA ET UNICEF dans les écoles pour favoriser l'éducation des filles ? Veuillez me dire ce que vous en savez.

(Note à l'énumérateur : Soyez sûr que les participants comprennent sur quel programme vous allez discuter. Expliquez-leur que vous appellerez ce programme selon son titre formel : BBGE/AGAPE)

4. Nous aimerions maintenant vous poser des questions sur certains des composants spécifiques du projet BBGE/AGAPE.

a. "Club des futurs maris"

- i. Votre école a-t-elle un club des futurs maris (un club pour les garçons) ? Veuillez le décrire.
- ii. Avez-vous appris quelque chose de nouveau dans le club ? Si oui, quoi ?
- iii. Le club a-t-il changé vos opinions ou vos croyances de quelque manière que ce soit ? Veuillez expliquer.
- iv. Y a-t-il quelque chose que vous n'aimez pas dans le club ?
- v. Selon vous, votre participation au club a-t-elle eu un impact sur vous-même ou sur votre école ? Veuillez expliquer.

b. Formations en milieu scolaire

- i. Avez-vous participé à d'autres formations dans votre école, dans le cadre de BBGE/AGAPE ? Veuillez les décrire.
 - 1. Par exemple, les formations sur WASH, SSR et VGB ?
- ii. Avez-vous appris quelque chose de nouveau pendant les formations ? Si oui, quoi ?
- iii. Les formations ont-elles changé vos opinions ou vos croyances de quelque manière que ce soit ? Veuillez expliquer.
- iv. Y a-t-il quelque chose que vous n'avez pas aimé dans ces formations ?
- v. À votre avis, les formations ont-elles eu un impact sur vous-même ou sur votre école ? Veuillez expliquer.

c. En dehors de celles dont nous avons parlé, y a-t-il d'autres activités auxquelles vous avez participé dans le cadre du projet BBGE/AGAPE ? Veuillez décrire.

Cela m'amène à la fin de mes questions. Y a-t-il autre chose que vous aimeriez partager avec moi concernant l'éducation des filles dans ce milieu ou le projet BBGE/AGAPE ? Merci pour votre temps!

Entretien avec des informateurs clés – Représentants du Ministère

Introduction et consentement

Contexte

1. Veuillez vous présenter et me dire depuis combien de temps vous travaillez au [ministère]. Quel est votre fonction au [ministère]?
2. Connaissez-vous le programme mis en œuvre par trois agences qui sont le PAM, UNICEF et UNFPA dans les écoles pour favoriser l'éducation des filles ?
Dites-moi ce que vous savez du programme. Demandez au répondant d'énumérer les activités BBGE/AGAPE qu'il connaît.

(Note à l'énumérateur : Soyez sûr que les participants comprennent sur quel programme vous allez discuter. Expliquez-leur que vous appellerez ce programme selon son titre formel : BBGE/AGAPE.)

Pertinence, Efficacité et Impact

3. Quels sont les principaux obstacles auxquels les filles sont confrontées pour terminer leurs études primaires au [Tchad/Niger] ? Et le secondaire ?
 - a. Les défis auxquels les filles sont confrontées diffèrent-ils selon les régions ? Veuillez expliquer.
4. Pensez-vous que les activités de BBGE/AGAPE ont aidé à éliminer les obstacles auxquels les filles sont confrontées dans la poursuite de leurs études ? Pourquoi ou pourquoi pas? Invitez le répondant à citer des activités spécifiques et comment elles ont aidé ou n'ont pas aidé les filles à surmonter les obstacles à l'éducation.
 - a. Repas scolaires
 - b. Bourses scolaires
 - c. Formation en milieu scolaire sur la nutrition/les aliments nutritifs
 - d. Suppléments (fer, acide folique) et déparasitage
 - e. Sensibilisation des filles, des parents et des communautés sur l'importance de l'éducation
 - f. Efforts de sensibilisation et de prévention de la VBG
 - g. Prévention des mariages précoces/espaces sûrs
 - h. Éducation et conseils en matière de santé sexuelle et reproductive (SSR)
 - i. Activités WASH (réhabilitation des installations scolaires WASH et formations associées)

5. Le programme BBGE/AGAPE a-t-il été adapté pour mieux répondre aux besoins des bénéficiaires ? Si oui, comment ? Inviter le répondant à fournir des exemples concrets d'adaptations de programmes.
6. Si le programme BBGE/AGAPE devait se poursuivre, y a-t-il des activités que vous changeriez ? Veuillez expliquer.
7. Le projet BBGE/AGAPE a-t-il soutenu la capacité de [ministère] à favoriser l'éducation des filles en [Tchad/Niger] ? Veuillez donner des exemples.
8. Le programme BBGE/AGAPE a-t-il aidé [le ministère] à réviser les politiques, les plans et les budgets qui affectent les adolescentes ?
 - a. Des politiques/plans/budgets ont-ils changé à la suite de ce soutien ? Merci d'être le plus précis possible.
 - b. S'il y a eu des changements de politique/planification, sont-ils permanents ? Veuillez expliquer.

Cohérence et Efficience

9. Le programme BBGE/AGAPE était-il aligné sur les objectifs du [ministère] ? Veuillez expliquer.
10. Avez-vous et [le ministère] collaboré avec les agences des Nations Unies et les partenaires de mise en œuvre responsables de BBGE/AGAPE (PAM, FNUAP et UNICEF) ? Cette collaboration a-t-elle été efficace ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - a. Si le programme BBGE/AGAPE devait se poursuivre ou s'étendre, changeriez-vous quelque chose à la structure/gestion du programme ?
11. A votre connaissance, les bénéficiaires du projet (filles) ont-elles participé à plusieurs activités du programme BBGE/AGAPE ? (En outre, le programme a-t-il pu atteindre les mêmes bénéficiaires à travers ses différentes composantes ?)
12. Les activités BBGE/AGAPE ont-elles été réalisées de manière holistique en un seul programme ? Ou cela ressemblait-il à de nombreuses interventions discrètes ?
13. Y a-t-il eu des facteurs environnementaux qui ont influencé la mise en œuvre du programme/la prestation des services BBGE/AGAPE ?
14. Le programme a-t-il rencontré des retards ? Veuillez expliquer. Quelles activités ont été retardées et pendant combien de temps ? Qu'est-ce qui a causé les retards ?
15. Les fermetures d'écoles (pour COVID ou pour d'autres raisons) ont-elles affecté la mise en œuvre du BBGE/AGAPE ? Veuillez décrire.

Durabilité

16. Existe-t-il/existait-il un plan pour assurer la durabilité de BBGE/AGAPE ? veuillez décrire.
17. Des activités ou politiques du BBGE/AGAPE ont-elles été institutionnalisées dans le cadre des activités du [ministère] ? Lesquelles et comment ?
18. Les activités du BBGE/AGAPE se sont-elles poursuivies au-delà de la période de financement initiale ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
19. Existe-t-il un plan pour étendre les zones d'intervention du projet BBGE/AGAPE ?
20. Si le projet se retire à ce stade, quelles activités peuvent continuer avec le soutien de la communauté ? Quelles activités seront abandonner par manque de capacités des communautés ?
21. Quels sont les obstacles au maintien des activités BBGE/AGAPE ? Pensez-vous que les avantages du programme se maintiendront dans le temps ? Veuillez expliquer.
22. Si le projet devrait continuer que faut-il faire autrement pour pérenniser les investissements ?

Conclusion. Cela m'amène à la fin de mes questions. Y a-t-il autre chose que vous aimeriez partager avec moi sur le programme BBGE/AGAPE ? Sinon, merci beaucoup pour votre temps.

Discussion de groupe avec les ONG/partenaires de mise en œuvre

Introduction & Consentement

Contexte

1. Veuillez-vous présenter et me dire pour quelle organisation vous travaillez. Quel est votre fonction dans l'organisation ?

Pertinence

2. Comment décririez-vous l'état de l'éducation des filles dans cette localité ?
 - a. Quels sont les principaux obstacles auxquels les adolescentes sont confrontées pour terminer leurs études primaires dans votre communauté ? Et le secondaire ? Veuillez expliquer.
 - b. Dans votre fonction, comment essayez-vous de soutenir l'accès des filles à l'éducation dans cette localité ?

Efficacité et impact

3. Connaissez-vous le programme mis en œuvre par trois agences qui sont le PAM, UNICEF et UNFPA dans les écoles pour favoriser l'éducation des filles ? Veuillez me dire ce que vous savez sur le programme.

(Note à l'énumérateur : Soyez sûr que les participants comprennent sur quel programme vous allez discuter. Expliquez-leur que vous appellerez ce programme selon son titre formel : BBGE/AGAPE.)

- a. En général, comment votre organisation vous a-t-elle impliquée dans le projet ?
- b. Votre organisation était-elle impliquée dans une activité particulière ? Laquelle ?
- c. Selon vous, le programme BBGE/AGAPE a-t-il favorisé l'éducation dans cette communauté ? Si oui, comment ?

Nous aimerions maintenant vous poser des questions sur certains des composants spécifiques du projet BBGE/AGAPE.

4. Pensez-vous que les activités de BBGE/AGAPE ont aidé à éliminer les obstacles auxquels les filles sont confrontées dans la poursuite de leurs études ? Pourquoi ou pourquoi pas ? Invitez le répondant à citer des activités spécifiques et comment elles ont aidé ou n'ont pas aidé les filles à surmonter les obstacles à l'éducation.
 - a. Repas scolaires

- b. Bourses scolaires
 - c. Formation en milieu scolaire sur la nutrition/les aliments nutritifs
 - d. Suppléments (fer, acide folique) et déparasitage
 - e. Sensibilisation des filles, des parents et des communautés sur l'importance de l'éducation
 - f. Efforts de sensibilisation et de prévention de la VBG
 - g. Prévention des mariages précoces/espaces sûrs
 - h. Éducation et conseils en matière de santé sexuelle et reproductive (SSR)
 - i. Activités WASH (mise en place de comité d'hygiène et leur fonctionnement, réhabilitation des installations hygiéniques en milieu scolaire)
5. Outre celles dont nous avons parlé, y a-t-il d'autres activités auxquelles vous ou votre organisation avez participé dans le cadre du projet BBGE/AGAPE ? Veuillez décrire.
6. Parmi les activités auxquelles vous avez participé, laquelle pensez-vous a soutenu le plus efficacement les adolescentes ? Pourquoi ?
- a. Quelle activité changeriez-vous si vous le pouviez ? Pourquoi ?
 - b. Y a-t-il des activités que vous ajouteriez au programme, si le BBGE/AGAPE devait se poursuivre ? Lesquelles ?

Cohérence et efficience

Nous approchons de la fin de la discussion. J'ai juste quelques dernières questions sur l'organisation du projet.

- 7. Votre organisation a-t-elle collaboré avec les agences des Nations Unies pour mettre en œuvre le BBGE/AGAPE (PAM, UNFPA et UNICEF) ? Si oui, cette collaboration a-t-elle été efficace ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- 8. Comment votre organisation a-t-elle collaboré avec d'autres partenaires de mise en œuvre pour exécuter les activités BBGE/AGAPE ? Cette collaboration a-t-elle été efficace ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- 9. Si le programme BBGE/AGAPE devait se poursuivre ou s'étendre, changeriez-vous quelque chose à la structure/gestion du programme ?
- 10. A votre connaissance, les bénéficiaires du projet (filles) ont-elles participé à plusieurs activités du programme BBGE/AGAPE ? (En outre, le programme a-t-il pu atteindre les mêmes bénéficiaires à travers ses différentes composantes ?)
- 11. Y a-t-il eu des facteurs environnementaux qui ont influencé la mise en œuvre du programme/la prestation des services BBGE/AGAPE ?
- 12. Le programme a-t-il rencontré des retards ? Veuillez, expliquer. Quelles activités ont été retardées et pendant combien de temps ? Qu'est-ce qui a causé les retards ?

Durabilité

- 13. Existe-t-il/existait-il un plan pour assurer la durabilité de BBGE/AGAPE ? Veuillez décrire.
- 14. Les activités du BBGE/AGAPE se sont-elles poursuivies au-delà de la période de financement initiale ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- 15. Si le projet se retire à ce stade, quelles activités peuvent continuer avec le soutien de la communauté ? Quelles activités seront abandonnées par manque de capacités de la communautés ?

16. Quels sont les obstacles au maintien des activités BBGE/AGAPE ? Pensez-vous que les avantages du programme se maintiendront dans le temps ? Veuillez expliquer.

Cela m'amène à la fin de mes questions. Y a-t-il autre chose que vous aimeriez partager avec moi concernant l'éducation des filles dans ce milieu ou le projet BBGE/AGAPE ?

Merci pour votre temps!

Entretien avec des informateurs clés – le représentant de l'association de parents

Introduction & Consentement

Contexte

1. Veuillez vous présenter et me dire combien d'enfants vous avez à [l'école], leur sexe et leur âge.
2. Quel est votre rôle dans l'association des parents et depuis combien de temps exercez-vous ce rôle ?

Pertinence, Efficacité et Impact

3. Quels sont les principaux obstacles auxquels les filles sont confrontées pour terminer leurs études primaires dans votre communauté ? Et le secondaire ? Veuillez expliquer.
 - a. Comment l'APE essaie-t-elle de soutenir l'accès des filles à l'éducation dans ce milieu ?
4. Connaissez-vous le programme mis en œuvre par trois agences qui sont le PAM, UNICEF et UNFPA dans les écoles pour favoriser l'éducation des filles ? Veuillez me dire ce que vous savez sur le programme.

(Note à l'énumérateur : Soyez sûr que les participants comprennent sur quel programme vous allez discuter. Expliquez-leur que vous appellerez ce programme selon son titre formel : BBGE/AGAPE.)

- a. Le programme BBGE/AGAPE a-t-il encouragé l'éducation des filles dans cette localité ? Si oui, comment ?
- b. L'APE était-elle impliquée ? Si oui, comment ?
- c. Avez-vous reçu une formation dans le cadre du programme BBGE/AGAPE (par exemple, sur la violence Basée sur le Genre, la nutrition, la prévention du mariage précoce) ? Si oui, veuillez décrire.

- d. Pensez-vous que la capacité de l'école à soutenir l'accès à l'éducation (en particulier pour les filles) a changé à cause du programme BBGE/AGAPE ? Pourquoi ou pourquoi pas?

Spécifique au composant, poser la question la plus pertinente :

5. Nous aimerions maintenant vous poser des questions sur certaines des activités spécifiques du programme BBGE/AGAPE.

a. Repas scolaires

- i. L'APE a-t-elle été impliquée dans la distribution de repas scolaires au cours de l'année écoulée ? Comment ça ?
- ii. Qu'est-ce qui a bien marché dans les repas scolaires ?
- iii. Quels ont été les plus grands défis des repas scolaires ?
- iv. Pensez-vous que les repas scolaires ont été utiles pour soutenir l'éducation des filles ? Pourquoi ou pourquoi pas?

b. Bourses scolaires

- i. Qui sont les bénéficiaires des bourses scolaires ? Veuillez décrire.
- ii. Comment appréciez-vous l'apport de ces bourses dans leur maintien à l'école ? Motivez ou justifiez votre réponse.
- iii. Savez-vous comment les bourses scolaires sont utilisées par les élèves bénéficiaires ?

c. Formation en milieu scolaire sur la nutrition/les aliments nutritifs

- i. L'APE ou les élèves de cette école ont-ils reçu des informations sur la nutrition et les aliments nutritifs ? Veuillez décrire.
- ii. Quelles ont été les informations les plus utiles que l'APE/les élèves ont reçues sur la nutrition et les aliments nutritifs ?
- iii. Selon vous, comment peut-on améliorer ces formations sur la nutrition et les aliments nutritifs ?
- iv. Pensez-vous que les informations nutritionnelles ont été utiles pour soutenir l'éducation des filles ? Pourquoi ou pourquoi pas?

d. Suppléments (fer, acide folique) et déparasitage

- i. Les élèves de l'école ont-ils reçu des suppléments de fer et d'acide folique et des déparasitants par le biais de ce programme ?
- ii. Qu'est-ce qui a bien marché dans la distribution dans la fourniture de ces suppléments et du déparasitage ?
- iii. Quels ont été les plus grands défis liés à la fourniture de ces suppléments et du déparasitage ? (par exemple, livraison, absorption)
- iv. Quels constats faites-vous entre la distribution ou la fourniture de ces suppléments et l'éducation des filles ? Expliquez votre réponse ou motivez la.

e. Activités liées à la SSR (Santé Sexuelle et Reproductive)

Maintenant, je voudrais vous poser des questions sur les activités liées à la SSR du programme.

- i. Cette école a-t-elle mis en place une infirmerie (Au Niger : ou était-elle visitée régulièrement par une infirmière) dans le cadre du BBGE/AGAPE ? Avez-vous reçu des soutiens liés à l'éducation sexuelle ou des conseils de SSR pour les filles ? Les formations sanitaires ont-elles reçu des kits SSR ? L'APE a-t-elle été impliquée dans l'une de ces activités ?
- ii. Connaissez-vous des espaces sûrs ou du mentorat pour les filles ? L'APE a-t-elle été impliquée dans l'une de ces activités ? Veuillez décrire.

- iii. Qu'est-ce qui a bien fonctionné dans ces soutiens SSR ? Sondez pour chaque composante de la SSR : infirmeries, éducation sexuelle, conseils en SSR, kits de SSR, mentorat, espaces sûrs
- iv. Quels ont été les plus grands défis avec ces soutiens SSR ?
- v. Avez-vous trouvé l'un de ces soutiens liés à la SSR utile pour soutenir l'éducation des filles ? Veuillez décrire.

f. Eau, assainissement et hygiène (WASH)

J'aimerais maintenant vous poser des questions sur les activités liées à WASH du programme.

- i. Le programme BBGE/AGAPE a-t-il aidé l'école à réhabiliter son infrastructure WASH ? (mise en place de comité d'hygiène et leur fonctionnement, latrines, points d'eau, appareil lavage des mains)
- ii. Quels autres services d'assainissement et d'hygiène l'école a-t-elle reçus par l'intermédiaire de BBGE/AGAPE ? L'APE a-t-elle été impliquée dans l'une de ces activités ?
- iii. Quelles étaient les plus grandes forces des activités WASH ?
- iv. Quels ont été les plus grands défis des activités WASH ?
- v. Avez-vous trouvé ces activités WASH utiles pour soutenir l'éducation des filles ? Veuillez décrire

6. Si le programme BBGE/AGAPE devait se poursuivre, y a-t-il des activités que vous voulez qu'on change ? Veuillez expliquer.

Cohérence et Efficience

- 7. Le programme a-t-il rencontré des retards ? Veuillez expliquer. Quelles activités ont été retardées et pendant combien de temps ? Qu'est-ce qui a causé les retards ?
- 8. Les fermetures d'écoles (pour COVID ou pour d'autres raisons) ont-elles affecté les activités de BBGE/AGAPE ? Veuillez expliquer.

Durabilité

- 9. Si le projet se retire à ce stade, quelles activités peuvent continuer avec le soutien de la communauté ? Quelles activités seront abandonner par manque de capacités des communautés ?
 - a. Par exemple, le jardin scolaire ? Les clubs ?
- 10. Souhaitez-vous que les activités de BBGE/AGAPE se poursuivent ? Lesquelles en particulier ?
- 11. Quels sont les obstacles à la poursuite des activités de BBGE/AGAPE sans soutien externe ?
- 12. Si le projet devrait continuer que faut-il faire autrement pour pérenniser les investissements ?

Conclusion. *Cela m'amène à la fin de mes questions. Y a-t-il autre chose que vous aimeriez partager avec moi sur le programme BBGE/AGAPE ? Sinon, merci beaucoup pour votre temps.*

Entretien avec des informateurs clés – chefs religieux et traditionnels

Introduction & Consentement

Contexte

1. Veuillez vous présenter et dites-moi votre rôle dans la communauté et depuis combien de temps occupez-vous ce poste.

Pertinence, Efficacité et Impact

2. Quels sont les principaux obstacles auxquels les filles sont confrontées pour terminer leurs études primaires dans votre communauté ? Et le secondaire ? Veuillez expliquer.
 - a. Dans votre rôle de [chef religieux/traditionnel], comment essayez-vous de soutenir l'accès des filles à l'éducation ?
3. Connaissez-vous le programme mis en œuvre par trois agences qui sont le PAM, UNICEF et UNFPA dans les écoles pour favoriser l'éducation des filles ? Veuillez me dire ce que vous savez sur le programme.

(Note à l'énumérateur : Soyez sûr que les participants comprennent sur quel programme vous allez discuter. Expliquez-leur que vous appellerez ce programme selon son titre formel : BBGE/AGAPE.)

- a. Le programme BBGE/AGAPE a-t-il encouragé l'éducation dans cette localité ? Si oui, comment ? Avez-vous été impliqué ?
- b. Avez-vous reçu une formation dans le cadre du programme BBGE/AGAPE (par exemple, sur la violence Basée sur le Genre, la nutrition, la prévention du mariage précoce) ? Si oui, veuillez décrire.
- c. Pensez-vous que la capacité de votre communauté à soutenir l'accès à l'éducation (en particulier pour les filles) a changé à cause du programme BBGE/AGAPE ? Pourquoi ou pourquoi pas?

Spécifique au composant, poser la question la plus pertinente :

4. Nous aimerions maintenant vous poser des questions sur certaines des activités spécifiques du programme BBGE/AGAPE.
 - a. Repas scolaires**
 - i. À votre connaissance, les élèves de votre communauté ont-ils reçu des repas scolaires ? Veuillez décrire.
 - ii. Pensez-vous que les repas scolaires ont été utiles pour soutenir l'éducation des filles ? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - b. Bourses scolaires**
 - i. À votre connaissance, les élèves de votre école ont-ils reçu des transferts d'argent ? Veuillez décrire.
 - ii. Comment appréciez-vous l'apport de ces bourses dans leur maintien à l'école ? Motivez ou justifiez votre réponse.
 - c. Formation en milieu scolaire sur la nutrition/les aliments nutritifs**

- i. À votre connaissance, les élèves de votre école ont-ils reçu des informations sur les aliments nutritifs ? Veuillez décrire.
- ii. Pensez-vous que la formation en nutrition a été utile pour soutenir l'éducation des filles ? Pourquoi ou pourquoi pas?

d. Suppléments (fer, acide folique) et déparasitage

- i. À votre connaissance, les élèves de la communauté ont-ils reçu des suppléments de fer et d'acide folique et un déparasitage par l'intermédiaire de BBGE/AGAPE ?
- ii. Quels constats faites-vous entre la distribution ou la fourniture de ces suppléments et l'éducation des filles ? Expliquez votre réponse ou motivez la.

e. Activités liées à la SSR (Santé Sexuelle et Reproductive)

Maintenant, je voudrais vous poser des questions sur les activités liées à la SSR du programme.

- i. Connaissez-vous les activités liées à la SSR par le biais du programme BBGE/AGAPE dans votre communauté ? Quelles activités ? Veuillez décrire. Sondage pour chaque composante de la SSR : infirmeries, éducation sexuelle, conseils en SSR, kits de SSR, mentorat, espaces sûrs
- ii. Avez-vous trouvé ces soutiens liés à la SSR utiles pour soutenir l'éducation des filles ? Veuillez décrire. Sonder pour chaque composant de SRH

f. Eau, assainissement et hygiène (WASH)

J'aimerais maintenant vous poser des questions sur les activités liées à WASH du programme.

- i. Connaissez-vous les activités liées à WASH par le biais du programme BBGE/AGAPE dans votre communauté ? Quelles activités ? Veuillez décrire. Sondage pour la réhabilitation des infrastructures scolaires WASH, les services d'assainissement et d'hygiène
- ii. Avez-vous trouvé ces activités WASH utiles pour soutenir l'éducation des filles ? Veuillez décrire.

5. Le programme a-t-il répondu aux besoins de votre école ou des adolescentes de cette communauté ? Si oui, comment ? Sinon, pourquoi pas ? *Inviter le répondant à fournir des exemples concrets.*
6. Si le programme BBGE/AGAPE devait se poursuivre, y a-t-il des activités que vous voulez qu'on change ? Veuillez expliquer.

Cohérence et Efficience

7. Les activités ont-elles rencontré des retards ou des difficultés ? Veuillez expliquer. Quelles activités ont été retardées et pendant combien de temps ? Qu'est-ce qui a causé les retards ?
8. Les fermetures d'écoles (pour COVID ou pour d'autres raisons) ont-elles affecté la mise en œuvre du BBGE/AGAPE ? Veuillez expliquer.

Durabilité

9. Si le projet se retire à ce stade, quelles activités peuvent continuer avec le soutien de la communauté ? Quelles activités seront abandonner par manque de capacités des communautés?
 - a. Par exemple, les repas scolaires ? Le maintien des infrastructures WASH ?
10. Quels sont les obstacles à la poursuite des activités BBGE/AGAPE sans soutien externe ?
11. Si le projet devrait continuer que faut-il faire autrement pour pérenniser les investissements ?

Conclusion. *Cela m'amène à la fin de mes questions. Y a-t-il autre chose que vous aimeriez partager avec moi sur le programme BBGE/AGAPE ? Sinon, merci beaucoup pour votre temps.*

Annexe 5. Agenda du travail sur le terrain

286. AIR a élaboré un calendrier détaillé de collecte des données en collaboration avec nos partenaires locaux et le responsable de l'évaluation du PAM. Les activités de collecte de données ont eu lieu au Niger entre le 9 et le 22 novembre. À partir du 3 octobre, trois équipes de cinq enquêteurs et deux superviseurs de terrain se sont déployés dans les régions de Tillabéri, Tahoua et Diffa au Niger pour collecter des données quantitatives. La collecte de données qualitatives (i.e., KII et FGD) a été menée parallèlement à la collecte de données quantitatives.

Tableau A12. Agenda du travail sur le terrain

Jours/dates	Membre de l'équipe	Lieux/sites	Parties prenantes
26 octobre - 2 novembre Formation des recenseurs	<ul style="list-style-type: none"> • Cody Bock • John Downes • Dalberg 	<ul style="list-style-type: none"> • Niger 	<ul style="list-style-type: none"> • Agents recenseurs de Dalberg, représentants du PAM
Du 1er au 9 octobre FGD organisationnels	<ul style="list-style-type: none"> • Anneau de Hannah • Cody Bock • Dalberg 	<ul style="list-style-type: none"> • Virtuel 	<ul style="list-style-type: none"> • Représentants du siège, des bureaux régionaux et des bureaux de pays de l'UNICEF, du FNUAP et du PAM • ONG chargées de la mise en œuvre au Niger
Du 9 au 22 novembre Collecte de données quantitatives	<ul style="list-style-type: none"> • Dalberg 	<ul style="list-style-type: none"> • Niger : Tillabéri, Tahoua, Diffa 	<ul style="list-style-type: none"> • Directeurs d'école ; ménages ; enseignants ; élèves ; PTA ; KII ; FGD
Du 9 au 22 novembre Collecte de données qualitatives	<ul style="list-style-type: none"> • Dalberg 	<ul style="list-style-type: none"> • Niger : Tillabéri, Tahoua, Diffa 	<ul style="list-style-type: none"> • Représentants ministériels ; enseignants ; directeurs d'école ; représentants d'associations de parents ; soignants/parents ; personnel des centres de santé ; chefs religieux ; adolescents et adolescentes ; membres de la communauté

Annexe 6. Conclusions des résultats

Tableau A13. Cartographie des recommandations

Recommandation	Conclusions	Résultats
Recommandation 1 : étudier les moyens de rationaliser les flux de financement afin de réduire les retards et d'éviter toute confusion quant à l'état d'avancement du décaissement des fonds.	Conclusion 1 (Approche conjointe)	QE 3.1 : Comment l'approche conjointe de la mise en œuvre du programme a-t-elle amélioré ou entravé l'efficacité ?
Recommandation 2 : Examiner comment mieux tirer parti du soutien du bureau régional.	Conclusion 1 (Approche conjointe)	QE 3.1 : Comment l'approche conjointe de la mise en œuvre du programme a-t-elle amélioré ou entravé l'efficacité ?
		QE 3.2 : Comment améliorer la mise en œuvre du programme pour obtenir des résultats plus rapidement et plus économiquement, dans des contextes changeants tels que la pandémie de COVID- 19 et l'instabilité ?
Recommandation 3 : étendre la fourniture de repas scolaires aux écoles secondaires (et pas seulement aux écoles primaires).	Conclusion 3 (Efficacité et impact perçu)	QE 6.3 : Quels sont les facteurs internes et externes qui ont affecté la capacité du programme à atteindre l'impact prévu sur l'éducation des filles et des adolescentes ?
	Conclusion 4 (Considérations sur le genre et l'équité)	QE 6.2 : Quels résultats inattendus, positifs ou négatifs, le programme a-t-il générés ?
Recommandation 4 : envisager d'inclure les garçons dans les activités du projet ou, si cela n'est pas possible, sensibiliser soigneusement les communautés aux raisons pour lesquelles les garçons ne sont pas inclus.	Conclusion 4 (Considérations sur le genre et l'équité)	QE 6.2 : Quels résultats inattendus, positifs ou négatifs, le programme a-t-il générés ?
Recommandation 5 : envisager de cibler un plus petit nombre d'écoles pour s'assurer que toutes les activités et tous les apports sont fournis de sorte que les filles bénéficient de plusieurs interventions du programme BBGE.	Conclusion 2 (Exécution du programme et convergence)	QE 4 : Dans quelle mesure les activités ont-elles permis d'obtenir les réalisations et les résultats escomptés ?
Recommandation 6 : Établir un plan de développement durable clair assorti d'affectations.	Conclusion 5 (Durabilité)	QE 5.1 : Dans quelle mesure les communautés participent-elles à la mise en œuvre du programme et sont-elles en mesure de poursuivre les activités du programme après la période de mise en œuvre ? Cette situation est-elle différente pour les hommes et pour les femmes ?
Recommandation 7 : Améliorer le ciblage et la communication autour des opportunités de formation afin de garantir une meilleure participation. Dans les domaines où les connaissances sont particulièrement faibles, envisager des formations de suivi sur des sujets spécifiques.	Conclusion 2 (Exécution du programme et convergence)	EQ 4: To what extent did activities result in expected outputs and outcomes?

<p>Recommandation 8 : Aligner les versements de bourses sur le calendrier scolaire afin de garantir que l'argent puisse être utilisé comme prévu.</p>	<p>Conclusion 3 (efficacité et impact perçu)</p>	<p>QE 6.3 : Quels sont les facteurs internes et externes qui ont affecté la capacité du programme à atteindre l'impact prévu sur l'éducation des filles et des adolescentes ?</p>
<p>Recommandation 9 : Mettre en place un mécanisme centralisé de coordination entre les trois agences et leurs sous-traitants afin d'améliorer l'approche de mise en œuvre conjointe.</p>	<p>Conclusion 1 (Approche conjointe)</p>	<p>QE 3.1 : Comment l'approche conjointe de la mise en œuvre du programme a-t-elle amélioré ou entravé l'efficacité ?</p>

Annexe 7. Liste des personnes interrogées

Tableau A14. Participants à l'exercice de cartographie des parties prenantes

Nom	Organisation	Domaine du programme
Réunion des parties prenantes du siège		
Michele Doura	PAM	Programmes scolaires
Shiraz Chakera	UNICEF	L'éducation
Réunion régionale des parties prenantes		
Alina Kleinn	PAM	Alimentation scolaire
Réunion des parties prenantes du CO du Niger		
Habila Tsahirou	FNUAP	Coordination de l'aide humanitaire
Anna Law	PAM	M&E
Amina Sourage	PAM	L'éducation
Achiatou Laoual	PAM	L'éducation
Hannatou Mamadou Badjé	PAM	L'éducation
Harouna Ibrahim Moussa	UNICEF	M&E
Alzouma Mahamadou	FNUAP	M&E

Tableau A15. Personnes interrogées dans le cadre de la collecte de données qualitatives

Répondants	Type d'activité	Nombre de participants	Localisation
Informateurs organisationnels			
Siège Représentants de l'UNICEF, du FNUAP et du PAM	FGD	6	Virtuel
Représentant du bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest	KII	1	Virtuel
Représentants des bureaux nationaux de l'UNICEF, du FNUAP et du PAM	FGD	7	Virtuel
Représentants des bureaux extérieurs du PAM	FGD	3	Virtuel
Personnel de l'ONG de mise en œuvre	FGD	4	Tahoua
Personnel de l'ONG de mise en œuvre	FGD	6	Diffa
Représentant du ministère de l'enseignement primaire et secondaire	KII	1	Niamey
Les représentants du groupe HCI3N	FGD	4	Virtuel
Informateurs clés au niveau communautaire			
Enseignant	KII	<ul style="list-style-type: none"> • Tahoua (2) • Diffa (2) • Tillabéri (2) 	
Directeur d'école	KII	<ul style="list-style-type: none"> • Tahoua (2) • Diffa (2) • Tillabéri (2) 	
Représentant du centre de santé	KII	<ul style="list-style-type: none"> • Tahoua (1) • Diffa (1) • Tillabéri (1) 	
Leader communautaire/traditionnel	KII	<ul style="list-style-type: none"> • Tahoua (1) • Diffa (1) • Tillabéri (1) 	
Représentant de l'association des parents d'élèves	KII	<ul style="list-style-type: none"> • Tahoua (1) • Diffa (1) • Tillabéri (1) 	
Groupes de discussion au niveau communautaire			
Adolescentes	FGD	<ul style="list-style-type: none"> • Tahoua (4) • Diffa (4) • Tillabéri (4) 	
Garçons adolescents	FGD	<ul style="list-style-type: none"> • Tahoua (2) • Diffa (2) • Tillabéri (2) 	
Parents (séparés par sexe)	FGD	<ul style="list-style-type: none"> • Tahoua (2) • Diffa (2) • Tillabéri (2) 	

Annexe 8. Bibliographie

- Andriamasinoro, L. F. (2021). COVID-19: A threat to progress against child marriage in Niger. UNICEF. <https://www.unicef.org/niger/stories/covid-19-threat-progress-against-child-marriage-niger>
- Burde, D., Coombes, A., de Hoop, T., Guven, O., Okhidoi, O., Ring, H., Rothbard, V., & Holla, C. (2022). Forced displacement and education: Building the evidence for what works [Manuscript in preparation].
- Duhamel, J., & Nsaibia, H. (2021, July 8). *Sahel 2021: Communal wars, broken ceasefires, and shifting frontlines*. ACLED. Retrieved February 2023, from <https://acleddata.com/2021/06/17/sahel-2021-communal-wars-broken-ceasefires-and-shifting-frontlines/>
- Chambers, R. (2002). *Relaxed and participatory appraisal: Notes on practical approaches and methods for participants in PRA/PLA-related familiarisation workshops*. Participation Resource Centre at IDS. http://courses.washington.edu/pbaf531/Chambers_PRA_Notes.pdf
- Cislaghi, B., Denny, E.K., Cissé, M. et al. Changing Social Norms: the Importance of “Organized Diffusion” for Scaling Up Community Health Promotion and Women Empowerment Interventions. *Prev Sci* 20, 936–946 (2019). <https://doi.org/10.1007/s11121-019-00998-3>
- Cislaghi, B., Heise, L. Theory and Practice of Social Norms Interventions: Eight Common Pitfalls. *Global Health* 14, 83 (2018). <https://doi.org/10.1186/s12992-018-0398-x>
- Hobbs, J.B., Sutcliffe, H. & Hammond, W. (2005). *The Statistics of Emergency Aid*. Bristol, UK, University of Wessex Press.
- IFRC. (2022). Emergency appeal operational strategy: Niger | Food insecurity crisis. IFRC. <https://reliefweb.int/report/niger/niger-food-insecurity-crisis-emergency-appeal-no-mdrne026-operational-strategy>
- Integral Human Development. (2021, May 25). Country Profiles: Niger. Migrants & Refugees Section. Retrieved April 2023, from <https://migrants-refugees.va/country-profile/niger/>
- Norwegian Refugee Council (NRC). (2023, Jan 26). Niger: Violence derails youth’s future in the world’s youngest country. NRC. <https://www.nrc.no/news/2023/january/niger-violence-derails-youths-future-in-the-worlds-youngest-country/>
- OECD. (2020). Creditor reporting system (CRS). Retrieved April 2023, from <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=CRS1>
- Park, J. E. (2021). *Schedule delays of major projects : what should we do about it ?* *Transport Reviews*, 41(6) : 814-832. <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/01441647.2021.1915897>
- PASEC. (2020). Qualité des systèmes éducatifs en Afrique subsaharienne francophone. Programme d’Analyse des Systèmes Éducatifs de la CONFEMEN. https://pasecconfemen.lmc-dev.fr/wp-content/uploads/sites/2/2022/08/RapportPasec2019_Rev2022_WebOK.pdf
- Pretty, J. N., Guijt, I., Thompson, J., & Scoones, I. (1995). *Participatory learning and action: A trainer’s guide*. IIED.
- Razafimandimby, L. & V. Swaroop. (2020). Can Niger escape the demographic trap? World Bank. <https://blogs.worldbank.org/africacan/can-niger-escape-demographic-trap>
- Republic of Niger. (2016, August). *Plan De Developpement Sanitaire (PDS) 2017-2021*. Ministry of Public Health. https://www.prb.org/wp-content/uploads/2019/06/PLAN-DE-DEVELOPPEMENT-SANITAIRE_2017_2021_Niger.pdf
- Republic of Niger. (2016, November). *Programme Sectoriel Eau Hygiene Et Assainissement*. Ministry of Hydraulics and Sanitation. https://www.pseau.org/outils/ouvrages/mha_programme_sectoriel_eau_hygiene_et_assainissement_proseha_2016_2030_2016.pdf
- Risi, L. H., Samala, S., King, A., Barnes, S. B. & Ramanarayanan, D. (2022). *Converging Risks: Demographic Trends, Gender Inequity, and Security Challenges in the Sahel* [New Security Brief No. 3]. The Wilson Center & The Population Institute. <https://www.wilsoncenter.org/publication/converging-risks-demographic-trends-gender-inequity-and-security-challenges-sahel>
- Stockholm International Peace Research Institute. (n.d.). Chad and Niger. <https://www.sipri.org/research/conflict-peace-and-security/africa/chad-and-niger>
- United Nations Development Programme (UNDP). (2020). Niger briefing note. Human Development Report 2020. <https://hdr.undp.org/sites/default/files/Country-Profiles/NER.pdf> ; UNDP. (2020b).

United Nations Development Programme (UNDP). (2022). *Human development report 2021/2022: Uncertain Times, unsettled lives: Shaping our future in a transforming world*. United Nations Development Programme. (2022b). *Specific country data: Niger*. Human Development Reports. Retrieved February 2023, from <https://hdr.undp.org/data-center/specific-country-data#/countries/NER>

UNEG. (2020). Ethical guidelines for evaluation. United Nations Evaluation Group. <http://www.unevaluation.org/document/detail/2866>

UNHCR. (2021, August). Operational Data Portal. Country - Niger. Retrieved April 2023, from <https://data.unhcr.org/en/country/ner>

United Nations International Children's Emergency Fund (UNICEF) & Republic of Niger. (2019). *Programme of Cooperation: Niger-UNICEF 2019-2021 Partnerships for Children*. UNICEF. <https://www.unicef.org/niger/media/1186/file/ENG%20CPD%20Summary%20Booklet%202019-2021.pdf>

United Nations International Children's Emergency Fund (UNICEF). (2020). *Programme Narrative Progress Report: Generation Unlimited in Niger: Bridging the Digital Divide: Connect My School*. UNICEF. https://mptf.undp.org/sites/default/files/documents/35000/20210528_2020_annual_report-genu-niger.pdf

United Nations Population Fund (FNUAP). (2019, January). *Country programme document for Niger*. FNUAP. https://www.FNUAP.org/sites/default/files/portal-document/CPD_for_Niger_DPPACPDNER9_EN.pdf

United Nations Population Fund. (2019, August 12). *My Body, My Life, My World: A global strategy for adolescents and youth*. FNUAP. <https://www.FNUAP.org/youthstrategy#:~:text=My%20Body%2C%20My%20Life%2C%20My%20World%20is%20FNUAP%27s,unique%20needs%E2%80%94at%20the%20very%20centre%20of%20sustainable%20development>

United States Agency for International Development. (2019). *Assessment of Chronic Food Insecurity in Niger*. Retrieved February 2023, from https://fews.net/sites/default/files/documents/reports/Chronic%20FI%20Niger%20report%20Final%20English_0.pdf

USAID. (2020). Food Assistance Fact Sheet – Niger. USAID. https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1866/FFP_Fact_Sheet_Niger.pdf

Visser, M., & Jean-Pierre, S. V. (2020). *Decentralized Evaluation: Evaluation Series on Emergency School Feeding in the Democratic Republic of Congo, Lebanon, Niger and Syria*. World Food Programme. <https://www.wfp.org/publications/democratic-republic-congo-school-feeding-emergencies-evaluation>

World Bank. (2021b). Niger overview. World Bank. <https://www.worldbank.org/en/country/niger/overview#1>

WHO/UNICEF. (2020). JMP. Retrieved April 2023, from <https://washdata.org/data/household#!/table?geo0=country&geo1=NER>
Sustainable Development Report. (2021). Niger. <https://dashboards.sdgindex.org/profiles/niger/indicators>

World Bank. (2022a). Primary completion rate, female (% of relevant age group) – Niger [dataset]. World Bank Databank. <https://data.worldbank.org/>

World Bank. (2022b). Niger Economic Update - April 2022. Resilience in Uncertain Times: Investing in Human Capital.

World Bank. (2022c). Net ODA received (% of imports of goods, services and primary income) – Niger [dataset]. World Bank Databank. <https://data.worldbank.org/>

World Bank. (2022d). Net official development assistance received (current US\$) – Niger [dataset]. World Bank Databank. <https://data.worldbank.org/>

World Bank. (2022b). Niger Economic Update - April 2022. Resilience in Uncertain Times: Investing in Human Capital.

World Food Programme (WFP). (2020, January 23). *A Chance for every Schoolchild – WFP School Feeding Strategy 2020-2030*. WFP. <https://www.wfp.org/publications/chance-every-schoolchild-wfp-school-feeding-strategy-2020-2030>

WFP. (2021a). Niger: Annual country report. https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000137869/download/?_ga=2.47390183.1537730991.1649344333-412621338.1642701790; World Bank, Niger overview; ReliefWeb. (2021). Connected by Conflict [Press Release]. Relief Web. <https://reliefweb.int/report/niger/connected-conflict>

WFP. (2021b). Niger: Annual country report. https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000137869/download/?_ga=2.47390183.1537730991.1649344333-412621338.1642701790; World Bank. (2022b). 6 Things

You Need to Know About Chad's Food Security Crisis [Infographic]. World Bank Group.

<https://www.worldbank.org/en/news/infographic/2022/06/09/afw-6-things-you-need-to-know-about-chads-food-security-crisis>

WFP. (2022a). Evaluation of the Breaking Barriers for Girls' Education Programme in Chad and Niger from 2019 to 2022: Decentralized Evaluation Terms of Reference. WFP School-Based Programmes Division: Rome.

WFP. (2022b). *WFP Niger Country Brief*. WFP. <https://www.wfp.org/countries/niger>

Yihun, K. L. (2022, October 26). *Women respond - women's leadership in COVID-19 response*. CARE. Retrieved February 2023, from <https://www.care.org/our-work/disaster-response/emergencies/covid-19/women-respond-leadership-covid-19-response/>

Annexe 9. Tableaux supplémentaires

Tableau A16. Infrastructures scolaires et services WASH, par région

Variable	Moyenne				Différence			Nombre d'observations		
	Tous	Diffa	Tillabéri	Tahoua	Col 3-4	Col 3-5	Col 4-5	Diffa	Tillabéri	Tahoua
1	2	3	4	5	6	7	8	9	9	9
Nettoyer les terrains de l'école	0.72	0.438	0.765	0.941	-0.327 *	-0.504 ***	-0.176	16	17	17
Des cours d'école sûres	0.42	0.438	0.412	0.412	0.026	0.026	0.000	16	17	17
Pas d'eau stagnante dans les bâtiments	0.6	0.438	0.882	0.471	-0.445 ***	-0.033	0.412 ***	16	17	17
Cantine fonctionnelle	0.7	0.688	0.647	0.765	0.040	-0.077	-0.118	16	17	17
Accès à une quantité suffisante d'eau	0.58	0.688	0.471	0.588	0.217	0.099	-0.118	16	17	17
Eau accessible aux plus petits	0.58	0.688	0.529	0.529	0.158	0.158	0.000	16	17	17
L'école dispose de latrines	0.82	0.813	0.765	0.882	0.048	-0.070	-0.118	16	17	17
Latrines à proximité	1	1	1	1	0.000	0.000	0.000	13	13	15
Les latrines peuvent être utilisées par les plus petits	0.927	0.846	1	0.933	-0.154	-0.087	0.067	13	13	15
Latrines adaptées aux personnes handicapées	0.902	0.923	1	0.8	-0.077	0.123	0.200 *	13	13	15
Latrines propres	0.732	0.692	0.692	0.8	0.000	-0.108	-0.108	13	13	15
Latrines séparées garçons/filles	0.537	0.538	0.231	0.8	0.308	-0.262	-0.569 ***	13	13	15
Latrines privées enseignants	0.341	0.615	0.231	0.2	0.385 **	0.415 **	0.031	13	13	15
De l'eau propre à proximité des latrines	0.542	0.75	0.8	0.4	-0.050	0.350	0.400	4	5	15
Nombre de salles de classe	6.88	8.438	7.471	4.824	0.967	3.614 *	2.647 *	16	17	17
Salles de classe en bon état	0.34	0.25	0.294	0.471	-0.044	-0.221	-0.176	16	17	17
Salles de classe protégées des intempéries	0.4	0.313	0.294	0.588	0.018	-0.276	-0.294 *	16	17	17
Protection des salles de classe contre les insectes	0.16	0	0.118	0.353	-0.118	-0.353 ***	-0.235	16	17	17
Les salles de classe sont suffisamment éclairées	0.60	0.5	0.529	0.765	-0.029	-0.265	-0.235	16	17	17
Espace suffisant pour les activités d'apprentissage	0.52	0.438	0.471	0.647	-0.033	-0.210	-0.176	16	17	17
Les salles de classe sont protégées du bruit extérieur	0.42	0.188	0.176	0.882	0.011	-0.695 ***	-0.706 ***	16	17	17

Tableau A17. Suite d'activités mises en œuvre par le programme BBGE dans les écoles primaires et secondaires

Variable	Moyenne Tous	Moyenne Primaire	Moyenne Secondaire	Diff 3-4	N Primaire	N Secondaire
1	2	3	4	5	6	7
Repas scolaires (proportion)	0.938	0.938	0	0.938***	32	18
Repas scolaires : jours/semaine	5.25	5.25	0	5.250 ***	32	18
Bourses d'études/subventions pour les filles (proportion)	0.667	0	0.667	-0.667 ***	32	18
Bourses d'études et subventions / effectifs féminins (proportion)	0.437	0	0.437	-0.437 ***	32	18
Formation des étudiants (prop)	0.68	0.625	0.778	-0.153	32	18
Nombre de formations	1.92	1.281	3.056	-1.774 ***	32	18
Supplémentation nutritionnelle (prop)	0.28	0.344	0.167	0.177	32	18
Latrines construites depuis 2019 (prop)	0.58	0.625	0.5	0.125	32	18
Nombre de latrines construites depuis 2019	4.759	4.2	6	-1.800	20	9
Serviettes hygiéniques (prop)	0.48	0.438	0.556	-0.118	32	18
Nombre d'activités (sur 6)	2.86	2.969	2.667	0.302	32	18

Note : La colonne 2 présente la moyenne des résultats énumérés dans la colonne 1. Les colonnes 3 et 4 indiquent la moyenne du résultat pour les écoles primaires et secondaires, respectivement. La colonne 5 indique la différence entre les écoles primaires et secondaires. * $p < 0.1$. ** $p < 0.05$. *** $p < 0.01$

Tableau A18. Suite d'activités mises en œuvre par le programme BBGE, par région

Variable	Moyenne (tous)	Moyenne Diffa	Moyenne Tillabéri	Moyenne Tahoua	Diff 3-4	Diff 3-5	Diff 4-5	N Diffa	N Tillabéri	N Tahoua
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Repas scolaires (proportion) école primaire uniquement	0.938	0.9	1	0.917	-0.100	-0.017	0.083	10	10	12
Repas scolaires : jours/semaine Écoles primaires uniquement	5.25	5.1	5	5.583	0.100	-0.483	-0.583	10	10	12
Bourses d'études/subventions pour les filles (proportion)	0.667	0.5	0.714	0.8	-0.214	-0.300	-0.086	6	7	5

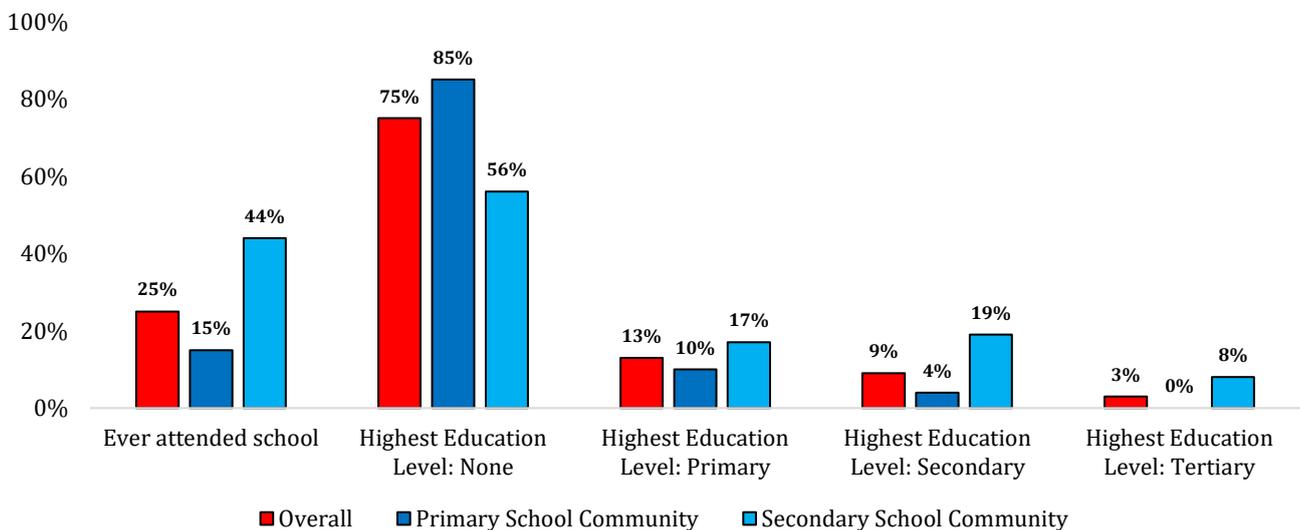
Variable	Moyenne (tous)	Moyenne Diffa	Moyenne Tillabéri	Moyenne Tahoua	Diff 3-4	Diff 3-5	Diff 4-5	N Diffa	N Tillabéri	N Tahoua
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bourses d'études et subventions / effectifs féminins (proportion)	0.437	0.408	0.497	0.388	-0.088	0.020	0.109	6	7	5
Formation des étudiants (prop)	0.68	0.5	0.588	0.941	-0.088	-0.441 ***	-0.353 **	16	17	17
Nombre de formations	1.92	2.125	1.412	2.235	0.713	-0.110	-0.824	16	17	17
Supplémentation nutritionnelle (prop)	0.28	0.25	0	0.588	0.250 **	-0.338 **	-0.588 ***	16	17	17
Latrines construites depuis 2019 (prop)	0.58	0.563	0.529	0.647	0.033	-0.085	-0.118	16	17	17
Nombre de latrines construites depuis 2019	4.759	5	4.889	4.455	0.111	0.545	0.434	9	9	11
Serviettes hygiéniques (prop)	0.48	0.5	0.294	0.647	0.206	-0.147	-0.353 **	16	17	17
Nombre d'activités (sur 6)	2.86	2.563	2.294	3.706	0.268	-1.143 ***	-1.412 ***	16	17	17

Note : La colonne 2 présente la moyenne des résultats énumérés dans la colonne 1. Les colonnes 3 et 4 indiquent la moyenne du résultat pour les écoles primaires et secondaires, respectivement. La colonne 5 indique la différence entre les écoles primaires et secondaires. * $p < 0.1$. ** $p < 0.05$. *** $p < 0.01$

Autres résultats descriptifs des données d'enquête décrivant les communautés cibles

287. En outre, les zones de recrutement du programme BBGE comprenaient des populations ethniquement et linguistiquement diverses. Seulement 1 % des entretiens ont été menés en français, la langue officielle du Niger, tandis que les 99 % restants ont été menés dans diverses langues et dialectes locaux.
288. Les chefs de ménage étaient principalement des hommes mariés d'âge moyen ayant grandi près de leur village. Dans l'ensemble, seuls 9 % des chefs de ménage de l'échantillon étaient des femmes, avec quelques différences régionales (13 % à Tahoua, 9 % à Diffa et 4 % à Tillabéri). Les chefs de ménage étaient en moyenne âgés d'une cinquantaine d'années. La plupart des chefs de ménage ont grandi à proximité du village dans lequel ils vivent actuellement : la plupart ont grandi dans le même village ou à moins de 10 kilomètres (71%) ou dans la même commune mais dans un autre village (20%). Comme on pouvait s'y attendre, moins de chefs de ménage étaient originaires du même village à Diffa (49%) que dans les deux autres régions (73% à Tahoua et 91% à Tillabéri), probablement en raison de la proportion plus élevée de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays. La plupart des chefs de ménage étaient mariés de manière monogame (72%) ou polygame (19%). Il était plus probable que les résidents d'une communauté d'école primaire soient monogames que ceux d'une communauté d'école secondaire (76% contre 65%, respectivement $p = 0,01$), mais le contraire était le cas pour les mariages polygames (25% contre 16%, $p = 0,02$), ce qui reflète peut-être la richesse plus élevée nécessaire pour entretenir plusieurs épouses. Les différences entre les régions étaient relativement limitées.
289. Les chefs de famille dans les zones cibles avaient un faible niveau d'éducation (figure 1). Seuls 25 % d'entre eux avaient été scolarisés et moins de 30 % savaient lire ou écrire en français ou en arabe. Les résidents des communautés ayant fréquenté l'école secondaire étaient beaucoup plus susceptibles d'avoir été scolarisés que ceux des communautés ayant fréquenté l'école primaire (44 % contre 15 %, $p = 0,000$). C'est à Tillabéri que les taux de scolarisation et de lecture/écriture en français étaient les plus élevés. Le niveau d'études le plus élevé des chefs de ménage était au moins une partie du primaire (13%), suivi d'au moins une partie du secondaire (9%) et seulement 3% des chefs de ménage avaient terminé au moins une partie de l'enseignement supérieur. Les raisons les plus courantes pour ne jamais avoir été à l'école étaient que le répondant n'était pas intéressé (30%) ou que les parents ne le permettaient pas (27%). En 2021, le taux global d'alphabétisation des adultes au Niger était de 37,4%, selon la Banque mondiale. Cependant, il existe une grande disparité entre les taux d'alphabétisation des hommes et des femmes adultes, qui s'élevaient respectivement à 46 et 29%. La grande majorité des chefs de ménage de notre échantillon étant des hommes, une comparaison entre le taux d'alphabétisation de notre échantillon (30%) et la moyenne nationale des hommes adultes (46%) indique que le taux d'alphabétisation des populations du projet est bien inférieur à la moyenne nationale, ce qui souligne les vulnérabilités communes à ces régions.

Figure 2. Niveaux d'éducation du chef de ménage, dans l'ensemble et par communauté scolaire



Source. Enquête sur les ménages (N = 509)

290. Les données de l'enquête sur les ménages ont montré que les chefs de ménage étaient généralement en bonne santé. Seuls 3 % des chefs de ménage ont fait état d'un handicap. Seulement 1 % des chefs de ménage se sont décrits comme étant en mauvaise santé, mais seulement 10 % ont qualifié leur santé d'"excellente" et 13 % de "très bonne". Presque tous les chefs de ménage ont déclaré que leur état de santé était meilleur ou identique à celui d'il y a un an. Environ un cinquième des chefs de ménage avaient souffert d'une maladie ou d'une blessure au cours des deux dernières semaines (17%), les plus fréquentes étant la fièvre/le paludisme ou la toux/le rhume/l'infection thoracique. La réponse la plus fréquente à une maladie était de se faire soigner dans un établissement public, d'utiliser les médicaments en stock à la maison ou de se

rendre dans une pharmacie locale. Un nombre important de personnes interrogées ont eu recours à des guérisseurs traditionnels (12 %) ; bien qu'il ne s'agisse pas d'une pratique intrinsèquement dangereuse, la médecine traditionnelle peut être contre-productive en raison de l'utilisation potentielle de traitements non vérifiés scientifiquement.

Annexe 10. Cadre logique du BBGE

Niger Cadre logique - Outcome Results						
Chaîne de résultats	Indicateurs de performance					
	(Liste indicative d'indicateurs à confirmer lors du lancement du projet)	Agence lead	Baseline (Décembre 2020)	date of baseline establishment	Cible (target) fin projet	PDM follow-up suivichiffres réels (Juin 2022)
Effet 1 : Outcome 1: Meilleur accès à une éducation primaire et secondaire, amélioration de la réussite scolaire, meilleur accès à une alimentation adéquate et nutritive pour tous les enfants incluant les filles adolescentes	Taux d'abandon	PAM	14.60%	Dec-20	<=2%	1.18%
	Taux d'inscription	PAM	82%	Dec-20	85%	85.05%
	Taux de fréquentation	PAM	70%	Dec-20	98%	97%
	Taux de réussite	PAM	33%	Dec-20	36%	37%
	Proportion des filles fréquentant le primaire et le secondaire premier cycle	PAM	45%	Dec-20	50.00%	51%
Effet 2: L'accès à un environnement d'apprentissage plus sain et adéquat, l'augmentation de l'apport en fer et en acide folique et la réduction de la prévalence de l'anémie chez les adolescentes, leur permettant de profiter pleinement des possibilités d'éducation.	Prévalence de l'anémie chez les adolescentes	UNICEF	ND	Dec-20	ND	ND
	Proportion des filles ayant utilisé un kit d'hygiène menstruelle au cours de leur dernière règle	UNICEF	0%	Dec-20	90%	92%
Effet 3: Amélioration des connaissances, des attitudes et comportements des filles et des garçons en matière de santé, santé sexuelle et reproductive (SSR) et la violence basée sur le genre (VBG)	Proportion d'adolescentes qui ont démontré une amélioration des connaissances en matière de planification familiale (PF)	UNFPA	40%	Dec-20	80% des adolescentes	83%
	Proportion de filles mariées qui utilisent les services de planification familiale	UNFPA	40%	Dec-20	80%	39%
	Proportion de filles ciblées qui ont accès aux services de qualité de SSR	UNFPA	40%	Dec-20	80%	73%
	Nombre d'écoles secondaires ayant intégré l'ESRAJ (Education en Santé de la Reproduction des Adolescents et des Jeunes) dans leur curriculum de formation	UNFPA	3	Dec-20	15	15
Effet 4: Sensibilisations accrue sur l'importance de l'éducation des filles et meilleurs connaissances, les attitudes et comportements sur la nutrition des filles, la SSR au sein des communautés.	Pourcentage de groupes cibles qui ont adopté des attitudes favorables à l'éducation des filles	UNFPA	70%	Dec-20	90%	96%
	Pourcentage de décideurs dans les ménages assistés qui déclarent qu'ils n'ont pas l'intention de marier leur fille avant l'âge de 18 ans	UNFPA	30%	Dec-20	50%	86%
Effet 5: Renforcement des capacités des institutions gouvernementales aux niveaux central et local afin d'éliminer les obstacles à l'éducation des filles et de répondre à leurs besoins dans les politiques, plans et	Proportion des communes qui ont un plan d'investissement qui prend en compte la promotion de la scolarisation de la jeune fille	PAM UNFPA UNICEF	ND	Dec-20	100%	figure pending finalization

Niger Cadre logique - Output Results

Chaîne de résultats	Indicateurs de performance	Agence lead	Baseline	Cible (target) Projet	Fin	unique beneficiaries/ outputs (no double counting) since beginning of project - as of June 2022	Comments reporting 2022
Output 1.1. Les enfants qui fréquentent l'école, reçoivent régulièrement des repas scolaires adéquats afin de répondre à leurs besoins alimentaires et soutenir la fréquentation scolaire	Nombre de garçons et de filles bénéficiaires d'un repas scolaire	PAM	37,637	73,410	109,922		En fin 2021, de nouvelles écoles à cantine ont été créées dans les 3 régions d'intervention en synergie avec d'autres financements, ce qui a permis d'atteindre au total 109 922 bénéficiaires, un chiffre qui dépasse largement la cible de 73 410. A travers ce financement BBGE, c'est 8000 bénéficiaires sur les 109 922 qui sont pris en charge.
	Montant du cash distribué aux écoles (F_CFA) par an	PAM	94,339,476	308,595,947	figure pending finalization		
	Quantité de vivres distribués aux écoles (en MT) par an	PAM	2,531	5,445	4,873		Les écoles sont approvisionnées à chaque début de trimestre.
	Nombre d'articles de biens non alimentaires distribués pour le fonctionnement de la cantine	PAM	135,000	155,350	figure pending finalization		
	Proportion des jours d'alimentation scolaire par rapport aux jours de classe total par an	PAM	0	100%	95%		
	Nombre d'écoles bénéficiant d'une cantine scolaire	PAM	140	190	678		En fin 2021, de nouvelles écoles à cantine ont été créées dans les 3 régions d'intervention en synergie avec d'autres financements, ce qui a permis d'atteindre au total 678 écoles, un chiffre qui dépasse largement la cible de 190.
Output 1.2. Les ménages ciblés reçoivent du cash conditionné à la fréquentation scolaire régulière de leurs filles adolescentes	Nombre d'adolescentes ayant reçu une bourse scolaire (cash transfert) par an	PAM	2,484	12,690	12,123		
	Montant totale du cash transféré aux adolescentes dans le cadre des bourses scolaires (FCFA) par an	PAM	64,000,000	456,840,000	367,230,000		Le transfert du cash aux adolescentes est fait trimestriellement.
Output 1.3. Les filles adolescentes sont soutenues pour retourner à l'école	Nombre de mentors soutenant l'initiative	UNFPA	113	115	181		Le cycle 2022 du programme Ilimin a pris fin en décembre 2022. Dans les régions de Tahoua et Tillabéri respectivement 39 et 29 espaces sûrs ont été tenus, ce qui fait 68 espaces et donc 68 mentors, soit un mentor par espace sûr. Ce qui fait à cette date 181 mentors si l'ajoute les 113 mentors du cycle 6 (2021).
	Nombre de filles adolescentes (10-19 ans) assistées à travers les espaces sûrs qui retournent à l'école	UNFPA	50	1200	600		Au cours du cycle 6 et 7, 600 filles ont été retournées à l'école formelle avec les cours des chefs et l'administration.
	Nombre de filles ciblées dans les espaces sûrs ayant reçues des kits d'encouragement	UNFPA	50	1200	17590		Toutes les filles du programme Ilimin reçoivent des kist d'encouragement. Elles ont été 10790 dans les trois régions en 2021 et 6800 dans les régions de tahoua et tillabéri, soit à ce jour 17 590
	Nombre d'adolescentes retournées à l'école qui bénéficient d'un encadrement (cours supplémentaires)	UNFPA	50	600	280		Sur les 600 filles retournées à l'école, 280 bénéficient d'un encadrement
Output 2.1. Les adolescentes ciblées ont reçu une supplémentation en fer acide folique	Nombre de filles adolescentes (10-14 ans) ayant reçu une supplémentation en fer acide folique	UNICEF	0	17000 adolescentes	figure pending finalization		
Output 2.2. Les enfants ciblés et les adolescentes de 10-12 ans ont accès à des services adéquats d'hygiène et d'assainissement à l'école	Nombre de kits de lavage des mains installés	UNICEF	0	252	235		Au total 235 blocs de latrines sont construites au niveau de 122 écoles avec un effectif de 28009 élèves dont 13 709 filles et 687 dispositifs de lave-mains sont installés.
	Nombre de filles adolescentes ayant reçu des kits d'hygiène	UNICEF	0	10000 kits	10034		18 écoles avec un effectif de 3651 dont 1709 filles sont connectées au réseau d'adduction d'eau potable. Nombre d'écoles touchées par la distribution de kits GEM est de
	Nombre d'écoles qui ont eu accès à un service d'eau amélioré	UNICEF	0	18	18		
	Nombre d'écoles équipées d'installations sanitaires séparées pour les garçons et les filles	UNICEF	0	126	240		
Output 2.3. Les enfants et les adolescents ciblés ont accès à une éducation en matière de nutrition, de santé et d'hygiène	Nombre de personnes atteintes grâce aux approches interpersonnelles de CCCS sur la nutrition, l'hygiène et la santé	UNFPA	4,000	6000	0		Les données n'ont pas pu être collectées car cet indicateur est à cheval entre les interventions de l'UNICEF sur les questions de nutrition et l'hygiène puis celles de l'UNFPA qui fait le SBCC sur la SSR.
Output 3.1. Les adolescents ciblés filles et garçons ont accès à des services de qualité en santé et SSR	Nombre d'adolescents filles et garçons ciblés qui ont reçu un soutien en CCCS sur la santé et la SSR	UNFPA	3,000	12,960	17,590		Toutes les adolescentes bénéficiaires (17 590) ont reçu un soutien en cccs sur la santé et la SSR.
	Nombre d'infirmeries scolaires qui offrent des services de SSR	UNFPA	3	15	15		15 infirmeries offrent des services de SSR.
	Nombre de clubs de santé établis	UNFPA	0	15	15		15 clubs de santé sont établis
	Nombre d'établissements de santé qui ont reçu des kits de SSR, y compris un kit de prophylaxie post-exposition au viol	UNFPA	14	30	30		30 établissements de santé ont reçu des kits de SSR, y compris un kit de prophylaxie post-exposition au viol

	Nombre d'adolescentes enceintes ciblées qui utilisent les services de santé sexuelle et reproductive	UNFPA	1,130	2,333	322	Seules 322 adolescentes ont été identifiées comme enceintes, elles utilisent toutes les services de santé sexuelle et reproductive.
Output 3.2 Les filles et garçons ciblés sont sensibilisés sur les questions de VBG	Nombre d'adolescents filles et garçons ciblés qui reçoivent un soutien en CCCS sur les VBG	UNFPA	3,000	12,960	17 590	L'ensemble des 17 590 filles bénéficiaires ont reçu un soutien en cccs sur les VBG à travers les différents modules de formation.
	Nombre de campagnes de sensibilisation à la santé, SSR et VBG, organisées	UNFPA	1	1	3	Trois (3) campagnes de sensibilisation à la santé, SSR et VBG ont été organisées.
	Nombre d'adolescentes ciblées qui ont reçu une demande en mariage et l'ont refusée	UNFPA	800	2,000	6 036	6 036 demandes de mariage ont été refusées chez les adolescentes bénéficiaires du programme.
Output 3.3. Les enseignants et les centres de formations de jeunes mentors sont soutenus pour intégrer l'Education complète à la sexualité (ECS) dans leurs curricula	Nombre de centres de formation professionnelle soutenus pour mettre en œuvre une ESRAJ	UNFPA	0	4	181	Tous les Espaces sûrs ont un volet formation sur les questions d'autonomisation des filles et dans ce sens conduisent des activités professionnelles en même temps que les formations ESRAJ
Output 4.1. Les communautés ciblées incluant les adolescents filles et garçons, les enseignants, les parents, les autorités traditionnelles locales et les leaders sont sensibilisés sur l'importance de la scolarisation des filles, la nutrition	Nombre de personnes atteintes grâce aux approches interpersonnelles de CCCS	UNFPA	4,000	6000	28,404	28,404 personnes ont été touchées par la communication pour les changements de comportement.
	Nombre de campagnes de sensibilisation sur l'éducation des filles, la SSR, la santé et les droits en matière de procréation, organisées	UNFPA	1	2	2	Deux (2) campagnes de sensibilisation sur l'éducation des filles, la SSR, la santé et les droits en matière de procréation ont été organisées
Output 5.1. Les structures gouvernementales aux niveaux local et national sont sensibilisées et reçoivent un appui technique pour prioriser l'éducation des filles adolescentes et tenir compte de leurs besoins dans les politiques et stratégies nationales, plans opérationnels et budgets	Nombre de communes appuyées dans l'élaboration de leur plan annuel d'investissements	PAM+UNFPA+ UNICEF	21	21	figure pending finalization	Processus en cours, au niveau de Tahoua toutes les 10 communes ont leur plan d'investissement qui prend en compte la scolarisation des filles
	Nombre de CGDES/COGES formés dans l'élaboration des plans d'actions qui prennent en compte la scolarisation des filles	PAM+UNFPA+ UNICEF	70	260	figure pending finalization	Le Ministère a appuyé les écoles de la zone d'intervention dans l'élaboration de leurs plans d'action (données en attente).
	Rapport sur la cartographie des politiques et stratégies qui soutiennent la scolarisation de la jeune fille	PAM+UNFPA+ UNICEF	0	1	figure pending finalization	Processus non encore engagé
	Répertoire de bonnes pratiques en matière de promotion de la scolarisation de la jeune fille	PAM+UNFPA+ UNICEF	0	1	1	Un referenciel a été élaboré avec l'appui du PAM
	Une politique nationale d'alimentation scolaire est élaborée et adoptée	PAM+UNFPA+ UNICEF	0	1	figure pending finalization	Processus en cours
	Un rapport d'étude approfondie sur les barrières à la scolarisation de la jeune fille dans la zone d'intervention du programme	PAM+UNFPA+ UNICEF	0	1	1	Rapport disponible

Note: Le nombre d'espaces sûrs a été indiqué par erreur dans le cadre logique initialement communiqué à l'équipe d'évaluation. Au lieu de 181 espaces sûrs, le nombre correct est 179, ce qui représente 111 espaces sûrs établis en 2021 et 68 établis en 2022 (voir le produit 3.3 et le produit 1.3). Le chiffre actualisé a été communiqué à l'équipe d'évaluation en novembre 2023.

Annexe 11. Sigles et acronymes

AIR	Instituts américains de recherche
BEPC	Le Brevet d'études du premier cycle
BBGE	Faire tomber les barrières pour l'éducation des filles
CBO	Organisation communautaire
DEQAS	Système d'assurance qualité de l'évaluation décentralisée
DEQS	Soutien à la qualité de l'évaluation décentralisée
ERG	Groupe de référence pour l'évaluation
ET	Équipe d'évaluation
QE	Questions d'évaluation
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FCAS	Situations fragiles et touchées par un conflit
FGD	Discussion en groupe
GAC	Affaires mondiales Canada
VBG	Violence fondée sur le sexe
GEWE	Égalité des sexes et autonomisation des femmes
HDI	Indice de développement humain
PDI	Personne déplacée à l'intérieur de son propre pays
IRB	Conseil d'examen institutionnel
KAP	Connaissances, attitudes et pratiques
KII	Entretien avec un informateur clé
MHM	Gestion de l'hygiène menstruelle
ONG	Organisation non gouvernementale
OCDE-CAD	Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques
PND	Plan de développement national
PTA	Association des parents d'élèves
QA	Assurance qualité
SBP	Division des programmes scolaires
ODD	Objectif de développement durable
SRH	Santé sexuelle et reproductive
SRHR	Droits en matière de santé sexuelle et reproductive
TOC	Théorie du changement
TOR	Mandat
ONU	Nations Unies
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
UNEG	Groupe d'évaluation des Nations unies
L'UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
FNUAP	Fonds des Nations unies pour la population
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
UNICEF	Fonds international d'urgence pour l'enfance des Nations unies

WASH Eau, assainissement et hygiène
PAM Programme alimentaire mondial
OEV Bureau d'évaluation

Annexe 12. Tableau des activités

Activité	Description de l'activité	Bénéficiaires	Agence pilote / Partenaires de mise en œuvre	Période de mise en œuvre
Repas scolaires	Fournir un repas composé d'une bouillie (petit-déjeuner) et d'un plat de millet ou de riz (déjeuner/dîner).	Tous les garçons et filles de l'école primaire	PAM	2019-2022
Subventions en espèces	Sous réserve d'un taux de présence de 80 % ; octroi de 10000 CFA	Filles en CM1, CM2 ou secondaire	PAM	2020-2022
Supplémentation en micronutriments	Supplémentation en acide folique	Élèves de 6 à 15 ans des écoles primaires et secondaires	UNICEF NIGER : DISTRICTS SANITAIRES	2021-2022
Éducation sexuelle complète	Le CSE est dispensé dans les écoles et les communautés. Dans les communautés, les adolescentes acquièrent des compétences en matière de santé sexuelle et reproductive, de genre et de droits de l'homme, d'alphabétisation, de compétences financières et de retour à l'école. Les parents sont informés de l'importance de l'école et des conséquences des mariages d'enfants. Dans les écoles, transmission d'informations par l'intermédiaire des clubs de santé et préparation de l'intégration dans la formation des enseignants.	Adolescents âgés de 10 à 19 ans dans les communautés cibles ; tous les enfants scolarisés	FNUAP	2019-2022
Services WASH	Construction de blocs de latrines (séparés pour les garçons et les filles) avec des stations de lavage des mains	Toutes les écoles	UNICEF NIGER : ODIFE	2020-2022
Espaces sûrs	Création d'espaces sûrs pour les femmes et les adolescentes. Ces espaces servent de lieux d'éducation et d'information sur la santé sexuelle et reproductive et la violence liée au sexe. Ils servent également de lieu d'écoute pour les survivants de la violence liée au sexe.	Femmes et adolescentes dans la communauté	AFJT / FNUAP	2021-2022
Clubs de santé et cliniques scolaires	Équiper les cliniques scolaires en produits médicaux	Les écoles du programme	FNUAP	2021-2022
Kits SRH	Distribution de kits de santé sexuelle et reproductive aux centres de santé, y compris un kit post-exposition pour les cas de viol.	Les écoles du programme	FNUAP	2021-2022
Clubs des futurs maris	Création de clubs pour les futurs maris dans les communautés, axés sur des sujets tels que la santé, la reproduction, les mariages d'enfants et l'éducation.	Membres de la communauté / adolescents	FNUAP	2021-2022

Annexe 13. Analyse détaillée des parties prenantes

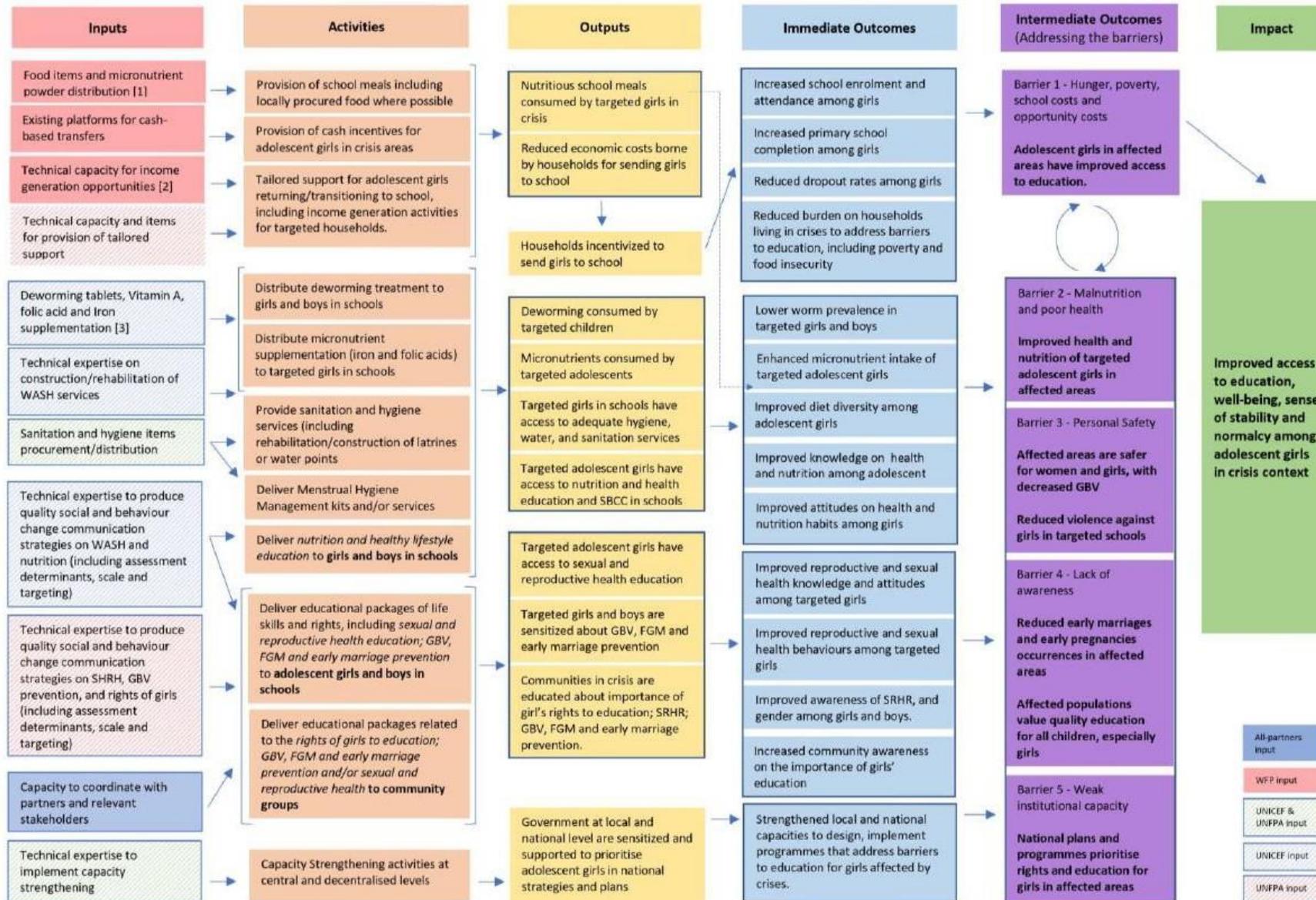
Partie prenante	Participation au BBGE	Participation aux évaluations du BBGE
Agences de mise en œuvre et partenaires		
Siège du PAM (Rome)	<ul style="list-style-type: none"> • Négociation et signature du projet BBGE par l'intermédiaire du service du programme scolaire (SBP) • Promouvoir la collaboration entre le siège, les bureaux régionaux et nationaux (dans trois agences des Nations unies) ; fournir un soutien technique pour la budgétisation, l'établissement de rapports, le suivi et l'évaluation, les relations avec les donateurs, etc. • Évaluation externe commandée 	Gérer le processus d'évaluation externe. Les principales parties prenantes et les informateurs - utiliseront les évaluations pour prendre des décisions fondées sur des données probantes, pour plaider en faveur de la poursuite ou de l'amélioration de la programmation future conformément à l'approche du PAM, et pour établir des rapports internes et externes.
Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest (RBD)	<ul style="list-style-type: none"> • Apporter un soutien technique aux besoins techniques des bureaux nationaux • A contribué à créer des synergies avec d'autres interventions (projet de résilience, partenariat avec l'UNICEF). 	Les parties prenantes et les informateurs principaux - qui utiliseront les évaluations pour prendre des décisions fondées sur des données probantes et pour établir des rapports internes et externes.
Bureau de pays du PAM (Niger)	<ul style="list-style-type: none"> • Responsabilité globale de la gestion et de la mise en œuvre de BBGE • Responsable des activités liées aux repas scolaires et de l'assistance connexe • Des programmes sensibles à la nutrition ont été mis en place, tels que des kits scolaires, des subventions conditionnelles en espèces et des bons d'alimentation. • Suivi et évaluation des activités 	Les parties prenantes et les informateurs principaux - qui utiliseront les évaluations pour prendre des décisions fondées sur des données probantes et pour établir des rapports internes et externes.

Partie prenante	Participation au BBGE	Participation aux évaluations du BBGE
FNUAP (SIÈGE)	<ul style="list-style-type: none"> • Contribution et supervision des activités de BBGE liées à la prévention de la violence liée au sexe et à la santé génésique (voir rangée ci-dessous). 	Les parties prenantes et les informateurs principaux - qui utiliseront les évaluations pour prendre des décisions fondées sur des données probantes et pour établir des rapports internes et externes.
FNUAP (Niger)	<ul style="list-style-type: none"> • Gestion des activités liées à la prévention de la violence liée au sexe et à l'amélioration de la santé génésique des adolescentes. • Renforcement des capacités des communautés et des agents de santé et sensibilisation des communautés à la violence liée au sexe et à la santé génésique. • Initiative "Safe Spaces" pour les adolescents • Soutenir le retour des filles à l'école, y compris le plaidoyer auprès du gouvernement • Renforcement des capacités des mentors • Coordination des activités des partenaires en matière d'enregistrement des naissances, d'hygiène menstruelle, de prévention et de gestion de la violence liée au sexe et de santé sexuelle et reproductive. 	Les principales parties prenantes et les informateurs - utiliseront les évaluations pour prendre des décisions fondées sur des données probantes et pour établir des rapports internes et externes. Les évaluations serviront également à renforcer l'appropriation nationale afin de poursuivre le programme sans financement externe.
UNICEF (HQ)	<ul style="list-style-type: none"> • Contribution et supervision des activités de BBGE liées à l'éducation, à la nutrition, à la santé et à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène (voir la rangée ci-dessous). 	Les parties prenantes et les informateurs principaux - qui utiliseront les évaluations pour prendre des décisions fondées sur des données probantes et pour établir des rapports internes et externes.
UNICEF (Niger)	<ul style="list-style-type: none"> • Gestion des activités liées à la supplémentation nutritionnelle et à la vermifugation • Réhabilitation et modernisation des installations WASH dans les écoles et formation 	Les parties prenantes et les informateurs principaux - qui utiliseront les évaluations pour prendre des décisions fondées sur des données probantes et pour établir des rapports internes et externes.

Partie prenante	Participation au BBGE	Participation aux évaluations du BBGE
	complémentaire sur la nutrition, la santé, WASH et les IST.	
<p>Gouvernement</p> <ul style="list-style-type: none"> Ministère de l'enseignement primaire et secondaire Haut-commissariat pour l'initiative 3N 	<ul style="list-style-type: none"> Les gouvernements nationaux et les ministères de tutelle ont assuré la direction et la supervision de toutes les activités de BBGE. Des intentions de projet informées aux niveaux régional et scolaire et des réseaux établis entre les communautés scolaires et les services de santé. 	Principales parties prenantes et informateurs clés ayant un intérêt particulier pour les résultats de l'évaluation liés à la capacité, à la coordination et à la durabilité.
<p>ONG et organisations communautaires au Niger (APE, COGES, groupes d'agricultrices, groupes de femmes, chefs religieux, radio communautaire)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Soutien à la sensibilisation à l'égalité des sexes et à la violence liée au sexe Soutien à la réalisation d'activités sur le terrain avec les associations de parents et de mères 	Les parties prenantes primaires et les informateurs - qui utiliseront les évaluations pour prendre des décisions fondées sur des données probantes.
<p><i>Partenaires de mise en œuvre :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> KARKARA APBE VND NUR CARE MASNAT ADKOUL APIS ODIFE APPADN 		
Bénéficiaires du programme et parties prenantes		
<p>Bénéficiaires (étudiantes, adolescents, parents/soignants, groupes de femmes fabriquant des serviettes hygiéniques réutilisables, etc.)</p>	Bénéficiaires directs et indirects des activités de BBGE.	Les principales parties prenantes et les informateurs clés ayant intérêt à déterminer si l'assistance fournie était appropriée et efficace.
<p>Parties prenantes au programme au niveau communautaire (directeurs d'école, enseignants, responsables de centres de santé, représentants d'associations de</p>	Les parties prenantes et les partisans des activités de BBGE.	Les principales parties prenantes et les informateurs clés ayant intérêt à déterminer si l'assistance fournie était appropriée et efficace.

Partie prenante	Participation au BBGE	Participation aux évaluations du BBGE
parents d'élèves, inspecteurs scolaires, chefs religieux et traditionnels)		

Annexe 14. Théorie du changement reconstruite par BBGE



Annexe 15. Approche quantitative et qualitative de l'évaluation

Approche quantitative de l'évaluation

291. Notre approche quantitative consiste à calculer les changements dans les résultats entre la base de référence et le suivi, en utilisant des informations de base rappelées pour pallier l'indisponibilité des données collectées à la base de référence. Dans la mesure du possible, nous avons recueilli des informations de base rétrospectives pour les résultats pour lesquels les erreurs de mémoire peuvent être moins préoccupantes, telles que les informations sur l'inscription à l'école, la progression et l'abandon scolaire collectées directement à partir des dossiers scolaires. Pour les résultats pour lesquels il n'était pas possible de collecter des informations de base rétrospectives (par exemple, les aspirations scolaires ou la morbidité) ou pour lesquels les erreurs de mémoire peuvent être préoccupantes, nous présentons des statistiques descriptives. Bien que notre approche ne rende pas compte de l'impact causal de BBGE, elle fournit des preuves qui nous aident à répondre à certaines QE, en particulier lorsqu'elles sont complétées par des résultats qualitatifs et des données secondaires.

Échantillonnage quantitatif

292. Nous avons mis en œuvre une approche d'échantillonnage stratifiée en deux étapes pour cette évaluation : nous avons d'abord sélectionné des écoles et leurs zones de recrutement correspondantes (c'est-à-dire les communautés desservies par les écoles sélectionnées dans chaque région d'intérêt au Niger), puis nous avons échantillonné les ménages au sein des zones de recrutement ou des communautés sélectionnées. Nous avons divisé la base de sondage des écoles BBGE fournie par les équipes des bureaux de pays de l'UNICEF, de l'FNUAP et du PAM en différentes strates définies par (a) la région d'intérêt et (b) les écoles secondaires ou primaires. Plus précisément, nous avons divisé la base de sondage en six strates, deux dans chacune des trois régions du programme. Dans chaque région, une strate contenait des écoles primaires, tandis que l'autre comprenait des écoles secondaires. Nous avons constitué un échantillon représentatif de la population des écoles BBGE en divisant l'échantillon proportionnellement entre les strates et en sélectionnant au hasard des écoles dans chaque strate.

293. Les recenseurs ont identifié les limites des communautés desservies par les écoles échantillonnées avec l'aide des dirigeants locaux et des directeurs d'école. Dans chaque communauté, nous avons cherché à sélectionner 10 ménages en effectuant une marche aléatoire à travers la communauté. Un questionnaire de sélection portant sur le nombre et le sexe des enfants d'âge scolaire du ménage a été posé au début de chaque entretien avec le ménage. Nous avons utilisé les questions filtres pour stratifier l'échantillon lors de la marche aléatoire. Les ménages sans enfants d'âge scolaire ont été ignorés et les enquêteurs ont continué à interroger les ménages jusqu'à ce qu'ils atteignent le quota de la communauté. Dans les ménages avec enfants d'âge scolaire, nous avons sélectionné au hasard un parent et un jeune enfant (âgé de 12 à 19 ans) pour répondre respectivement à l'enquête sur les ménages et au module sur les jeunes. Nous avons sélectionné au hasard les jeunes sans distinction de sexe jusqu'à ce que nous ayons atteint un quota afin de garantir que les filles soient suréchantillonnées dans un rapport de 6:4.

294. L'échantillon de notre étude couvrait les trois régions BBGE du Niger. Nous avions initialement prévu de sélectionner entre 18 et 19 communautés dans chaque région, soit un total de 56 communautés. Au sein de chaque communauté, nous avions pour objectif de visiter une école et 10 ménages, soit un total de 56 écoles et 560 ménages. Cependant, les problèmes de sécurité rencontrés lors de la collecte des données nous ont contraints à remplacer plusieurs communautés scolaires ; en outre, deux paires d'écoles ont fusionné en une seule, de sorte que la taille de l'échantillon ciblé a été ramenée de 56 à 54 (tableau 3). Au final, nous avons échantillonné un total de 50 écoles, ce qui correspond à environ 20 % des écoles BBGE. Bien que les remplacements d'écoles puissent compromettre la représentativité de l'échantillon puisque des communautés très peu sûres ont été exclues, des données quantitatives ont tout de même été collectées dans les écoles primaires et secondaires des trois régions du programme. Nous avons mené 557 enquêtes auprès des jeunes et 555 enquêtes auprès des ménages dans les 50 zones scolaires visitées.

Tableau 3. Données quantitatives du Niger (prévues et réelles)

	N° d'écoles/communautés		Numéro de menages equetes		Numéro de jeunes enquêtés	
	Plannifié	Réalisé	Plannifié	Réalisé	Plannifié	Réalisé
Diffa	19	16 (8 remplacements)	190	190	190	194

	N° d'écoles/communautés		Numéro de menages equetes		Numéro de jeunes enquêtés	
	Plannifié	Réalisé	Plannifié	Réalisé	Plannifié	Réalisé
Tahoua	19	17 (7 remplacements)	190	190	190	189
Tillabéri	18	17 (9 remplacements)	180	175	180	174
Total	56	50 (24 remplacements)	560	555	560	557

Approche d'évaluation qualitative

295. Nous avons utilisé les IIK et les FGD comme méthodes qualitatives de base, en incorporant des activités participatives adaptées à l'âge et aux répondants, telles que la cartographie des acteurs et les activités de classement (Figure 3). Les approches d'apprentissage et d'action participatives visent à minimiser les différences de pouvoir entre les chercheurs et les participants à la recherche en permettant à ces derniers de partager leurs connaissances et leur expérience par le biais d'activités de groupe, visuelles et engageantes⁶⁶. Ces approches sont particulièrement bien adaptées à la recherche impliquant des groupes marginalisés, vulnérables ou sans voix et constituent donc un outil de collecte de données important pour cette évaluation du programme BBGE⁶⁷

296. Nous avons choisi un échantillon de deux villes dans chacune des trois régions du Niger pour la collecte de données qualitatives au niveau de la communauté ou de l'école. La collecte de données qualitatives a coïncidé en partie avec la collecte de données quantitatives et a duré un peu plus longtemps, entre octobre et décembre 2022. Au final, nous avons mené 24 groupes de discussion avec des adolescents et des parents, tous deux séparés en fonction de leur sexe (c'est-à-dire adolescents, adolescentes, soignants, soignantes). En outre, 24 entretiens ont été menés avec la communauté (associations de parents, chefs traditionnels ou religieux, prestataires de services de santé, enseignants et directeurs d'école), le gouvernement (ministère de l'enseignement primaire et secondaire et Haut Commissariat à l'Initiative 3N - Les Nigériens Nourrissent les Nigériens, ou H3N). Enfin, six groupes de discussion organisationnels ont été menés au niveau du siège, des régions et des pays (y compris le personnel des ONG, des bureaux de pays et des bureaux locaux). Une description complète des personnes échantillonnées dans le cadre de la collecte de données qualitatives figure à l'annexe 8.

297. Afin de tirer le meilleur parti de cette évaluation, nous avons utilisé les résultats de l'analyse documentaire (y compris les évaluations antérieures) et intégré le retour d'information des conversations tenues pendant la phase de démarrage pour élaborer des instruments pour les entretiens et les groupes de discussion. En examinant attentivement les rapports existants et en identifiant les résultats importants des analyses antérieures, les instruments qualitatifs se sont appuyés sur la base de connaissances existante et l'ont complétée au lieu de reproduire les efforts de recherche antérieurs, tout en répondant pleinement à tous les QE.

298. Notre approche qualitative a également intégré des approches participatives afin de responsabiliser les répondants au cours du processus de recherche et d'obtenir des perceptions et des expériences nuancées. Nous avons soigneusement pris en compte les perceptions et les expériences qui pouvaient être liées au sexe ou différer en fonction de l'âge, de l'éducation ou d'autres dimensions de la diversité. Nous avons conçu notre échantillon qualitatif de manière à faire ressortir ces différences tout en préservant la sécurité et le confort des personnes interrogées tout au long du processus de collecte des données.

Approches participatives au cours des groupes de discussion

299. L'intégration d'approches participatives est un moyen important de donner plus de pouvoir et de voix aux personnes interrogées tout en obtenant des informations plus nuancées sur un sujet particulier. Ces exercices peuvent "détourner l'attention de l'interaction entre les enquêteurs extérieurs et les populations locales pour l'orienter vers les analyses elles-mêmes" et permettre de mieux comprendre les perceptions et les choix des

Figure 3. Classement de la facilitation des activités au Niger



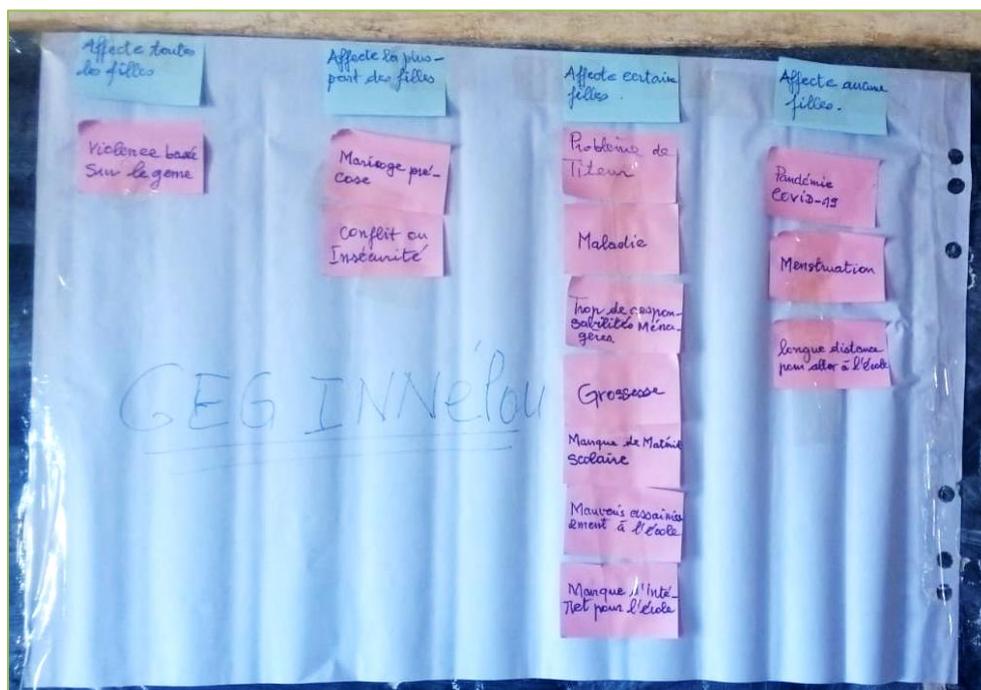
Source. Dalberg Research

⁶⁶ Chambers, 2002

⁶⁷ Ibid

personnes interrogées⁶⁸. L'équipe a mené une activité de classement et de notation au cours des discussions de groupe avec des adolescents et des adolescentes afin de mieux comprendre les obstacles à l'éducation perçus dans leur localité. Les personnes chargées de la collecte des données ont aidé les personnes interrogées à classer une liste préparée de barrières potentielles en fonction de leur prévalence et de leur importance. Dans des résultats tels que celui illustré dans la pièce 4, les adolescents des zones BBGE ont fait part de leur compréhension des obstacles à l'éducation des filles. Le protocole complet de l'activité figure à l'annexe 5.

Figure 4. Exemple de résultat de l'activité de classement et de notation avec les répondants adolescents



Source. Dalberg Research

Approche inclusive et sensible au genre

300. Cette évaluation a utilisé une approche inclusive et sensible au genre pour renforcer la validité des résultats. Lors de la formulation des questions de recherche, de la conception de la collecte des données, de la collecte des données, de l'analyse et de la rédaction des résultats, l'AIR s'est efforcée d'utiliser les meilleures techniques de prise en compte de la dimension de genre afin de garantir un résultat de recherche de haute qualité.
301. Tout d'abord, nous avons veillé à ce qu'il y ait un équilibre entre les sexes au sein de notre propre équipe d'évaluation et de collecte de données. Ensuite, l'AIR a pris en compte les implications en matière de genre et d'équité dans les outils d'évaluation. En termes d'échantillonnage, nous avons délibérément choisi des bénéficiaires reflétant la diversité ethnique, linguistique, socio-économique et sexuelle de la population étudiée, et nous avons assuré la sécurité des participants dans le cadre de cette approche. Toutes les données ont été collectées en tenant compte des risques liés au genre auxquels les femmes et les jeunes femmes ont pu être confrontées lorsqu'elles ont participé aux processus de collecte des données ou lorsqu'elles ont été interrogées au cours de ces processus. Enfin, lorsque cela était possible, nous avons analysé les données en fonction du sexe et de toute autre caractéristique d'identification importante liée à l'inégalité entre les sexes et aux déséquilibres de pouvoir au Niger. Nos analyses ont ventilé les données et les résultats par sexe, âge et région chaque fois que cela était possible afin d'examiner les impacts différentiels en fonction de ces caractéristiques. Ces analyses de sous-groupes ont permis d'observer des résultats nuancés (par exemple, des résultats observés uniquement pour une sous-population, ou des impacts nettement plus importants pour une sous-population que pour l'ensemble de l'échantillon) et ont contribué à l'examen de l'égalité des sexes résultant du programme BBGE.
302. En outre, notre équipe a recueilli des données sur des sujets sensibles, notamment la violence liée au sexe et la santé sexuelle et reproductive, dans le cadre d'entretiens quantitatifs et qualitatifs. Il était donc impératif que l'ensemble de l'équipe, y compris toutes les personnes chargées de la collecte des données, adhère aux bonnes pratiques en matière de techniques d'entretien sûres et inclusives afin d'éviter que les personnes interrogées ne subissent des préjugés pendant ou après les entretiens. Par exemple, nous avons exigé que le sexe de l'agent recenseur ou de l'enquêteur corresponde au sexe de l'enquêté lorsque des questions sensibles étaient abordées (c'est-à-dire que les hommes ont interrogé les hommes et les femmes ont interrogé les femmes). De plus, AIR a formé les recenseurs et les enquêteurs à l'administration de ces protocoles par le biais de sessions sur le genre et

⁶⁸ Pretty et al., 1995

la violence liée au sexe, l'éthique de la recherche liée aux sujets sensibles, les précautions de sécurité et la gestion des risques pendant la collecte de données sur la violence liée au sexe et la santé sexuelle et reproductive, la manière de reconnaître et de répondre aux traumatismes, y compris les traumatismes secondaires et vicariants, chez les personnes interrogées, et la manière d'orienter en toute sécurité les personnes vers les services d'aide locaux. Notre équipe de collecteurs de données locaux et notre consultant nigérien, Chaïbou Dadi, ont travaillé ensemble pour s'assurer que l'équipe était correctement formée pour aider les femmes interrogées à répondre aux questions délicates et qu'elle était en mesure d'obtenir l'accord des conjoints, le cas échéant, pour participer à l'étude. Cette formation a été ventilée par sexe, de sorte que les formateurs masculins ont formé les enquêteurs masculins et les formateurs féminins ont formé les enquêteurs féminins. Enfin, l'équipe d'AIR-Dalberg a préparé un protocole en français pour les enquêteurs, qui décrit les sujets abordés lors de la formation et la procédure à suivre en cas de signalement de violence liée au sexe par les enquêtés. Le protocole comprenait des informations sur les services d'appui aux victimes de VBG au Niger.

303. Les personnes chargées de la collecte des données ont été formées par le personnel de Dalberg et un consultant local au Niger du 20 au 30 octobre 2022. Les équipes ont testé les instruments de collecte de données le 1er novembre dans une communauté BBGE qui n'a pas été sélectionnée pour l'échantillon d'évaluation. Une fois la formation des enquêteurs terminée, les équipes se sont rendues dans les zones d'enquête sélectionnées dans chaque région pour collecter des données du 1er novembre au 5 décembre. L'équipe AIR a reçu les données quantitatives finales de Dalberg Research le 14 décembre, et les transcriptions qualitatives finales ont été reçues le 13 janvier 2023.

Approche évaluative quantitative

304. Nous avons réalisé une évaluation descriptive du programme BBGE, basée sur la théorie, afin de fournir des preuves quantitatives suggestives de l'efficacité de l'intervention dans divers domaines de résultats et d'étudier les mécanismes par lesquels les changements pourraient survenir. Nous avons effectué des analyses descriptives, en utilisant les données des enquêtes sur les ménages et les jeunes, ainsi que le recensement scolaire pour identifier les niveaux des indicateurs clés du programme tels que l'inscription et la fréquentation scolaires, la proportion d'écoles disposant d'installations sanitaires séparées pour les garçons et les filles, et les jours d'alimentation scolaire en tant que pourcentage du nombre total de jours d'école. Dans la mesure du possible, nous avons examiné les changements survenus au fil du temps en comparant les valeurs de fin de période avec les valeurs de rappel. Tout au long de la phase d'analyse, nous avons impliqué notre expert national pour nous assurer que les résultats étaient interprétés en tenant compte des nuances culturelles du Niger.

305. En outre, en raison des objectifs du programme, nous avons effectué des analyses séparées par sexe, par niveau scolaire et par région. Nous avons triangulé les résultats obtenus au niveau des individus et des ménages avec les statistiques descriptives au niveau de l'école. Nous avons évalué la mise en œuvre et la fidélité du programme en utilisant les données de recensement des écoles, ainsi que les données des enquêtes sur les ménages et les jeunes.

Enregistrement, transcription et traduction des données qualitatives

306. Tous les entretiens ont été enregistrés numériquement et transcrits. Les entretiens et les groupes de discussion menés en français ou dans les dialectes locaux ont été transcrits en anglais avant l'analyse de tous les documents. L'équipe d'évaluation a soigneusement revu toutes les transcriptions pour s'assurer que les traductions anglaises étaient complètes et claires. L'équipe de recherche a consulté les enregistrements audio si nécessaire pour vérifier le contenu et l'exactitude de la traduction dans les transcriptions.

307. Toutes les données des entretiens et des groupes de discussion ont été codées et analysées à l'aide du logiciel qualitatif NVivo. L'équipe d'évaluation a créé une structure de codage préliminaire basée sur les QE, les protocoles des entretiens et des groupes de discussion, ainsi que sur les idées qui ont émergé au cours de la collecte des données. Le schéma de codage qui en a résulté a été utilisé pour organiser et analyser ultérieurement les informations recueillies lors des IIK et des discussions de groupe. Le schéma a été utilisé comme un document évolutif et a été occasionnellement modifié au fur et à mesure que de nouveaux thèmes et résultats apparaissaient au cours de l'analyse des données. Une liste de définitions pour les codes accompagnait le schéma, afin que les codeurs utilisent les mêmes normes pour catégoriser les données. Après avoir saisi les données brutes dans NVivo, les codeurs ont sélectionné un échantillon d'entretiens pour procéder à un double codage afin de garantir la fiabilité inter-juges. L'équipe a ensuite introduit les données dans la structure thématique. Au cours de ce processus de réduction des données, les chercheurs ont caractérisé la prévalence des réponses, examiné les différences entre les groupes et identifié les principaux résultats et thèmes liés aux QE. Les chercheurs qualitatifs ont discuté et comparé les résultats entre eux, puis ont triangulé les données avec les résultats de la recherche quantitative afin de garantir la validité et la richesse de nos données. L'équipe d'évaluation a ventilé les données qualitatives dans la mesure du possible afin de différencier les perceptions des différents groupes de bénéficiaires et de parties prenantes. L'équipe s'est efforcée de refléter la diversité des expériences vécues dans le cadre du programme en distinguant les résultats pour les différents groupes (c'est-à-dire les filles, les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays) chaque fois que cela était possible et pertinent.

Annexe 16.

Activités, objectifs et résultats du BBGE Niger sur la base des données de suivi et d'enquête

Key BBGE activities	Target	Reported outputs (Logframe Dec 2021)	Reported outputs (Logframe Dec 2022)	School Survey	Youth Survey
School meals (primary schools)	73,410 beneficiaries	63,108 beneficiaries	109,922 beneficiaries	94% of primary schools Meals were provided on average 5.3 days per week	82% of youth in primary schools
Schools with school canteen	190	190	678	100% of primary schools had a functioning school canteen	N/A
Trainings for school cooks and storekeepers on food preparation and management	missing	missing	missing	12% of schools	N/A
School-based nutritional supplementation (Folic acid, vitamin A, iron, deworming tablets) (beneficiaries)	Folic acid: 17,000 Iron: n/a Deworming: n/a Vitamin A: n/a	Folic acid: 19,950 Iron: 0 Deworming: 0 Vitamin A: 0	missing	28% of schools provided any Folic acid: 12% of schools Iron: 4% Deworming: 16% Vitamin A: 4%	49% received any Folic Acid: 7% of youth Iron: 13% of youth Deworming: 48% of youth Vitamin A: 22% of youth
Construction of gender-segregated latrines and handwashing stations	Latrines: 126 Handwashin g stations: 252	Latrines: 62 Handwashing stations: 570	Latrines: 235 Handwashing stations: 687	Latrines: 82% of schools Handwashing stations: 42% of schools	N/A
Menstrual and hygiene management kits, including sanitary napkins	10,000 kits	0	10,034 kits distributed	48% of schools distributed sanitary napkins <i>occasionally</i>	8% of females received MHM kit 29% of females received hygiene kit
Cash grants to primary- and secondary-school girls	12,690 adolescent girls per year	14,732 cash grant beneficiaries	12,123 cash grant beneficiaries	66% provide cash grants for girls in secondary	57% of females 41% primary school 44% secondary school

Safe spaces/dialogue spaces	Missing 115 mentors	Missing 111 mentors	68 safe spaces 179 mentors	N/A	N/A
Additional support (courses) for girls returning to school	600	0	280	N/A	N/A
Training on income-generating activities for women in targeted households	missing	missing	missing	N/A	N/A
Community-level social and behavioural change communication campaigns on SRHR, girls' education, nutrition, health	2 campaigns 6000 people reached	0	2 SBCC campaigns reached 28,404 community members with messages on SRHR and girls' education	N/A	N/A
Health clubs	15	0	15	0% of schools	3% of youth
National school feeding policy developed and adopted	1	0	missing	N/A	N/A

Division des programmes scolaires

Programme alimentaire mondial

Via Cesare Giulio Viola 68/70

00148 Rome, Italie

T +39 06 65131 wfp.org